



Recueil des Actes Administratifs

N°387 du 5 décembre 2019

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

1^{ère} PARTIE : DELIBERATIONS

Commission Permanente

- Réunion du 29 novembre 2019

2^{ème} PARTIE : ARRETES DU PRESIDENT

**

Calendrier des réunions du Conseil Départemental à venir :

- 6 décembre 2019 (pré-budget)

à l'Hôtel du Département – 6 rue Gaston Manent – 65000 TARBES.

COMMISSION PERMANENTE

Réunion du vendredi 29 novembre 2019

| N° | TITRE | Page |
|----|-------|------|
|----|-------|------|

1re Commission - Solidarités sociales

| | | |
|---|---|----|
| 1 | ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES POUR L'ACHAT D'AIDES TECHNIQUES INDIVIDUELLES PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE | 1 |
| 2 | CONVENTION ENTRE LA FEPEM ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRENEES RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS EMPLOYEURS EN SITUATION DE PERTE D'AUTONOMIE ET DE HANDICAP | 3 |
| 3 | AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2015-2018 ENTRE LE DEPARTEMENT ET LES CLIC POUR VERSEMENT DE LA DOTATION FINANCIERE 2020 | 14 |
| 4 | AIDE SOCIALE A L'ENFANCE - 2019 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRÉNÉES ET L'ASSOCIATION IRIS 65 | 28 |
| 5 | AIDE SOCIALE A L'ENFANCE - 2019 - AVENANTS / CONVENTIONS DE FINANCEMENT 2019 POUR L'ACCUEIL DE JEUNES DE 15 A 21 ANS - ASSOCIATION ATRIUM FJT ET ASSOCIATION PERE LE BIDEAU MECS SAINT-JOSEPH | 34 |
| 6 | 2019 - CONVENTION DE FINANCEMENT ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE DES HAUTES-PYRENEES (APS 65) | 44 |
| 7 | AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI 2019-2021 | 49 |

2e Commission - Solidarités territoriales : projet de territoire et développement durable

| | | |
|----|---|-----|
| 8 | SCHEMA D'AMENAGEMENT DES EAUX NESTE ET RIVIERES DE GASCOGNE (SAGE NRG) CONVENTION DE PARTENARIAT NESTE ET RIVIERE DE GASCOGNE | 62 |
| 9 | AVENANT PAPI DES NESTES | 79 |
| 10 | PROJET DE CREATION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MASSIF DU MONTIOUS (BORDERES LOURON) | 123 |
| 11 | FONDS DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DECHETS CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE DE SUBVENTIONS | 130 |
| 12 | FONDS DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DECHETS DEUXIEME PROGRAMMATION DE 2019 | 132 |

| | | |
|----|---|-----|
| 13 | FONDS DEPARTEMENTAL POUR L'ENVIRONNEMENT DEUXIEME PROGRAMMATION DE 2019 | 135 |
| 14 | POLITIQUES TERRITORIALES DISPOSITIF REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA VALORISATION DES BOURGS CENTRES CONTRAT CADRE 2019 - 2021 DE LA COMMUNE DE JUILLAN | 138 |
| 15 | CREATION DE L'ASSOCIATION DE PREFIGURATION DE L'AGENCE DES PYRENEES ADHESION DU DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET DESIGNATION DE DEUX REPRESENTANTS | 185 |
| 16 | POLES TOURISTIQUES DES HAUTES-PYRENEES REPROGRAMMATION DU DOSSIER DE TRAVAUX DE REQUALIFICATION A PIAU-ENGALY - COMMUNE D'ARAGNOUET | 198 |
| 17 | PROROGATIONS DU DELAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS APPEL A PROJETS "POLES TOURISTIQUES DES HAUTES-PYRENEES" | 200 |
| 18 | FONDS D'URGENCE ROUTIER INTEMPERIES (F.U.R.I) 3eme PROGRAMMATION 2019 | 202 |
| 19 | FONDS D'AMENAGEMENT RURAL PROGRAMMATION | 204 |
| 20 | FONDS D'AMENAGEMENT RURAL PROROGATION DU DELAI D'EMPLOI DE SUBVENTION CHANGEMENT D'AFFECTATION DE SUBVENTION TRANSFERT DE BENEFICIAIRE | 206 |
| 21 | AVENANT N°1 à la CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS - AGENCE DEPARTEMENTALE D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES (ADAC 65) | 209 |

3e Commission - Infrastructures départementales, mobilité

| | | |
|----|---|-----|
| 22 | ROUTE DÉPARTEMENTALE 25 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU LOURON AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE ET MISE EN SECURITE D'UN CARREFOUR | 213 |
| 23 | ROUTE DÉPARTEMENTALE 27 - COMMUNE DE SIARROUY AMÉNAGEMENT DE SÉCURITÉ DANS LA TRAVERSE MISE EN PLACE D'UN CARREFOUR SURÉLEVÉ | 220 |
| 24 | ROUTES DÉPARTEMENTALES 921 ET 128 - COMMUNE DE GAVARNIE-GÈDRE REQUALIFICATION URBAINE ET MISE EN ACCESSIBILITÉ DU CENTRE DU VILLAGE | 225 |
| 25 | ROUTES DÉPARTEMENTALES 921 et 172 - COMMUNE D'ESQUIÈZE-SÈRE REQUALIFICATION URBAINE - AMÉNAGEMENT ET MISE AUX NORMES DU CENTRE DU VILLAGE | 230 |
| 26 | ROUTE DÉPARTEMENTALE 608 COMMUNE DE TARBES - BOULEVARD PIERRE RENAUDET CREATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AVEC L'AVENUE DES TILLEULS | 236 |
| 27 | RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE REPARTITION 2019 | 242 |
| 28 | VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SITUE 2 RUE LORDAT A TARBES | 251 |

4e Commission - Education, culture, jeunesse, sport et vie associative

| | | |
|----|--|-----|
| 29 | AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATIONS | 254 |
| 30 | AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATION 2019 | 258 |
| 31 | AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATIONS | 260 |
| 32 | AIDE AU SPORT RECTIFICATIF D'INDIVIDUALISATIONS | 265 |
| 33 | AIDE AU CINEMA SCOLAIRE EN MILIEU RURAL | 267 |
| 34 | CITES SCOLAIRES MIXTES : EQUIPEMENT EN CLASSES MOBILES | 269 |
| 35 | CITES SCOLAIRES RENE BILLERES A ARGELES-GAZOST : PARTICIPATION AU REMPLACEMENT DES PLATEAUX DE SELF | 271 |

5e Commission - Finances, ressources humaines et moyens généraux

| | | |
|----|---|-----|
| 36 | REPARTITION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE 2019 | 273 |
| 37 | REPARTITION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES ADDITIONNELLES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX 2019 | 293 |
| 38 | FRAIS DES ELUS POUR L'EXERCICE DE LEUR MANDAT | 321 |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

**1 - ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES
POUR L'ACHAT D'AIDES TECHNIQUES INDIVIDUELLES
PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS
DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a créé la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA). A ce titre, le Département perçoit un concours financier de la CNSA d'un montant de 635 429,32€ pour l'année 2019.

La Conférence des Financeurs définit un programme de financement des actions individuelles et collectives de prévention. Les crédits de la CNSA sont délégués au Département afin d'assurer le financement de ces actions de prévention, notamment pour l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles.

Ainsi, des équipements et aides techniques favorisant le soutien à domicile peuvent faire l'objet d'un financement individuel. Les membres de la CFPPA ont opté pour le financement d'aides techniques (prothèse auditive), à titre individuel, pour un montant total de 75 000€ sur l'année 2019. Cette aide financière de la CFPPA intervient en complément des aides légales et extra légales.

Conformément au règlement d'attribution des aides techniques auditives validé par la CFPPA et la Commission Permanente du 7 septembre 2018,

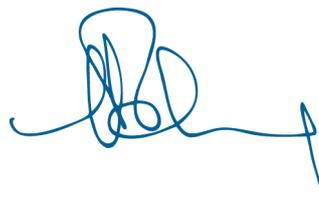
Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – d’attribuer aux bénéficiaires éligibles à une aide CFPPA pour l’achat d’aides techniques individuelles un montant total de 2 405,01 € sur le chapitre 935-532 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

2 - CONVENTION ENTRE LA FEPEM ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRENEES RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS EMPLOYEURS EN SITUATION DE PERTE D'AUTONOMIE ET DE HANDICAP

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise qu'en France, 3,4 millions de particuliers emploient 1,4 million de salariés à leur domicile afin de répondre à leurs besoins d'accompagnement en matière de garde d'enfants, de l'entretien de leur cadre de vie ou encore du maintien à domicile des personnes fragiles.

Dans les Hautes-Pyrénées, 11% des ménages ont recours à l'emploi à domicile. En 2017, l'emploi à domicile concerne, dans les Hautes-Pyrénées, 11 652 particuliers employeurs et 5 307 salariés. Ce sont 4,5 millions d'heures qui ont été déclarées et plus de 26 millions d'euros de masse salariale qui ont été versés dans le secteur.

5 078 particuliers employeurs sont âgés de 60 ans et plus. Parmi ce public, 53 % sont âgés de 80 ans et plus. En 2017, 1 284 particuliers employeurs sont bénéficiaires de l'APA à domicile et 1 186 particuliers employeurs sont bénéficiaires de la PCH et ACTP.

Ces particuliers employeurs sont représentés par la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) qui s'engage et se mobilise pour la structuration de l'emploi à domicile entre particuliers.

La FEPEM œuvre depuis de nombreuses années, en lien avec les partenaires sociaux représentatifs des branches salariés et assistants maternels du particulier employeur, au développement, à la professionnalisation et à la sécurisation de l'emploi à domicile.

La FEPEM a renouvelé la convention avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie le 13 décembre 2018 pour 3 ans afin de soutenir et renforcer les actions à destination des particuliers employeurs et des partenaires du secteur que sont, notamment, les conseils départementaux.

Les actions identifiées dans le cadre de cette convention entre le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées et la FEPEM seront co-financées dans le cadre de la convention CNSA/ FEPEM.

La convention proposée a pour objet de définir la nature et le coût des actions que la FEPEM s'engage à réaliser, en partenariat avec le Département, à destination des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap.

Ce programme porte sur les points suivants :

- Action 1 – Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap
- Action 2 – Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenant auprès des personnes âgées et en situation de handicap.

Le Département s'engage à promouvoir le programme d'actions de la FEPEM par le biais de ses différents canaux de communication institutionnelle et la mise à disposition éventuelle de salles et de matériels.

La FEPEM ne demandera aucune participation au Département sur le coût global des actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

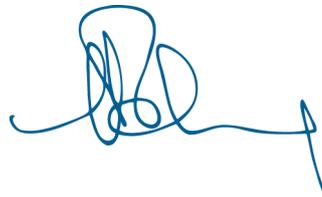
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) qui a pour objet de définir la nature et le coût des actions que la FEPEM s'engage à réaliser, en partenariat avec le Département, à destination des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap ;

Article 2 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

**Convention entre la
FEPEM et le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées**

Relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte
d'autonomie et de handicap

Entre, d'une part,

Le Département des Hautes-Pyrénées,
Représenté par Michel Pélieu
Dûment habilité à cet effet par décision du Conseil départemental du 2 avril 2015,

Ci-après désigné par le terme de « Département »,

Et, d'autre part,

La Fédération des Particuliers Employeurs de France (Fepem),
dont le siège social est situé au 79 rue de Monceau 75 008 Paris, (n° SIRET : 784 204 786 000 72.
n° SIREN : 784 204 786)
représentée par la Présidente de la délégation de FEPEM Occitanie, Madame Martine Plane

Ci-après désignée «**la FEPEM**»,

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants,
- Vu les circulaires d'application relatives à la section IV du budget de la CNSA ;
- Vu les actions éligibles à la section IV du budget de la CNSA présentées par la FEPEM ;

Il est décidé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En France, 3,4 millions de particuliers emploient 1,4 million de salariés à leur domicile afin de répondre à leurs besoins d'accompagnement en matière de garde d'enfants, de l'entretien de leur cadre de vie ou encore du maintien à domicile des personnes fragiles.

Ces particuliers employeurs sont représentés par la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) qui s'engage et se mobilise pour la structuration de l'emploi à domicile entre particuliers.

La FEPEM œuvre depuis de nombreuses années, en lien avec les partenaires sociaux représentatifs des branches salariés et assistants maternels du particulier employeur, au développement, à la professionnalisation et à la sécurisation de l'emploi à domicile.

Le secteur de l'emploi à domicile est fortement concerné par l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap afin de répondre aux enjeux liés à leur maintien à domicile. **En effet, avec 1.1 millions de particuliers employeurs de plus de 60 ans et 70 000 en situation de handicap**, le secteur de l'emploi à domicile se mobilise afin d'accompagner ces publics dans leur fonction d'employeur. Par ses conseils et ses services, elle accompagne le particulier employeur dans la dimension administrative et juridique de sa relation avec son salarié et concourt au développement de nombreux outils de structuration juridique et de professionnalisation du secteur.

La FEPEM est aussi à l'initiative avec ses partenaires, Groupe IRCM et IPERIA l'Institut, de la création du Réseau Particulier Emploi. A ce jour, ce Réseau compte 23 Relais Particuliers Emploi installés en région qui ont pour mission d'accueillir le grand public et d'accompagner les partenaires du secteur.

Enfin, la FEPEM a renouvelé sa convention avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie le 13 décembre 2018 pour 3 ans afin de soutenir et renforcer les actions à destination de ces particuliers employeurs et des partenaires du secteur que sont, notamment, les conseils départementaux.

Les actions identifiées dans le cadre de cette convention entre le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées et la FEPEM seront d'ailleurs co-financées dans le cadre de la convention CNSA/FEPEM.

La région Occitanie compte 284 161 particuliers employeurs dont 102 341 ont plus de 60 ans et 13 265 perçoivent l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Le poids économique de l'emploi à domicile dans l'accompagnement à domicile des ménages, en particulier des seniors, est important. Il représente, dans la région, 21 240 emplois équivalents temps plein (ETP) pour les seuls salariés à domicile. Le développement de l'emploi à domicile devrait se poursuivre ces prochaines années sous l'effet des évolutions démographiques et de l'augmentation du nombre de seniors souhaitant vivre à leur domicile tout en étant accompagnés par le salarié de leur choix. L'Observatoire des emplois de la famille¹ estime à 10 000 le nombre d'ETP qui devront être créés dans la région d'ici à 2050 pour répondre aux besoins d'accompagnement à domicile des plus de 80 ans.

Dans les Hautes-Pyrénées, 11% des ménages ont recours à l'emploi à domicile. En 2017, l'emploi à domicile concerne, dans les Hautes-Pyrénées, 11 652 particuliers employeurs et 5 307 salariés. Ce sont 4,5 million d'heures qui ont été déclarées et plus de 26 millions d'euros de masse salariale qui ont été versés dans le secteur.

5 078 particuliers employeurs sont âgés de 60 ans et plus. Parmi ce public, 53% sont âgés de 80 ans et plus. En 2017, 1 284 particuliers employeurs sont bénéficiaires de l'APA à domicile et 1 186 particuliers employeurs sont bénéficiaires de la PCH et ACTP.

Pour accompagner ce public, le Conseil Départemental des Hautes Pyrénées a créé en 2017 une **Maison Départementale de l'Autonomie (MDA)** réunissant les services du Département dédiés aux politiques vers les personnes âgées ou en situation de handicap et la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). L'objectif étant de faciliter le parcours des personnes âgées et/ou en situation de handicap en améliorant l'accueil, l'information, le conseil et l'orientation, la MDA s'appuie notamment sur les 6 Centres locaux d'information et de coordination (CLIC) du département.

¹ Depuis 2008, l'Observatoire des emplois de la famille produit, à l'échelle nationale et sur les territoires, des études, des recherches et des statistiques visant à mieux connaître le secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Ces travaux portent principalement sur le recours à l'emploi à domicile, l'analyse des attentes au domicile des familles et l'évolution des besoins en emplois et en compétences dans le secteur des particuliers employeurs.

Par ailleurs, le Département finance depuis 2008, le Relais d'Aide à Domicile, réseau d'acteurs de l'aide à la personne, qui assure une permanence téléphonique et physique à destination des particuliers employeurs et des salariés de l'aide à domicile. C'est à ce titre que le Relais d'Aide à Domicile a été identifié dans le département des Hautes-Pyrénées comme Point Relais Particulier Emploi par la FEPEM.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir la nature et le coût des actions que la FEPEM s'engage à réaliser, en partenariat avec le Département, à destination des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap.

Ce programme porte sur les points suivants :

- Action 1 - Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap
- Action 2 – Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenant auprès des personnes âgées et en situation de handicap.

Les actions à réaliser sont décrites dans l'annexe n°1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 – Coût du projet

Le coût global des actions s'élève à 12 200€

Le montant de ce programme d'actions est établi sous réserve de la réalisation des opérations dont la programmation financière figure en annexe 2. Cette annexe est une partie intégrante de la présente convention.

Les actions 1-2 sont financées dans le cadre de la convention CNSA/FEPEM. Pour la réalisation de ce programme, la FEPEM soumettra annuellement une demande de participation à la CNSA, à hauteur de 60% du coût global des actions réalisées.

Le Département s'engage à promouvoir le programme d'actions de la FEPEM par le biais de ses différents canaux de communication institutionnelle et la mise à disposition éventuelle de salles et de matériels.

La FEPEM ne demandera aucune participation au Département sur le coût global des actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Article 3 – Modalité de mise en œuvre des actions

Dans le cadre de la réalisation des différentes actions, la FEPEM pourra faire appel à ses partenaires que sont notamment :

- Le Réseau Particulier Emploi. Ce Réseau, récemment installé à l'initiative du groupe IRCHEM, d'IPERIA l'Institut et de la FEPEM est engagé dans une démarche d'animation visant à décliner, sur les territoires, des actions permettant d'accompagner les particuliers employeurs âgés et en situation de handicap ainsi que leur entourage proche. Il pourra être sollicité, concrètement, afin d'organiser des réunions d'information, des entretiens individuels et de diffuser et valoriser les outils existants à destination des particuliers employeurs.
- Fédération Mandataires : Fédération mandataires représente des structures intervenant en mode mandataire notamment auprès de particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap. Cette Fédération assure une mission d'assistance et de conseil auprès des structures mandataires. En partenariat avec cette Fédération, la FEPEM a développé une démarche Qualité nommée Qualimandat®. Cette démarche a pour objectif d'accompagner la professionnalisation des structures et de s'assurer de la qualité des services rendus aux particuliers employeurs.

Article 4 – Suivi de l'application de la convention par un comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé notamment de représentants de la FEPEM et du Conseil départemental, assurera le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme, et en communiquera les résultats, sur la base d'indicateurs que les membres dudit comité de pilotage auront préalablement définis.

Article 5 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est conclue pour deux ans jusqu'au 31 décembre 2021. Elle pourra, en accord avec les deux parties signataires, faire l'objet d'avenant.

Enfin, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, d'un ou plusieurs des engagements contenus dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une d'elles. Dans ce cas, cette décision devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et respecter un préavis de trois mois.

Article 6 – Contentieux

Le Tribunal administratif de Paris – 7, rue Jouy 75004 Paris – est compétent se saisir des contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux à Auch, le

Pour le Département,
Michel PELIEU
Président

Pour la FEPEM
Martine PLANE
Présidente de la Délégation Fepem
Occitanie

Annexe 1 : Programme d'actions.

Contexte et présentation du programme d'actions :

Dans le cadre des politiques sociales mises en œuvre par les Conseils départementaux, certaines personnes, percevant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ou la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), font le choix de recourir à l'emploi direct ou au mandataire. Ces personnes sont donc particuliers employeurs. Cette convention doit permettre de les informer et de les accompagner par la mise en place de dispositifs spécifiques.

- Cf. fiche 1 : Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap

Un accompagnement des acteurs de proximité, équipe médico-sociale, a été identifié comme nécessaire afin de répondre à leurs questions au sujet de l'emploi à domicile.

- Cf. fiche 2 : Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenants auprès des personnes âgées et en situation de handicap.

| Action 1 | <i>Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap</i> |
|--|--|
| Objectifs | <p>Dans le cadre de cette convention, en partenariat avec le Conseil départemental, des actions seront réalisées à destination des particuliers employeurs, des aidants et des salariés du particulier employeur.</p> <p>Il s'agit, par le biais, des différentes actions menées, de pouvoir informer et accompagner notamment ces particuliers employeurs dans la gestion de la relation avec leur(s) salarié(s).</p> |
| Pilote | FEPEM |
| Organisations sollicitées | Réseau Particulier Emploi |
| Descriptif de l'action | <p>Afin d'accompagner les particuliers employeurs percevant l'APA ou la PCH :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre réunions d'informations seront mises en œuvre sur les territoires afin de les informer sur leur rôle d'employeur et de les accompagner concrètement dans leur positionnement vis-à-vis de leur(s) salarié(s). Les territoires d'intervention seront identifiés avec les équipes du Conseil Départemental en fonction des besoins identifiés sur les territoires. • Des dispositifs d'accompagnement individuel seront proposés aux particuliers employeurs percevant l'APA ou la PCH. L'objectif est de faciliter l'accès de ces particuliers employeurs à un outillage et à un accompagnement personnalisé afin de les accompagner dans la gestion de la relation de travail avec leur(s) salarié(s). Pour se faire, deux types d'accompagnement sont possibles : <ul style="list-style-type: none"> - Un premier niveau d'accompagnement via un entretien avec un professionnel qui permettra au particulier employeur d'être accompagné dans la mise en place ou dans la gestion de la relation de travail avec son (ses) salarié(s). Il bénéficiera d'un conseil personnalisé et pourra accéder à un ensemble d'outils notamment via l'Espace Particulier Employeur. 200 accompagnements sont proposés dans le cadre de cette convention. - Un second niveau d'accompagnement via une consultation juridique. Cette consultation doit permettre au particulier employeur d'échanger avec un juriste afin d'être accompagné dans le cadre de la formalisation juridique de la relation de travail et dans l'ensemble des procédures liées à son rôle d'employeur (recrutement, rupture de contrat, gestion courante de la relation, ..). 30 accompagnements sont proposés dans le cadre de cette convention. <p>Modalités de communication relatives aux dispositifs individuels : Tous les bénéficiaires de l'APA ou de la PCH auxquels un plan d'aide en emploi direct est notifié, recevront un courrier d'information et un bulletin afin de pouvoir bénéficier des deux accompagnements proposés : <ul style="list-style-type: none"> - un premier niveau d'accompagnement permettant un conseil et l'accès à des outils adaptés. En acceptant cet accompagnement, la personne devient membre de la FEPEM. - un second niveau d'accompagnement permettant l'accès à une consultation juridique afin de sécuriser la relation d'emploi entre particulier employeur et salariés. Ces deux niveaux d'accompagnement feront l'objet de bulletins distincts. Les modalités d'envoi et de communication sont à prévoir par le Département. Les équipes médico-sociale seront sensibilisées aux 2 dispositifs lors des réunions d'informations et en mesure de faire le lien avec la Fepem selon le besoin du particulier.</p> <p>Ces deux accompagnements pourront également être présentés sur le site et / ou sur les supports de communication diffusés par le Département.</p> |
| Cibles | <ul style="list-style-type: none"> • Particuliers employeurs âgés, • Particuliers employeurs en situation de handicap, • Environnement proche des personnes âgées et des personnes en situation de handicap : proches aidants. |
| Budget | 8 300€ (cf. Annexe 2) |
| Calendrier | <p>Démarrage de l'action en janvier 2020 et déploiement sur la continuité de la convention</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et validation des outils (courrier + bulletin) • Validation du process d'accompagnement • Identification des canaux de diffusion de l'information |
| Indicateurs de résultats et éléments de bilan | <p>Afin d'évaluer la réussite des actions, différents indicateurs seront prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'accompagnement individuel au global par an orientées par les CD • Nombre de permanences juridiques (idem ci-dessus), • Mesure de la satisfaction des particuliers employeurs |

| | |
|--|---|
| Action 2 | Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenants auprès des personnes âgées et en situation de handicap. |
| Objectifs | Dans le cadre de cette action, il est prévu d'informer et d'accompagner les équipes médico-sociales, coordinatrices CLIC et gestionnaires de cas MAIA qui sont au contact des personnes qui perçoivent l'APA et la PCH. Cette offre dédiée doit permettre de répondre à leurs questions sur l'emploi à domicile notamment en ce qui concerne la relation de travail entre particulier(s) employeur(s) et salarié(s). |
| Pilote | FEPEM |
| Organisations sollicitées | FEPEM |
| Descriptif de l'action | <p>Afin d'accompagner les professionnels qui sont en contact avec les particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap seront mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux réunions d'information par des juristes experts et des animateurs territoriaux (présentation du secteur, présentation juridique des étapes clés de la vie du contrat de travail encadrée par la convention collective, transmission des clefs de l'accompagnement en fonction des publics concernés). Un questionnaire de satisfaction sera proposé à l'issue de chacune des réunions. • Une assistance téléphonique à destination des équipes médico-sociales APA et PCH, les agents des MDS, les TS CLIC afin qu'ils puissent bénéficier d'une information en continu. Ils auront ainsi accès directement aux conseils d'un juriste qui pourra leur délivrer une information relative aux références conventionnelles et légales. (120 appels de 15 minutes) |
| Cibles | Les acteurs sur les territoires contribuant à l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap ou plus spécifiquement à leur maintien à domicile et dépendant du conseil départemental. |
| Budget | 3 900€ |
| Calendrier | Démarrage de l'action en janvier 2020 |
| Indicateurs de résultats et Eléments de bilan | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'actions réalisées <ul style="list-style-type: none"> - nombre et type de réunions, - nombre et type de participants - nombre d'appel des collaborateurs des CD ou partenaire. • Mesure de la satisfaction des Conseils départementaux et autres partenaires • Mesure de la satisfaction des bénéficiaires de l'APA et PCH |

ANNEXE n° 2 à la convention Conseil départemental des Hautes-Pyrénées /FEP
 relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte
 d'autonomie et de handicap

Programmation financière prévisionnelle pour la période 2020-2021

| | | 2020 | 2021 | Total |
|---|---|--------------|--------------|--------------|
| Action 1 - Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap | | | | |
| | Réunions d'informations | 700 | 700 | 1400 |
| | Dispositif d'accompagnement individuel | | | |
| | Premier niveau d'accompagnement (conseil & orientation) | 1 200 | 1 200 | 2 400 |
| | Second niveau d'accompagnement - Consultation juridique | 2 250 | 2 250 | 4 500 |
| Sous total Action 1 | | 4 150 | 4 150 | 8 300 |

| | | | | |
|--|---|--------------|------------|--------------|
| Action 2 – Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenant dans l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap | | | | |
| | Réunion d'information à destination des professionnels du conseil départemental | 750 | 750 | 1 500 |
| | Mise en place d'une ligne dédiée (120 appels) | 2 400 | 0 | 2 400 |
| Sous-total Action 2 | | 3 150 | 750 | 3 900 |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

3 - AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2015-2018 ENTRE LE DEPARTEMENT ET LES CLIC POUR VERSEMENT DE LA DOTATION FINANCIERE 2020

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que depuis le 1^{er} janvier 2015, le pilotage et le financement du dispositif des Centres Locaux d'Information et de Coordination Gérontologique (CLIC) est une compétence du Département.

Les CLIC sont des structures de proximité chargées de l'information du public et de la mise en lien des acteurs du territoire œuvrant en faveur des personnes âgées. Les relations entre les CLIC et le Département ont été formalisées par voie conventionnelle en 2015 afin de mieux prendre en compte les besoins des personnes âgées, le déploiement de nouveaux dispositifs de coordination (MAIA, PAERPA...) et les complémentarités nécessaires avec les interventions des services sociaux départementaux (Maison Départementale pour l'Autonomie, Maisons Départementales de Solidarité...).

Les conventions de partenariat entre le Département des Hautes-Pyrénées et les 6 CLIC du Département sont arrivées à terme en 2018. Un avenant de prorogation a été signé pour 2019. Une nouvelle convention de partenariat avec chaque CLIC est en cours d'élaboration et sera présentée en Commission Permanente en 2020.

Dans l'attente de la finalisation de ces nouvelles conventions de partenariat, il est proposé de proroger d'un an par avenant les conventions avec les CLIC.

De plus, il est proposé d'approuver les dotations de financement 2019 pour les 6 CLIC du département.

Pour 2020, afin d'éviter des problèmes de trésorerie, il est proposé de verser à chaque CLIC une avance de 40 000€ sur leur dotation de financement 2020. Le montant total de la dotation 2020 sera fixé après les arbitrages budgétaires.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Laurent Lages n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

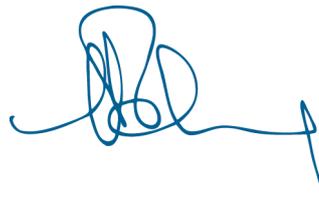
Article 1^{er} – d'approuver les montants de la participation du Département au fonctionnement des CLIC pour l'année 2019, soit un montant total de 320 000 € :

- CLIC Haut-Adour Générations : 51 000 €
- CLIC Regain (Lannemezan) : 48 000 €
- CLIC du Pays des Coteaux : 54 000 €
- CLIC Vic Montaner Gériologie : 54 000 €
- CLIC du Pays des Gaves : 57 000 €
- CLIC SAGE (Agglomération Tarbaise) : 56 000 €

Article 2 – d'approuver l'attribution pour chaque CLIC d'une avance de 40 000 € pour 2020 sur le montant total de la dotation qui sera connu après le vote du budget ;

Article 3 – d'autoriser le Président à signer les avenants, joints à la présente délibération, relatifs à la prolongation des conventions de partenariat, au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION PAYS DES COTEAUX 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique PAYS DES COTEAUX, représenté par son Président, M. Laurent LAGES,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC PAYS DES COTEAUX 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC PAYS DES COTEAUX s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

La convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Pour le CLIC PAYS DES COTEAUX
Le Président

Michel PELIEU

Laurent LAGES



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION PAYS DES GAVES 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique PAYS DES GAVES, représenté par sa Présidente, Mme Marcelle DUBRAY,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC PAYS DES GAVES 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC PAYS DES GAVES s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

La convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Pour le CLIC PAYS DES GAVES
La Présidente

Michel PELIEU

Marcelle DUBRAY



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION SAGE 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique SAGE, représenté par son Président, M. Christian ZYTYNSKI,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC SAGE 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC SAGE s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

Le convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Pour le CLIC SAGE
Le Président

Michel PELIEU

Christian ZYTYNSKI



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION VIC MONTANER GERONTOLOGIE 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique VIC MONTANER GERONTOLOGIE, représenté par sa Présidente, Mme Marie-France HERROU-VOLFF,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC VIC MONTANER GERONTOLOGIE 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC VIC MONTANER GERONTOLOGIE s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

La convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Pour le VIC MONTANER GERONTOLOGIE
La Présidente

Michel PELIEU

Marie-France HERROU-VOLFF



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION HAUT-ADOUR GENERATIONS 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique Haut-Adour Générations, représenté par son Président, M. Romain CABAUP,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC Haut-Adour Générations 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC Haut-Adour Générations s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

La convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Pour le CLIC Haut-Adour Générations
Le Président

Michel PELIEU

Romain CABAUP



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES ET LE CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE
COORDINATION REGAIN 2015-2018**

Entre

le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Michel PELIEU,

Et

le Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique REGAIN, représenté par sa Présidente, Mme Virginie MONTANER,

Il est convenu ce qui suit :

L'avenant N°2 acte le prolongement pour une année supplémentaire de la convention de partenariat entre le Département et le CLIC REGAIN 2015-2018.

Par cet avenant, le CLIC REGAIN s'engage dans la réflexion, aux côtés du Conseil Départemental, sur un nouveau modèle organisationnel de coordination territoriale mobilisant les acteurs du territoire. Cette réflexion prend en considération la mise en œuvre d'une convergence CTA, CLIC et MAIA ainsi que des travaux en lien avec la PTA.

Article 1 :

Pour l'année 2020, une avance sur la dotation 2020 sera opérée :

Un premier versement s'effectuera à la fin du mois de mars sur la base de la subvention 2019 soit 40 000€.

Un second versement s'effectuera après la fixation de la participation 2020 du Département. Le montant de ce solde sera en effet fixé après les arbitrages budgétaires du Département.

Article 2 :

L'article 5 « Durée de la Convention » est modifié selon les modalités suivantes.

La convention de partenariat est prolongée d'un an et prendra fin au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Le présent avenant entre en vigueur à la date de signature. Toute nouvelle modification de la convention ou de son avenant fera l'objet d'un nouvel avenant.

Article 4 :

Le reste de la convention initiale est sans changement.

Fait à Tarbes, le :

Pour le Département des Hautes-Pyrénées
Le Président du Conseil Départemental

Michel PELIEU

Pour le CLIC REGAIN
La Co-Présidente

Virginie MONTANER

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

4 - AIDE SOCIALE A L'ENFANCE - 2019 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRÉNÉES ET L'ASSOCIATION IRIS 65

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association IRIS 65 pour l'année 2019.

La convention proposée s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique menée par le Département afin de favoriser « l'Autonomie des jeunes », à savoir l'accompagnement de 40 jeunes, âgés de 18 à 21 ans, dans le cadre de Contrats Jeunes Majeurs.

L'association IRIS 65 est sollicitée pour poursuivre le partenariat dans cette orientation politique.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. David Larrazabal n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

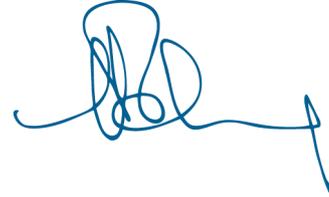
Article 1^{er} – d'approuver la convention annuelle, jointe à la présente délibération, qui fixe les modalités de coordination entre l'Association IRIS 65 et le Département des Hautes Pyrénées ;

Article 2 – d'attribuer une subvention de 32 000 € à l'Association IRIS 65 ;

Article 3 – de prélever ce montant sur le chapitre 935-511 du budget départemental ;

Article 4 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

**CONVENTION 2019 DE RENOUVELLEMENT DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES –
SERVICE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE – ET L'ASSOCIATION IRIS 65**

Entre,

Le Département-des Hautes-Pyrénées – Service de l'Aide Sociale à l'Enfance - représenté par le Président du Conseil Départemental, désigné ci-après par « le service de l'Aide Sociale à l'Enfance »,

Et

L'Association IRIS 65 – 15 Rue Bernard PALISSY, Centre Social HENRI IV – 65000 TARBES - représentée par son Président, Michel DO CARMO, désigné ci-après « IRIS 65 ».

VU, les lois n° 2007-293 du 5 mars 2007 et n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance,

VU, l'article L 221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui définit les missions de l'Aide Sociale à l'Enfance alinéa 1,

VU, l'article L 222-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui déterminent les diverses catégories d'enfants qui sont pris en charge sur les plans matériel et éducatif par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance,

Vu, les attendus dans le cadre de la stratégie pauvreté notamment dans le cadre de la contractualisation visant à « éviter les sorties sèches de l'ASE »

Il est convenu ce qui suit,

Article 1 – Objet de la convention

L'objectif de cette convention vise à définir :

- les engagements techniques et opérationnels du service de l'ASE et de l'association IRIS 65 dans le cadre de la mise en œuvre de la politique menée par le Département afin de favoriser « l'Autonomie des jeunes »;
- le montant de la prestation financière attribuée à IRIS 65 dans le cadre de cette mission pour l'année 2019.

L'association IRIS 65 est sollicitée pour s'inscrire dans la mise en œuvre de la politique menée par le Département afin de favoriser « l'Autonomie des jeunes », à savoir l'accompagnement de jeunes, âgés de 18 à 21 ans, dans le cadre de Contrats Jeunes Majeurs.

En effet, le service de l'Aide Sociale à l'Enfance propose à des jeunes majeurs âgés de 18 à 21 ans, un accompagnement socio-éducatif dans un processus d'autonomisation dans le quotidien de leurs vies (budget, logement, santé...) et de prise en charge personnelle de leur insertion tant sociale que professionnelle.

Le contrat passé entre le jeune et le Département (appelé « Contrat Jeunes Majeurs) peut se terminer à tout moment :

- du fait du jeune majeur : s'il estime que les objectifs fixés dans le contrat sont atteints, et/ou s'il préfère agir seul dans ses démarches même si ces objectifs ne sont pas encore atteints.
- ou du service de l'ASE :
 - o si les objectifs sont atteints : lorsque toutes les ouvertures de droits correspondants à la situation des jeunes sont effectuées, lorsque les dispositifs de droit commun sont activés et effectifs et que les relais sont assurés ;
 - o si le jeune ne tient pas ses engagements, et qu'il est manifestement dans un comportement contraire à l'esprit de l'accompagnement proposé (il est à noter que cela doit rester exceptionnel).

La présente convention concerne deux catégories de jeunes majeurs.

Tout d'abord, les jeunes majeurs pour lesquels les accompagnements ont permis :

- les différentes ouvertures de droits ;
- l'activation des dispositifs de droit commun qui les concernent ;
- une clarification et le démarrage de leur insertion sociale et professionnelle ;
- la mise en place des relais post-accompagnement (Point Accueil Diagnostic, CCAS, CMPP, ...).

Ensuite, sont également concernés certains jeunes majeurs, anciens MNA :

- pour lesquels la régularisation administrative ne semble pas poser de difficulté compte tenu des éléments en notre possession et des conditions d'obtention ;
- sont salariés ;
- qui ont montré leurs capacités à être autonome dans leur quotidien ;
- qui ont besoin d'un accompagnement pour accéder à un logement autonome.

Même si les aides apportées peuvent être très ponctuelles pour certains jeunes, et au-delà de leur nature (Intermédiation locative, déclaration d'impôts, démarches auprès de la CPAM,

compréhension d'un bulletin de salaire ou d'un contrat de travail, ...), elles consistent avant tout à rassurer accompagner ces jeunes afin de les sécuriser dans leur accès à l'autonomie tant d'un point de vue de l'insertion sociale et/ou professionnelle, que dans leur quotidien.

IRIS 65 se chargera donc de cet accompagnement auprès des jeunes, orientés par le Service de l'ASE, dans le cadre de Contrats Jeunes Majeurs.

Quand les objectifs précisés dans les Contrats seront atteints, et que ceux-ci seront terminés, les jeunes concernés auront la possibilité de rester en lien avec IRIS 65 dans le cadre du fonctionnement traditionnel de l'association.

Article 2 – Actions de l'Aide Sociale à l'Enfance

Dans le cadre de l'orientation politique menée par le Département afin de favoriser « l'Autonomie des jeunes », les services de l'ASE assurent les missions suivantes :

- Identification des jeunes concernés : vu le profil des jeunes orientés, et le contenu de l'accompagnement demandé, un maximum de 40 jeunes pourra être accompagnés par IRIS 65 (en file active).
- Organisation des instances permettant de signer et de mettre un terme aux Contrats Jeunes Majeurs (instances appelées « Commissions Rencontres »).
- Organisation de bilans réguliers avec IRIS 65 concernant les accompagnements en cours.

Article 3 – Actions d'IRIS 65.

Dans le cadre de l'orientation politique menée par le Département afin de favoriser « l'Autonomie des jeunes », l'association IRIS 65 est chargé de son côté :

- de participer aux instances de travail organisées par l'ASE afin d'animer le dispositif : Commissions Rencontres, bilans, etc. ;
- d'assurer un accompagnement des jeunes concernant les points spécifiés dans le Contrat Jeunes Majeurs ;
- de produire un bilan exhaustif de l'action.

Article 4 – Modalités de financement de l'association IRIS 65

Dans le cadre du renouvellement de cette coopération, le Département verse une subvention annuelle à l'association IRIS 65.

Pour 2019, la subvention est fixée à : 32 000 €

La participation financière du Département sera versée dans son intégralité à l'Association après signature de la présente convention.

Article 5 – Modalités de suivi et de contrôle

L'Association s'engage à apporter son entier concours aux services du Département procédant aux contrôles ou investigations qui lui paraîtront nécessaires, notamment afin de vérifier la bonne utilisation des sommes attribuées.

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

**5 - AIDE SOCIALE A L'ENFANCE - 2019 - AVENANTS / CONVENTIONS
DE FINANCEMENT 2019 POUR L'ACCUEIL DE JEUNES
DE 15 A 21 ANS - ASSOCIATION ATRIUM FJT ET
ASSOCIATION PERE LE BIDEAU MECS SAINT-JOSEPH**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise qu'en avril 2018, un appel à projet a été lancé pour la création de diverses unités de vie pour les mineurs pris en charge par l'ASE dont les mineurs non accompagnés (MNA).

L'objectif de cet appel à projet était de créer une offre d'hébergement adaptée, intégrant un accompagnement socio-éducatif, à l'attention des jeunes mineurs confiés à l'ASE en voie d'autonomie et pour lesquels le projet individuel est axé sur l'insertion sociale et professionnelle

Deux projets distincts ont été retenus : celui de l'association ATRIUM FJT et celui de la MECS St Joseph.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, avec 1 abstention (M. José Marthe), M. Gilles Craspay, M. David Larrabazal n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

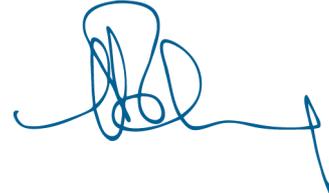
Article 1^{er} – d'attribuer une dotation de 229 513 € pour 2019, sur le chapitre 935-511 du budget départemental, à l'Association ATRIUM FJT pour le projet de 9 places d'hébergement, soit 69,87 €/jr, pour les jeunes de 15 à 21 ans confiés à l'ASE ou ayant signé un contrat jeunes majeurs avec le Département ;

Article 2 — d’attribuer une dotation 485 448 € pour 2019, sur le chapitre 935-511 du budget départemental, à la MECS St Joseph pour le projet de 20 places d’hébergement, soit 66,50 €/jr, pour les jeunes de 15 à 21 ans confiés à l’ASE ou ayant signé un contrat jeunes majeurs avec le Département ;

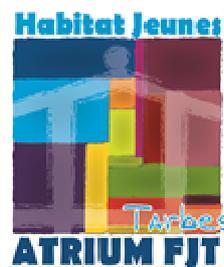
Article 3 – d’approuver les conventions correspondantes et d’autoriser leur prorogation jusqu’à la fixation de la dotation 2020 ;

Article 4 – d’autoriser le Président à signer ces documents au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



L'ASSOCIATION ATRIUM FOYER JEUNES TRAVAILLEURS

CONVENTION DE FINANCEMENT 2019 POUR LE PROJET D'ACCUEIL DE JEUNES DE 15 A 21 ANS PRIS EN CHARGE PAR L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Entre

Le Département des Hautes-Pyrénées,
Représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, dûment autorisé par la délibération
de la Commission Permanente,
Ci-après dénommé "le Département", d'une part,

ET

L'Association ATRIUM FJT
située 88 rue Alsace-Lorraine 65 000 Tarbes
représentée par son Président, Gilles CRASPAY
ci-après dénommée "l'Établissement", d'autre part,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les conclusions de l'appel à projet déposé le 18 mai 2018

SUR proposition de la Directrice Générale des Services du Département,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit le montant et les modalités de financement, par le Département, de **l'Etablissement pour le projet de 9 places d'hébergement pour des mineurs pris en charge par l'ASE dans le cadre de la réponse à l'appel à projet relatif à la création de petites unités de vie.**

L'Etablissement s'engage à affecter la dotation attribuée ci-dessous à l'accueil des mineurs orientés par la Commission spécifique. Le mode de fonctionnement et l'encadrement éducatif pour ce projet ainsi créé au sein de la structure Foyer des Jeunes Travailleurs répondent aux mêmes exigences que celles existantes au sein des autres groupes (fonctionnement 24h/24, 365j/an, projet pour l'Enfant). De même, ces places contribuant à l'offre globale d'accueil sur le département, leur disponibilité/et ou attribution s'intègrent au fonctionnement départemental au niveau de l'ASE, et notamment à celui de la Commission spécifique.

ARTICLE 2 DESCRIPTION DU PROJET : PUBLIC – OBJECTIFS – MODALITÉS D'ACCUEIL

Public visé : jeunes de 15 à 21 ans, mixte, confiés à l'ASE 65 ou ayant signé un Contrat Jeunes Majeurs avec le Département des Hautes-Pyrénées

Admission / Départ : orientation et départ faite par la Commission spécifique de l'ASE
Des rencontres régulières seront organisées avec un responsable de l'ASE, afin de l'informer du déroulement des projets des jeunes.

Objectifs :

- offrir un environnement sécurisé et des conditions de vie décentes, c'est-à-dire :
 - une chambre individuelle permettant au jeune d'investir un lieu qui lui soit propre ;
 - une alimentation équilibrée ;
 - des vêtements décents ;
 - des conditions matérielles permettant une hygiène correcte ;
- travailler la socialisation de chaque jeune et les différents modes de relations indispensables à la vie en société basée sur le concept de laïcité et de citoyenneté (droits et devoirs) ;
- permettre la régularisation des situations administratives le cas échéant en vue de la majorité ;
- travailler l'autonomie et la responsabilisation de chaque jeune :
 - familiariser le jeune avec les moyens de déplacement existants ;
 - travailler sur la gestion des dépenses et de l'argent ;
 - favoriser une bonne connaissance de l'environnement, et sa capacité à évoluer dans celui-ci ;
- faire participer chaque jeune aux tâches matérielles nécessaires à la vie en communauté :
 - permettre à chaque jeune d'entretenir son lieu de vie et le matériel qui lui est confié ;
 - donner à chaque jeune un rythme de vie adapté (levé, repas, couché, etc.) ;
- offrir à chaque jeune une possibilité de formation adaptée à ses moyens et à son

projet ; développement du « volet formation » proposé par le FJT.

- assurer le suivi médical des jeunes ;
- permettre un accès à la langue et à la culture française par la participation à des activités lecture, artistiques, sportives, associatives ;
- être garant d'un dispositif d'insertion professionnelle et/ou de formation professionnelle ;
- assurer la référence éducative du jeune dans le dispositif d'Aide Sociale à l'Enfance ;
- transmettre au Chef de service de l'ASE tous les documents et rapports nécessaires et obligatoires relatifs au jeune dans le cadre de sa prise en charge judiciaire ou administrative.

Modalités : 9 places (2 T4 et 3 chambres autonomes)

ARTICLE 3: MONTANT DE LA DOTATION

Pour ce projet, le Département **attribue une dotation de 229 513 € du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.**

ARTICLE 4. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement de cette dotation est effectué par douzième mensuel, à compter de la signature de la présente convention.

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 935 article 652414 du budget départemental.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE ET ÉVALUATION

L'Établissement ainsi que son gestionnaire doivent être en mesure de produire au Département, à sa demande, les pièces attestant de l'emploi des financements alloués et notamment du respect de leurs obligations financières, fiscales et sociales. Ce projet devra pouvoir être identifié en charges et en produits lors de l'étude des comptes administratifs et du budget prévisionnel.

Par ailleurs, l'association dresse régulièrement un état des ses indicateurs d'activités qu'elle doit transmettre aux autorités de contrôle.

ARTICLE 6 : DURÉE ET RÉSILIATION

La présente convention est conclue pour l'exercice 2019 soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Ensuite, elle sera prorogée jusqu'à la fixation de la dotation 2020 : le Département règlera des acomptes mensuels égaux à un douzième de la dotation de l'exercice 2019. Après fixation de la nouvelle dotation 2020, une nouvelle convention sera conclue qui procédera notamment à la régularisation des versements.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des clauses de la convention, celle-ci pourra être dénoncée à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Dès lors, les prix de journées seront facturés mensuellement à terme échu.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions d'exécution de la présente fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation de la présente convention, si les voies amiables de résolution ont échoué, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

En 4 exemplaires originaux,

Fait à Tarbes, le

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION ATRIUM FJT

Michel PÉLIEU

Gilles CRASPAY



MAISON D'ENFANTS A CARACTÈRE SOCIAL "SAINT JOSEPH"

CONVENTION DE FINANCEMENT 2019 POUR LE PROJET D'ACCUEIL DE JEUNES DE 15 A 21 ANS PRIS EN CHARGE PAR L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Entre

Le Département des Hautes-Pyrénées,
Représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, dûment autorisé par la délibération
de la Commission Permanente,
Ci-après dénommé "le Département", d'une part,

ET

L'APLB association Père le Bideau, la MECS Maison d'Enfants Saint-Joseph
située 1 bis, rue du 11 novembre 65 600 SEMEAC
représentée par son Directeur, Monsieur Jean-Pierre MACHADO,
ci-après dénommée "l'Établissement", d'autre part,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les conclusions de l'appel à projet déposé le 18 mai 2018

VU l'arrêté de 01 / 10 / 2018 du Président du Conseil Départemental portant extension de
20 places de la Maison d'Enfants à Caractère Social « SAINT JOSEPH » pour ce projet
d'accueil.

SUR proposition de la Directrice Générale des Services du Département,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit le montant et les modalités de financement, par le Département, de **l'Etablissement pour le projet de 20 places d'hébergement pour des mineurs pris en charge par l'ASE dans le cadre de la réponse à l'appel à projet relatif à la création de petites unités de vie.**

L'Etablissement s'engage à affecter la dotation attribuée ci-dessous à l'accueil des mineurs orientés par une commission spécifique. Le mode de fonctionnement et l'encadrement éducatif de ce service ainsi créé au sein de la Maison d'enfants répondent aux mêmes exigences que celles existantes au sein des autres groupes (fonctionnement 24h/24, 365j/an, projet pour l'Enfant). De même, ces places contribuant à l'offre globale d'accueil sur le département, leur disponibilité/et ou attribution s'intègrent au fonctionnement départemental au niveau de l'ASE, et notamment à celui de la Commission spécifique.

ARTICLE 2 DESCRIPTION DU PROJET : PUBLIC – OBJECTIFS – MODALITÉS D'ACCUEIL

Public visé : jeunes de 15 à 21 ans, mixte, confiés à l'ASE 65 ou ayant signé un Contrat Jeunes Majeurs avec le Département des Hautes-Pyrénées

Admission / Départ : orientation et départ faite par la Commission spécifique de l'ASE
Des rencontres régulières seront organisées avec un responsable de l'ASE, afin de l'informer du déroulement des projets des jeunes.

Objectifs :

- offrir un environnement sécurisé et des conditions de vie décentes, c'est-à-dire :
 - une chambre individuelle permettant au jeune d'investir un lieu qui lui soit propre ;
 - une alimentation équilibrée ;
 - des vêtements décents ;
 - des conditions matérielles permettant une hygiène correcte ;
- travailler la socialisation de chaque jeune et les différents modes de relations indispensables à la vie en société basée sur le concept de laïcité et de citoyenneté (droits et devoirs) ;
- permettre la régularisation des situations administratives le cas échéant en vue de la majorité ;
- travailler l'autonomie et la responsabilisation de chaque jeune :
 - familiariser le jeune avec les moyens de déplacement existants ;
 - travailler sur la gestion des dépenses et de l'argent ;
 - favoriser une bonne connaissance de l'environnement, et sa capacité à évoluer dans celui-ci ;
- faire participer chaque jeune aux tâches matérielles nécessaires à la vie en collectivité :
 - permettre à chaque jeune d'entretenir son lieu de vie et le matériel qui lui est confié ;
 - donner à chaque jeune un rythme de vie adapté (levé, repas, couché, etc.) ;

- offrir à chaque jeune une possibilité de formation adaptée à ses moyens et à son projet ;
- assurer le suivi médical des jeunes ;
- permettre un accès à la langue et à la culture française par la participation à des activités lecture, artistiques, sportives, associatives ;
- être garant d'un dispositif d'insertion professionnelle et/ou de formation professionnelle.
- assurer la référence éducative du jeune dans le dispositif d'Aide Sociale à l'Enfance ;
- transmettre au Chef de service de l'ASE tous les documents et rapports nécessaires et obligatoires relatifs au jeune dans le cadre de sa prise en charge judiciaire ou administrative.

Modalités : 20 places dont 5 en collectif, 12 en appartement en colocation et 3 en logement individuel.

ARTICLE 3: MONTANT DE LA DOTATION

Pour ce projet, le Département **attribue une dotation de 485 448 € du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.**

ARTICLE 4. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement de cette dotation est effectué par douzième mensuel, à compter de la signature de la présente convention.

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 935 article 652412 du budget départemental.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE ET ÉVALUATION

L'Établissement ainsi que son gestionnaire doivent être en mesure de produire au Département, à sa demande, les pièces attestant de l'emploi des financements alloués et notamment du respect de leurs obligations financières, fiscales et sociales. Ce projet devra pouvoir être identifié en charges et en produits lors de l'étude des comptes administratifs et du budget prévisionnel.

Par ailleurs, l'association dresse régulièrement un état des ses indicateurs d'activités qu'elle doit transmettre aux autorités de contrôle.

ARTICLE 6 : DURÉE ET RÉSILIATION

La présente convention est conclue pour l'exercice 2019 soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Ensuite, elle sera prorogée jusqu'à la fixation de la dotation 2020 : le Département règlera des acomptes mensuels égaux à un douzième de la dotation de l'exercice 2019. Après fixation de la nouvelle dotation 2020, une nouvelle convention sera conclue qui procédera notamment à la régularisation des versements.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des clauses de la convention, celle-ci pourra être dénoncée à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Dès lors, les prix de journées seront facturés mensuellement à terme échu.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions d'exécution de la présente fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation de la présente convention, si les voies amiables de résolution ont échoué, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

En 4 exemplaires originaux,

Fait à Tarbes, le

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

LE DIRECTEUR DE LA MAISON D'ENFANTS
« SAINT JOSEPH »,

Michel PÉLIEU

Jean Pierre MACHADO

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS

**6 - 2019 - CONVENTION DE FINANCEMENT
ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE
DES HAUTES-PYRENEES (APS 65)**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la mission de prévention spécialisée est une des modalités d'intervention des politiques publiques de Prévention et de Protection de l'Enfance mises en œuvre par le Département (articles L 121-2 et L 221-1 du code de l'action sociale et des familles).

Localement, cette action est conduite par l'Association de Prévention Spécialisée (APS 65). Véritable outil de prévention pour le Département, les actions menées par l'APS 65 sont aujourd'hui intégrées aux objectifs et moyens de travail sur les territoires.

Une convention triennale fixe les relations partenariales entre le Département et cette association et définit notamment les objectifs généraux et le pilotage de la prévention spécialisée dans le département, ainsi que les modalités de financement.

En application de cette convention cadre, le présent rapport a pour objet de permettre la signature de la convention annuelle qui précise les objectifs annuels, et les territoires d'interventions et arrête la dotation financière de fonctionnement.

Ainsi l'objectif de travail fixé à l'APS 65 est le suivant : prévenir les phénomènes de marginalisation des jeunes, les phénomènes de désocialisation et les risques de danger concernant l'enfant, l'adolescent dans tous ses milieux de vie (détresse scolaire, désocialisation précoce, violences infra familiales...).

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

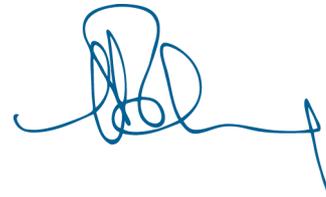
Article 1^{er} – d’attribuer une subvention de 307 393 € à l’Association de Prévention Spécialisée (APS 65) pour la réalisation des actions en matière de prévention spécialisée du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;

Article 2 – de prélever ce montant sur le chapitre 935-511 du budget départemental ;

Article 3 – d’approuver la convention de financement 2019 correspondante jointe à la présente délibération ;

Article 4 – d’autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small vertical tick.

Michel PÉLIEU

**L'ASSOCIATION DE
PREVENTION SPECIALISEE**

CONVENTION DE FINANCEMENT 2019

Entre,

Le Département des Hautes-Pyrénées,
Représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU,
Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

Et

L'association de Prévention Spécialisée 65,
Représentée par son Président le Docteur Bernard LE BAYON,
Ci-après dénommée « l'Association APS 65 », d'autre part,

VU, l'article L 221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant les missions du service de l'aide sociale à l'enfance,

VU, l'article 75-1 de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, codifiée,

VU, l'arrêté du président du Conseil Général du 12 mars 2001 délivrant à l'Association de Prévention Spécialisée l'habilitation au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance à exercer des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu,

VU, la délibération du Conseil Départemental du 6 juillet 2018 relative à la convention cadre 2018-2020 avec l'Association de Prévention Spécialisée (A.P.S 65).

Sur proposition de la Directrice Générale des Services;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention définit le montant de la participation financière du Département, les objectifs de travail et les territoires d'intervention en matière de prévention spécialisée pour l'année 2019.

Article 2 – Les objectifs de travail, le public et les territoires d'intervention

- a) Pour l'année 2019, les objectifs de travail fixés à l'APS 65 sont les suivants :
- Prévenir les phénomènes de marginalisation des jeunes mineurs, les phénomènes de désocialisation et les risques de danger concernant l'enfant, l'adolescent dans tous ses milieux de vie (détresse scolaire, désocialisation précoce, violences infra familiales...).
 - L'action de l'APS sur les territoires se déploie et s'organise en étroite collaboration avec les Maisons Départementales (MDS) concernées.
 - Le déploiement des actions mises en œuvre sur chacun des territoires définis est décrit dans les Projets d'Intervention Territoriaux (P.I.T) qui sont annuellement présentés au Comité de Pilotage.
- b) Le public cible de l'APS 65 doit être les enfants et jeunes majeurs de 12 à 21 ans, sachant qu'une attention particulière devra être accordée aux mineurs les plus jeunes.
- c) Les territoires d'interventions sont définis comme suit :
- o Le quartier de SOLAZUR sur TARBES
 - o Les quartiers de Bel Air, de l'Ormeau, de Figarol sur TARBES
 - o Les quartiers Les Cèdres, Courréous, Arréous, Joulannes sur AUREILHAN

Toutes évolutions, changements et/ou nouvelles interventions sur de nouveaux territoires, dans la mesure où cela est susceptible d'impacter les moyens et les modalités d'action de l'association APS seront soumises au Comité de Pilotage de Prévention Spécialisée sur la base d'un diagnostic partagé avec les acteurs institutionnels et associatifs dudit territoire.

Article 3 - Montant de la participation et modalités de règlement

En application de l'article 6 de la convention cadre 2018/2020 relative à la mise en œuvre de l'action de prévention spécialisée sur le département des Hautes-Pyrénées, le montant de la participation financière du Département est fixé pour l'année 2019 à **307 393 €**.

Les modalités de paiement sont celles prévues à l'alinéa 3 de l'article 6 de cette même convention cadre.

Article 4 - Pilotage, suivi et évaluation de la mission de prévention spécialisée

Conformément à l'article 15 de la convention cadre 2018 / 2020, un Comité de Pilotage se réunira avant le 31 décembre 2019 afin de procéder au bilan annuel des actions entreprises, de fixer et de valider les orientations à poursuivre ou à mettre en œuvre et de décider des lieux d'intervention.

Article 5 - Durée et résiliation

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2019 et ce pour une durée de 1 an soit jusqu'au 31 décembre 2019, sauf dénonciation dans les conditions fixées à l'article 9 de la convention cadre relative à la mise en œuvre de l'action de prévention spécialisée sur le département des Hautes-Pyrénées.

Article 6 - Litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation de la présente convention, si les voies amiables de résolution ont échoué, tout contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Pau.

En 4 exemplaires originaux,

Fait à Tarbes, le

LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL,

Docteur Bernard LE BAYON

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

7 - AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI 2019-2021

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le Département des Hautes-Pyrénées et l'Etat ont signé le 28 juin 2019 la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi portant sur les engagements réciproques sur une série de mesures reposant sur des objectifs socles :

- Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ;
- Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles en généralisant les premiers accueils sociaux inconditionnels de proximité et la démarche du référent de parcours ;
- L'amélioration de l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active.

portant également sur des actions consacrées à des initiatives portées par le département et s'inscrivant dans les axes de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Un avenant est proposé. Il porte sur 2 axes :

- 1- l'attribution de crédits complémentaires

Afin de concrétiser l'engagement du gouvernement en faveur de l'accompagnement des sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et de la prévention spécialisée des crédits complémentaires de l'Etat ont été attribués aux Départements signataires.

Ainsi, le Département des Hautes-Pyrénées est éligible à :

- o 7 000€ de crédits supplémentaires relatifs à l'accompagnement des jeunes sortants de l'ASE
- o 30 000€ de crédits relatifs à la prévention spécialisée

Soit 37 000€ de crédits supplémentaires, portant le montant total de la participation de l'Etat à 283 643,45 €.

Pour les crédits supplémentaires relatifs à l'accompagnement des jeunes sortants de l'ASE, cette action s'inscrit pleinement dans la poursuite de l'accompagnement déjà mis en place par le Département et la participation du Département consiste à la valorisation d'actions déjà engagées.

Concernant les crédits relatifs à la Prévention Spécialisée, le Département a répondu à un appel à projets sur une action spécifique : extension d'une action de (ré)insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi de 18 à 25 ans habitant les quartiers prioritaires de Tarbes et de Lourdes.

Il s'agit d'étendre aux quartiers prioritaires politique de de la ville de Tarbes jusqu'ici non couverts (Tarbes Est et Tarbes Ouest) une expérimentation initiée depuis trois ans par le GIP Politique de la Ville sur deux quartiers prioritaires (Laubadère à Tarbes et l'Ophite à Lourdes).

Cette action s'appuiera sur :

- le recrutement d'un éducateur de rue
- le développement des chantiers premiers pas vers l'emploi.

Elle sera portée par le GIP Politique de la Ville et cofinancée par le GIP Politique de la Ville, l'Etat, la CAF 65, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, l'OPH 65 et les autres bailleurs sociaux.

Ainsi, les crédits de l'Etat octroyés au titre de la Prévention Spécialisée (soit 30 000 € par an sur 3 ans) au Département seront reversés au GIP Politique de la Ville, porteur de l'action, par le Département pour le financement de cette action.

- 2 - la modification des indicateurs de la contractualisation, les modalités de reporting des indicateurs et de transmission du rapport annuel d'exécution

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, Mme Andrée Doubrère, Mme Virginie Siani Wembou n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

Article 1^{er} - d'approuver l'avenant n° 1 à la convention triennale d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi du 28 juin 2019, joint à la présente délibération, avec l'Etat ;

Article 2 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département ;

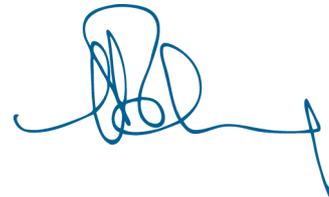
Article 3 – d’attribuer au titre de la prévention spécialisée, un montant de crédit de 30 000 € par an sur la période 2019-2021, correspondant au soutien financier de l’État, au GIP Politique de la ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour le financement de l’action de (ré)insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l’emploi de 18 à 25 ans habitant les quartiers prioritaires de Tarbes et de Lourdes dans le cadre de l’avenant précité ;

Article 4 – de prélever ce montant sur le chapitre 935-511 du budget départemental ;

Article 5 – d’approuver la convention de financement pluriannuelle 2019-2021 correspondante, jointe à la présente délibération, avec le GIP Politique de la Ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;

Article 6 - d’autoriser le Président à signer ces documents au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU



AVENANT n°1

à la

CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE)

Entre

L'État, représenté par Brice BLONDEL, Préfet du Département des Hautes-Pyrénées, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », d'une part,

Et

Le Département des Hautes-Pyrénées représenté par Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019

Vu l'instruction n° DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Vu la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 28 juin 2019 entre l'Etat et le Département des Hautes-Pyrénées, ci-annexée,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département des Hautes-Pyrénées en date du 25 octobre 2019 autorisant le Président du Conseil départemental à signer le présent avenant à la convention,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi engagent l'Etat et le Département sous la forme d'engagements réciproques qui consistent en une série de mesures qui en constituent le socle :

- Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ;

- Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles en généralisant les premiers accueils sociaux inconditionnels de proximité et la démarche du référent de parcours ;
- L'amélioration de l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active.

Les conventions portent également sur des actions consacrées à des initiatives portées par les départements et s'inscrivant dans les axes de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Enfin, des crédits de la contractualisation sont réservés à certains territoires en fonction de leur situation :

- La création ou le renforcement de maraudes mixtes associant les compétences logement / hébergement/scolarisation de l'Etat et les compétences d'action sociale et de protection de l'enfance des départements ;
- Le renforcement ou la création d'actions de prévention spécialisée.

Cet avenant a pour objet le versement d'un complément financier sur la mesure « prévention de toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'ASE ».

Le présent avenant prévoit également le montant des crédits versés aux départements dont les projets ont été sélectionnés suite à l'appel à projet sur le renforcement ou la création d'actions de terrain relevant de la prévention spécialisée.

En conséquence, l'avenant ajustera le montant définitif de la convention.

Enfin, l'avenant prévoit les indicateurs à prendre en compte dans le cadre du suivi de la contractualisation et leur fréquence de reporting.

ARTICLE 1

La convention initiale signée le 28 juin 2019 entre l'Etat et le Département des Hautes-Pyrénées porte sur un soutien financier de l'Etat à hauteur de 246 643,45 €.

Ce soutien financier est complété de 37 000 € portant sur les actions suivantes :

- **Extension d'une action de (ré)insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi de 18 à 25 ans habitant les quartiers prioritaires de Tarbes et de Lourdes**
 - o montant de la part Etat : **30 000 €**
 - o montant de la part CD : **5 300 €** (intégrée dans la part GIP Politique de la Ville)
 - o budget total part Etat + part CD : **35 300 €**

- **Prévention des sorties sèches pour les jeunes sortants de l'ASE**
 - o montant complémentaire de la part Etat : **7 000 €**
 - o montant de la part CD : **7 000 €**
 - o budget total part Etat + part CD : **14 000 €**

Ces financements complémentaires portent le montant de la convention entre l'Etat et le Département à 283 643,45 €.

ARTICLE 2

Indicateurs figurant dans la convention initiale

La colonne « indicateurs » de l'annexe A de la convention initiale est supprimée.

Les indicateurs figurant dans les fiches actions annexées à la convention initiale, tirés des documents de référence et correspondant aux indicateurs figurant dans l'annexe A sont supprimés également et n'engagent plus le département.

Nouveaux indicateurs qui se substituent

Le département s'engage sur la matrice des indicateurs de la contractualisation figurant en annexe au présent avenant.

La matrice figurant en annexe est complétée, pour chaque indicateur, par la valeur de l'indicateur à la date du 31/12/2018 et par les objectifs à atteindre en 2019, 2020 et 2021 afin que puisse être mesuré, sur la période, l'écart à la valeur initiale.

ARTICLE 3

L'article 2.3.1 « Financement par l'Etat » de la convention est complété comme suit :

« En cas d'inexécution totale ou partielle par le Département des actions financées par l'Etat au titre de la présente convention, ce dernier diminuera à due concurrence le montant des subventions ultérieures ou demandera le reversement de tout ou partie des sommes payées au titre de la présente convention. »

(...)

ARTICLE 4

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE 5

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait à _____, le _____

Le Président du conseil départemental des
Hautes-Pyrénées

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Michel PÉLIEU

Brice BLONDEL

Pour visa, le directeur régional des finances publiques d'Occitanie

| ANNEXE A L'AVENANT : MATRICE DES INDICATEURS DE LA CONTRACTUALISATION | | | | | | |
|---|---|--|---------------------------|--|---|---|
| Objectifs | Indicateurs | Commentaires et Eléments de définition | Situation au 31 déc. 2018 | Rappel de l'objectif que vous avez fixé pour le 31 décembre 2019 | Rappel de l'objectif que vous avez fixé pour 2020 | Rappel de l'objectif que vous avez fixé pour 2021 |
| 1. Enfants et jeunes | | | | | | |
| 1.1. Prévention sortie sèche de l'ASE | | | | | | |
| <u>1.1.1. Préservation du lien de référence</u> | Nombre de jeunes devenus majeurs dans l'année | Jeunes confiés à l'ASE | ND | 77 | 80 | 80 |
| | Nombres de jeunes pris en charge dans le cadre du référentiel | Depuis la dernière remontée d'informations | 50 | 50 | 50 | 50 |
| | Nombre de jeunes ayant pu choisir leur personne lien au moment de la contractualisation | Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris, La personne lien doit avoir été entérinée par l'ASE. Ce peut être : ASE, mission locale, tiers digne de confiance, éducateurs, famille d'accueil,... | ND | 50 | 50 | 50 |
| | Nombre de jeunes avec un logement stable | Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Tout logement hors hébergement d'urgence, A la fin de l'accueil ASE, Parmi les jeunes qui sont accueillis/accompagnés au moment de leur 18 ans. | 49 | 30 | 50 | 50 |
| <u>1.1.2. Revenu et accès aux droits</u> | Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières | Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Ressources = salaires, bourse, RSA majoré, ... hors aides ponctuelles. | 50 | 50 | 50 | 50 |
| <u>1.1.3. Insertion sociale et professionnelle, formation et mobilité</u> | Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire | Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Avoir un contrat de tout type, être inscrit dans une formation ou parcours d'insertion professionnelle. | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 1.2. Maraudes mixtes État/CD pour les enfants à la rue | | | | | | |
| 2. Renforcer les compétences des travailleurs sociaux | Nombre de familles rencontrées par la maraude | En T0 indiquer le nombre de familles dans les bidonvilles --> données DIHAL. La remontée d'information consiste à indiquer le nombre de familles rencontrées rapportées au nombre total. | | | | |
| | Nombre d'adultes et nombre de mineurs mis à l'abri. | Mise à l'abri = orientation vers une structure d'hébergement d'urgence. | | | | |
| | Ouverture de droits pour les enfants et les familles | Quels droits : domiciliation, scolarisation, assurance maladie. Parmi les enfants et les familles rencontrées. | | | | |
| | Nombre d'enfants faisant l'objet d'une mesure de protection de l'enfance | Distinguer mesures éducatives et mesures de placement, | | | | |
| 2.1. Premier accueil social inconditionnel de proximité | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|--|-------|------------|------------|------------|
| <u>2.1.1. Maillage et réseau d'acteurs</u> | Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes | Cf référentiel du premier accueil social inconditionnel qui en définit les conditions. A minima présence d'une personne en capacité d'assurer une première orientation. Formation de la compétence pour assurer un premier niveau d'écoute et d'orientation. | 0% | 10% | 50% | 100% |
| <u>2.1.2. Suivi des structures</u> | Nombre de structures ou lieux susceptibles de s'engager dans la démarche de premier accueil inconditionnel. | Maisons départementales, MSAP, CCAS, communauté de communes, centres sociaux | 0 | 3 | 5 | 7 |
| | Nombre de structures réellement engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel | Depuis la dernière remontée d'informations | 0 | 3 | 5 | 7 |
| | Nombre de personnes accueillies par les structures engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel | | 0 | ND | ND | ND |
| 2.2. Référent de parcours | | | | | | |
| | Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours (cumul - interne+externe) | Cf référentiel pour qualifier ce qu'est un référent de parcours. | 0 | 33 | 69 | 120 |
| | Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours | Ensemble des personnes bénéficiant d'un référent de parcours | 0 | 10 | 37 | 75 |
| 3. Insertion des allocataires du RSA | | | | | | |
| 3.1. Insertion et parcours des allocataires | | | | | | |
| <u>3.1.1. Instruire et orienter rapidement vers un organisme accompagnateur</u> | Nombre de nouveaux entrants | Depuis la dernière remontée d'informations | 2 503 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| | Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins | Date d'entrée = date de transmission CAF quotidienne. Date de notification de l'orientation. Concerne ceux qui ont fait la demande de RSA. L'objectif est de réduire ce délai à un mois. | ND | 750 | 2 000 | 2 500 |
| <u>3.1.2. Démarrer rapidement un parcours d'accompagnement</u> | Nombre total de 1er rendez-vous d'accompagnement fixé | L'objectif est de deux semaines à compter de la date d'orientation. Concerne le social et le socio pro donc hors pôle emploi. | ND | 750 | 1 750 | 2 500 |
| | Nombre de 1er rendez-vous fixés dans le délai de 2 semaines | | ND | 400 | 1 200 | 2 500 |
| <u>3.1.3. Rencontrer l'intégralité des allocataires pour initier leur parcours d'accompagnement</u> | Nombre total de 1er contrat d'engagement | Concerne les nouveaux entrants donc non compris les renouvellements | ND | 750 | 1 750 | 2 500 |
| | Nombre de 1er contrat d'engagement dans les 2 mois | A partir de la notification d'orientation | ND | 750 | 1 750 | 2 500 |
| 3.2. Garantie d'activité | | | | | | |
| <u>3.2.1. Garantie d'activité départementale</u> | Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité dont l'accompagnement global | Flux. Entre deux remontées d'informations | 214 | 214 | 238 | 263 |
| | Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par la garantie d'activité (dont accompagnement global + dont garantie d'activité départementale) | Stock | 107 | 107 | 119 | 132 |
| <u>3.2.2. Accompagnement global porté par Pôle emploi:</u> | Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global | Conseiller = binôme pôle emploi / département. Rappel de l'objectif : 70 personnes par binôme | ND | 90 | 95 | 100 |
| | Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global (reporting assuré par pôle emploi) | L'objectif à atteindre est de moins de 3 semaines. Les départements s'engagent sur un objectif annuel de réduction et atteindre cet objectif en 2020 | ND | 3 semaines | 3 semaines | 3 semaines |



CONVENTION PLURIANNUELLE DE FINANCEMENT 2019 -2021

ACTION DE (RE)INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES JEUNES LES PLUS ELOIGNES DE L'EMPLOI DE 18 A 25 ANS HABITANT LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE TARBES ET DE LOURDES

ENTRE

Le Département des Hautes-Pyrénées,

représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, autorisé par la délibération de la Commission Permanente du 25 octobre 2019,

ci-après dénommé « le Département », d'une part,

ET

Le GIP Politique de la Ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées

représenté par sa Présidente, Madame Andrée DOUBRÈRE,

ci-après dénommé « le GIP Politique de la Ville », d'autre part,

- VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- VU** la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée entre l'Etat et le Département le 28 juin 2019,
- VU** l'avenant N°1 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée entre l'Etat et le Département,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du 25 octobre 2019 accordant une participation d'un montant de 90 000 € au GIP Politique de la Ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, le GIP Politique de la Ville s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, l'action intitulée : « **action de (ré)insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi de 18 à 25 ans habitant les quartiers prioritaires de Tarbes et de Lourdes** ».

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'avenant N°1 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée entre l'Etat et le Département des Hautes-Pyrénées.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ACTION

2.1 Objectif

L'objectif est de développer la prévention spécialisée pour les jeunes de 18 / 25 ans.

2.2 Description de l'action

Mise en place d'un dispositif d'insertion socio-professionnelle pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi de 18 à 25 ans habitant les quartiers prioritaires de Tarbes et de Lourdes

En complémentarité de la prévention spécialisée existante ciblée sur les mineurs, dans le cadre de la mission de protection de l'enfance du Département, ce dispositif s'appuiera essentiellement sur :

- le recrutement d'un éducateur de rue complémentaire
- le développement des chantiers premiers pas vers l'emploi.

Cette action sera travaillée en complémentarité des partenaires Association de Prévention Spécialisée, Mission locale, maisons départementales de solidarité. Une instance de coordination se mettra en place pour assurer l'articulation entre ces différents partenaires.

Le coût total de l'action est évalué à 130 000 € par an.

2.3 Indicateurs de résultats

- Part des jeunes ayant accédé à un emploi et une formation
- Part des jeunes en très grande difficulté ayant intégré un chantier premier pas
- Part des jeunes inscrits à la Mission Locale après l'action
-

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT

Le Département des Hautes-Pyrénées, participe au financement de l'action au titre des crédits spécifiques alloués par l'État dans le cadre des crédits relatifs à la Prévention Spécialisée, à hauteur de 30 000 € par an sur la période 2019-2021 soit un montant total de 90 000 € sur 3 ans.

Année 2019 :

Au titre de l'année 2019, le montant de la participation financière du Département sera versé, au GIP Politique de la Ville après signature de la présente en un seul versement de 30 000 €.

Pour les années suivantes, en 2020 et 2021,

Au titre de l'année 2020, le montant de la participation financière du Département sera versé, au GIP Politique de la Ville en un seul versement de 30 000 € au plus tard le 31 décembre 2020.

Au titre de l'année 2021, le montant de la participation financière du Département sera versé, au GIP Politique de la Ville en un seul versement de 30 000 € au plus tard le 31 décembre 2021.

Ces versements seront effectués sous réserve des versements des crédits relatifs à la prévention spécialisée par l'Etat au Département et sous réserve d'inscription de ces crédits au budget du Département. Ainsi, pour 2020 et 2021, la participation financière du Département pourra être revue en fonction du montant des crédits alloués par l'Etat.

ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le GIP Politique de la Ville s'engage à fournir les données nécessaires au suivi, au contrôle et à l'évaluation de l'action en adressant au Conseil Départemental chaque année :

- Au 30 octobre N, le bilan d'étape des actions engagées (sauf en 2019)
- Au 31 mars N+1, le bilan global

Le GIP Politique de la Ville s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre du suivi de l'action et du contrôle financier.

Le Département peut demander le remboursement de tout ou partie des financements versés ou décider de diminuer le montant au regard du réel réalisé.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à la date de la signature. Elle est conclue pour la période 2019-2021

ARTICLE 6 : REVERSEMENT, RESILIATION

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le GIP Politique de la Ville, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai.

Toute modification importante des conditions d'exécution de la présente fera l'objet d'un avenant à la convention.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier la non-exécution totale ou partielle de l'action, de l'utilisation des fonds non conformes à l'objet de la présente convention, le Conseil Départemental peut décider de mettre fin au financement et exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

Résiliation pour motif d'intérêt général

La présente convention pourra être résiliée par le Département, pour tout motif d'intérêt général, après expiration d'un délai de trois mois suivant la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Résiliation pour faute

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Résiliation amiable

La présente convention peut-être dénoncée à tout moment par un écrit concordant entre les parties.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation de la présente convention, si les voies amiables de recours ou de conciliation ont échoué, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Tarbes, le

en 3 exemplaires originaux

LA PRESIDENTE DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE
TARBES-LOURDES-PYRENEES

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Andrée DOUBRÈRE

Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

8 - SCHEMA D'AMENAGEMENT DES EAUX NESTE ET RIVIERES DE GASCOGNE (SAGE NRG) CONVENTION DE PARTENARIAT NESTE ET RIVIERE DE GASCOGNE

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le projet de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne 2016-2021 demande l'émergence du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Neste et Rivières de Gascogne (NRG)» avant 2021.

Les enjeux actuels de partage de l'eau au sein du système Neste et même avec d'autres bassins (Garonne amont) confirment l'importance de s'engager dans cette démarche.

Il n'existe pas d'Etablissement Public Territorial de Bassin sur le système Neste et Rivières de Gascogne. Dans ce contexte, le Département du Gers a porté et déposé, en juillet 2019, un dossier préliminaire de SAGE « Neste et Rivières de Gascogne » en lien avec les Départements des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Lot et Garonne, du Tarn et Garonne et des Landes.

Afin d'avancer sur cette démarche, le Département du Gers s'est porté candidat comme structure porteuse de l'élaboration du futur SAGE NRG, avec la proposition aux Départements concernés de participer à la gouvernance et aux restes à charge financiers qu'implique la procédure.

Ce partenariat avec le Département du Gers prend la forme d'une convention dont le projet fait l'objet du présent rapport.

Il sera également possible aux EPCI du périmètre d'adhérer à cette convention afin de commencer à les impliquer dans la gouvernance de la mise en œuvre de ce SAGE futur.

L'estimation du SAGE s'élève à 1,2 M€ sur 5 ans, soit 240 000 €/an. La participation financière du Département des Hautes-Pyrénées est estimée à 7 633 € au budget de fonctionnement.

Le crédit correspondant sera voté par virement de crédit à la prochaine décision modificative.

La participation des EPCI serait pour le moment symbolique : 1 c€/hab.

| Cout estimatif annuel | Subventions AEAG Régions | Reste à charge annuel | Départements | | | | | | EPCI |
|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------|---------|---------|---------|---------|-------|-----------------------------------|
| | | | 32 | 65 | 47 | 31 | 82 | 40 | |
| | 80% | 20% | 61% | 17% | 9% | 8% | 3% | 2% | 1ct / habitant mini 50 € |
| | | | 27 389 € | 7 633 € | 4 041 € | 3 592 € | 1 347 € | 898 € | cout total pour les 32 EPCI |
| 240 000 € | 192 000 € | 48 000 € | 44 900 € | | | | | | 3 100 € |

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

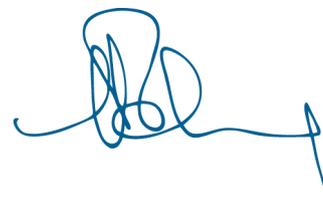
Article 1^{er} – de soutenir et accompagner la candidature du département du Gers comme structure porteuse de l'élaboration du futur SAGE NRG qui reste réglementairement mandatée à cet effet par la future commission locale de l'eau ;

Article 2 – de participer financièrement à la phase d'élaboration du SAGE NRG qui sera menée par le département du Gers pour un montant estimé à 7 633 € ;

Article 3 - d'approuver à cet effet la convention de partenariat Entente Neste et Rivières Gascogne avec les Départements du Gers, du Lot et Garonne, de la Haute-Garonne, du Tarn et Garonne, des Landes et les EPCI à fiscalité propre, signataires ;

Article 4 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

Convention de partenariat

Entente « Neste et rivières de Gascogne »

Entre

Le Département du Gers, représenté par le Président du Conseil Départemental, M. Philippe MARTIN, dûment habilité par délibération du 27 septembre 2019

Le Département des Hautes Pyrénées, représenté par ... dûment habilité par délibération du 2019

Le Département des du Lot et Garonne, représenté par ... dûment habilité par délibération du 2019

Le Département de Haute Garonne, représenté par ... dûment habilité par délibération du 2019

Le Département du Tarn et Garonne, représenté par ... dûment habilité par délibération du 2019

Le Département des Landes, représenté par ... dûment habilité par délibération du 2019

Ainsi que tout EPCI-FP (tel que figurant à l'annexe 1) ayant adhéré aux présentes par délibération et accepté les modalités financières telles que figurant en annexe 3.

CONTENU

| | |
|---|----|
| Préambule | 2 |
| 1. Objet de l'entente NRG et de la convention | 3 |
| 2. Territoire Concerné | 3 |
| 3. Missions du département du Gers dans le cadre de l'Entente NRG | 3 |
| 4. Missions des partenaires dans le cadre de l'Entente NRG..... | 4 |
| 5. Mise à disposition des données..... | 4 |
| 6. Fonctionnement de l'entente NRG..... | 5 |
| 7. Coût et financement | 5 |
| Coût prévisionnel | 5 |
| Répartition du reste à charge | 6 |
| Modalités de versement | 6 |
| 8. Durée de la convention | 6 |
| 9. Modifications et résiliations de la convention | 6 |
| 10. Litiges..... | 7 |
| Annexe 1 : Liste des EPCI-FP | 9 |
| Annexe 2 : Périmètre..... | 10 |
| Annexe 3 : Simulations financières, détail | 13 |

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne (SDAGE) 2016-2021 mentionne dans sa mesure A3 la nécessité de faire émerger un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Neste et rivières de Gascogne » d'ici 2021,

Vu les délibérations des Assemblées délibérantes des Départements susmentionnés, approuvant l'émergence d'un SAGE Neste Rivières de Gascogne (NRG), et la convention de partenariat

Vu le dossier SAGE NRG, déposé en Préfecture en date du 3 juillet 2019,

Vu les délibérations des Assemblées délibérantes des Départements susmentionnés, approuvant la convention de partenariat Entente Neste et rivières de Gascogne

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne (SDAGE) 2016-2021 mentionne dans sa mesure A3 la nécessité de faire émerger un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Neste et rivières de Gascogne » (SAGE NRG) d'ici 2021.

Au vu des enjeux majeurs pour le territoire, les Départements du Gers, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne et des Landes, se sont engagés depuis 2016 dans une phase d'étude de faisabilité puis ont tous délibéré en 2018 pour approuver l'émergence de ce SAGE NRG.

Le dossier préliminaire associé a été élaboré en 2018-2019 et restitué aux acteurs du territoire le 7 juin 2019 au Département du Gers, le Gers s'étant proposé pour porter la maîtrise d'ouvrage de ce dossier, en lien avec les autres départements.

En l'absence de structure porteuse pertinente existante sur ce territoire, les Départements, ainsi que les EPCI à fiscalité propre qui souhaiteraient s'associer à cette initiative, veulent conventionner ensemble pour :

- Proposer, soutenir et accompagner la candidature du Département du Gers comme structure porteuse de l'élaboration du futur SAGE NRG, qui reste à être réglementairement mandatée à cet effet par la future CLE NRG,
- Participer financièrement à la phase d'élaboration du SAGE NRG qui sera menée par le Département du Gers, si tel est le choix de la CLE.

Cette association contractuelle librement consentie, sans personnalité juridique, est dénommée :

« Entente Neste et Rivières de Gascogne » (Entente NRG).

1. OBJET DE L'ENTENTE NRG ET DE LA CONVENTION

L'Entente NRG est une instance composée des Départements du Gers, des Hautes Pyrénées, de la Haute Garonne, du Lot et Garonne, de Tarn et Garonne et des Landes, ainsi que des EPCI à Fiscalité Propre (EPCI-FP) du périmètre géographique concerné qui souhaiteraient adhérer à cette convention. Ces EPCI-FP sont ceux listés et ayant signé l'annexe 1.

Ne constituant pas une personne morale propre, cette entente constitue un espace d'évaluation et de détermination des moyens à mettre en œuvre collectivement pour l'élaboration du SAGE NRG, si tel devait être le choix de la CLE NRG de retenir le Département du Gers comme structure porteuse.

La présente convention constitue donc le cadre du partenariat financier entre les parties, visant à la définition des modalités concrètes de leurs participations financières, tant en ce qui concerne la période préalable à la constitution de la CLE, que pour ce qui concerne la période proprement dite d'élaboration du SAGE NRG.

Le Département du Gers en assure l'animation et la coordination.

2. TERRITOIRE CONCERNE

Le territoire Neste et Rivières de Gascogne (NRG) est celui défini dans le dossier préliminaire de SAGE Neste et rivières de Gascogne, déposé en préfecture le 3 juillet 2019 et sera actualisé avec l'arrêté de périmètre SAGE NRG, qui devrait intervenir début 2020.

Il s'étend sur 7949 km², comprend 661 communes dans les départements du Gers, des Hautes Pyrénées, de la Haute Garonne, du Lot et Garonne, du Tarn et Garonne et des Landes. Il intègre 32 EPCI-FP et est situé à cheval sur les Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie.

Le territoire est détaillé en annexe 2

3. MISSIONS DU DEPARTEMENT DU GERS DANS LE CADRE DE L'ENTENTE NRG

Le Département du Gers assure l'animation et la coordination de l'Entente NRG, procédant de la présente convention, en qualité de préfigurateur pressenti comme structure porteuse de l'élaboration du futur SAGE NRG. Il sera à ce titre chargé :

- d'assurer l'animation de l'Entente NRG,
- de porter l'élaboration du SAGE NRG pour le compte de la future CLE, si tel est son choix, en lien avec les collectivités ayant conventionné, ainsi que d'assurer son secrétariat, selon convention spécifique avec la CLE à intervenir,
- de rechercher les financements utiles et nécessaires auprès des partenaires potentiels,
- de recevoir les participations financières correspondant au reste à charge identifié par les parties et selon les modalités validées aux présentes.

Le Département du Gers met ainsi en particulier à disposition, les moyens humains, techniques et financiers pour la réalisation des missions d'animation, de communication, les études et enquêtes publiques associées, tant pour le compte de l'Entente NRG, que pour celui de la CLE NRG.

Cette Entente NRG est cependant transitoire et n'a pas vocation à perdurer sous cette forme au-delà de la phase d'élaboration du SAGE, une fois approuvé.

4. MISSIONS DES PARTENAIRES DANS LE CADRE DE L'ENTENTE NRG

Les parties à la présente convention constituent le moteur principal de cette instance d'analyse et de participation financière.

Chaque partenaire de l'Entente NRG ayant conventionné (Départements) ou adhéré (EPCI-FP), s'engage à :

- participer ou se faire représenter aux réunions de l'Entente NRG pendant toute la durée de son activité,
- mettre à disposition l'ensemble des éléments et données dont il dispose dans le domaine de cette convention, nécessaires au bon déroulement et qui pourraient être utiles dans la phase d'élaboration du SAGE NRG,
- régler la participation financière qui lui incombe, conformément aux dispositions des présentes.

5. MISE A DISPOSITION DES DONNEES

L'ensemble des données et supports liés à la présente convention et nécessaires à la mission globale du Département du Gers, seront mises à disposition des personnes publiques ayant conventionné ou adhéré, ainsi que de la CLE, en tant que de besoin.

Inversement l'ensemble des données nécessaires à l'élaboration du SAGE NRG seront mises à disposition du Département du Gers, par les parties ayant conventionné.

Ces données incluent les cartes, couches cartographiques, bases de données, sources, études, supports de communication, présentations, réalisées dans le cadre de cette convention ou en dehors mais ayant lien avec l'élaboration du SAGE NRG. Les formats de ces données seront définis par le Département du Gers.

6. FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE NRG

Chaque collectivité ayant conventionné ou adhéré désigne, dans les conditions qui lui sont propres et au moins après chaque renouvellement intégral de son organe délibérant, un représentant pour participer aux réunions de l'Entente NRG et en informe le Département du Gers.

La structure de pilotage de l'Entente NRG ainsi composée de l'ensemble des délégués, se réunit au minimum deux fois par an.

La Présidence des réunions de l'Entente NRG est assurée par le Département du Gers, coordonnateur, en charge des invitations qui indiquent obligatoirement le lieu précis, la date et l'heure des réunions, ainsi que l'ensemble des questions portées à l'ordre du jour. Elles sont adressées personnellement au représentant désigné par chaque Collectivité.

En cas d'empêchement ou de remplacement d'un délégué, le Département du Gers en sera informé.

7. COUT ET FINANCEMENT

Coût prévisionnel

Le Département du Gers pourvoit aux dépenses et recettes des missions définies dans la présente convention Entente NRG et en assure au besoin l'avance.

Le Département du Gers conserve, en tout état de cause, la maîtrise des dépenses liées à sa mission globale.

À titre informatif, le plan de financement prévisionnel annuel est le suivant :

| Coût estimatif annuel | Subventions AEAG, Régions | Reste à charge annuel | Départements | | | | | | EPCI |
|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|---------|---------|---------|---------|-------|-----------------------------|
| | | | 32 | 65 | 47 | 31 | 82 | 40 | |
| | 80% | 20% | 61% | 17% | 9% | 8% | 3% | 2% | 1ct / habitant mini 50 € |
| | | | 27 389 € | 7 633 € | 4 041 € | 3 592 € | 1 347 € | 898 € | cout total pour les 32 EPCI |
| 240 000 € | 192 000 € | 48 000 € | 44 900 € | | | | | | 3 100 € |

La durée prévisionnelle de l'élaboration du SAGE NRG est de 4 ans, mais reste soumise à la durée réelle de sa réalisation.

Le montant prévisionnel ci-dessus, inclut :

- la mise à disposition du personnel et moyens nécessaires pour l'animation de l'Entente NRG,
- la mise à disposition du personnel et moyens, ainsi que le coût des études, animations, communications, enquêtes publique, pour le portage de l'élaboration du SAGE NRG, tels que définis dans la convention spécifique à intervenir entre la CLE et le Département du Gers.

Un budget prévisionnel est annuellement présenté, à titre indicatif, à l'Entente NRG. En fonction de l'avancement des différentes phases de la démarche, celui-ci fera l'objet d'une transmission à chaque

personne publique ayant conventionné ou adhéré et pourra donner lieu à ajustements, sans que les pourcentages et modalités définis ci-dessus ne puissent être remis en cause.

Répartition du reste à charge

La répartition des coûts afférents à l'objet de la présente convention, déduction faite des aides financières reçues par le Département du Gers, coordonnateur, sera assurée par les différentes collectivités ayant conventionné ou adhéré comme suit :

- Pour **chaque Département** : une répartition, déduction faite de la part EPCI-FP, au prorata de la surface du département sur le territoire du SAGE NRG, soit la répartition suivante :

| Gers | Hautes Pyrénées | Lot et Garonne | Haute Garonne | Tarn et Garonne | Landes |
|-------------|------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|---------------|
| 61 % | 17 % | 9 % | 8 % | 3 % | 2% |

- Pour **chaque EPCI-FP** : une participation de principe à hauteur de 1 centime d'euro par habitant des communes concernées de l'EPCI-FP sur le territoire du SAGE NRG. Le montant minimal du recouvrement sera néanmoins de 50 €.

L'annexe 3 détaille la participation prévisionnelle de chaque EPCI-FP et propose un estimatif par collectivité sur la base d'un reste à charge prévisionnel à ce jour.

Critère de calcul de la superficie pour les Départements : l'annexe 2 détaille par Département la superficie comprise dans le Bassin versant NRG.

Critère de calcul de la population pour les EPCI-FP : l'annexe 3 détaille le nombre de communes comprises tout ou partie dans le périmètre NRG. La population par EPCI-FP est la population de l'ensemble de ces communes.

Modalités de versement

Chaque personne publique membre de l'Entente NRG, s'engage à verser au Département du Gers coordonnateur sa participation financière sur la base du taux global de répartition précisé ci-dessus, qui sera demandé sous forme d'un versement annuel, sur la base de la présentation d'un bilan d'activité et d'un relevé de dépenses.

8. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie à compter de la date de signature et pour toute la durée de la phase d'élaboration du SAGE NRG.

Elle prendra fin au terme de la mission du coordonnateur de l'Entente NRG et/ou à la rupture de la convention entre la CLE et le Département du Gers, structure porteuse du SAGE NRG.

9. MODIFICATIONS ET RESILIATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par avenant qui sera négocié d'accord parties.

Chaque partie ayant conventionné ou adhéré peut décider de quitter l'Entente NRG, pour quelque motif que ce soit, sous réserve d'un préavis d'un mois notifié par L.R.A.R et de s'être acquitté de sa participation annuelle, dès lors qu'elle aura été fixée et définie.

10. LITIGES

En cas de litige dans l'application des présentes, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Pau.

**Le Président
du Conseil Départemental
du Gers**

**Le Président
du Conseil Départemental
des Hautes Pyrénées**

**Le Président
du Conseil Départemental
de la Haute Garonne**

**La Présidente
du Conseil Départemental
du Lot et Garonne**

**Le Président
du Conseil Départemental
du Tarn et Garonne**

**Le Président
du Conseil Départemental
des Landes**

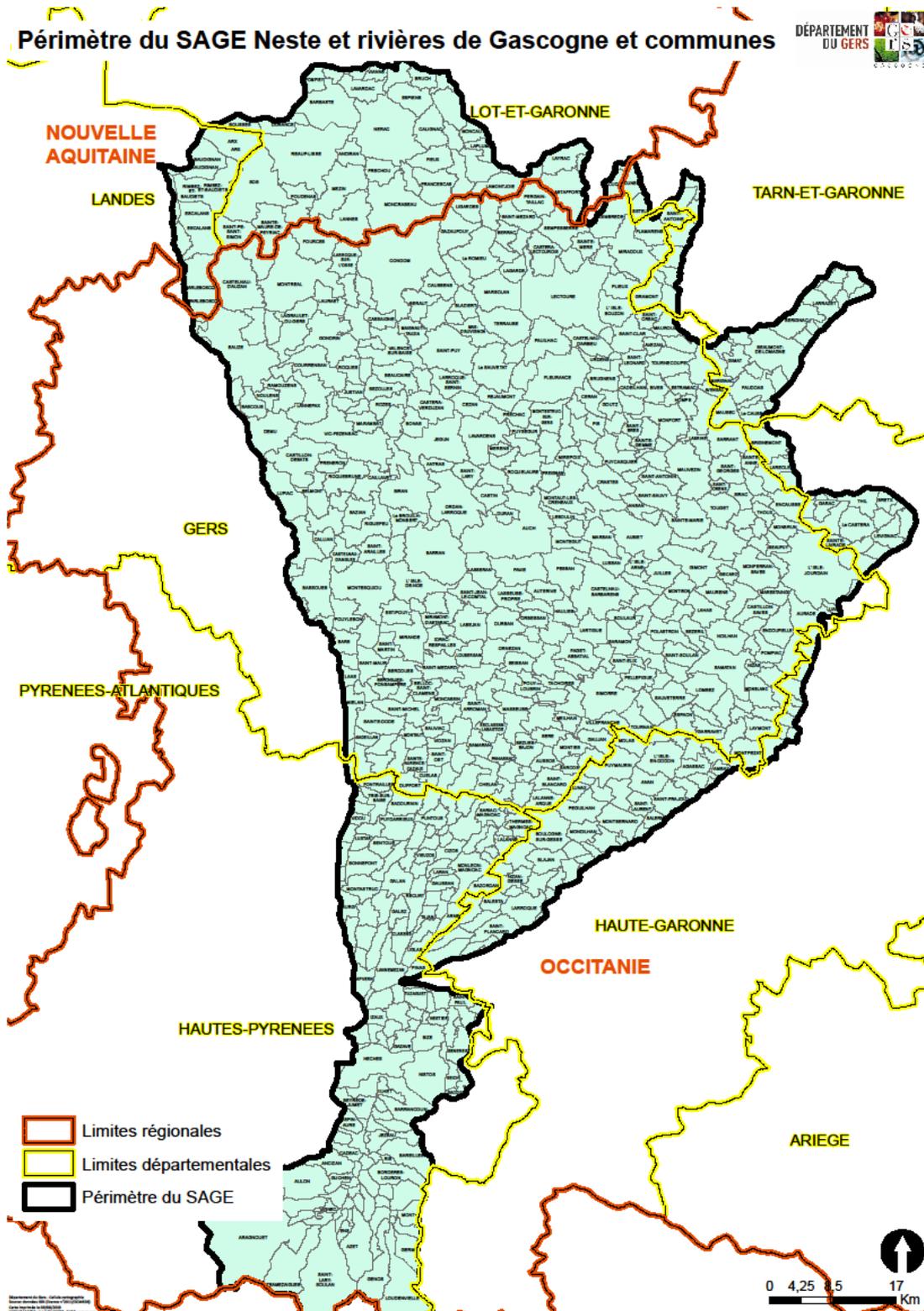
ANNEXE 1 : LISTE DES EPCI-FP

| Gers | | |
|--|---|---|
| Communauté d'Agglomération Grand Auch Coeur de Gascogne | Communauté de communes Armagnac Adour | Communauté de communes Artagnan en Fezensac |
| Communauté de communes Astarac Arros en Gascogne | Communauté de communes Bastides de Lomagne | Communauté de communes Cœur d'Astarac en Gascogne |
| Communauté de communes de la Lomagne Gersoise | Communauté de communes de la Tenarèze | Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine |
| Communauté de communes des Coteaux Arrats Gimone | Communauté de communes du Bas Armagnac | Communauté de communes Grand Armagnac |
| Communauté de communes du Saves | Communauté de communes Val de Gers | |
| Hautes Pyrénées | | |
| Communauté de communes Aure-Louron | Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac | Communauté de communes du Plateau de Lannemezan |
| Communauté de communes Neste Barousse | Communauté de communes des Coteaux du Val-d'Arros | |
| Lot et Garonne | | |
| Communauté d'Agglomération d'Agen | Communauté de communes Albret Communauté | Communauté de communes Coteaux et Landes de Gascogne |
| Haute Garonne | | |
| Communauté d'Agglomération Le Muretain Agglo | Communauté de communes Coeur de Garonne | Communauté de communes Coeur et Coteaux du Comminges |
| Communauté de communes des Hauts Tolosans | Communauté de communes de la Save au Touch | |
| Tarn et Garonne | | |
| Communauté de communes de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise | Communauté de communes des Deux Rives | Communauté de communes Grand Sud Tarn et Garonne |
| Communauté de communes Terres des Confluences | | |
| Landes | | |
| Communauté de communes des Landes d'Armagnac | | |

ANNEXE 2 : PERIMETRE

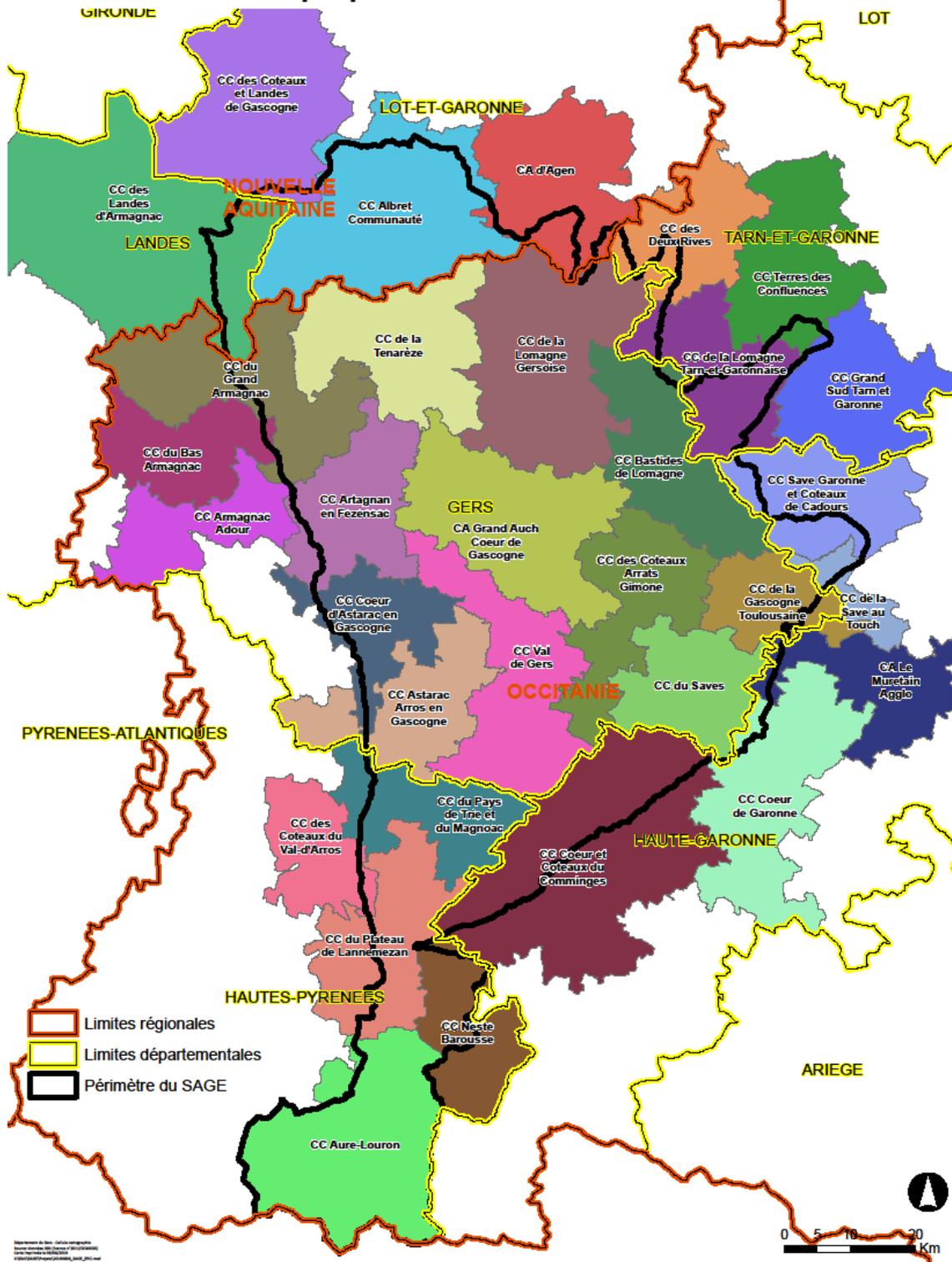
Proposition de périmètre de SAGE Neste et rivières de Gascogne

Carte des communes concernées



Carte des EPCI à fiscalité propre concernés

Périmètre du SAGE Neste et rivières de Gascogne et EPCIs à fiscalité propre



Périmètre du SAGE NRG : répartition par Département, EPCI FP et Commune

| Départements | EPCI | Nbre communes | Population habitants | surface BV périmètre km 2 | % périmètre |
|------------------------|--------------------------------------|---------------|----------------------|---------------------------|---------------|
| 6 | 32 | 661 | 274 427 | 7 945 | 100,0% |
| | CA Grand Auch Coeur de Gascogne | 34 | 38 580 | 606 | 0,0% |
| | CC Armagnac Adour | 1 | 197 | 1 | 0,0% |
| | CC Artagnan de Fezensac | 23 | 7 007 | 336 | 4,2% |
| | CC Astarac Arros en Gascogne | 28 | 4 949 | 297 | 3,7% |
| | CC Bastides de Lomagne | 41 | 11 112 | 417 | 5,3% |
| | CC Coeur d'Astarac en Gascogne | 18 | 7 817 | 244 | 3,1% |
| | CC de la Lomagne Gersoise | 43 | 19 563 | 682 | 8,6% |
| | CC de la Tenarèze | 26 | 14 961 | 500 | 6,3% |
| | CC de la Gascogne Toulousaine | 13 | 14 977 | 189 | 2,4% |
| | CC des Coteaux Arrats Gimone | 30 | 10 421 | 404 | 5,1% |
| | CC du Bas Armagnac | 2 | 926 | 7 | 0,1% |
| | CC du Grand Armagnac | 11 | 8 630 | 290 | 3,6% |
| | CC du Saves | 32 | 9 483 | 326 | 4,1% |
| | CC Val de Gers | 45 | 10 045 | 519 | 6,5% |
| GERS | 14 | 347 | 158 668 | 4 819 | 60,7% |
| | CC Aure-Louron | 47 | 7 055 | 656 | 8,3% |
| | CC du Pays de Trie et du Magnoac | 41 | 6 177 | 272 | 3,4% |
| | CC du Plateau de Lannemezan | 35 | 16 059 | 276 | 3,5% |
| | CC Neste Barousse | 20 | 4 491 | 125 | 1,6% |
| | CC des Coteaux du Val-d'Arros | 4 | 768 | 18 | 0,2% |
| HAUTES-PYRENEES | 5 | 147 | 34 550 | 1 347 | 16,9% |
| | CA d'Agen | 7 | 8 795 | 70 | 0,9% |
| | CC Albret Communauté | 31 | 24 949 | 637 | 8,0% |
| | CC des Coteaux et Landes de Gascogne | 2 | 319 | 22 | 0,3% |
| LOT-ET-GARONNE | 3 | 40 | 34 063 | 728 | 9,2% |
| | CA Le Muretain Agglo | 4 | 1 428 | 22 | 0,3% |
| | CC Coeur de Garonne | 6 | 1 065 | 22 | 0,3% |
| | CC Coeur et Coteaux du Comminges | 52 | 14 047 | 425 | 5,3% |
| | CC des Hauts Tolosans | 16 | 9 804 | 111 | 1,4% |
| | CC de la Save au Touch | 4 | 4 153 | 35 | 0,4% |
| HAUTE-GARONNE | 5 | 82 | 30 497 | 615 | 7,7% |
| | CC de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise | 22 | 7 607 | 198 | 2,5% |
| | CC des Deux Rives | 8 | 3 819 | 53 | 0,7% |
| | CC Grand Sud Tarn et Garonne | 1 | 849 | 5 | 0,1% |
| | CC Terres des Confluences | 5 | 1 547 | 24 | 0,3% |
| TARN-ET-GARONNE | 4 | 36 | 13 822 | 280 | 3,5% |
| LANDES | 1 | 9 | 2 827 | 156 | 2,0% |

ANNEXE 3 : SIMULATIONS FINANCIERES, DETAIL

La participation financière de chaque EPCI FP est définie par 1ct d'Euro par habitant, avec un minimum de 50 € par EPCI FP.

| Nbre départements | Nbre EPCI | Nbre communes | Population Habitants | surface bassin versant périmètre km2 | Participation EPCI FP |
|-------------------|--------------------------------------|---------------|----------------------|--------------------------------------|-----------------------|
| 6 | 32 | 661 | 274 427 | 7 945 | 3 121 € |
| | GERS | | | | |
| | CA Grand Auch Coeur de Gascogne | 34 | 38 580 | 606 | 386 € |
| | CC Armagnac Adour | 1 | 197 | 1 | 50 € |
| | CC Artagnan de Fezensac | 23 | 7 007 | 336 | 70 € |
| | CC Astarac Arros en Gascogne | 28 | 4 949 | 297 | 50 € |
| | CC Bastides de Lomagne | 41 | 11 112 | 417 | 111 € |
| | CC Coeur d'Astarac en Gascogne | 18 | 7 817 | 244 | 78 € |
| | CC de la Lomagne Gersoise | 43 | 19 563 | 682 | 196 € |
| | CC de la Tenarèze | 26 | 14 961 | 500 | 150 € |
| | CC de la Gascogne Toulousaine | 13 | 14 977 | 189 | 150 € |
| | CC des Coteaux Arrats Gimone | 30 | 10 421 | 404 | 104 € |
| | CC du Bas Armagnac | 2 | 926 | 7 | 50 € |
| | CC du Grand Armagnac | 11 | 8 630 | 290 | 86 € |
| | CC du Saves | 32 | 9 483 | 326 | 95 € |
| | CC Val de Gers | 45 | 10 045 | 519 | 100 € |
| TOTAL | 14 | 347 | 158 668 | 4 819 | 1 676 € |
| | HAUTES-PYRENEES | | | | |
| | CC Aure-Louron | 47 | 7 055 | 656 | 71 € |
| | CC du Pays de Trie et du Magnoac | 41 | 6 177 | 272 | 62 € |
| | CC du Plateau de Lannemezan | 35 | 16 059 | 276 | 161 € |
| | CC Neste Barousse | 20 | 4 491 | 125 | 50 € |
| | CC des Coteaux du Val-d'Arros | 4 | 768 | 18 | 50 € |
| TOTAL | 5 | 147 | 34 550 | 1 347 | 393 € |
| | LOT-ET-GARONNE | | | | |
| | CA d'Agen | 7 | 8 795 | 70 | 88 € |
| | CC Albret Communauté | 31 | 24 949 | 637 | 249 € |
| | CC des Coteaux et Landes de Gascogne | 2 | 319 | 22 | 50 € |
| TOTAL | 3 | 40 | 34 063 | 728 | 387 € |
| | HAUTE-GARONNE | | | | |
| | CA Le Muretain Agglo | 4 | 1 428 | 22 | 50 € |
| | CC Coeur de Garonne | 6 | 1 065 | 22 | 50 € |
| | CC Coeur et Coteaux du Comminges | 52 | 14 047 | 425 | 140 € |
| | CC des Hauts Tolosans | 16 | 9 804 | 111 | 98 € |
| | CC de la Save au Touch | 4 | 4 153 | 35 | 50 € |
| TOTAL | 5 | 82 | 30 497 | 615 | 389 € |
| | TARN-ET-GARONNE | | | | |
| | CC de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise | 22 | 7 607 | 198 | 76 € |
| | CC des Deux Rives | 8 | 3 819 | 53 | 50 € |
| | CC Grand Sud Tarn et Garonne | 1 | 849 | 5 | 50 € |
| | CC Terres des Confluences | 5 | 1 547 | 24 | 50 € |
| TOTAL | 4 | 36 | 13 822 | 280 | 226 € |
| | LANDES | | | | |
| | CC des Landes d'Armagnac | 9 | 2 827 | 156 | 50 € |
| TOTAL | 1 | 9 | 2 827 | 156 | 50 € |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

9 - AVENANT PAPI DES NESTES

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le Département des Hautes-Pyrénées a signé, le 3 novembre 2017, la convention cadre 2017-2019 de financement du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin de la Neste porté par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) des Nestes.

L'engagement financier potentiel portait alors sur 19 900 € correspondant à des actions sur l'axe 1 « amélioration de la connaissance et de la conscience du risque » sur un montant total de PAPI de 2 153 000 €.

Le PETR des Nestes a voté le 7 octobre dernier une demande d'avenant à cette convention portant sur les points suivants :

1. Prorogation de 3 ans de la convention, soit jusqu'au 31/12/2022. Cet allongement est nécessaire pour la poursuite de la mise en œuvre du programme d'actions (deux ans) et, l'établissement du prochain PAPI (un an) ;
2. Modification du programme d'actions (suppression, modification, ajout). Au final, l'incidence financière de l'avenant au PAPI est de +13,4 % de l'enveloppe initiale du PAPI, soit un nouveau montant de 2 442 000 €.

La participation du Département est réduite à 9 000 € notamment en raison des coûts moindres d'opérations. Ces dernières seront individualisées au fur et à mesure de leur engagement.

3. Evolution des maîtrises d'ouvrage suite à la prise de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) par les communautés de communes au 1^{er} janvier 2018, puis au transfert de cette dernière au PETR du Pays des Nestes.

Le Département des Hautes-Pyrénées ayant été signataire de la convention initiale, il est proposé de valider le projet d'avenant à la convention PAPI du Pays des Nestes et d'autoriser le Président à le signer.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

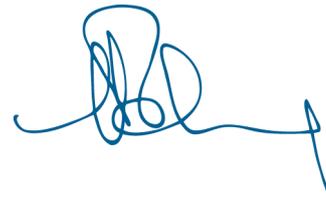
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver l'avenant à la convention cadre du Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) du Pays des Nestes 2020-2022, joint à la présente délibération, avec l'Etat, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, La Région Occitanie et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays des Nestes ;

Article 2 – d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



Programme d'Action de Prévention des Inondations du bassin de la Neste

Avenant à la convention cadre du PAPI complet de la Neste (2020-2022)

Entre

L'**Etat**, représenté par M. Brice BLONDEL, Préfet des Hautes-Pyrénées

Et

L'**Agence de l'Eau Adour-Garonne**, représentée par M. Guillaume CHOISY, Directeur général

Et

Le **Conseil régional Occitanie**, représenté par Mme Carole DELGA, Présidente

Et

Le **Conseil départemental des Hautes-Pyrénées**, représenté par M. Michel PÉLIEU, Président

Et

Le **Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays des Nests**, représenté par Henri FORGUES, Président

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »



Sommaire

| | |
|---|---|
| Article 1 - Bilan du PAPI 2017-2019..... | 4 |
| Article 2 - Objet et durée de l'avenant..... | 4 |
| Article 3 - Avenant n°1 | 4 |
| Article 4 - Avenant n°2 | 5 |
| Article 5 - Avenant n°3 | 9 |
| Article 6 - Impact financier de l'avenant | 9 |

Table des tableaux

| | |
|--|---|
| Tableau 1 : Synthèse de l'avenant n°2 | 8 |
| Tableau 2 : Tableau des actions faisant l'objet d'une évolution de la maîtrise d'ouvrage | 9 |

Liste des annexes

| | |
|--|----|
| ANNEXE 1 : Maquette financière du PAPI Neste et son avenant..... | 11 |
| ANNEXE 2 : Fiches actions des actions modifiées et/ou créées dans le cadre de l'avenant..... | 18 |
| ANNEXE 3 : Délibération du bureau du PETR du Pays des Nestes du 7 octobre 2019 autorisant M. le Président à signer l'avenant 2020-2022 au PAPI Neste | 41 |

Article 1 - Bilan du PAPI 2017-2019

Le programme d'actions de prévention des inondations du bassin de la Neste a été labellisé en Commission Inondation de Bassin (CIB) le **7 novembre 2016** et la convention cadre a été signée le 31 août 2017 mais ne prend effet qu'au **3 novembre 2017**, date de signature par Mme DELGA, Présidente de la Région Occitanie.

Ce programme compte 38 actions pour un montant global de 2,153 M€. Le présent avenant s'applique à la convention cadre du PAPI complet bassin de la Neste.

Ce premier programme, est à réaliser sur une courte durée de 2 ans. Le bilan joint au présent avenant permet de préciser les actions engagées et réalisées sur la période 2017-2019, et les éléments rencontrés ayant ralenti la mise en œuvre du programme d'actions.

Les deux grands principes de ce premier PAPI sont les suivants :

- Poursuivre la mise en sécurité des personnes et des biens suite aux crues de 2012 et de 2013, tout en préservant la mémoire de ces événements ;
- Réaliser les études nécessaires pour la définition du programme de travaux portés par le futur PAPI 2

Pour permettre de satisfaire à ces principes, il a été décidé par les élus du PETR du Pays des Nestes, et les membres du comité de pilotage du 27 février 2019, de prendre un avenant à la convention cadre du PAPI complet.

Article 2 - Objet et durée de l'avenant

Les avenants à la convention cadre sont les suivantes :

- Avenant n°1 : Prolongation de trois ans du premier PAPI par rapport à la date de fin inscrite à la convention cadre,
- Avenant n°2 : Modification du programme d'actions (suppression, augmentation financière, ajustement technique, réorganisation technique ou ajout),
- Avenant n°3 : Evolution de la maîtrise d'ouvrage de certaines actions suite à la prise de compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 par les communautés de communes et au 1^{er} janvier 2019 par le PETR du Pays des Nestes.

La durée de l'avenant est de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 3 - Avenant n°1

Lors du comité de pilotage du 15 février 2019, M. le Président du PETR du Pays des Nestes en présence de M. FERAL, secrétaire général de la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre, a présenté les principes d'avenant. Les membres se sont prononcés favorable à une prorogation de 3 ans du PAPI Neste.

Le projet d'avenant a été présenté en Commission GEMAPI Neste du 14 juin 2019, ainsi qu'au bureau du PETR du Pays des Nestes le 17 juin 2019.

Enfin, lors du comité de pilotage du PAPI Neste le 27 septembre 2019, M. le Président du PETR du Pays des Nestes en présence de M. FERAL, secrétaire général de la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre a présenté l'ensemble du contenu de l'avenant 2020-2022 à la convention cadre du PAPI Neste.

Les membres de ces instances ont approuvé cet avenant étant entendu du retard pris dans la mise en œuvre des actions du PAPI.

La décision de proroger de 3 ans la durée du PAPI Neste a été entérinée par délibération lors du bureau du PETR le 7 octobre 2019.

Article 4 - Avenant n°2

Lors du dernier comité de pilotage du 27 septembre 2019, le projet d'avenant a été présenté par M. le Président du PETR du Pays des Nestes en présence de M. FERAL, secrétaire général de la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre et de M. CARRERE, co-président de la commission GEMAPI Neste.

Cet avenant concerne la suppression de deux actions :

- Action 6.3 – Sécurisation d'une voie communale par reconquête du lit majeur à Nistos

Cette action concerne la commune de Nistos qui n'est pas éligible au FNRNM, ainsi cette action est supprimée du programme d'actions et prévention des inondations, mais a été ajoutée au programme pluriannuel de gestion Neste.

La suppression de cette action permet de redispenser de 20 000 € dans l'enveloppe financière du présent avenant.

- Action 7.4 – Labellisation PSR des travaux d'endigements

Cette action n'est plus d'actualité réglementaire. En effet, les différentes mesures et actions du PSR ont été intégrées, au fur et à mesure de leur rédaction, dans les nouveaux documents de gestion et de prévention du risque inondation selon les différentes échelles, avec le cadrage général apporté par la stratégie nationale.

La suppression de cette action n'entraîne aucune modification financière.

Cet avenant concerne une augmentation financière de deux actions :

- Action 0.1 – Animation de la démarche PAPI

Cette augmentation est relative à la prorogation de 3 ans pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'action sur les 3 ans de l'avenant.

Une augmentation financière de 180 000 € est inscrite dans l'avenant.

- Action 1.9 – Etude hydraulique et environnementale de la Torte amont

Le montant prévisionnel de cette action a été sous-estimée par rapport au besoin de contenu technique en vue de protéger les personnes et les biens.

Une augmentation financière de 14 000 € est inscrite dans l'avenant.

Cet avenant concerne une augmentation financière et modification technique d'une action :

- Action 6.1 – Protection des enjeux sur le Lavedan et travaux de sécurisation de la STEP d’Aulon par ralentissement des écoulement et gestion du transport solide

Des visites récentes sur le secteur du bassin du Lavedan (communes de Aulon et Guchen) ont constatées des désordres importants (déséquilibre global de la dynamique du Lavedan, plages de dépôts de matériaux non fonctionnelles, incision du lit et affouillement en zone à enjeux, déstabilisation d’ouvrages...). Il y a une nécessité de réaliser une étude globale du bassin versant afin de sécuriser les enjeux et la population. 15 000 € est basculé de la sous-action travaux (6.1 b) vers la sous-action étude (6.1 a) et une augmentation financière de 20 000 € est allouée à la phase étude.

Une augmentation financière de 20 000 € est inscrite dans l’avenant.

Cet avenant concerne un ajustement financier de deux actions :

Les actions 6.4 et 6.5 concerne les lacs riverains de la Neste. L’action 6.5 va permettre de dresser un plan de gestion de ces lacs et devra étudier aussi le Lac de la Ponte objet de l’action 6.4. Ainsi un basculement financier à hauteur de 30 000 € se fait de l’action 6.4 vers l’action 6.5.

L’ajustement financier n’entraîne aucune augmentation financière globale.

Cet avenant concerne un ajustement technique de deux actions :

- 7.1 – Etude et travaux de protection de Mazères-de-Neste
- 7.2 – Etude et travaux de protection de Bizous

Cet ajustement technique concerne la création d’une sous-actions 7.1 b et 7.2 b intitulées « Etudes complémentaires ». En effet, suite à la restitution de l’action 7.3 sur le recensement et estimations des potentiels systèmes d’endiguement sur le territoire, l’appréciation des différents postes budgétaires a été étudiée. Ainsi ces sous-actions permettrons de réaliser les études nécessaires au classement de ces futurs ouvrages de protection. 100 000 € sera basculé de la sous-action 7.1 c « travaux » vers la 7.1 b « études complémentaires », et 50 000 € de la sous-action 7.2 c « travaux » vers la 7.2 b « études complémentaires ».

Ces ajustements techniques n’entraînent aucune augmentation financière globale.

Cet avenant concerne une réorganisation technique de 2 actions :

- 3.1 – Accompagnement des collectivités pour l’élaboration / révision des PCS
- 3.2 – Favoriser une gestion intercommunale de la crise en généralisant les exercices de simulation

Ces actions sont seulement financées par la Région Occitanie mais doivent se réaliser conjointement pour être éligibles. Il est ainsi créé une nouvelle action 3.4 – Accompagnement des collectivités pour l’élaboration et/ou révision des PCS avec exercices de simulation intercommunales. Cette action sera découpée en sous-actions géographiques afin de prendre en compte l’échelle des vallées :

- 3.4 a : Vallée de Louron
- 3.4 b : Vallée d’Aure
- 3.4 c : Vallée de la Neste d’Arreau à Hèches
- 3.4 d : Vallée de la Neste de Hèches à la confluence avec la Garonne

Cette réorganisation n'entraîne aucune augmentation financière globale.

Cet avenant concerne l'ajout de quatre nouvelles actions :

- 0.3 – Concertation et rédaction d'un nouveau PAPI

Cette action réalisée dans le cadre de l'animation globale de ce présent PAPI, vient poursuivre l'action de prévention et de protection contre les inondations sur le territoire avec l'inscription d'une nouvelle démarche PAPI intégrant les résultats des études inscrites.

Cette action n'entraîne aucune modification financière.

- 6.7 – Etude de conception de l'ouvrage de protection des enjeux de Loudenvielle sur le Rioulong

Cette action permettra de justifier économiquement le scénario de protection à mettre en œuvre issus de scénarios résultants d'études diagnostics précédentes.

Le coût prévisionnel de cette action est de 30 000 €.

- 6.8 – Etude de protection des enjeux sur Lortet

Cette action permettra d'analyser les risques de débordements et de venue d'eau dans le bourg de Lortet afin de proposer différents scénarios d'aménagement qui seront justifiés économiquement.

Le coût prévisionnel de cette action est de 25 000 €.

- 6.9 – Etude de protection de « Balnéa » à Génos-Loudenvielle

La digue de « Balnéa » à Génos a été proposée comme potentiel système d'endiguement. Ainsi afin de retenir et justifier le scénario retenu, de définir le niveau de protection et les travaux de consolidation nécessaires, une modélisation globale sera réalisée.

Le coût prévisionnel de cette action est de 40 000 €.

Synthèse de l'avenant n°2 :

| | Actions | Montant |
|---|---|------------------|
| Suppression | 6.3 - Sécurisation d'une voie communale par reconquête du lit majeur à Nistos | - 20 000 € |
| Suppression | 7.4 - Labellisation PSR des travaux d'endiguements | - € |
| Augmentation financière | 0.1 - Animation (3x60 000 €) | 180 000 € |
| Augmentation financière | 1.9 - Etude hydraulique et environnementale de la Torte amont (initialement 6 000 € vers 20 000 €) | 14 000 € |
| Augmentation financière et modification technique | 6.1 - Protection des enjeux sur le Lavedan et travaux de sécurisation de la STEP d'Aulon par ralentissement des écoulement et gestion du transport solide | 20 000 € |
| Ajustement financier | 6.4 - Sécurisation du lac de la Ponte | - € |
| | 6.5 - Etude bathymétrique des lacs riverains de la Neste et propositions de gestion | - € |
| Ajustement technique | 7.1 - Etude et travaux de protection de Mazères-de-Neste | - € |
| | 7.2 - Etude et travaux de protection de Bizous | - € |
| Réorganisation technique | 3.1 - Accompagnement des collectivités pour l'élaboration / révision des PCS | - € |
| | 3.2 - Favoriser une gestion intercommunale de la crise en généralisant les exercices de simulation | - € |
| Ajout | 0.3 - Concertation et rédaction d'un nouveau PAPI | - € |
| Ajout | 6.7 - Etude de conception de l'ouvrage de protection des enjeux de Loudenvielle sur le Rioulong | 30 000 € |
| Ajout | 6.8 - Etude de protection des enjeux à Lortet | 25 000 € |
| Ajout | 6.9 - Etude de protection des enjeux de « Balnéa » à Génos-Loudenvielle | 40 000 € |
| | | 289 000 € |

Tableau 1 : Synthèse de l'avenant n°2

Article 5 - Avenant n°3

Cet avenant modifie les maîtrises d'ouvrage de certaines actions inscrites suite à la prise de la compétence GEMAPI par les communautés de communes au 1^{er} janvier 2018, puis au transfert de cette dernière au PETR du Pays des Nestes.

Toutes les opérations concernées sont listées dans le tableau suivant :

| Code action | Intitulé | MO au 31/12/2017 | MO au 01/01/2019 |
|-------------|---|--------------------------------|------------------|
| 5.1 | Etude géotechnique du mur de protection de Saint-Lary | Commune St-Lary | PETR |
| 6.1 | Etude et travaux de sécurisation de la STEP d'Aulon par ralentissement des écoulements et gestion du transport solide | Commune d'Aulon | PETR |
| 6.4 | Sécurisation du lac de la Ponte face au risque de capture | Commune de St-Laurent-de-Neste | PETR |
| 7.1 | Etude et travaux de protection de protection de Mazères-de-Neste | Commune de Mazères-de-Neste | PETR |
| 7.2 | Etude et travaux de protection de protection de Bizous | Commune de Bizous | PETR |
| 7.5 | Etude et travaux de protection de protection de Bordères-Louron | Commune de Bordères-Louron | PETR |

Tableau 2 : Tableau des actions faisant l'objet d'une évolution de la maîtrise d'ouvrage

Cet avenant n'a aucune incidence sur la stratégie du programme ni sur son équilibre financier.

Article 6 - Impact financier de l'avenant

Les évolutions financières sont détaillées au niveau de chaque action de la maquette financière annexée.

D'un point de vu global, cet avenant a une influence de +13,4% par rapport au montant initial du PAPI.

Le dépôt de l'avenant a aussi permis de prendre en compte les évolutions des participations financières des divers partenaires. Ainsi, compte tenu de l'adoption par la Région Occitanie en juin 2018 des nouveaux dispositifs d'intervention pour la prévention et la réduction des risques d'inondation, la participation prévisionnelle de la Région a nettement augmenté, ajustant largement les contributions de chacun des financeurs. Il faut noter que pour la Région Occitanie, l'éligibilité et le taux d'accompagnement des demandes de subventions adressées à la Région dans le cadre du PAPI seront analysés selon les dispositifs en vigueur au moment du dépôt de la demande et soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

De plus, l'agence de l'eau Adour-Garonne s'engage, sous réserve du respect des échéances et des objectifs de la convention, à présenter à ses instances sur la période 2020-2022, les demandes d'aide pour les opérations inscrites à la convention, selon les modalités d'attribution des aides en vigueur et dans la limite de ses dotations financières disponibles.

D'une manière générale, les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la convention sont prises par les Parties dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

PAPI Neste
Signatures de l'avenant 2020-2022

Fait le :

A :

Pour l'Etat,
Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Brice BLONDEL

Pour l'Etat,
Le Préfet coordonnateur du bassin Adour-
Garonne

Etienne GUYOT

Pour l'Agence de l'Eau Adour-Garonne
Le Directeur général

Guillaume CHOISY

Pour la Région Occitanie
La Présidente

Carole DELGA

Pour le Conseil départemental des
Hautes-Pyrénées
Le Président

Michel PELIEU

Pour le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays des Nestes
Le Président

Henri FORGUES

ANNEXE 1 : Maquette financière du PAPI Neste et son avenant

Maquette financière du PAPI Neste (2017-2019) avec avenant (2020-2022)

Légende des codes couleurs :



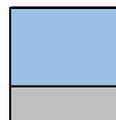
Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 0 : Animation, gouvernance du PAPI | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------------|-------------------|------------------|--------------|------------|------|------------------|-----|-----------------|------|------|----------------|-------------------|-----------------|--------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maitre d'ouvrage | Total (HT ou TTC) | Financement | | | | | | | | | | Date de démarrage | | |
| | | | | Etat BOP181 | Etat BOP 181 | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | | Reste à Charge | |
| 0.1 | Animation de la démarche PAPI | PETR du Pays des Nestes | 360 000 € | 126 000 € | 35% | - € | 33% | 117 000 € | 13% | 45 000 € | | | - € | 20% | 72 000 € | 2016-2022 |
| 0.2 | Etude relative à la réorganisation de la gouvernance à l'échelle du bassin versant de la Neste | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | | - € | | - € | Pour mémoire |
| 0.3 | Concertation et rédaction d'un nouveau PAPI | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | | - € | | - € | 2022 |
| Total | Récapitulatif Axe 0 | | 360 000 € | 126 000 € | | 0 € | | 117 000 € | | 45 000 € | | | 0 € | | 72 000 € | |

Légende des codes couleurs :



Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 1: Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------------|-------------------|-------------|------------|------------------|-------|-----------------|-----|-----------------|-------|----------------|----------------|-------------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | | Date de démarrage | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | | Reste à Charge |
| 1.1 | Création d'un observatoire du bassin de la Neste | PETR du Pays des Nestes | 40 000 € | - € | 40% | 16 000 € | 40% | 16 000 € | | - € | | - € | 20% | 8 000 € | 2019 |
| 1.2 | Recensement et pose de repères de crues | PETR du Pays des Nestes | 30 000 € | - € | 50% | 15 000 € | | - € | 20% | 6 000 € | | - € | 30% | 9 000 € | 2018-2021 |
| 1.3 | Exposition itinérante sur le risque d'inondation | PETR du Pays des Nestes | 16 000 € | - € | 50% | 8 000 € | | - € | | - € | 20% * | 2 667 € | 33% | 5 333 € | 2018-2020 |
| 1.4 | Réalisation des DICRIM avec une charte graphique commune | PETR du Pays des Nestes | 60 000 € | - € | 50% | 30 000 € | | - € | | - € | | | 50% | 30 000 € | 2021 |
| 1.5 | Conception d'un topoguide pour la valorisation du patrimoine lié à l'eau et aux inondations | PETR du Pays des Nestes | 32 000 € | - € | 40% | 12 800 € | 20% * | 5 333 € | | - € | 20% * | 5 333 € | 27% | 8 533 € | 2021 |
| 1.6 | Projets d'éducation et de sensibilisation aux risques | PETR du Pays des Nestes | 25 000 € | - € | 50% | 12 500 € | | - € | 20% | 5 000 € | 4% | 1 000 € | 26% | 6 500 € | 2020 |
| 1.7 | Acquisition d'images aériennes pour une capitalisation de l'évolution du territoire | PETR du Pays des Nestes | 35 000 € | - € | 50% | 17 500 € | 12% * | 3 500 € | 20% | 7 000 € | | - € | 20% | 7 000 € | 2020 |
| 1.8 | Etude hydraulique et environnementale de la Goutte de Saint-Paul | PETR du Pays des Nestes | 6 000 € | - € | 50% | 3 000 € | 10% | 500 € | 20% | 1 200 € | | - € | 22% | 1 300 € | 2020 |
| 1.9 | Etude hydraulique et environnementale de la Torte amont | PETR du Pays des Nestes | 20 000 € * | - € | 50% | 10 000 € | 10% | 2 000 € | 20% | 4 000 € | | - € | 20% | 4 000 € | 2020 |
| 1.10 | Conception d'outils de communication sur le risque d'inondation | PETR du Pays des Nestes | 15 000 € | - € | 50% | 7 500 € | | - € | | - € | | - € | 50% | 7 500 € | 2021 |
| 1.11 | Assistance réglementaire et technique des gestionnaires pour la mise en conformité des ouvrages hydroélectriques | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2018 |
| Total | Récapitulatif Axe 1 | | 279 000 € | 0 € | | 132 300 € | | 27 333 € | | 23 200 € | | 9 000 € | | 87 167 € | |

Légende des codes couleurs :



Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

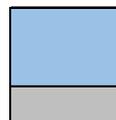
Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 2: Surveillance, prévision des crues et des inondations | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------------------------|-------------------|-------------|------------|-----------------|------|------|-----|-----------------|------|------|----------------|-------------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | | Date de démarrage | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | | Reste à Charge |
| 2.1 | Amélioration de la prévision des crues sur le bassin de la Neste | PETR du Pays des Nestes | 120 000 € | - € | 50% | 60 000 € | | - € | 20% | 24 000 € | | - € | 30% | 36 000 € | 2019 |
| 2.2 | Pose d'échelles limnimétriques sur les communes non pourvues | PETR du Pays des Nestes | 30 000 € | - € | 50% | 15 000 € | | - € | 20% | 6 000 € | | - € | 30% | 9 000 € | 2021 |
| Total | Récapitulatif Axe 2 | | 150 000 € | | | 75 000 € | | | | 30 000 € | | | | 45 000 € | |

| Axe 3: Alerte et gestion de crise | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|---------------------------------|-------------|------------|------------|------|------|------------|-----------------|------|------|----------------|---------------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | | Date de réalisation | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | | Reste à Charge |
| 3.1 | Accompagnement des collectivités pour l'élaboration/révision des PCS | | FUSIONNEE à 3.2 pour donner 3.4 | | | | | | | | | | | | |
| 3.2 | Favoriser une gestion intercommunale de la crise en généralisant les exercices de simulation | | FUSIONNEE à 3.1 pour donner 3.4 | | | | | | | | | | | | |
| 3.3 | Encourager la création de réserves de sécurité civile | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2022 |
| 3.4 | Accompagnement des collectivités pour l'élaboration/révision des PCS avec exercices de simulation intercommunaux | PETR du Pays des Nestes | 110 000 € | - € | | - € | | - € | 20% | 20 000 € | | - € | 82% | 90 000 € | 2021 |
| Total | Récapitulatif Axe 3 | | 110 000 € | | | | | | 0 € | 20 000 € | | | | 90 000 € | |

Légende des codes couleurs :



Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 4: Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------------------|-------------------|-------------|------------|-----------------|------|------------|----|------------|------|------------|-------------------|----------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | Date de démarrage | | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | | Reste à Charge | Reste à Charge |
| 4.1 | Elaborer ou réviser les PPRI des communes du bassin de la Neste | Etat | 55 000 € | - € | | 55 000 € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2017 |
| 4.2 | Intégrer la problématique inondation dans les documents d'urbanisme | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2017-2020 |
| 4.3 | Intégrer la problématique inondation dans l'urbanisme opérationnel | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2017-2022 |
| 4.4 | Acceptation des espaces de mobilité par tous les acteurs | PETR du Pays des Nestes | - € | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | | - € | 2017-2022 |
| Total | Récapitulatif Axe 4 | | 55 000 € | 0 € | | 55 000 € | | 0 € | | 0 € | | 0 € | | 0 € | |

| Axe 5: Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------------|-------------------|-------------|------------|-----------------|------|------------|-----|-----------------|------|------------|-------------------|-----------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | Date de démarrage | | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | | Reste à Charge | Reste à Charge |
| 5.1 | Etude géotechnique du mur de protection de St-Lary | PETR du Pays des Nestes | 30 000 € | - € | 50% | 15 000 € | | - € | 20% | 6 000 € | | - € | 30% | 9 000 € | 2019 |
| 5.3 | Diagnostics de vulnérabilité sur les biens publics et privés | PETR du Pays des Nestes | 40 000 € | - € | 50% | 20 000 € | | - € | 20% | 8 000 € | | - € | 30% | 12 000 € | 2021 |
| 5.4 | Diagnostics de vulnérabilité des activités économiques | PETR du Pays des Nestes | 40 000 € | - € | 50% | 20 000 € | | - € | 20% | 8 000 € | | - € | 30% | 12 000 € | 2021 |
| Total | Récapitulatif Axe 5 | | 110 000 € | 0 € | | 55 000 € | | 0 € | | 22 000 € | | 0 € | | 33 000 € | |

Légende des codes couleurs :



Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 6: Ralentissement des écoulements | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|--|-------------------------|-------------------|-------------|------------|------------------|-------|-----------------|-----|------------------|------|------|----------------|----------------|-------------------|------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | | | Date de démarrage | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | Reste à Charge | | |
| 6.1 | Etude de protection des enjeux du Lavedan et sécurisation de la STEP d'Aulon par ralentissement des écoulements et gestion du transport solide | PETR du Pays des Nestes | 150 000 € * | - € | 50% | 75 000 € | 10% | 15 000 € | 20% | 30 000 € | | | - € | 20% | 30 000 € | 2019 |
| 6.2 | Ralentissement dynamique des écoulements du ruisseau du Barricave | CC Aure-Louron | 100 000 € | - € | 40% | 40 000 € | | - € | 20% | 20 000 € | | | - € | 40% | 40 000 € | 2018 |
| 6.3 | Sécurisation d'une voie communale par reconquête du lit majeur à Nistos | | SUPPRIMEE | | | | | | | | | | | | | |
| 6.4 | Sécurisation du lac de la Ponte face au risque de capture | PETR du Pays des Nestes | 160 000 € | - € | 50% | 80 000 € | | - € | | - € | | | - € | 50% | 80 000 € | 2021 |
| 6.5 | Etude bathymétrique des lacs riverains de la Neste et propositions de gestion | PETR du Pays des Nestes | 70 000 € | - € | 50% | 35 000 € | 10% | 7 000 € | 20% | 14 000 € | | | - € | 20% | 14 000 € | 2020 |
| 6.6 | Modélisation hydraulique 2D pour évaluation du comportement des systèmes d'endiguement de la plaine de St-Lary et définition d'un programme de travaux | PETR du Pays des Nestes | 210 000 € | - € | 50% | 105 000 € | 12% * | 21 000 € | 20% | 42 000 € | | | - € | 20% | 42 000 € | 2019 |
| 6.7 | Etude de conception de l'ouvrage de protection des enjeux de Loudenvielle sur le Rioulong | PETR du Pays des Nestes | 30 000 € * | - € | 50% | 15 000 € | | | 20% | 6 000 € | | | - € | 30% | 9 000 € | 2021 |
| 6.8 | Etude de protection des enjeux de Lortet | PETR du Pays des Nestes | 25 000 € * | - € | 50% | 12 500 € | 10% | 2 500 € | 20% | 5 000 € | | | - € | 17% | 5 000 € | 2021 |
| 6.9 | Etude de protection des enjeux de "Balnéa" à Génos-Loudenvielle | PETR du Pays des Nestes | 40 000 € * | - € | 50% | 20 000 € | 10% | 4 000 € | 20% | 8 000 € | | | - € | 20% | 8 000 € | 2021 |
| Total | Récapitulatif Axe 6 | | 785 000 € | | | 382 500 € | | 49 500 € | | 125 000 € | | | | | 228 000 € | |

Légende des codes couleurs :



Action faisant l'objet de modifications dans l'avenant (soit modification technique, soit financière, soit nouvelle action, soit évolution de la maîtrise d'ouvrage)

Action supprimée dans le cadre de l'avenant

* Montant en HT

| Axe 7: Gestion des ouvrages de protection hydraulique | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------------------------|-------------------|-------------|------------|------------------|------|------|-----|------------------|------|------|----------------|-------------------|----------------|
| N° action | Libellé de l'action | Maître d'ouvrage | Financement | | | | | | | | | | | Date de démarrage | |
| | | | Total (HT ou TTC) | Etat BOP181 | Etat FPRNM | Etat FPRNM | AEAG | AEAG | CR | CR | CD65 | CD65 | Reste à Charge | | Reste à Charge |
| 7.1 | Protection du bourg de Mazères-de-Neste | PETR du Pays des Nestes | 420 000 € * | - € | 44% | 185 000 € | | - € | 20% | 84 000 € | | - € | 36% | 151 000 € | 2020 |
| 7.2 | Protection de Bizous | PETR du Pays des Nestes | 110 000 € * | - € | 47% | 52 000 € | | - € | 20% | 22 000 € | | - € | 33% | 36 000 € | 2020 |
| 7.3 | Recensement des systèmes d'endiguements pour une mise en conformité des ouvrages au titre du décret du 12 mai 2015 | PETR du Pays des Nestes | 20 000 € | - € | 40% | 8 000 € | | - € | 20% | 4 000 € | | - € | 40% | 8 000 € | 2018 |
| 7.4 | Labellisation PSR des travaux d'endiguements | SUPPRIMEE | | | | | | | | | | | | | |
| 7.5 | Protection de la commune de Bordères-Louron | PETR du Pays des Nestes | 43 000 € * | - € | 46% | 19 700 € | | - € | 20% | 8 600 € | | - € | 34% | 14 700 € | 2020 |
| Total | Récapitulatif Axe 7 | | 593 000 € | | | 284 700 € | | | | 126 600 € | | | | 217 700 € | |

ANNEXE 2 : Fiches actions des actions modifiées et/ou créées dans le cadre de l'avenant

Action 0.1 (avenant) : Animation de la démarche PAPI

Objectif

Animer la démarche PAPI et accompagner les acteurs du territoire dans la mise en œuvre des actions

Description de l'action

Le PAPI des Nestes s'est construit grâce à une volonté politique commune de gérer la problématique inondation à l'échelle du bassin versant. Accompagné par les services de l'Etat et l'ensemble des parties prenantes, le PETR du Pays des Nestes a mobilisé les acteurs afin de définir un programme d'actions concerté. Bien que la maîtrise d'ouvrage des actions soit parfois assurée par les communes, la gouvernance générale est portée par le Pays des Nestes.

L'animateur PAPI aura pour mission de piloter la démarche en réalisant le suivi technique et financier des opérations tout en assurant la bonne coordination de l'ensemble des actions. Il devra animer les différentes instances du PAPI (COTEC et COFIL) une à deux fois par an afin d'établir des points d'étapes et faire émerger des réussites, difficultés et des axes de progrès.

Il pourra également assurer la mise en œuvre de certaines actions du programme, et accompagner les différents maîtres d'ouvrages dans la réalisation des opérations, notamment dans :

- la sensibilisation aux risques
- l'assistance aux collectivités dans le cadre des PCS

Le chargé de mission PAPI travaillera en étroite collaboration avec les autres chargés de mission du PETR du Pays des Nestes dans les domaines qui les concernent :

- le technicien en charge du contrat territorial de bassin
- le technicien chargé des 2 SCOT (et PLUI) présents sur le territoire

Maître d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : bassin versant de la Neste
- Pilotage de l'opération :
- Communication :

Echéancier prévisionnel

2016-2019 + avenant 2020-2022

Plan de financement

- Coût global : 180 000 € TTC + 180 000 € TTC
- Etat (BOP181) 35 % / Agence de l'eau 30 % / Conseil régional 15 % / Autofinancement 20 %

Action 0.3 (avenant) : Concertation et rédaction d'un nouveau PAPI

Objectif

Animer la démarche vers un nouveau PAPI.

Rédaction du nouveau PAPI.

Description de l'action

Le PAPI des Nestes s'est construit grâce à une volonté politique commune de gérer la problématique inondation à l'échelle du bassin versant. Accompagné par les services de l'Etat et l'ensemble des parties prenantes, le PETR du Pays des Nestes a mobilisé les acteurs afin de définir un programme d'actions concerté.

Le PAPI des Nestes a été labellisé le 7 novembre 2016 et signé le 3 novembre 2017.

Un avenant de 3 ans 2020-2022 a été déposé permettant de poursuivre la mise en œuvre des actions, et de rédiger le prochain PAPI du bassin des Nestes.

Maître d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : bassin versant de la Neste
- Pilotage de l'opération :
- Communication :

Echéancier prévisionnel

2022

Plan de financement

- Coût global : en régie

Action 1.9 (avenant) : Etude hydraulique et environnementale de la Torte amont

Objectif

Identifier les enjeux exposés.

Améliorer le fonctionnement morphodynamique naturel de la Torte amont dans l'objectif d'améliorer la sécurité des personnes et des biens.

Déterminer des solutions d'aménagements du ruisseau de la Torte.

Description de l'action

Les débordements de la Torte sont nombreux, notamment rue de la Plantade à La Barthe-de-Neste et au centre bourg. Des travaux de recalibrage du cours d'eau et du franchissement en aval de la rue de la Plantade ont permis d'améliorer la situation mais s'avèrent insuffisants.

Les objectifs de cette étude sont multiples :

- Etudier et analyser le fonctionnement hydrologique et hydraulique du bassin versant de la Torte amont,
- Déterminer les points noirs hydrauliques (obstacles à l'écoulement) du cours d'eau et les premiers points de débordements,
- Identifier les zones naturelles d'expansion des crues pour le préserver,
- Proposer des opérations d'entretien ou de restauration nécessaires,
- Proposer par analyse comparative des scénarios d'aménagement (par ACB/AMC) afin de réduire les effets des crues sur les enjeux,
- Définir au niveau avant-projet la solution d'aménagement retenue et justifiée.

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : communes de La Barthe-de-Neste et Izaux
- Pilotage de l'opération : COTECH PAPI-PPG
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, Observatoire, bulletin municipal

Echéancier prévisionnel

2020

Plan de financement

- Coût global : 20 000 € HT
- Etat (FNPRM) 50 % / Agence de l'eau Adour-Garonne 10% / Conseil régional 20 % / Autofinancement 20 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Rédaction du CCTP et lancement du marché
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'une solution d'aménagement

Action 3.4 (avenant) : Accompagnement des collectivités pour l'élaboration/révision des PCS avec exercices de simulation intercommunales

Objectif

Accompagner les communes dans leur démarche d'élaboration ou de révision de leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS) en tenant compte du retour d'expérience d'évènements passés.

Inciter les communes à tester l'opérationnalité du dispositif de gestion de crise par la réalisation d'exercices sur le long terme, en particulier à l'échelle intercommunale.

Vérifier l'efficacité du circuit d'alerte et sa diffusion aux acteurs concernés, y compris les systèmes d'alerte des campings et leurs plans d'évacuation.

Description de l'action

L'étude globale a mis en exergue une couverture inégale du territoire en matière de PCS. Ainsi, si les trois-quarts des communes situées sur le territoire d'application du PAPI Neste déclarent posséder un tel outil, seules 45 collectivités ont un PCS arrêté et à jour au regard de la réglementation. Par ailleurs, 11 plans sont à réviser (date de réalisation supérieure à 5 ans), et 20 communes doivent élaborer leur document de gestion de crise. En tout état de cause, tous les PCS devront être élaborés ou révisés sur la période de mise en œuvre du PAPI.

De plus, aucune commune du bassin versant des Nestes ne réalise d'exercice annuellement visant à tester les dispositions prévues dans le cadre de leur PCS. Pourtant, la loi de modernisation de sécurité civile recommande aux acteurs, et donc aux communes, de réaliser des exercices de simulation afin de s'entraîner pour être prêt à gérer un évènement de sécurité civile.

Ces exercices PCS ont pour but de garantir le maintien opérationnel du dispositif et le niveau d'appropriation des acteurs impliqués dans la gestion de crise. En effet, l'efficacité avec laquelle l'organisation réagit face à une situation d'urgence dépend fortement du niveau d'appropriation de l'outil par les parties prenantes. Les exercices sont ainsi la clé de voûte de ce processus.

Afin de prendre en compte l'échelle intercommunale mais surtout l'échelle hydrographique dans la gestion de crise, cette action sera découpée de sous-action géographique :

- 3.4 a : Vallée de Louron,
- 3.4 b : Vallée d'Aure,
- 3.4 c : Vallée de la Neste d'Arreau à Hèches,
- 3.4 d : Vallée de la Neste de Hèches à la confluence avec la Garonne.

Le Pays des Nestes, en liaison avec le SIDPC de la Préfecture des Hautes-Pyrénées :

- assurera une mission d'accompagnement des collectivités pour l'élaboration ou la révision des PCS,
- proposera des sessions de formation aux élus, techniciens de collectivités, gestionnaires de campings et d'activités de loisirs en zone à risque,
- améliorera la gestion de crise au niveau communal et intercommunal,
- prendra en compte les enseignements des évènements de sécurité civile précédents,
- réalisera un exercice d'ampleur intercommunal.

La réalisation de cette action permettra de se mettre en conformité avec l'instruction gouvernementale et obtenir le versement du solde des subventions de l'Etat dans le cadre du PAPI

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes / Communes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : bassin de la Neste
- Pilotage de l'opération : COTEN, COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, Observatoire, presse locale

Echéancier prévisionnel

2021-2022

Plan de financement

- Coût global : 110 000 € TTC
- Conseil régional 20% / Autofinancement 80 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de PCS réalisés ou révisés
- Nombre d'exercices réalisés à l'échelle intercommunale de vallée

Action 6.1 (avenant) : Protection des enjeux sur le Lavedan et travaux de sécurisation de la STEP d'Aulon par ralentissement des écoulements et gestion du transport solide

Objectif

Réaliser un diagnostic global du bassin versant du Lavedan.

Définir l'aménagement de protection de la STEP d'Aulon.

Définir l'aménagement de protection dans la traversée de Guchen.

Description de l'action

Le Rioutort et le Lavedan ont créé en 2013 de nombreux dégâts sur la station d'épuration d'Aulon (80 k€). Ce secteur apparaît clairement comme une zone de forts dépôts de matériaux lors de la crue de juin 2013. Cela s'est également produit pour d'autres crues, comme l'attestent des indices de dépôts plus anciens visibles sur place. Une estimation visuelle rapide donne un volume de dépôts de quelques milliers de mètres cube, ce qui est considérable.

La passerelle du chemin de randonnée GR10 a été rétablie avec un ouvrage étroit. La faible largeur laissée au lit (enrochements en rive gauche, dépôts et culée en rive droite) entraîne son incision et un affouillement de l'appui rive droite. Enfin, en aval, les apports solides du Rioutort tendent à éroder le versant rive droite.

Dans la traversée de Guchen, l'incision du lit du Lavedan provoque la déstabilisation des nombreux seuils présents ainsi que de désamorçage de borne incendie pour la maison de retraite. Le village de Guchen se trouve sur le cône de déjection du Lavedan, le risque inondation est très présents et les enjeux vulnérables.

Les conclusions techniques des nombreuses visites de terrain montrent un déséquilibre global du Lavedan en termes d'hydromorphologie du cours d'eau : plages de dépôt comblée et non fonctionnelles, érosion de berges, incision du lit, déstabilisation d'ouvrages...

Action 6.1 a) Diagnostic global du bassin versant du Lavedan et proposition de protection de l'ensemble des enjeux (STEP d'Aulon, village de Guchen)

Le but de l'action est d'avoir une vision globale de la dynamique du Lavedan afin de réduire la vulnérabilité des enjeux et des populations :

- Phase 1 : Etat des lieux et caractérisation du bassin versant
- Phase 2 : Diagnostic : analyse hydromorphologique et des profils en long, synthèse du fonctionnement hydraulique et hydromorphologique, analyse de la vulnérabilité des enjeux et définition de l'espace de mobilité du Lavdean
- Phase 3 : Proposition d'aménagements : Modélisations des secteurs à enjeux avec propositions de différents scénarios d'aménagement, définition au stade AVP de la sécurisation de la STEP d'Aulon et définition au stade AVP de la protection de Guchen,
- Phase 4 (optionnel) : Plan de gestion des matériaux

Action 6.1 b) Travaux de sécurisation de la STEP d'Aulon conformes à l'étude

A partir des conclusions de l'étude de protection de la STEP, la deuxième étape consistera à réaliser les travaux de protection de la zone. L'action consistera donc à lancer les études de maîtrise d'œuvre préalables et à engager les travaux.

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Aulon et Guchen
- Pilotage de l'opération : COTEN - COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, presse locale, bulletin municipal

Echéancier prévisionnel

- Etudes : 2020
- Travaux : 2021

Plan de financement

| Action | Coût | Financeurs | | | |
|------------------|--------------|--------------|-----------------|--------|-----------------|
| | | Etat (FNPRM) | Agence de l'Eau | Région | Autofinancement |
| 6.1a Etude | 50 000 € | 50 % | 10 % | 20% | 20 % |
| 6.1b Travaux | 100 000 € | 50 % | 10 % | 20% | 20 % |
| Total action 6.1 | 150 000 € HT | 50 % | 10 % | 20% | 20 % |

Indicateurs de suivi/réussite

- Rédaction du CCTP avec l'ensemble des acteurs du bassin du Lavedan et partenaires techniques et financiers
- Validation des études et propositions d'aménagement
- Choix des solutions d'aménagement : STEP d'Aulon et traversée de Guchen
- Définition au stade AVP des futurs aménagements
- Passation du marché de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation de la STEP d'Aulon
- Réception des plans de récolement sans réserve des travaux

Action 6.4 (avenant) : Sécurisation du lac de la Ponte (St-Laurent-de-Neste) face au risque de capture

Objectif

Permettre la submersion sans capture du lac des pêcheurs.

Description de l'action

Un enrochement en bon état ayant résisté à la crue de 2013 existe en amont du lac de la Ponte situé sur la zone du parc de loisirs des Ocybelles. Par contre, en aval du lac, une griffe d'érosion de 30 mètres ayant dévié la Neste contre le plan d'eau est constatée. En aval, le lac supérieur d'Aventignan a de nouveau été capturé fin novembre 2015 entraînant une érosion régressive, visible en amont de la jonction entre la Neste et le plan d'eau.

Sur la base de ce qu'il s'est produit en juin 2013, le bureau d'études Artelia a estimé qu'une érosion régressive de 1m pouvait affecter le cordon du lac de la Ponte. A ce titre, un confortement de cette berge sur un linéaire de 140 m est proposé. Il sera complémentaire d'une opération d'entretien de la végétation sur la rive opposée dans le cadre du PPG afin de redonner une capacité naturelle au cours d'eau.

L'étude bathymétrique et proposition de plans de gestion des lacs (action 6.5 du PAPI) intègrera l'étude de ce lac et des propositions de gestion associées.

En fonction des résultats de cette étude, cette action doit inclure :

- La réalisation des études réglementaires, notamment au titre du Code de l'Environnement avec éventuellement étude d'impact hydraulique et étude environnementale.
- La maîtrise d'œuvre complète des travaux

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Communes de Montégut et Saint-Laurent-de-Neste
- Pilotage de l'opération : COTEN - COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, bulletin municipal

Echéancier prévisionnel

2021

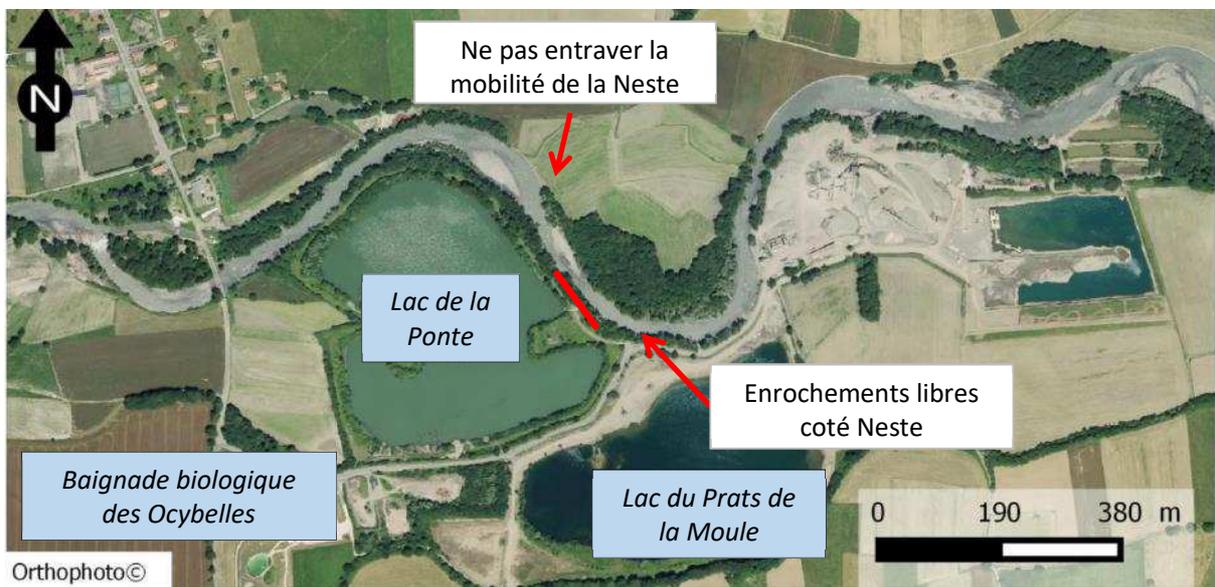
Plan de financement

- Coût global : 160 000 € HT
- Etat (FNPRM) 50 % / Autofinancement 50 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Lancement du marché de maîtrise d'œuvre et des études réglementaires
- Validation des études réglementaires et lancement des travaux
- Réception des travaux sans réserve

Localisation de l'opération



Modalités opérationnelles

Les prescriptions générales du plan de gestion devront être respectées.

Une maîtrise d'ouvrage composée associant la DDT65 est envisagée en raison de l'intervention sur le DPF.

Action 6.5 (avenant) : Etude bathymétrique des lacs riverains de la Neste et propositions de gestion

Objectif

Définir les scénarios de gestion des plans d'eau proches de la Neste confrontés au risque de capture.

Description de l'action

Les anciennes gravières ayant extrait des matériaux dans le lit majeur de la Neste ont laissé en héritage des plans d'eau souvent situés à proximité immédiate du lit mineur. Ces lacs, profonds de 15m en moyenne, génèrent un risque de capture important matérialisé par la cassure du cordon de protection du lac d'Aventignan en juin 2013. Cette capture a entraîné un important mouvement d'érosion régressive avec la destruction de seuils et le déchaussement d'enrochements qui protègent une gravière toujours en activité.

Ce lac dont le cordon a été reconstruit en post-crue à partir de matériaux sédimentaires a été de nouveau capturé fin novembre 2015. Une étude bathymétrique a démontré qu'il ne faisait plus que 4.5m de profondeur maximum, à comparer aux 15m initiaux. D'importants signes de reprise d'érosion ont été constatés, menaçant de nouveau l'exploitation de granulats en amont et les lacs de St-Laurent-de-Neste (complexe des Ocybelles). Ce constat pourrait être reproduit à l'identique sur les autres lacs dont la capture en chaîne n'est pas exclue en cas de crue majeure (effet domino). Les enjeux sont hétérogènes : seuils, ouvrages de protection, ponts...

La concertation dans le cadre de l'élaboration du PAPI a mis en exergue la difficulté d'appréhender les compétences et obligations de chacune des parties prenantes : Etat sur le DPF, propriétaires privés des lacs, et collectivités. Une expertise juridique a été lancée par la DDT65 afin de connaître les conséquences du déplacement du lit de la Neste sur les obligations de l'Etat sur le DPF.

L'action vise à étudier les possibilités d'aménagement et de protection des différents lacs en fonction du risque de capture et des enjeux potentiellement impactés. Une analyse multi-critères devra aider à déterminer les meilleurs scénarios pour chaque plan d'eau.

Les objectifs de l'étude sont multiples :

- Réaliser une étude bathymétrique de tous les plans d'eau à proximité de la Neste
- Déterminer les responsabilités et les compétences de chaque acteur public et privé
- Evaluer l'évolution morphologique de la zone et évaluer le coût d'une non-intervention (enjeux menacés et dommages potentiels)
- Comparer les scénarios de confortement ou de restitution à l'espace de mobilité du cours d'eau par une analyse multi-critères

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : lacs à proximité de la Neste
- Pilotage de l'opération : COTEN - COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, Observatoire

Echéancier prévisionnel

2020

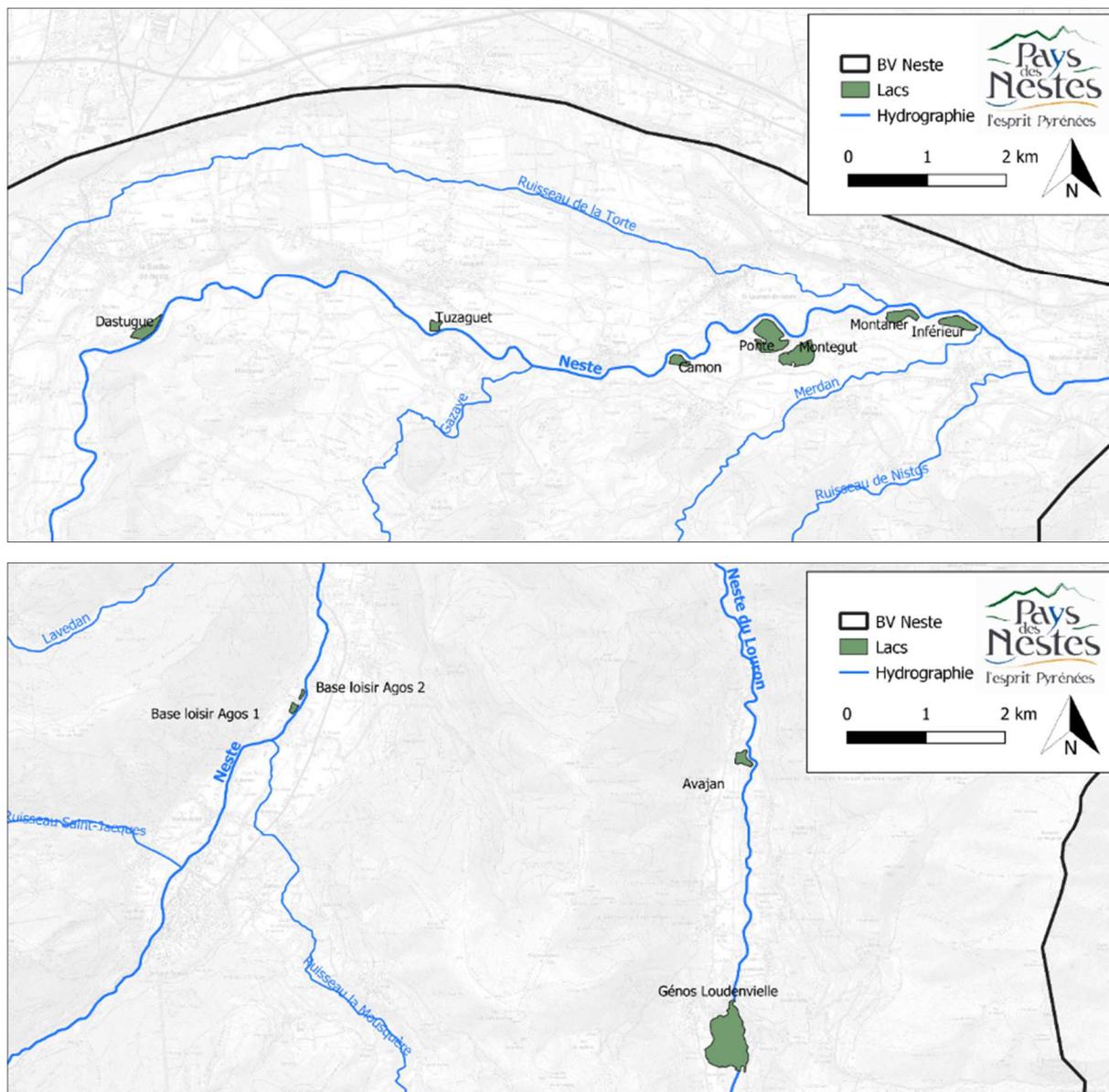
Plan de financement

- Coût global : 70 000 € HT
- Etat (FNPRM) 50 % / Agence de l'eau 10 % / Conseil régional : 20 % / Autofinancement 20 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Lancement du marché d'étude
- Validation d'un scénario d'aménagement et de gestion

Localisation de l'opération



Modalités opérationnelles

L'étude devra permettre de quantifier l'évolution sédimentaire et morphologique de la Neste sur le linéaire étudié en crue et pour les débits courants via un modèle adapté.

L'impact sur l'ensemble des enjeux (ouvrages d'art, plans d'eau, etc...) de l'évolution de la Neste et d'éventuelles captures sera apprécié.

Action 6.7 (avenant) : Etude de conception de l'ouvrage de protection des enjeux de Loudenvielle sur le Rioulong

Objectif

Reprise des éléments de diagnostic de l'aléa torrentiel du Rioulong.

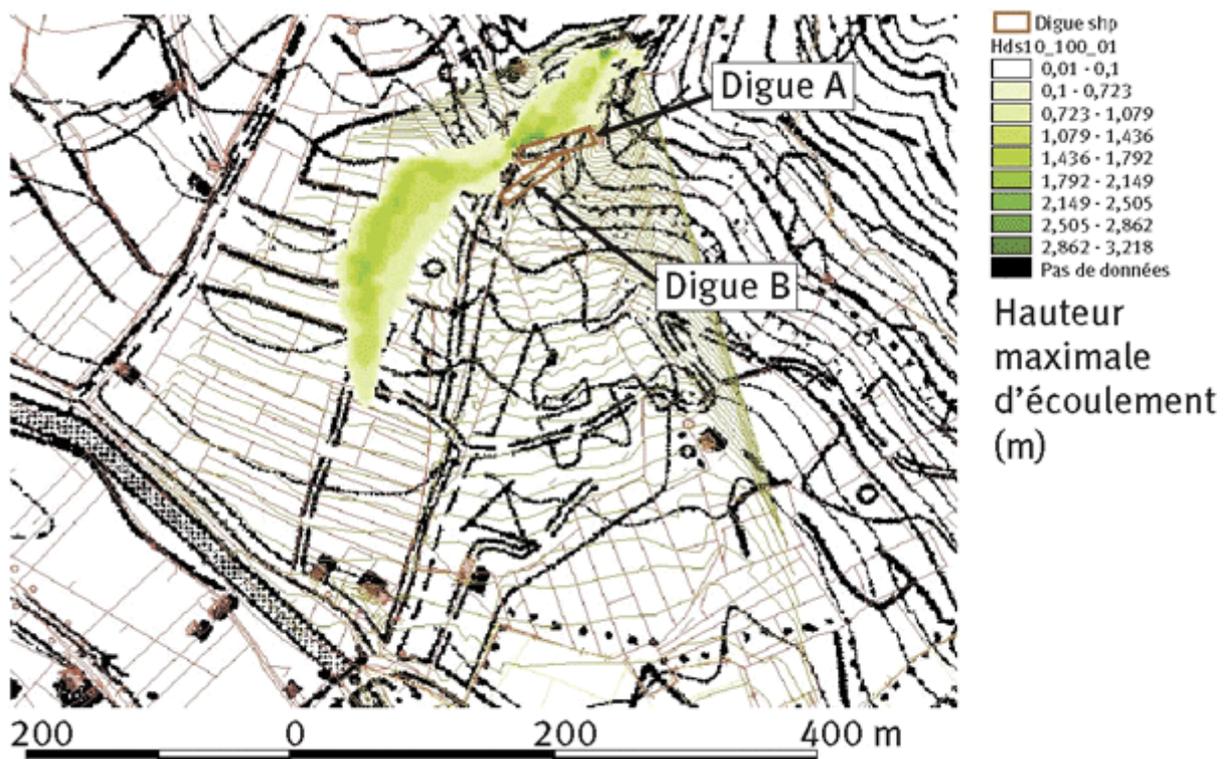
Démontrer la pertinence des aménagements à réaliser au vu des enjeux à protéger.

Concevoir au stade avant-projet l'aménagement retenu.

Description de l'action

Le Rioulong est un torrent affluent rive gauche de la Neste. Actuellement le camping et des habitations situées au bas du cône de déjection sont les principaux enjeux menacés. La route serait également coupée.

Une analyse de l'aléa « lave torrentielle » sur le cône de déjection du torrent du Rioulong (Hautes-Pyrénées) : une approche par scénarios a été réalisée en 2010 par D. Laigle (CEMAGREF) et C. Peteuil (ONF-RTM). Un diagnostic fin de la susceptibilité de ce torrent à produire des laves torrentielles a été mené, préalable indispensable à la mise en œuvre d'un modèle numérique. La simulation des écoulements a permis une évaluation fine des niveaux d'aléa sur le cône de déjection dans son état actuel, mais a également fourni des éléments pratiques relatifs à l'implantation d'un ouvrage de protection de type digue déviatrice (digue B).



Carte de localisation des 2 scénarios de protection contre les débordements – Source : D. Laigle et C. Peteuil

Cette étude a été complétée par IDEALP en 2017 sur l'évaluation des dangers et mesures de protection contre les crues torrentielles. Elle est venue préciser les solutions d'aménagements de protection possibles.

Deux scénarios d'aménagement sont ciblés :

- Etat (FNPRM) 50 % / Conseil régional 20% / Autofinancement 30 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Lancement du marché
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'une solution d'aménagement et stade AVP

Action 6.8 (avenant) : Etude de protection des enjeux à Lortet

Objectif

Proposer des solutions d'aménagements afin de réduire le risque inondation de la Neste sur la commune de Lortet.

Démontrer la pertinence des aménagements à réaliser au vu des enjeux à protéger.

Description de l'action

La Neste crée des débordements sur la commune de Lortet, comme ce fut le cas lors des crues de 2013. L'étude vise à diagnostiquer les problématiques liées aux conditions d'écoulement de la Neste.

En se basant sur les études existantes, notamment celles utilisées dans le cadre de la révision du PPRN, les objectifs sont :

- Réaliser une modélisation hydraulique de la section de la Neste en prenant en compte les potentielles arrivées d'eau latérales
- Déterminer les points noirs hydrauliques (obstacles à l'écoulement) du cours d'eau et les premiers points de débordements,
- Proposer par analyse comparative des scénarios d'aménagement (par ACB/AMC) afin de réduire les effets des crues sur les enjeux,
- Définir au niveau avant-projet la solution d'aménagement retenue et justifiée.

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Commune de Lortet
- Pilotage de l'opération : COTECH - COFIL
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, bulletin municipal

Echéancier prévisionnel

2021

Plan de financement

- Coût global : 25 000 € HT
- Etat (FNPRM) 50 % / Agence de l'eau Adour-Garonne 10 % / Conseil régional 20 % / Autofinancement 20 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Rédaction du CCTP par le PETR et lancement du marché
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'une solution d'aménagement
- Définition au stade AVP du futur aménagement

Action 6.9 (avenant) : Etude de protection des enjeux de « Balnéa » à Génos-Loudenvielle

Objectif

Réaliser les études diagnostics préliminaires en vue d'un futur classement de l'ouvrage en système d'endiguement.

Apporter aux collectivités des éléments d'aide à la décision en vue de ce classement.

Description de l'action

La digue de protection de « Balnéa » pourrait être classée comme système d'endiguement par la structure GEAMPIenne (conclusion de l'étude 7.3 : Recensement des potentiels systèmes d'endiguement). En effet, cet ouvrage de 330 mètres, composé de 2 tronçons homogènes, protégerait environ 950 personnes dont 55 salariés et pourrait être classé en ouvrage de classe C au regard du décret « digue ».

Ainsi, la présente action vise à réaliser des études préliminaires afin d'aider la prise de décision.

Afin de définir un niveau de protection et la zone protégée associés à l'ouvrage, une modélisation hydraulique sera réalisée depuis la confluence entre la Neste du Louron et le torrent du Goutaou jusqu'au lac de Génos-Loudenvielle. Ainsi différents scénarios d'aménagement de protection des enjeux de Génos-Loudenvielle seront étudiés pour différentes périodes de retour. Des levés topographiques seront nécessaires, et des reconnaissances géotechniques pourront être réalisées.

Ces éléments seront à intégrer à la future étude de danger (EDD) constitutive du dossier d'autorisation de l'ouvrage.

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Communes de Génos et Loudenvielle
- Pilotage de l'opération : COTECH – COPIL

Echéancier prévisionnel

2022

Plan de financement

- Coût global : 40 000 € HT
- Etat (FNPRM) 50 % / Agence de l'Eau Adour-Garonne 10% / Conseil régional 20% / Autofinancement 20 %

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation du CCTP et lancement de la consultation
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'un projet d'aménagement adapté

Action 7.1 (avenant) : Etudes et travaux de protection de la commune de Mazères-de-Neste

Objectif

Améliorer la protection du bourg de Mazères-de-Neste vis-à-vis des débordements en amont du bourg en préservant au maximum le champ d'expansion des crues.

Description de l'action

Les crues de juin 2013 ont mis exergue la vulnérabilité du village de Mazères-de-Neste vis-à-vis du risque d'inondation. En effet, plus de 50 maisons ont ainsi été inondées par le débordement du cours d'eau lors de cet épisode. Les premières études à l'échelle du bassin de la Neste menées par Artelia dans le cadre de l'élaboration du PAPI ont démontré l'utilité d'un ouvrage de type digue au regard de l'importance des enjeux et de la configuration du site. Les scénarios alternatifs (réduction de la vulnérabilité du bâti par exemple) ne permettaient pas de réduire le risque de manière significative pour les habitants.

Des calculs hydrauliques ponctuels ont été réalisés pour justifier, via une analyse coût-bénéfice simplifiée (cf. paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), le dimensionnement de l'ouvrage le plus efficient. Toutefois, le PETR a demandé une analyse plus poussée dans le cadre de l'action 7.3 de recensement des potentiels systèmes d'endiguement sur le territoire du bassin des Nestes au regard du décret « digue ». Les estimatifs des travaux pour de tels ouvrages de protection semblent beaucoup plus importants. Il est ainsi important d'étudier différents scénarios de protection et de réaliser les AMC afin de choisir l'aménagement le plus pertinent.

Dans le cadre de l'avenant, cette action est découpée en 3 sous-actions :

7.1a) Etude de protection des enjeux de Mazères-de-Neste

Cette étude sera constitutive du futur dossier d'autorisation du système d'endiguement. Elle doit inclure :

- Recensement des enjeux et de la population
- Modélisation hydraulique en prenant en compte les arrivées d'eau latérales
- Proposition par analyse comparative des scénarios d'aménagement (par AMC) afin de réduire les effets des crues sur les enjeux
- Définition au stade AVP la solution d'aménagement retenue et justifiée

7.1b) Etudes complémentaires

En fonction de la solution d'aménagement de protection contre les inondations retenue dans le cadre de l'étude globale 7.1 a, cette sous-action comprendra les études techniques complémentaires, administratives et environnementales nécessaires au dossier d'autorisation du futur système d'endiguement. Ces études complémentaires peuvent être :

- Réalisation de levés topographiques complémentaires,
- Réalisation d'études géotechniques,
- Réalisation du dossier environnemental,
- Réalisation du document d'organisation (y compris consignes de surveillance et d'exploitation).

7.1c) Travaux conformes aux études

Les travaux seront réalisés à partir des résultats des études préalables (7.1a) et complémentaires (7.1 b).

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Mazères-de-Neste
- Pilotage de l'opération : COTEN - COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, Observatoire

Echéancier prévisionnel

Etudes : 2020-2022

Travaux : 2022

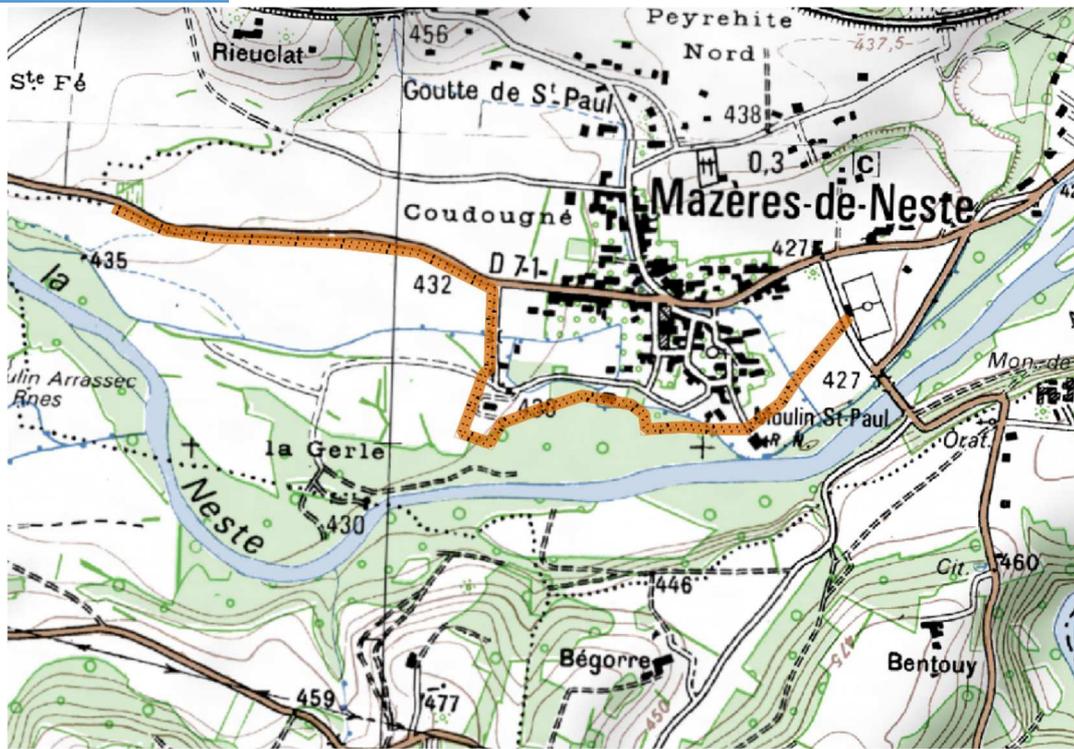
Plan de financement

| Action | Coût | Financeurs | | |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------|-----------------|
| | | Etat (FNPRM) | Région | Autofinancement |
| 7.1a Etudes | 70 000 € | 50 % | 20 % | 30 % |
| 7.1b Etudes complémentaires | 100 000 € | 50 % | 20 % | 30 % |
| 7.1c Travaux | 250 000 € | 40 % | 20 % | 40 % |
| Total action 7.1 | 420 000 € HT | | | |

Indicateurs de suivi/réussite

- Rédaction du CCTP par le PETR en concertation avec le territoire et les partenaires techniques et financiers
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'une solution d'aménagement
- Définition du projet au stade AVP et des études complémentaires
- Lancement des études complémentaires
- Demande d'autorisation du ou des futurs ouvrages de protection

Localisation de l'opération



Modalités opérationnelles

En raison de la création d'un endiguement et donc du classement du ou des futurs ouvrages en système d'endiguement, la DREAL sera associée à la démarche dès la réalisation du cahier des charges de l'étude préliminaire.

Les prestataires intervenant dans cette action devront être agréés en application de l'article R. 214-148 du code de l'environnement.

L'endiguement devra être submersible pour les crues supérieures à la crue de dimensionnement.

Action 7.2 (avenant) : Travaux de protection de la commune de Bizous

Objectif

Limiter les inondations du bourg de Bizous pour les crues moyennes.

Description de l'action

Le bourg de Bizous a été inondé en 1982, 2001 et 2013. D'un point de vue hydraulique, les premiers débordements ont lieu au droit du pont permettant d'accéder à la commune. Toutefois, en juin 2013, ceux-ci ont été constatés environ 200m en amont du pont, dans l'extrados de la Neste, en raison de la formation d'un embâcle ayant dévié les écoulements vers le village.

Afin de limiter ce risque inondation, l'étude globale d'Artelia a proposé la création d'un endiguement prenant naissance le long de la route communale (côté nord) et se greffant au talus du pont départemental. L'aménagement n'aurait pas pour objet de protéger entièrement Bizous pour une crue centennale mais de limiter l'impact des crues courantes qui entraînent des débordements sur la zone urbanisée.

Des calculs hydrauliques ponctuels ont été réalisés pour justifier, via une analyse coût-bénéfice simplifiée (cf. paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), le dimensionnement de l'ouvrage le plus efficient. Toutefois, le PETR a demandé une analyse plus poussée dans le cadre de l'action 7.3 de recensement des potentiels systèmes d'endiguement sur le territoire du bassin des Nests au regard du décret « digue ». Les estimatifs des travaux pour de tels ouvrages de protection semblent beaucoup plus importants. Il est ainsi important d'étudier différents scénarios de protection et de réaliser les AMC afin de choisir l'aménagement le plus pertinent.

Dans le cadre de l'avenant, cette action est découpée en 3 sous-actions :

7.2 a) Etude de protection des enjeux du bourg de Bizous

Cette étude sera constitutive du futur dossier d'autorisation du système d'endiguement. Elle doit inclure :

- Recensement des enjeux et de la population
- Modélisation hydraulique en prenant en compte les arrivées d'eau latérales
- Proposition par analyse comparative des scénarios d'aménagement (par AMC) afin de réduire les effets des crues sur les enjeux
- Définition au stade AVP la solution d'aménagement retenue et justifiée

7.2 b) Etudes complémentaires

En fonction de la solution d'aménagement de protection contre les inondations retenue dans le cadre de l'étude globale 7.2 a, cette sous-action comprendra les études techniques complémentaires, administratives et environnementales nécessaire au dossier d'autorisation du futur système d'endiguement. Ces études complémentaires peuvent être :

- Réalisation de levés topographiques complémentaires,
- Réalisation d'études géotechniques,
- Réalisation du dossier environnemental,
- Réalisation du document d'organisation (y compris consignes de surveillance et d'exploitation).

7.2 c) Travaux conformes aux études

Les travaux seront réalisés à partir des résultats des études préalables (7.2 a) et complémentaires (7.2 b).

Maitre d'ouvrage

PETR du Pays des Nestes

Modalités de mise en œuvre

- Territoire concerné : Bizous
- Pilotage de l'opération : COTEN - COTECH PAPI
- Communication : Lettre d'information sur l'Eau, Observatoire

Echéancier prévisionnel

Etude : 2020-2022

Travaux : 2022

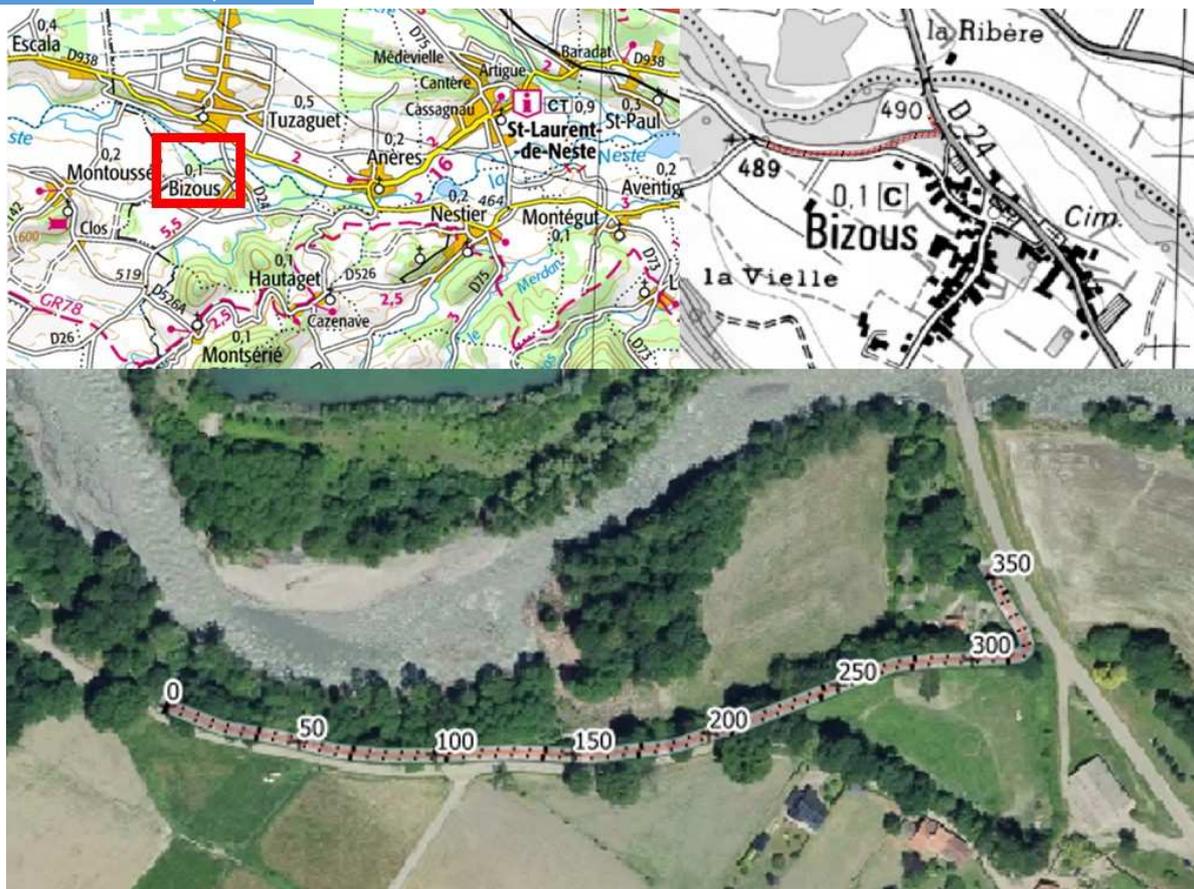
Plan de financement

| Action | Coût | Financeurs | | |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------|-----------------|
| | | Etat (FNPRM) | Région | Autofinancement |
| 7.2a Etudes | 30 000 € | 50 % | 20 % | 30 % |
| 7.2b Etudes complémentaires | 50 000 € | 50 % | 20 % | 30 % |
| 7.2c Travaux | 30 000 € | 40 % | 20 % | 40 % |
| Total action 7.1 | 110 000 € HT | | | |

Indicateurs de suivi/réussite

- Rédaction du CCTP par le PETR en concertation avec le territoire et les partenaires techniques et financiers
- Validation de l'étude et des propositions d'aménagement
- Choix d'une solution d'aménagement
- Définition du projet au stade AVP et des études complémentaires
- Lancement des études complémentaires
- Demande d'autorisation du ou des futurs ouvrages de protection

Localisation de l'opération



Modalités opérationnelles

En raison de la création d'un endiguement et donc du classement du ou des futurs ouvrages en système d'endiguement, la DREAL sera associée à la démarche dès la réalisation du cahier des charges de l'étude préliminaire.

Les prestataires intervenant dans cette action devront être agréés en application de l'article R. 214-148 du code de l'environnement.

L'endiguement devra être submersible pour les crues supérieures à la crue de dimensionnement.

ANNEXE 3 : Délibération du bureau du PETR du Pays des Nestes du 7 octobre 2019 autorisant M. le Président à signer l'avenant 2020-2022 au PAPI Neste

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
Département : Hautes-Pyrénées
PETR DU PAYS DES NESTES

Séance du lundi 7 octobre 2019 à 17h00

Nombre de Délégués : 10
En exercice : 10
Présents : 7
Procuration : 0
Votants : 7
Pour : 7
Contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mille dix-neuf, le lundi sept octobre à dix-sept heures, le bureau, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Henri FORGUES, Président.

Convocation du bureau : 27 septembre 2019

Membres présents : ANGLADE Jean-Louis, BEYRIE Maryse, CARRERE Philippe, FORGUES Henri, MARROT René, MIR Jean-Henri, PLANO Bernard.

Absents excusés : DURRIEU Josette, LOUDET Maurice, PELIEU Michel

N° B2019-30

M. le Président rappelle que le PETR du Pays des Nestes porte le PAPI Neste qui a été labellisé en novembre 2016 et dont la convention cadre a été signée en novembre 2017. Ce programme d'action comporte 38 actions pour un montant de 2,153 M d'euros.

OBJET

Sa mise en œuvre opérationnelle a débuté dans un contexte législatif et réglementaire mouvant, en particulier au regard de la nouvelle compétence GEMAPI.

Avenant au PAPI

De plus, des demandes d'études supplémentaires ont été émises par les membres du PETR. Ainsi, ces éléments peuvent être mis en œuvre à travers la signature d'un avenant.

Cet avenant à la convention du PAPI Neste comprend :

- ▶ **Avenant n°1** : Prorogation de 3 ans du PAPI
- ▶ **Avenant n°2** : Modification du programme d'action
- ▶ **Avenant n°3** : Evolution des maîtrises d'ouvrages des actions

Les membres du COPIL PAPI réunis le 27 septembre 2019, ont approuvé ces 3 avenants considérant du retard pris dans la mise en œuvre du PAPI, de la nécessité de réactualiser le programme d'action, et de l'évolution des maîtrises d'ouvrages des actions compte tenu des évolutions législatives.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau, à l'unanimité :

- ▶ **Décident** d'approuver l'avenant à la convention du PAPI Neste ;
- ▶ **Mandatent** le Président à signer toutes les pièces administratives liées au dépôt et à la signature de l'avenant au PAPI Neste.

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme.
Au registre figurent les signatures.

Le Président
Henri FORGUES



Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

10 - PROJET DE CREATION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MASSIF DU MONTIOUS (BORDERES LOURON)

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le 8 octobre 2019 en application de l'article R 332-31 du Code de l'environnement, la Région Occitanie a sollicité, l'avis du Département des Hautes-Pyrénées sur la création de la Réserve Naturelle Régionale (RNR) du Massif du Montious, commune de Bordères-Louron. A partir de cette date, le Département dispose de deux mois pour transmettre son avis ; celui-ci sera réputé favorable sans réponse dans ce délai.

De façon générale, la compétence pour la création de Réserves naturelles régionales (RNR) a été transmise aux Régions par la loi du 27 Février 2002.

L'initiative appartient donc au Conseil Régional ; celle-ci peut être prise en réponse à la demande du ou des propriétaires.

La décision de classement intervient après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel et consultation de toutes les collectivités locales intéressées ainsi que, dans les zones de montagne, des comités de massif.

La délibération du Conseil Régional est prise après accord du ou des propriétaires concernés, tant sur le périmètre de la réserve que sur les mesures de protection qui y sont applicables. Elle fixe les limites de la réserve, les actions, activités, travaux, constructions, installations et modes d'occupation du sol qui y sont réglementés ou interdits, la durée du classement ainsi que les modalités de gestion de la réserve et de contrôle des prescriptions qu'elle prévoit.

En ce qui concerne le projet de Réserve Naturelle Régionale (RNR) du Massif du Montious, il est important de souligner que la demande de classement est à l'initiative de la commune de Bordères-Louron faisant suite à la délibération de son conseil municipal en date du 19 juin 2019.

Le projet s'étend sur une surface de 764 ha entièrement situés sur le territoire de la commune de Bordères-Louron propriétaire de toutes les parcelles concernées.

Ce projet est la poursuite de la démarche de mise en place d'une Réserve de Chasse et de Faune Sauvage (RCFS) créée en 1996 sur 642 ha en raison de la présence du Grand Tétrás, et marque la volonté des élus locaux de protection d'espaces naturels de grande valeur.

A la limite ouest du Parc National des Pyrénées, à proximité des réserves naturelles d'Aulon et du Néouvielle et à l'est de l'aire du futur Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, le site proposé au classement de RNR s'inscrit dans une logique de continuité écologiques et de préservation d'un patrimoine naturel remarquable de la chaîne des Pyrénées.

L'intérêt du site est notamment marqué par la présence de vieilles forêts (173 ha de sapinières intra-pyrénéennes) constituant un enjeu majeur de conservation sur le massif des Pyrénées en raison de la biodiversité spécifique qu'elles hébergent et de leur faible représentativité régionale (2% de la surface boisée des Pyrénées). Mais aussi, le périmètre recèle une mosaïque d'habitats (zones humides, landes à rhododendrons, tourbières basses alcalines, pelouses pyrénéennes ...) permettant le développement d'une faune et d'une flore d'intérêt majeur (grand tétras dont les populations se sont développées suite à la mise en place de la RCFS, le desman des Pyrénées, la chouette de Tengmalm, ou encore le potamot à feuilles de graminées).

Au-delà du caractère exceptionnel de la diversité biologique, cette proposition de classement en RNR est le fruit d'une volonté concertée des différents acteurs (pêche, chasse, loisirs, pastoralisme, exploitation forestière, milieux naturels) pour protéger durablement ces espaces. Ainsi de nombreuses réunions de concertation ont été organisées afin d'aboutir à un règlement accepté par l'ensemble des partenaires. Les usages existants ont été respectés et maintenus.

Ce travail a abouti à la distinction entre une zone « cœur » et une zone « tampon ». La zone « cœur » concentre les enjeux naturalistes et correspond à la zone la moins fréquentée par le public et la plus sensible au dérangement ; elle a vocation à être une zone de quiétude. La zone « tampon » représente les secteurs périphériques du périmètre sur lesquels les enjeux naturalistes sont moins prégnants et où la fréquentation du public est plus élevée.

La gestion des RNR peut être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêt public ou des associations, ayant pour objet statutaire principal la protection du patrimoine naturel, à des fondations, aux propriétaires de terrains classés, ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements.

Le projet propose que la commune de Bordères-Louron et Nature en Occitanie candidatent pour être co-gestionnaires de la future RNR.

Le Département des Hautes-Pyrénées a été associé à la démarche comme membre du comité de pilotage et, le projet prévoit qu'il soit intégré au comité consultatif de gestion, lieu de discussions, d'échanges et de validation des orientations de gestion de la réserve, ainsi qu'au comité d'élaboration du plan de gestion du site.

Il est donc proposé de donner un avis favorable au projet de classement de la Réserve Naturelle Régionale du Massif du Montious, à son règlement ainsi qu'à la candidature de la commune de Bordères-Louron et Nature en Occitanie comme co-gestionnaires de la RNR.

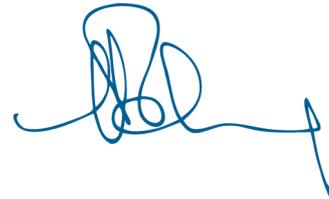
Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – de donner un avis favorable au projet de classement de la Réserve Naturelle Régionale du Massif du Montious, à son règlement ainsi qu'à la candidature de la commune de Bordères-Louron et Nature en Occitanie comme co-gestionnaires de la RNR.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



Projet de création d'une réserve naturelle régionale

Octobre 2019

MASSIF DU MONTIOUS (Bordères-Louron, 65)

Conformément à l'article L332-2-1 du Code de l'Environnement, la Région Occitanie engage une procédure de classement en Réserve Naturelle Régionale sur 764 ha de vieilles forêts, landes et zones humides remarquables d'altitude sur le Massif du Montious. Ce territoire est intégralement situé sur la Commune de Bordères-Louron (65).

Présentation générale

Surface : 764 hectares.

Situation géographique : Commune de Bordères-Louron, membre de la Communauté de communes Aure et Louron.

Propriété foncière : 1 unique propriétaire : Commune de Bordères-Louron.

Topographie : Altitudes de 1590 à 2171 m.

Situé dans les Hautes-Pyrénées, dans la vallée du Louron, le projet de réserve naturelle régionale du Massif du Montious s'étage de 1 590 m à 2 171 m d'altitude (le Montious étant le point culminant), et concentre une diversité de milieux d'intérêts, identifié comme réservoir de biodiversité à l'échelle régionale. Le site est propriété de la Commune de Bordères-Louron, qui reçoit un appui technique de l'association Nature En Occitanie sur les aspects biodiversité et gestion d'espaces naturels.

Le patrimoine naturel

Le territoire du Massif du Montious constitue un réservoir de biodiversité, identifié comme tel dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Le patrimoine naturel du site possède une diversité remarquable en termes d'espèces et d'habitats naturels :

- des habitats naturels à fort enjeux : vieille sapinière, tourbières, falaises froides, landes d'altitude...
- une faune remarquable : Grand Tétras, Chouette de Tengmalm, Perdrix grise, Gypaète barbu, Desman des Pyrénées, Murin d'Alcathoe...
- une flore et une fonge rare et patrimoniale : Potamot à feuilles de graminées, Listère cordée, Drosera à feuille ronde, Ramondie des Pyrénées...

Le site assure un rôle de continuité écologique souligné dans le SRCE régional, en tant que :

- réservoir de biodiversité, appartenance à la sous-trame des milieux forestiers et semi-ouverts,
- zones humides de tête de bassin versant,
- territoire refuge en altitude afin de permettre aux espèces de s'adapter au changement climatique,
- site renforçant le maillage est-ouest d'espaces protégés pyrénéens, dans une continuité avec les RNR des Hautes Pyrénées (Aulon et Pibeste-Aoulhet), de l'Ariège (Saint-Barthélémy), et les RNN des Pyrénées Orientales (Noèdes, Jujols et Conat).

Les forts enjeux naturels du site sont notamment en lien avec l'existence d'une vieille forêt pyrénéenne. Les vieilles forêts représentent à peine plus de 2% de la surface boisée des Pyrénées. Considérées comme des sites majeurs de la trame forestière pyrénéenne, les vieilles forêts, et notamment la vieille sapinière de Bordères-Louron, présentent de forts enjeux de conservation au vu de la biodiversité qu'elles hébergent et de leur faible représentativité régionale.

Enjeux et mesures de gestion

Les objectifs de gestion doivent permettre la conservation d'un riche patrimoine naturel, tout en le faisant découvrir au grand public. Les objectifs proposés sont les suivants :

- ⇒ Maintenir la qualité des paysages et le caractère sauvage et naturel du site.
- ⇒ Maintenir le rôle de réservoir de biodiversité du site identifié par le Schéma Régional de Cohérence Écologique.
- ⇒ Faire de ce site un territoire privilégié d'études scientifiques pour la gestion des habitats naturels et de la biodiversité, notamment face aux changements climatiques.
- ⇒ Préserver les espaces naturels et les cortèges d'espèces associés :
 - Préserver et restaurer ou laisser en libre évolution les habitats naturels (vieille sapinière, tourbières, clairières, falaises froides...).
 - Conserver et restaurer la biodiversité et notamment les espèces remarquables.
 - Participer à la restauration du rôle de corridor écologique de la vallée du Louron et plus généralement la continuité écologique entre la chaîne pyrénéenne et son piémont.
- ⇒ Gérer de manière durable les ressources naturelles :
 - Développer les partenariats et accompagner les pratiques de la pêche, de la chasse et du pastoralisme pour une bonne intégration des enjeux naturels du site.
 - Concilier une bonne gestion des ressources naturelles et le pâturage par la faune domestique et sauvage.
 - Accompagner une activité forestière durable en accord avec les documents de gestion forestière en vigueur, et en conservant les secteurs de vieilles forêts avec un principe de libre évolution.
- ⇒ Améliorer les connaissances sur les milieux naturels, les espèces, la fonctionnalité écologique, et la géologie du site.
- ⇒ Organiser la gestion de la fréquentation du public de manière durable et la concilier avec les intérêts écologiques.
- ⇒ Mettre en valeur les patrimoines naturel et culturel du territoire, et valoriser les potentiels pédagogiques de découverte de la nature, d'éducation à l'environnement et de développement durable dans le respect de la naturalité du site.
- ⇒ Développer une gouvernance partagée afin d'assurer une gestion durable et multi-partenariale en associant les habitants de la commune, les collectivités et les partenaires locaux dans la gestion du territoire.

Le plan de gestion sera élaboré en cohérence avec les documents de gestion forestière en vigueur, dont l'Aménagement Forestier de la forêt communale de Bordères-Louron.

Réglementation proposée

Deux zones complémentaires ont été définies :

- la zone cœur a vocation à être une zone de quiétude. Elle concentre les enjeux naturalistes et correspond à la zone la moins fréquentée par le public et la plus sensible au dérangement.

- la zone tampon a vocation à accueillir, informer et sensibiliser le public. Elle comprend les secteurs périphériques, dont le lac, sur lesquels les enjeux naturalistes sont moins prégnants et où la fréquentation du public est la plus importante.

Faune et Flore : Sous réserve d'exercice de chasse, pêche, cueillette traditionnelle, activités agricoles, pastorales et forestières et du plan de gestion :

- Interdiction de porter atteinte aux animaux non domestiques et aux végétaux non cultivés,
- Interdiction de déranger les animaux,
- Interdiction d'introduction d'animaux non domestiques ou de végétaux non cultivés.

Géologie : Interdiction d'atteinte au patrimoine géologique.

Milieux : Interdiction de déposer des débris ou tout produit pouvant nuire à l'eau, l'air..., de troubler la tranquillité des lieux, de faire du feu.

Circulation et stationnement des personnes : Sous réserve d'exercice de police, de secours, activités pastorales et forestières et du plan de gestion :

- Réglementation de la circulation des personnes à pied, à vélo, à raquette, à ski, et autres moyens non motorisés,
- Interdiction de circulation par moyens motorisés,
- Interdiction de camper, autorisation de bivouaquer de 19h00 à 9h00 dans les zones prévues à cet effet,
- Interdiction des chiens (sauf police, secours, activités pastorales, chasse, guide des personnes déficientes visuelles).

Activités :

- Réglementation des activités sportives et de loisirs de pleine nature,
- Réglementation de la chasse et de la pêche, de l'activité forestière,
- Interdiction des manifestations sportives ou de loisirs à l'exception des sorties à visée d'éducation à l'environnement,
- Interdiction de faire de la publicité, réglementation des prises de photographie.

Travaux : L'exécution de travaux de construction, aménagements, installations sont interdits sauf :

- Entretien courant, travaux ou opérations prévus au plan de gestion,
- Travaux indispensables à la sécurité des personnes et la protection des biens,
- Travaux d'entretien et de rénovation des chemins autorisés à la circulation du public,
- Travaux prévus dans le plan d'aménagement forestier.

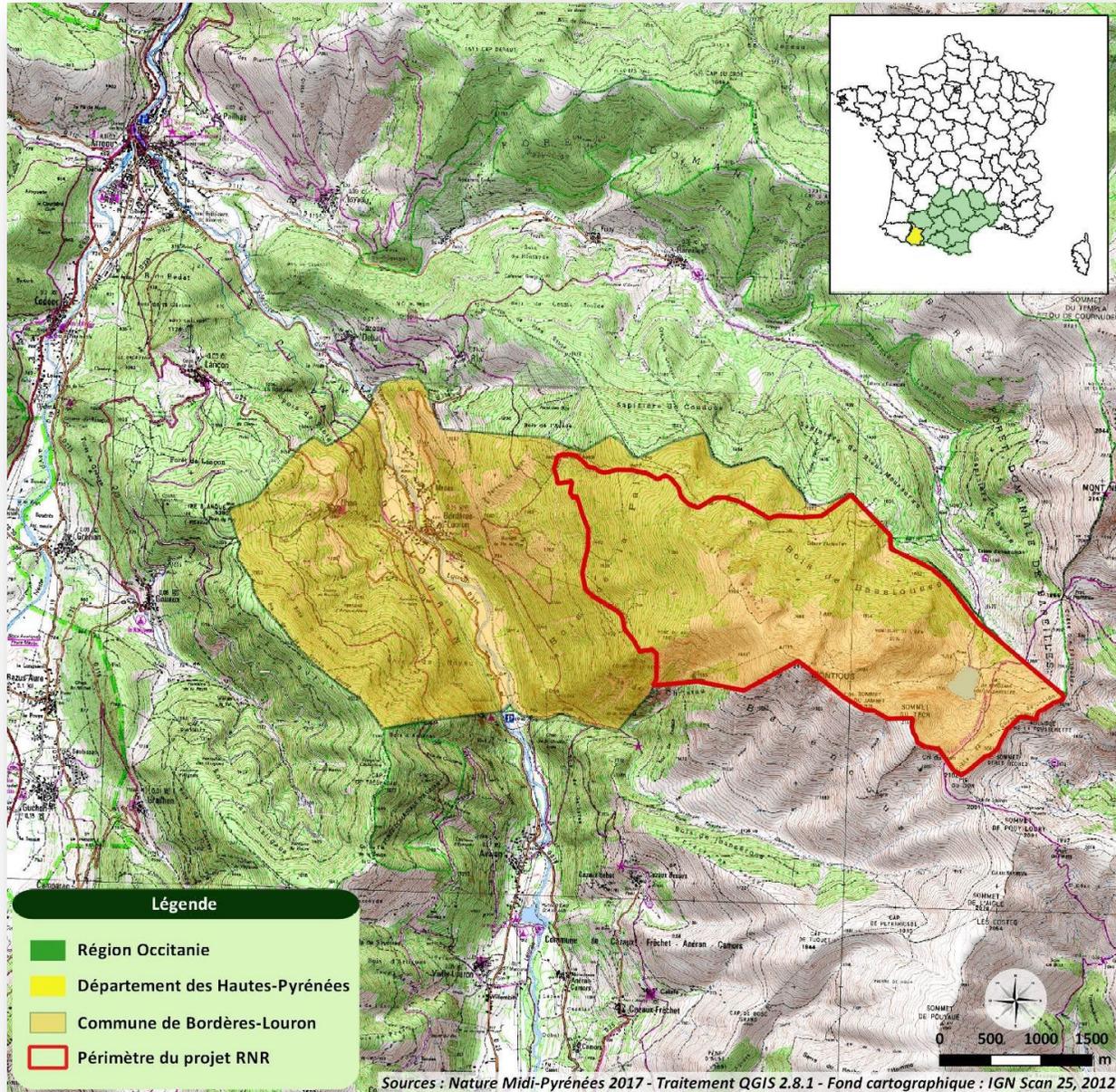
Durée du classement

Classement pour une durée illimitée.

Gestion du site

Candidat aux fonctions de Gestionnaire : La Commune de Bordères-Louron en partenariat avec l'Association Nature En Occitanie (NEO).

Localisation du projet de Réserve Naturelle Régionale du Massif du Montious (Bordères-Louron)



Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

11 - FONDS DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DECHETS CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE DE SUBVENTIONS

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que les maîtres d'ouvrage inscrits dans le tableau ci-dessous ont bénéficié d'une subvention du Département au titre du Fonds Départemental de Maîtrise des Déchets :

| Commission Permanente | Maître d'Ouvrage | Opération | Subvention |
|-----------------------|-------------------------|---|------------|
| 28/06/2019 | Commune de Génos | Mise en place de conteneurs semi-enterrés emballages et verre | 5 426 € |
| 28/06/2019 | Commune de Tramezaïgues | Mise en place de conteneurs semi-enterrés emballages et verre | 3 049 € |

Ces opérations incombant à la Communauté de communes Aure Louron compétente en matière de « collecte et de traitement des déchets ménagers sur le territoire de l'intercommunalité », il convient de modifier le bénéficiaire de ces subventions.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

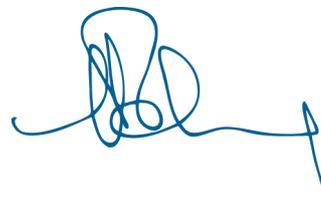
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} - d'annuler les subventions de 5 426 € et de 3 049 € respectivement attribuées aux communes de Génos et de Tramezaïgues, maîtres d'ouvrage, par délibération de la Commission Permanente du 28 juin 2019 pour la mise en place de conteneurs semi-enterrés emballages et verre ;

Article 2 - d'attribuer à la Communauté de communes Aure Louron les aides respectives de 5 426 € de 3 049 €, au titre du Fonds Départemental de Maîtrise des Déchets, pour la mise en place de conteneurs semi-enterrés emballages et verre, sur les communes de Génos et de Tramezaïgues.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

12 - FONDS DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DECHETS DEUXIEME PROGRAMMATION DE 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'attribution de subventions au titre du Fonds Départemental de Maîtrise des Déchets (FDMD),

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

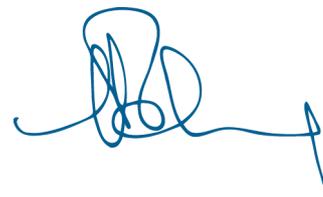
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'attribuer aux maîtres d'ouvrage, au titre du Fonds Départemental de Maîtrise des Déchets (FDMD), les subventions figurant sur le tableau joint à la présente délibération pour un montant total de 101 840 € ;

Article 2 – de prélever ces montants sur le chapitre 917-731 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

| Maître d'ouvrage | Mesure | Opération | Coût HT | Plan de financement | | | Aide du Département | | | Observations |
|--|---|---|-----------|---------------------|---------------------|-------------|---------------------------|---------------------|------|---|
| | | | | Financeurs | Subvention demandée | Taux | Dépenses subventionnables | Subvention accordée | Taux | |
| Syndicat mixte de traitement des déchets (SMTD 65) | Fiche n°1 Aide à la décision | Etude départementale de caractérisation des déchets ménagers | 130 000 € | Département | 30 000 € | 23% | 100 000 € | 30 000 € | 30% | Aide plafonnée à 30 000 € sur un plafond de dépenses de 100 000 € |
| | | | | ADEME | 35 000 € | 27% | | | | |
| | | | | Autofinancement | 65 000 € | 50% | | | | |
| | | | | TOTAL | 130 000 € | 100% | | | | |
| Syndicat mixte de collecte des déchets (SYMAT) | Fiche n°2 Mise en place d'équipements liés à la collecte sélective | Densification du parc de colonnes à emballages et verre semi-enterrées et enterrées | 202 776 € | Département | 12 000 € | 6% | 40 000 € | 12 000 € | 30% | Aide plafonnée à 12 000 € sur un plafond de dépenses de 40 000 € |
| | | | | Autofinancement | 190 776 € | 94% | | | | |
| | | | | TOTAL | 202 776 € | 100% | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| Communauté de communes des coteaux du Val d'Arros | Fiche n°9 Réhabilitation de décharges sauvages | Travaux de réhabilitation de la décharge du Moura à Tournay | 149 600 € | Département | 59 840 € | 40% | 149 600 € | 59 840 € | 40% | |
| | | | | Autofinancement | 89 760 € | 60% | | | | |
| | | | | TOTAL | 149 600 € | 100% | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| TOTAL SUBVENTION DEPARTEMENT | | | | | | | 101 840 € | | | |

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

13 - FONDS DEPARTEMENTAL POUR L'ENVIRONNEMENT DEUXIEME PROGRAMMATION DE 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'attribution de subventions au titre du Fonds Départemental pour l'Environnement (FDE),

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

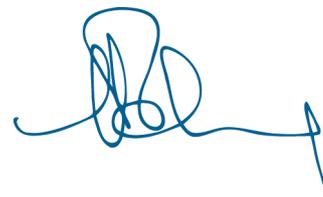
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'attribuer aux bénéficiaires, au titre du Fonds Départemental pour l'Environnement, les subventions figurant sur le tableau joint à la présente délibération, pour un montant total de 17 070 € ;

Article 2 – de prélever ces montants sur le chapitre 917-731 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

| Programme | Demandeur | Nature opération | Coût | Subvention sollicitée | Plan de financement | | | Aide du Département | | | Observations |
|--|---|---|----------|-----------------------|--|---------------------|----------------|---------------------------|-----------------|--------|--------------|
| | | | | | Financeurs | Subvention demandée | Taux | Dépenses subventionnables | Montant | Taux | |
| Programme 2 - Aménagement et conservation des espaces naturels sensibles Mesure 1 - Protection, valorisation et conservation des espaces naturels sensibles | PETR du Pays des Nestes | Restauration des cours d'eau dans le cadre du PPG du Pays des Nestes Année 2019 | 49 625 € | | Agence de l'Eau | 15 269 € | 30,77% | 7 540 € | 3 770 € | 50,00% | |
| | | | | | Etat (DETR) | 6 149 € | 12,39% | | | | |
| | | | | | Département | 9 925 € | 20,00% | | | | |
| | | | | | Autofinancement | 18 282 € | 36,84% | | | | |
| | | | | | TOTAL | 49 625 € | 100,00% | | | | |
| Programme 2 - Aménagement et conservation des espaces naturels sensibles Mesure 2 - Conservatoire de l'environnement | Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées | Réalisation du Schéma départemental du développement du loisir pêche des Hautes-Pyrénées (SDDL 65) | 69 000 € | 13 300 € | Région | 15 000 € | 21,74% | 69 000 € | 13 300 € | 19,28% | |
| | | | | | Fédération nationale de la pêche en France | 20 000 € | 28,99% | | | | |
| | | | | | Département 65 | 13 300 € | 19,28% | | | | |
| | | | | | Autofinancement | 20 700 € | 30,00% | | | | |
| | | | | | TOTAL | 69 000 € | 100,00% | | | | |
| TOTAL INVESTISSEMENT: 17 070 € | | | | | | | | | | | |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**14 - POLITIQUES TERRITORIALES
DISPOSITIF REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT
ET LA VALORISATION DES BOURGS CENTRES
CONTRAT CADRE 2019 - 2021 DE LA COMMUNE DE JUILLAN**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la Région Occitanie a décidé de mettre en œuvre, de 2018 à 2021, une politique transversale de développement et de valorisation des Bourgs-Centres Occitanie/Pyrénées-Méditerranée dans les domaines suivants :

- la qualification du cadre de vie : valorisation des entrée de ville, espaces publics, patrimoine, façades...
- la production de logements : création de logements sociaux, lutte contre la vacance et l'habitat indigne...
- l'offre de services à la population : santé, enfance, jeunesse...
- la mobilité : cheminement doux, intermodalité...
- le développement économique : maintien du commerce de proximité, tiers lieux, qualification d'accueil des entreprises, offre numérique...
- la culture, le sport et le tourisme : équipements favorisant la pratique et la diffusion, offres d'hébergements...
- l'environnement : rénovation énergétique, développement des énergies renouvelables...

Cette politique, à laquelle le Conseil Départemental est associé, est ciblée en direction des communes centres des bassins de vie ruraux et d'agglomération d'Occitanie et vise à les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre pluriannuelle d'un projet global d'attractivité. Elle se traduit par la mobilisation de différents dispositifs qui s'appliqueront selon les spécificités et la nature du projet.

Le contrat cadre comprend :

- un diagnostic territorial stratégique qui identifie les enjeux et les leviers pour le développement de l'attractivité des Bourgs Centres,
- le projet de développement et de valorisation, traduit en fiches actions pluriannuelles à décliner dans les programmes opérationnels annuels des Contrats Territoriaux régionaux 2018-2021 des PETR et de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- les principes d'intervention financière des différents partenaires cosignataires
- Les modalités de gouvernance.

A ce jour, 10 contrats cadres ont été respectivement validés par la Région et le Département : Argelès-Gazost, territoire du Val d'Azun (Arras-en-Lavedan, Arrens-Marsous, Aucun), Lourdes, Aureilhan, Capvern, Cauterets, Bagnères-de-Bigorre, Vic-en-Bigorre, Lannemezan et Galan.

Il est proposé aujourd'hui de finaliser la mise en œuvre de ce partenariat sur le projet de contrat cadre de la commune de Juillan qui sera validé en Commission Permanente régionale du 13 décembre 2019.

Le projet de développement de Juillan s'articule à l'horizon 2021 autour de :

- 3 axes : l'équipement commercial et les services ; les modes doux ; la requalification des espaces publics,
- 12 actions dont, entre autres, la création d'un tiers-lieu et d'un espace associatif mutualisé, la création de liaisons douces entre les quartiers Bellevue et Morane, la mise en place d'une démarche de labellisation « architecture contemporaine remarquable » pour la mairie.

Ces actions sont synthétisées pages 27 à 28 du contrat ci-annexé et développées dans des fiches actions pages 29 à 40.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

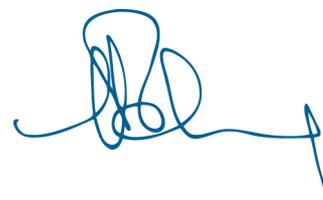
La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Jacques Brune n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver le contrat cadre 2019-2021 de la commune de Juillan, joint à la présente délibération, relatif au dispositif régional pour le développement et la valorisation des bourgs centres Occitanie/Pyrénées Méditerranée avec : la Région Occitanie, la commune de Juillan, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et le PETR de Cœur de Bigorre ;

Article 2 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département et à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à leur bonne exécution.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Commune de JUILLAN

Communauté d'Agglomération TARBES-LOURDES-PYRENEES

PETR Cœur de Bigorre

Contrat Cadre

2019 - 2021



Entre,

Le Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée représenté par Carole DELGA, sa Présidente,

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, représenté par Michel PELIEU, son Président,

La Commune de JUILLAN, représentée par Fabrice SAYOUS, Maire

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Gérard TREMEGE son Président

Le PETR de Cœur de Bigorre, représenté par Jacques BRUNE, son Président,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu les délibérations N°CP/2016-DEC/11.20 et N°CP/2017-MAI/11.11 de la Commission Permanente du 16 décembre 2016 et du 19 mai 2017 du Conseil régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, relatives à la mise en œuvre de la politique régionale pour le développement et la valorisation des Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,

Vu les délibérations N°2017/AP-JUIN/09 et N°CP/2017-DEC/11.21 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée du 30 juin 2017 et de la Commission Permanente du 15 décembre 2017, relatives à la mise en œuvre de la nouvelle génération des politiques contractuelles territoriales pour la période 2018 / 2021,

Vu la délibération n° CP/2018-DEC/11.11 du Conseil Régional Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée du 07 décembre 2018 ayant approuvé le Contrat Territorial Occitanie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Vu la délibération n° XXX de la Commission Permanente du XXXX du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la Commune de Juillan,

Vu les délibérations N°2017/AP-JUIN/09 et N°CP/2017-DEC/11.21 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée du 30 juin 2017 et de la Commission Permanente du 15 décembre 2017, relatives à la mise en œuvre de la nouvelle génération des politiques contractuelles territoriales pour la période 2018 / 2021,

Vu la délibération n° XXX de la Commission Permanente du Conseil Départemental de/du XXXXX en date du XXXX, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la Commune de Juillan,

Vu la délibération en date du xxx de la Commune de Juillan, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du XXXXX, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la commune de Juillan,

Vu la délibération du Conseil Syndical du PETR Cœur de Bigorre en date du XXXXX,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La structuration territoriale de la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée se caractérise par une forte majorité de communes de très petite taille :

- 2 751 des 4 488 communes de notre région comptent moins de 500 habitants, ce qui représente 61 % des communes contre 55 % au niveau national,
- 3 475 communes ont moins de 1 000 habitants (77 % des communes),
- seulement 77 communes ont plus de 10 000 habitants.

2109 communes représentant 1,13 million d'habitants sont situées en zones de massifs (47 % des communes de la région) ; parmi elles, 1612 communes totalisant plus de 800 000 habitants sont situées en zones de montagne.

Selon les Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2017, notre région compte désormais 137 Communautés de Communes contre 264 en 2016.

Sur la base de la nomenclature définie par l'INSEE, notre région est constituée de 215 bassins de vie dont 167 bassins de vie ruraux.

Chacun d'eux comprend une « ville-centre » qui assure une fonction de centralité au service de la population de son bassin de vie ainsi que des communes qui peuvent également remplir la fonction de pôle de services de proximité.

En ce qui concerne plus particulièrement les bassins de vie ruraux, ces communes (Villes-centres et Communes/ Pôle de Services) doivent pouvoir offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des populations existantes et nouvelles dans les domaines des services aux publics, de l'habitat, de la petite enfance, de la santé, de l'accès aux commerces, des équipements culturels, sportifs, de loisirs...

Par ailleurs, les communes rurales ou péri-urbaines ont besoin d'agir pour l'attractivité de leurs territoires en valorisant leur cadre de vie, le logement, leurs espaces publics, leur patrimoine,...

Pour leur développement économique, elles doivent également être en capacité d'apporter des réponses adaptées aux nouveaux besoins des entreprises : qualité des infrastructures d'accueil, Très Haut Débit,...

De par son rôle de chef de file dans le domaine de l'aménagement du territoire et plus particulièrement dans le cadre de ses politiques contractuelles territoriales, la Région a décidé de renforcer son soutien en faveur des investissements publics locaux en agissant notamment pour renforcer l'attractivité et le développement des « Bourgs Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée »,

Cette nouvelle politique :

- vise à accompagner les Bourgs-Centres dans l'élaboration et la mise en œuvre pluriannuelle d'un Projet global de valorisation et de développement,
- s'inscrit dans les Contrats de Plan Etat-Région 2015/2020 des ex régions Languedoc Roussillon (*thématique 8.1 « équilibre territorial »*) et Midi Pyrénées (Article 28.2 « *soutenir les fonctions de centralité* »),
- est ciblée :
 - en direction des communes « villes centres » des bassins de vie ruraux tels que définis par l'INSEE,
 - vers les communes « Pôles de services » de plus de 1 500 habitants, qui, par leur offre de services (équipements, commerces,...) remplissent également une fonction de centralité en terme d'offres de services aux populations d'un bassin de vie,

- enfin, vers les communes « Pôles de services » de moins de 1 500 habitants qui remplissent aussi un rôle pivot en termes de services dans les territoires de faible densité démographique de notre région (ancien chefs-lieux de canton).

Article 1 : Objet

Le présent contrat Bourg Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a pour but d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, le Département des Hautes-Pyrénées, la Commune de JUILLAN, la Communauté d'Agglomération de TARBES-LOURDES-PYRENEES et le PETR Cœur de Bigorre en y associant les services de l'Etat, le CAUE et les Chambres consulaires.

Il a également pour objectifs d'agir sur les fonctions de centralité et l'attractivité de la Commune de Juillan vis-à-vis de son bassin de vie, dans les domaines suivants :

- la structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité ;
- le développement de l'économie et de l'emploi ;
- la qualification du cadre de vie –qualification des espaces publics et de l'habitat ;
- la valorisation des spécificités locales –patrimoine naturel /architectural /culturel, ...

L'ensemble s'inscrit dans une démarche transversale de transition écologique et énergétique.

Article 2 : Contexte et enjeux

Présentation de la commune de Juillan

La commune de Juillan est une petite ville, située dans le département des Hautes-Pyrénées et la région Occitanie /Pyrénées-Méditerranée. La commune de Juillan fait partie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA TLP).

Elle s'étend sur 8,2 km² et compte 4 139 habitants (*Recensement INSEE 2015*). Sa densité de population est de 514 habitants par km².

Son territoire jouxte les communes de Tarbes, Odos, Louey, Azereix et Ibos.

La commune est située dans l'aire urbaine de Tarbes, à six kilomètres au sud-ouest de Tarbes.

Elle appartient au bassin de vie de Tarbes. Elle est la commune la plus peuplée du canton d'Ossun et occupe une fonction de centralité sur ce territoire.

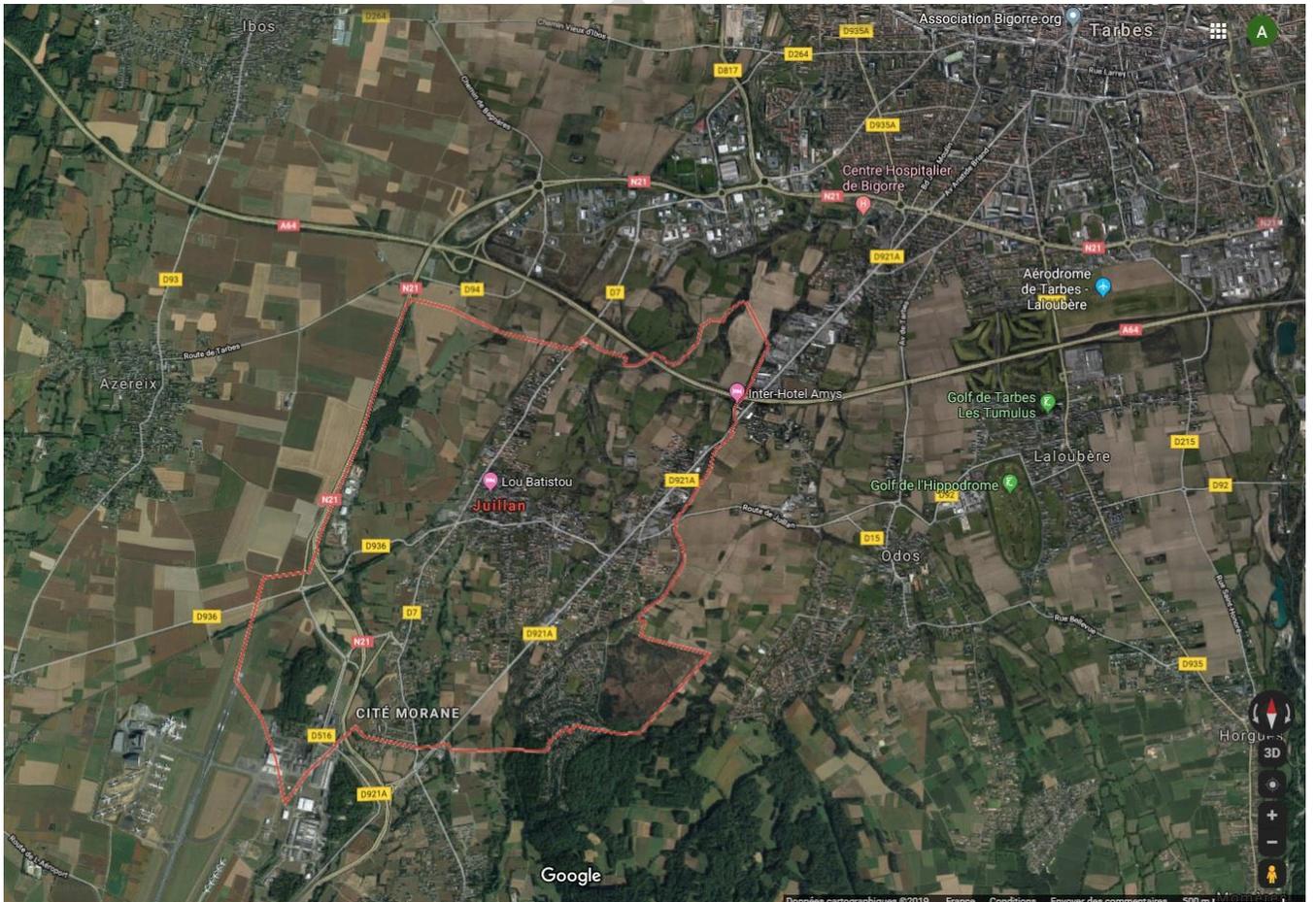
Commune du piémont pyrénéen, Juillan s'étend sur une plaine alluviale drainée par la Rivière « l'Echez » et le Ruisseau de la « Geüne ». Elle est bordée au sud par les premières collines sous-pyrénéennes. Juillan est située à 325 mètres d'altitude en moyenne. Le relief est assez plat avec toutefois la subsistance d'îlots calcaires qui ont résisté à l'érosion. En effet, deux buttes se distinguent dans le paysage : une au sud-ouest de la commune au lieu-dit Turon (379 m d'altitude) et l'autre au sud-est au lieu-dit Bellevue (437 m d'altitude).

La moitié de la surface de la commune est consacrée aux terres agricoles (*Données RGA 2010*).

Localisation du périmètre de la commune de Juillan



Vue satellite du territoire de la commune de Juillan



Juillan est située sur l'axe Tarbes-Lourdes, au cœur de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, entre les deux villes majeures de ce territoire (Tarbes et Lourdes).

La CATLP a été créée le 1er janvier 2017 par fusion de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère et de Gespe-Adour-Alaric. Elle compte 86 communes pour une population globale de 126 811 habitants et représente un territoire de 614 km², avec 59 km² de tissu urbain, 310 km² de terres agricoles, 180 km² de forêts et 65 km² d'espaces naturels.

Carte de situation de la commune au sein de la CA TLP



Une structuration urbaine morcelée.

La commune de Juillan est située entre Tarbes (6km) et Lourdes (15km). Son territoire est structuré entre deux grands axes routiers: la route de Lourdes (D921A) et RN21 (2x2 voies reliant l'A64 à Lourdes et aux vallées des gaves).

La proximité immédiate de Tarbes (qui compte plus de 40 000 habitants) ainsi que la bonne desserte de la commune (à proximité de l'aéroport, de la A64 et de la RN21) ont contribué au développement de Juillan et lui confèrent une certaine attractivité.

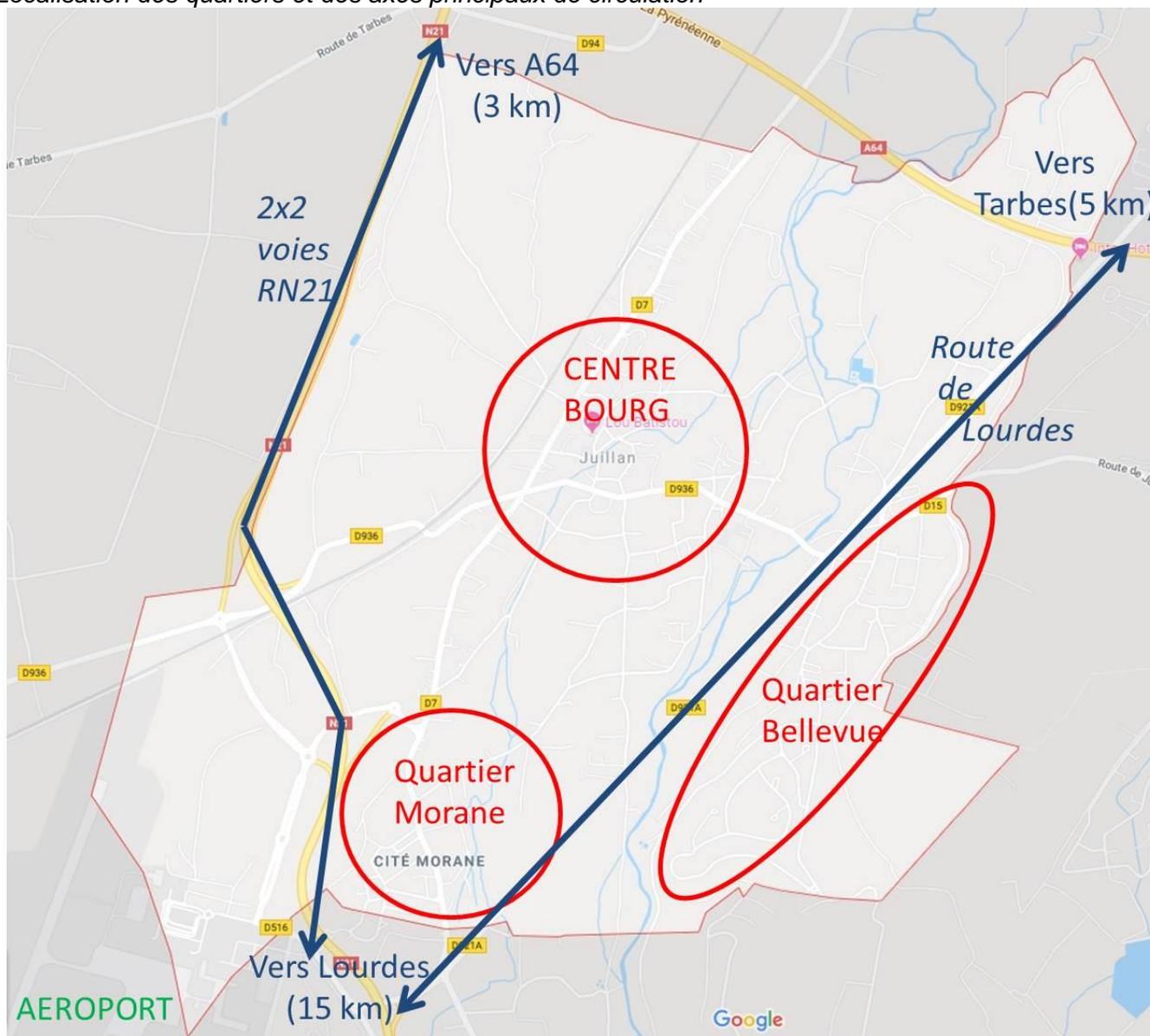
Le bourg est lui morcelé en 3 quartiers :

- le centre-bourg historique, qui accueille notamment la mairie, l'église et quelques commerces

- le quartier Morane situé à proximité de la zone aéroportuaire [zone industrielle (Daher) et zone tertiaire (Pyrène Aéroport)]. Historiquement, les salariés travaillant sur la zone aéroportuaire ont construit dans ce quartier qui est relié par liaison douce à la zone aéroportuaire (passerelle)
- le quartier Bellevue, quartier résidentiel situé sur la colline de l'autre côté de la route de Lourdes, accolée au territoire de la commune de Louey

Il est à noter que la Route de Lourdes fractionne le territoire, le quartier de Bellevue restant isolé par rapport au centre bourg.

Localisation des quartiers et des axes principaux de circulation



Une démographie en forte et constante croissance

Evolution démographique

Juillan a connu une nette hausse (+9.8%) de sa population depuis 2004.

Nous notons une croissance démographique annuelle de l'ordre de 1,62% ce qui est remarquable au vu de la stabilité de l'ensemble de l'aire urbaine. Cette croissance démographique valide le scénario d'une attractivité accentuée par la position centrale de la commune de Juillan au cœur de l'EPCI Tarbes Lourdes Pyrénées. Nous pouvons déjà anticiper une accélération de cette croissance démographique par plusieurs facteurs :

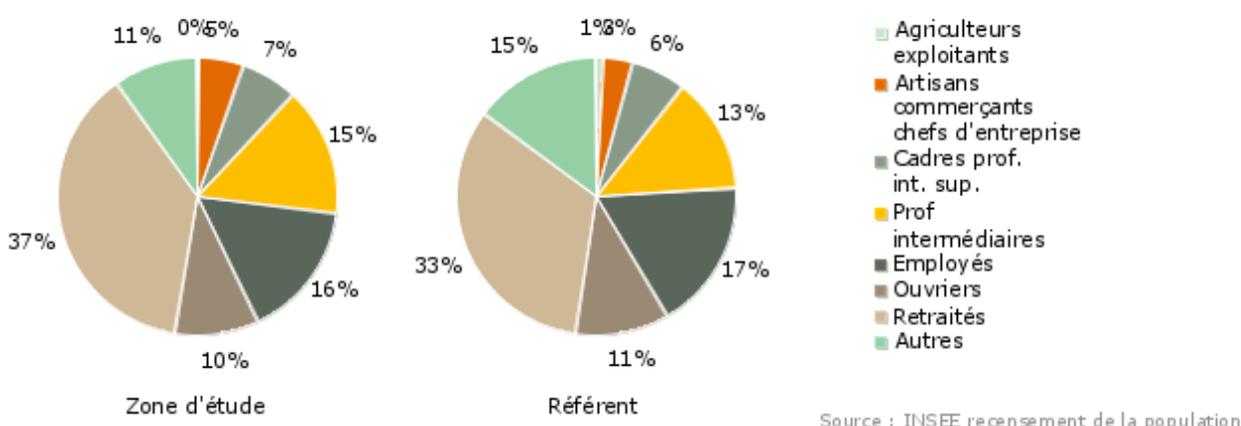
- Juillan accueille le siège de la nouvelle communauté d'agglomération ;

- le projet de territoire de l'EPCI voté très récemment confirme la volonté de concentrer les activités industrielles et les équipements structurants (Projet Universciel) à proximité de la zone aéroportuaire dont la commune de Juillan partage le foncier ;
- le projet de réalisation du futur centre hospitalier intercommunal sur la commune de Lanne, à proximité de Juillan, avec un investissement de près de 200M€ prévu à moyen terme.

Composition de la population

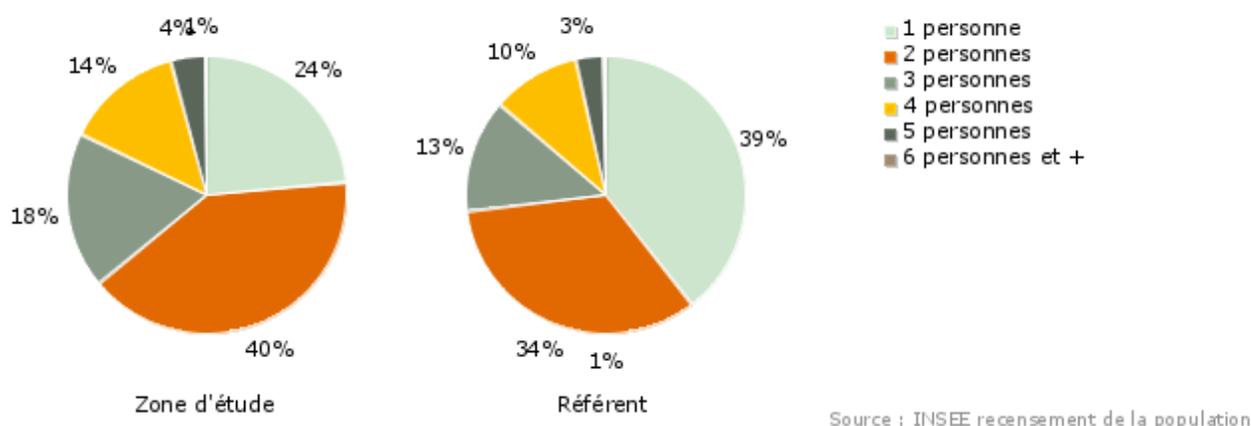
La population compte une forte proportion de retraités (37% de la population). Cette part y est plus importante que sur l'aire urbaine de Tarbes (33%).

Répartition de la population selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015 (en %)



Il est à noter la part importante de familles avec enfants (36% de ménages comportent 3 personnes ou plus, contre 26% sur l'aire urbaine de Tarbes).

Répartition des ménages selon la taille en 2015 (en %)



Zone d'étude : JUILLAN

Zone de référence : Aire Urbaine de Tarbes

Un tissu économique dynamique au fort potentiel

La commune de Juillan a l'atout d'être située à proximité immédiate de l'aéroport Tarbes-Lourdes-Pyrénées (3^{ème} aéroport régional), ce qui en favorise le dynamisme économique.

Cette zone aéroportuaire porte une **OZE (Occitanie Zones Economiques)** incluant les **zones d'activités Pyrénia et Pyrène Aérople**. Celle-ci accueille principalement des activités du secteur aéronautique, dans un environnement au coeur du pôle d'excellence Aérospace-Valley.

Cette zone est située aux frontières des communes de Juillan, Louey, Lanne, Ossun et Azereix.

Pour ce qui est de Juillan, le sud-ouest de la commune porte :

- la **Zone tertiaire Pyrène Aéroport**, qui héberge le siège de la CA TLP ainsi que les entreprises Daher, Acticall, ISIA, Aéroport TLP, Oshino, Abelliom
- le **Pôle artisanal de l'Echez**, qui héberge les entreprises Suez, LIE, Sanguinet

Cartographie de la zone d'activités



Ce pôle est un bassin d'emploi important pour la commune, mais également pour tout le bassin de vie tarbais.

Les emplois sur la zone se répartissent comme suit :

- Zone Pyrène Aéro-pôle/ Pyrenia : 3 149 salariés
 - Pyrenia : 1 entreprise (TARMAC) / 180 emplois*
 - Pyrène Aéro-pôle Tertiaire : 32 entreprises / 2 522 emplois*
 - Pyrène Aéro-pôle Industrie : 13 entreprises / 447 emplois*
- Pôle artisanal de l'Echez : 4 entreprises/ 43 emplois

L'**offre commerciale** de la commune est organisée en deux zones :

- la zone commerciale située sur axe de la route de Lourdes
- le commerce de centre bourg en restructuration

Les activités commerciales sont aujourd'hui concentrées à l'est de la commune le long de la route de Lourdes (route nationale 117). Ce secteur héberge de nombreux commerces : supermarché (avec DAB), restaurants, boulangerie, traiteur, garages automobiles, commerces divers.

De ce fait, le déséquilibre commercial et de services s'est accentué ces dernières années au détriment du commerce du cœur de bourg qui n'assure plus ses fonctions urbaines alors que la commune compte

4300 habitants. L'offre commerciale est aujourd'hui réduite dans le centre-bourg qui comporte un bureau de tabac, une pharmacie, une auto-école, un salon de coiffure. Un DAB est présent à La Poste.

Une dispersion de ces commerces peut être identifiée avec un manque d'espace d'animation et de regroupement. (pas de pôle commercial ni de marché de plein vent).

L'**économie touristique** est peu développée sur la commune de Juillan, située à proximité du Parc National des Pyrénées et des 4 Grands Sites touristiques de Lourdes, du Pic du Midi, du Pont d'Espagne et Gavarnie (inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO). Cependant, le projet « Universciel » (espace destiné au grand public et aux professionnels, industriels, chercheurs, universitaire, s'appuyant sur la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle et la robotique pour proposer des expériences immersives et collaboratives, ludiques et professionnelles), porté par la CA TLP et dont l'implantation est prévue sur la commune de Juillan, à proximité de la RN21 et de la zone Pyrène Aéroport, pourrait représenter un point d'attractivité touristique important (fréquentation attendue de 90 000 à 110 000 visiteurs annuels sur les 5 premières années).

Par ailleurs, la mise en tourisme prévue dans le cadre de l'aménagement d'une vélo-route, qui traversera le centre bourg de Juillan pour le relier à Tarbes, sera un atout complémentaire pour favoriser le développement touristique du secteur. En effet, la véloroute V 81 est un itinéraire cyclable de piémont qui va permettre de relier l'Atlantique à la Méditerranée. Le passage de cet itinéraire dans Juillan va permettre de développer une offre vélo loisirs locale, en ciblant une nouvelle clientèle des cyclistes itinérants et des touristes à vélo.

L'**économie agricole** de la commune subit une relative déprise. La pression foncière sur les terres agricoles est importante sur cette zone périurbaine.

Juillan comptait 25 exploitations agricoles en 2010 (contre 43 en 2000), représentant 12 unités de travail annuel. Les exploitations agricoles ont tendance à s'agrandir. La diminution de la Surface Agricole Utilisée est relativement faible : la commune compte 402 hectares de SAU en 2010 (contre 480 en 2000), dont 369 ha de terres labourables et 4ha de cultures permanentes et 28 ha de superficie toujours en herbe.

A la différence des communes environnantes et de la majorité des communes de la moitié nord du département des Hautes-Pyrénées, plutôt orientées vers la production de céréales et d'oléoprotéagineux, l'orientation technico-économique majoritaire de la commune de Juillan est la polyculture et le polyélevage.

(Données Recensement Général Agricole 2010)

Un habitat marqué par une logique d'accession à la propriété récente

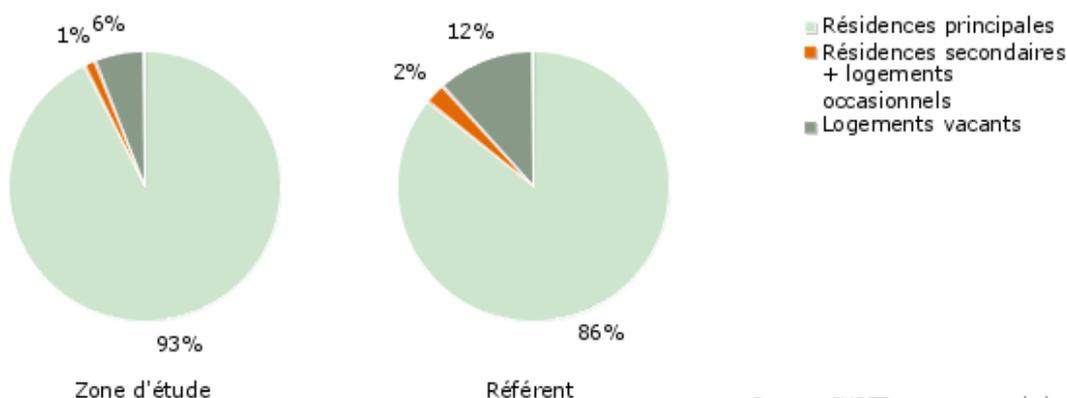
L'habitat de la commune de Juillan est caractérisé par une majorité de résidences principales en propriété. L'offre en logements locatifs est peu développée.

L'habitat est récent : une grande majorité des logements (69%) ont été construits entre 2000 et 2009.

Cela induit un risque de vieillissement de la population d'ici 15 ans, si la commune maintient une logique d'accession à la propriété.

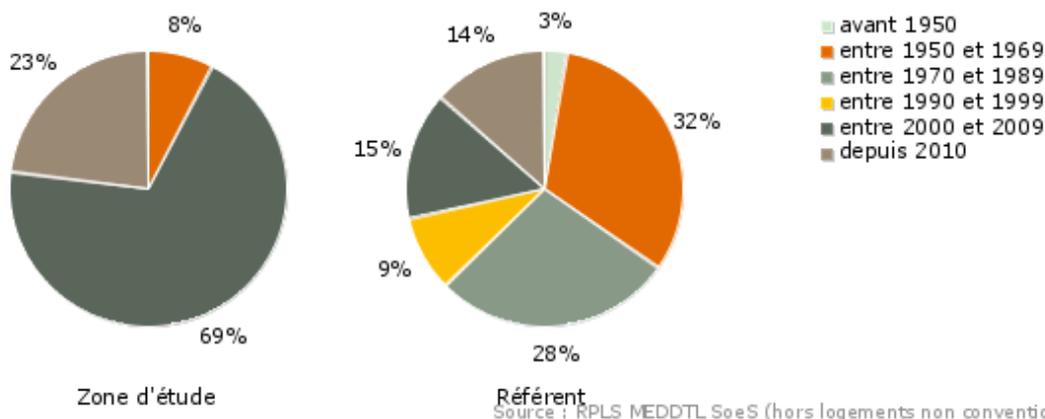
La vacance est faible sur la commune en comparaison avec l'aire urbaine de Tarbes, mais il peut être constaté une tendance à l'augmentation du nombre de logements vacants.

Répartition des logements selon le mode d'occupation en 2015 (en %)



Source : INSEE recensement de la population

Répartition des logements selon la période de construction en 2018 (en %)



Zone d'étude : JUILLAN

Zone de référence : Aire Urbaine de Tarbes

Initiée en avril 2014 par 3 communautés de communes de l'agglomération Tarbaise représentant 32 communes, dont la commune de Juillan, une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)** s'est clôturée en avril 2019 sous la conduite de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Dans le cadre de cette OPAH Gabas Adour Echez (GAZ), 280 dossiers ont été déposés depuis 2014, dont 35 pour la seule commune de Juillan. L'OPAH GAZ se poursuit jusqu'en octobre 2019 et laissera la place à une nouvelle OPAH qui couvrira l'ensemble du territoire de l'agglomération, hors les communes de Tarbes et Lourdes (couvertes par des OPAH-RU).

Celle-ci sera dédiée aux priorités de l'ANAH : efficacité énergétique, lutte contre l'habitat indigne, adaptation au vieillissement et à la perte d'autonomie. L'objectif sera également de développer l'offre locative à travers l'accompagnement des propriétaires-bailleurs.

Le Conseil Communautaire de la CA TLP a validé la mise en œuvre de cette nouvelle OPAH le 16 mai 2019. L'étude pré-opérationnelle, en cours de réalisation, permettra de définir la stratégie d'intervention, les objectifs et les enjeux spécifiques par commune.

L'un des objectifs pour la commune de Juillan sera d'accompagner les propriétaires de locaux vacants pour la création de logements locatifs.

La CA TLP poursuit son soutien en faveur de l'amélioration de l'habitat et envisage d'accorder des aides financières sous forme de primes et de subventions dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle :

- une prime forfaitaire « sortie de vacance » ;
- une subvention pour l'habitat dégradé : cette subvention est destinée à favoriser des travaux d'amélioration pour réhabiliter un logement ou un immeuble dégradé ;
- une subvention Lutte contre l'Habitat Indigne/très dégradé : cette subvention est destinée à favoriser des travaux conséquents pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation).

Le **parc du logement social** est composé d'une forte part de grands logements (46% de 4 pièces et plus).

Une offre de services riche en constante adaptation

- **Santé**

La commune a créé en 2018 un pôle santé regroupant 3 cabinets de médecins, deux cabinets d'infirmières, un ostéopathe, un kinésithérapeute, un podologue.

Sur l'ensemble de la commune, nous pouvons recenser :

- Quatre cabinets de kinésithérapie
- Quatre cabinets d'infirmiers
- Trois cabinets de dentistes
- Un pédiatre
- Un podologue

- Un réflexologue
- Un sophrologue
- Un service d'ambulances
- Une pharmacie
- Un orthophoniste

- **Services à la personne**

Juillan dispose d'une école primaire et maternelle publique ainsi que d'une école maternelle privée sous contrat et d'un centre de loisirs.

Pour les plus petits, Juillan adhère au service « relais assistante maternelle » et vient de reprendre la compétence petite enfance depuis le 1^{er} janvier 2018 ; Deux micro-crèches de 10 lits chacune sont gérées par l'ADMR et se situent sur la zone aéroportuaire Pyrénia. Une nouvelle micro-crèche privée gérée par l'association « les petits chaperons rouges », située sur la route de Lourdes, a ouvert en septembre 2019.

La commune possède une résidence pour personnes âgées et un service d'aide à domicile (ADMR).

- **Services publics**

Juillan est un pôle de services intermédiaire (qualification INSEE). La commune est pressentie pour accueillir la *Maison « France Service »* du Canton d'Ossun. Il est d'ores et déjà envisagé la permanence d'un agent de la trésorerie 1 fois par semaine, et la présence permanente d'un agent communal pour l'assistance informatique aux démarches administratives. Cette MFS serait implantée dans les locaux de l'ancienne mairie en centre-bourg.

- **Equipements sportifs et culturels**

La dynamique associative est importante sur Juillan, avec 34 associations basées sur la commune (dont 18 associations sportives: football, rugby, basket, VTT, tennis, danse, running etc.). Douze de ces associations utilisent l'espace associatif mutualisé Jouanolou.

La commune est par ailleurs dotée d'équipements sportifs structurants : un stade de football/rugby et un mur d'escalade.

En termes d'équipements culturels, elle dispose de l'Espace Jouanolou qui héberge une salle polyvalente, une salle d'activités récemment réhabilitée, une salle culturelle. Il s'agit d'un espace de vie associative. Cet équipement dispose d'une centaine de places de stationnement aménagées récemment.

- **Mobilité**

En termes de mobilité, les deux agglomérations de Tarbes Lourdes, situés au Nord et sud du nouvel EPCI, vont accroître les flux pendulaires au sein de cette nouvelle entité avec en corolaire des enjeux majeurs en terme d'aménagement des infrastructures routières et de transport. Le développement de l'offre de transport intercommunale devrait bénéficier à la commune de Juillan favorisant le déplacement des populations vers les deux pôles urbains (nord et sud). En effet, actuellement, Juillan n'est pas desservi par le réseau de bus urbains. Cela évoluera prochainement dans le cadre de la restructuration intercommunale de l'offre de transport à l'échelle de la CA TLP.

Concernant le développement des mobilités douces, la CA TLP lauréate de l'appel à projet de l'ADEME « Vélo et territoires », porte la réalisation d'un schéma directeur des mobilités actives et d'itinéraires cyclables à l'échelle de son territoire. Dans le cadre de ce schéma, des actions de développement d'itinéraires cyclables vont se réaliser notamment sur la commune de Juillan en lien avec la zone d'activités Pyrène Aéroport. Cela permettra ainsi de favoriser les déplacements doux entre le bourg centre et cette zone économique.

La commune de Juillan s'est par ailleurs déjà engagée dans la réalisation d'aménagements de bandes cyclables sur la commune. Ces aménagements cyclables déjà réalisés sont intégrés dans l'itinéraire de la véloroute V81 reliant Tarbes à Juillan et contribueront ainsi au développement des mobilités douces quotidiennes sur le territoire.

Par ailleurs, la carence commerciale en centre bourg a des répercussions en termes d'enjeux de mobilité des personnes. En effet, la commune est amenée à offrir des solutions de mobilités pour aller

au marché de Tarbes ou à l'Intermarché (navettes hebdomadaires, tous les jeudis matin en alternance, bien fréquentée).

Aujourd'hui, aucune liaison douce n'existe entre les différents quartiers du bourg, distants de quelques kilomètres.

Un aménagement de l'espace public sans « pôle central »

Aujourd'hui, plusieurs limites à un aménagement qualitatif de l'espace public peuvent être identifiées :

- les cheminements piétons, vélos, personnes à mobilité réduite (PMR) sont difficiles et dangereux : trottoirs peu praticables et discontinus, vitesses excessives des véhicules ;
- les commerces, aujourd'hui dispersés, manquent de visibilité et de mise en valeur ;
- les espaces publics sont peu attractifs et peu valorisés.

Les caractéristiques de structuration urbaine et de l'aménagement public de la Ville de Juillan ont amené la commune à réaliser en 2015 une étude urbaine et paysagère réalisée (confiée à l'agence Turbines) en 2015. Celle-ci a permis de poser un diagnostic sur le tissu commercial existant, de définir les orientations stratégiques et de proposer un plan d'actions en termes d'aménagements publics du secteur. Elle fixe ainsi le cadre du développement du village à moyen terme (5 à 10 ans) en mettant en relief la nécessité de renforcer la centralité du cœur de village et de créer des interactions entre les quartiers.

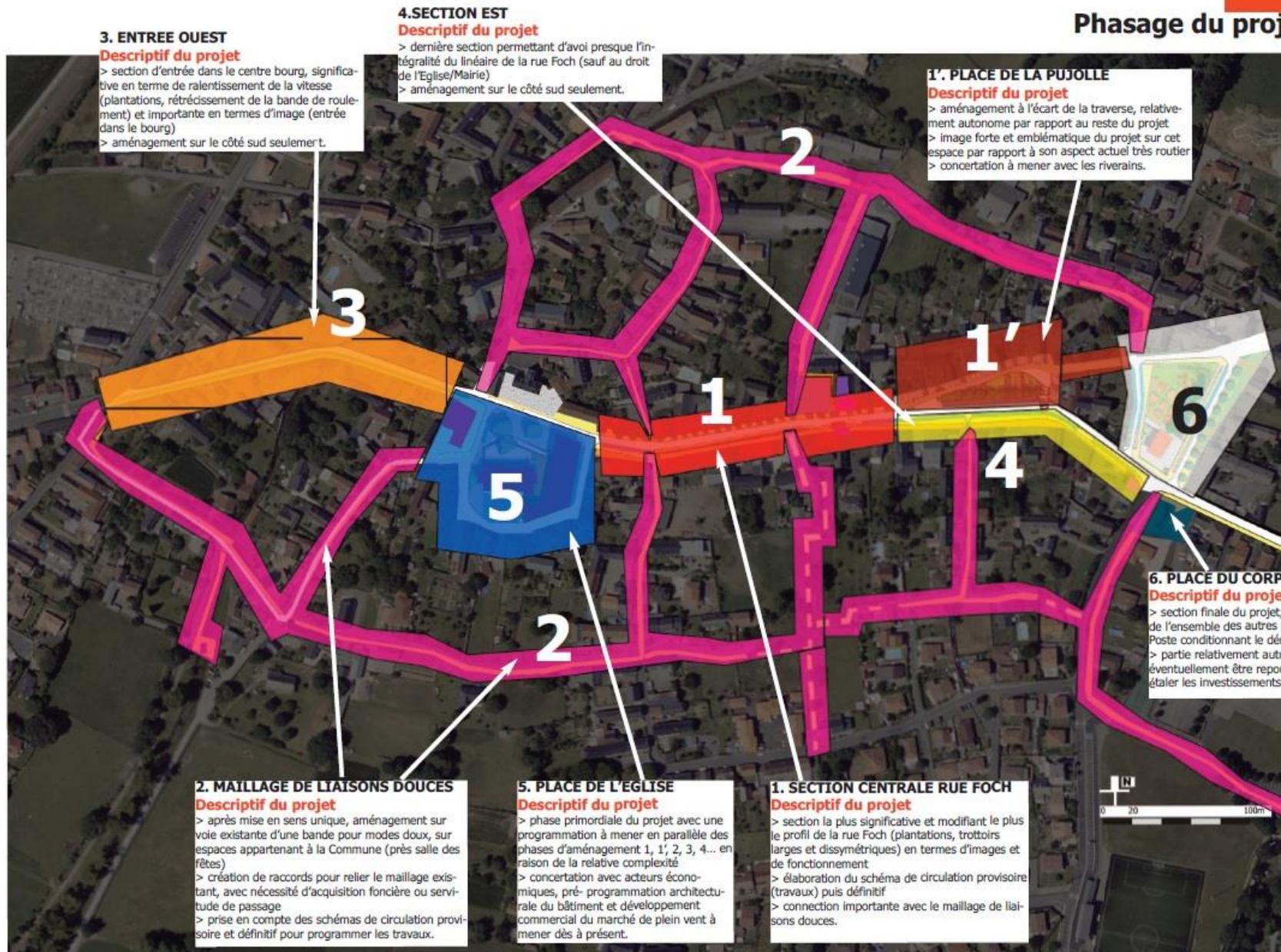
Le plan d'actions proposé dans cette étude inclut :

- 1/ *La requalification de l'espace public et dynamisation commerciale du centre du village*
- 2/ *L'élaboration d'un plan de liaison des quartiers (centre bourg, Bellevue, Morane)*

La mise en œuvre du projet global d'aménagement de l'espace public du centre bourg comporte 3 phases fonctionnelles, dont les premières sont d'ores et déjà engagées.

La carte de situation ci-après, issue de l'étude permet de localiser les différentes phases du projet.

Phasage du projet et des actions



3. ENTREE OUEST

Descriptif du projet

> section d'entrée dans le centre bourg, significative en terme de ralentissement de la vitesse (plantations, rétrécissement de la bande de roulement) et importante en termes d'image (entrée dans le bourg)
> aménagement sur le côté sud seulement.

4. SECTION EST

Descriptif du projet

> dernière section permettant d'avoir presque l'intégralité du linéaire de la rue Foch (sauf au droit de l'Eglise/Mairie)
> aménagement sur le côté sud seulement.

1'. PLACE DE LA PUJOLLE

Descriptif du projet

> aménagement à l'écart de la traverse, relativement autonome par rapport au reste du projet
> image forte et emblématique du projet sur cet espace par rapport à son aspect actuel très routier
> concertation à mener avec les riverains.

2. MAILLAGE DE LIAISONS DOUCES

Descriptif du projet

> après mise en sens unique, aménagement sur voie existante d'une bande pour modes doux, sur espaces appartenant à la Commune (près salle des fêtes)
> création de raccords pour relier le maillage existant, avec nécessité d'acquisition foncière ou servitude de passage
> prise en compte des schémas de circulation provisoire et définitif pour programmer les travaux.

5. PLACE DE L'EGLISE

Descriptif du projet

> phase primordiale du projet avec une programmation à mener en parallèle des phases d'aménagement 1, 1', 2, 3, 4... en raison de la relative complexité
> concertation avec acteurs économiques, pré-programmation architecturale du bâtiment et développement commercial du marché de plein vent à mener dès à présent.

1. SECTION CENTRALE RUE FOCH

Descriptif du projet

> section la plus significative et modifiant le plus le profil de la rue Foch (plantations, trottoirs larges et dissymétriques) en termes d'images et de fonctionnement
> élaboration du schéma de circulation provisoire (travaux) puis définitif
> connection importante avec le maillage de liaisons douces.

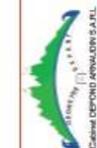
6. PLACE DU CORPS FRANC POMMIÉS

Descriptif du projet

> section finale du projet, nécessitant la réalisation de l'ensemble des autres parties (démolition de la Poste conditionnant le démarrage des travaux)
> partie relativement autonome du projet pouvant éventuellement être repoussée dans le temps pour étaler les investissements de la Commune.

p. 3

COMMUNE DE JUILLAN
ETUDE D'ORDRE ET PAYSAGE DE
QUALITE DE LA ROUTE ET CENTRE-BOURG
LEBIZETZ - PUY-FIGAC
23-décembre-2015



Midi Marketing
Centre de développement durable



Un engagement en faveur de la transition énergétique et écologique

La commune de Juillan est fortement engagée dans la transition énergétique et écologique avec des actions innovantes. Nous noterons la réfection de **l'éclairage public** en partenariat avec le SDE avec la route de Louey équipée d'un éclairage innovant à déclenchement temporisé basé sur une technologie « LED ».

Le projet de requalification urbaine comporte un traitement particulier de la chaussée avec un rétrécissement de la largeur de la voirie et la **restriction de la vitesse** autorisée avec des zones 20 km/h.

La réalisation de **pistes cyclables** sur l'ensemble de la commune est en cours de réalisation. Celles-ci seront intégrées dans le schéma des pistes cyclables qui sera réalisé par la CA TLP dans le cadre de l'appel à projet de l'ADEME « Vélo et territoires ».

Par ailleurs, la commune s'engage en faveur de la **réduction de déchets** : en vue de la mise en place de la taxe incitative, elle a créé un local à ordures fermé ainsi qu'une colonne à verre enterrée.

Enfin, la Communauté d'Agglomération porte un **Plan Climat Air Energie Territorial** dont la feuille de route pour la période 2019-2025 s'articule autour de 6 Orientations :

1. Coordonner la politique de la transition énergétique
2. Réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments
3. Permettre à tous de se déplacer en polluant moins
4. Développer durablement nos territoires
5. Développer un modèle agricole et alimentaire respectueux de l'environnement et de notre santé
6. Multiplier par 4 la production d'énergies renouvelables

Outils de planification

Engagée en décembre 2014 par l'ex communauté de communes du Canton d'Ossun, l'élaboration du PLUi du canton d'Ossun, se poursuit aujourd'hui sous la conduite de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Le PADDi a été présenté et débattu en Conseil Communautaire du 28 septembre 2017. Il a également été présenté et débattu dans les 17 communes du Canton. Le débat en conseil municipal de Juillan s'est tenu le 15 novembre 2017.

Le travail sur la phase réglementaire du PLUi a débuté en octobre 2017 (comité de pilotage du 9 octobre) et se poursuit actuellement par la finalisation des zonages et du règlement écrit, avec pour objectif un arrêt du projet de PLUi en conseil communautaire de décembre 2019.

La Communauté d'Agglomération a décidé de lancer une étude globale pour l'élaboration d'un PLUi/SCOT valant PLH, plan global de mobilité et RLPI.

Par délibération n° 6 en date du 19 décembre 2018, le Conseil Communautaire a décidé de demander son adhésion à l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Toulouse aire métropolitaine (auaT), avec notamment pour objectif de pouvoir établir un partenariat avec cette structure dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi-HD de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

La démarche d'élaboration du PLUi-HD pourra alimenter, le cas échéant, une démarche d'élaboration de SCoT. Le séminaire de lancement de la procédure s'est tenu le 18 avril 2019. Le calendrier prévisionnel s'échelonne sur 5 années.

Analyse Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces (AFOM)

| | Atouts | Faiblesses | Opportunités | Menaces | Enjeux |
|---------------------------------|--|---|---|---|---|
| DEMOGRAPHIE | Forte croissance depuis plus de 10 ans | Peu de renouvellement de la population (faible turn-over) | Existence de locaux vacants en centre bourg pouvant être réhabilités en logements locatifs | Forte tendance à l'accession à la propriété Étalement urbain à l'œuvre | Enrayer le vieillissement prévisible de la population en favorisant le renouvellement de la population Favoriser la densification de l'habitat |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | Proximité de la zone aéroportuaire et de la zone d'activités Pyrène Aéroport Proximité des axes routiers : RN21 et A64 Siège de la CA TLP et des principaux services afférents | Faiblesses habituelles relatives à tous les territoires ruraux de France | Développement de la zone Pyrène Aéroport, sous l'impulsion de la CA TLP ainsi que du syndicat mixte Pyrénia (activité MRO...) Installation du projet Universciel | Evolution démographique et affluence touristique non maîtrisée | Accompagner le développement de la Zone Pyrène Aéroport et de la ZAC Pyrenia en développant une offre de services périphérique (Tiers lieu en centre bourg) |
| OFFRE COMMERCIALE | Commerces existants | Commerces, aujourd'hui dispersés Manque de visibilité et de mise en valeur ; Carence des fonctions urbaines centralisées ; Perte d'attractivité des commerces et activités en centre bourg ; Décentrement des activités commerciales en périphérie. | Regroupement des commerces et création d'un pôle d'animation en centre bourg Positionnement central de la commune sur l'axe nord – sud de l'agglomération | Concurrence des grandes zones commerciales périphériques | Restructurer l'offre commerciale et favoriser l'attractivité du commerce de centre bourg et créer une véritable fonction urbaine au centre-ville Capitaliser sur le positionnement de la commune au centre de l'agglomération et des flux pendulaires correspondants |
| ESPACES PUBLICS | Engagement politique de la mairie en faveur d'une requalification d'ampleur | Espaces publics peu attractifs et peu valorisés. Emiettement sans valeur d'usage des espaces publics et absence de centralité Aspect routier très marqué | Projet de requalification du centre bourg | Poids financier important pour la taille de la commune | Favoriser l'attractivité de la commune en requalifiant largement les espaces publics du centre bourg et en développant les liaisons entre quartiers |

| | Atouts | Faiblesses | Opportunités | Menaces | Enjeux |
|---|---|--|---|---|--|
| DEPLACEMENTS / MOBILITE | Axes de circulation principaux à proximité : Route de Lourdes, RN21 et A64 | Chemins doux dangereux : trottoirs peu praticables et discontinus, vitesses excessives des véhicules ; | Développement d'itinéraires doux en centre bourg et inter-quartiers Restructuration de l'offre intercommunale de transports urbains | Insatisfaction de la population par rapport à l'offre actuelle proposée | Intégrer Juillan dans la nouvelle offre de transports urbains intercommunale Favoriser les déplacements doux et les modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, covoiturage, vélo etc.) |
| URBANISME / HABITAT | Position géographique de Juillan | Manque de logements locatifs et notamment sociaux Étalement urbain | Existence de locaux vacants Attractivité de la commune liée au développement économique et touristique Grands projets structurants prévus à proximité : Universciel, Hôpital de Lanne | Difficulté de satisfaire la demande croissante d'accession à la propriété | Augmenter l'offre en logements locatifs et notamment sociaux pour permettre le renouvellement de la population Faire face à la croissance démographique sans impacter l'équilibre budgétaire de la commune Densifier l'habitat |
| OFFRE DE SERVICES / EQUIPEMENTS (culture, santé, scolaire, sport, ...) | Présence de nombreux services | Manque de centralité : éloignement des quartiers Morane et Bellevue du centre bourg | Renforcement de la centralité du cœur de ville Développement des liaisons inter-quartiers | Coût de l'entretien et du fonctionnement Nécessité de mise aux normes régulière pour sécuriser les équipements | Développer l'offre de services, pour l'adapter à la croissance démographique et au potentiel accroissement de la fréquentation touristique sur la commune Renforcer l'attractivité du cœur de village |

| | Atouts | Faiblesses | Opportunités | Menaces | Enjeux |
|---|---|--|---|---|--|
| TOURISME | Proximité de Grands Sites Touristiques et situation au cœur de l'Agglo | Peu de points d'attractivité | Implantation du projet Universiel sur la commune Développement du trafic aérien en lien avec le nouveau modèle touristique lourdaise (carrefour des pèlerinages) | Afflux touristique non maîtrisé | Adapter l'offre de services au potentiel d'accroissement du tourisme « capitaliser sur cette nouvelle clientèle captive » |
| AGRICULTURE | Un maintien de l'activité agricole en zone périurbaine Existence de circuits courts Cantine scolaire alimentée en circuits courts | Difficulté de cohabitation entre les agriculteurs (nuisances) et la population urbaine | Une orientation des exploitations vers la polyculture et le polyélevage : potentiel de développement de circuits courts (maraîchage, élevage, apiculture) | Pression foncière Nécessaire adaptation du monde agricole aux nouveaux aménagements en centre bourg (habitudes de circulation) | Favoriser les circuits courts pour soutenir les producteurs et faire évoluer les modes de consommation |
| TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE | Démarches engagées - Développement des itinéraires doux - éclairage public économe - rénovation énergétique - recyclage des déchets | Manque de moyens | Démarches portées à l'échelle intercommunale : - PCAET - Projet « Vélo et Territoires » avec le soutien de l'ADEME | Insatisfaction de la population face à la mise en place de mesures impliquant un changement d'habitudes (ex : réduction de l'éclairage) | Répondre localement aux enjeux écologiques globaux Agir pour les générations futures Co construire les solutions de demain avec la population (zéro déchets) |

Article 3 : La stratégie de développement et de valorisation

Il s'agit d'anticiper les mutations urbaines à l'œuvre et ancrer résolument la commune de Juillan au sein de la nouvelle dynamique territoriale issue de la création de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Ainsi, la stratégie de développement de la commune de Juillan visera à répondre aux **nouveaux enjeux de centralité liés à la recomposition du territoire intercommunal**. En effet, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées (5ème d'Occitanie) comporte près de 130 000 habitants et trouve son épicentre à Juillan. Cette position équidistante est stratégique dans le cadre de l'aménagement de cette nouvelle conurbation.

Aussi, il conviendra d'affirmer et revendiquer cette nouvelle centralité en anticipant et en capitalisant sur ces nouvelles opportunités

La stratégie de la commune s'inscrit donc plus largement dans le cadre de la recomposition de l'aire urbaine constituée par les deux pôles urbains de Tarbes et de Lourdes.

En effet, la commune de Juillan rayonne sur son environnement immédiat en tant que pôle de services secondaire, et permet à la population des communes environnantes de trouver à proximité une offre commerciale et de services adaptée, réduisant ainsi les déplacements.

En outre, le potentiel accroissement de de l'attractivité du territoire est à anticiper en termes d'apparition de nouveaux besoins.

Les enjeux de renforcement de la centralité du Bourg Centre de Juillan dans ce contexte s'expriment à plusieurs niveaux :

- la nécessité de renforcer et adapter l'équipement commercial et de services ;
- le besoin de fixer la population sur cette commune située au cœur de la nouvelle agglomération et ainsi limiter l'accroissement des déplacements ;
- la nécessité de créer des interactions entre les différents quartiers.

L'objectif recherché par la municipalité est de renforcer la **centralité de Juillan et l'attractivité de son centre-bourg**, en créant un **pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé**.

La stratégie de la commune se traduit à court termes par la mise en œuvre du plan d'actions issu de l'étude urbaine et paysagère réalisée en 2015.

Il s'agit tout d'abord de **requalifier l'espace public pour renforcer la centralité du cœur de village** par :

- la valorisation des espaces publics du centre village (place de l'Eglise, Place de la Mariguère, Place de la Pujolle, Promenade du Juncassa, Place de la Poste)
- l'amélioration de la signalisation, sécurisation des cheminements et stationnements
- la mise en accessibilité PMR
- la mise en valeur du patrimoine

Il s'agit ensuite de **mettre en lien les trois quartiers (centre bourg, Bellevue, Morane)**, grâce à **l'élaboration d'un plan de liaison** favorisant des modes de déplacement doux respectueux de l'environnement (vélos, piétons). La création de ces continuités ou liaisons douces visera à redynamiser le centre du village, favoriser les modes actifs de déplacements et favoriser la mixité sociale en développant les interactions entre quartiers.

Le projet de requalification du bourg centre vise également à **rééquilibrer l'offre commerciale et de services du cœur de bourg en dynamisant le commerce du centre du village**.

Pour cela, un bâtiment à vocation commerciale sera créé, sur la place de l'église/Mairie, pour regrouper les commerces existants et ainsi créer un pôle d'animation commerciale. Cette nouvelle organisation spatiale des commerces sera un plus pour les commerçants en renforçant l'attractivité commerciale de ce secteur, et s'inscrit en cohérence avec la politique de la commune mise en œuvre au travers de l'OPAH, qui vise à redynamiser le centre bourg pour en limiter la vacance.

La stratégie de développement de la commune devra également **accompagner la croissance démographique** et le potentiel **développement touristique**, la conjoncture devant favoriser **l'attractivité du territoire**, tant au niveau de la population résidente que de la population de passage.

En effet, le développement économique et touristique porté par la CA TLP sur la zone Pyrène Aéroport, ainsi que l'implantation à venir de projets structurants sur la commune ou à proximité (Universciel, Hôpital commune Tarbes-Lourdes) laissent présager l'accentuation des installations sur la commune et l'apparition d'une affluence touristique dans les prochaines années.

De même, l'augmentation du trafic aérien sur la plateforme aéroportuaire Tarbes Lourdes Pyrénées (+17% entre 2015 et 2018) qui devrait s'accentuer du fait du déploiement de la nouvelle offre touristique sur Lourdes avec le concept de « Lourdes carrefour des pèlerinages », constitue également une opportunité et un fait à intégrer dans l'ensemble des décisions prises dans l'aménagement de la commune.

En outre, la commune prévoit l'implantation d'un tiers-lieu en cœur de village, ce qui attirera un nouveau type de population (travailleurs indépendants, télétravailleurs). Cet équipement, associé à une « Maison France Service », doit également permettre d'anticiper les nouveaux besoins émanant notamment des seniors et liés à la dématérialisation croissante des services publics (formalités administratives...). Il y a donc inévitablement un enjeu d'inclusion numérique pour la commune auquel cet équipement devra répondre.

Le projet de requalification du centre bourg devra donc anticiper ces mutations à venir en rééquilibrant l'offre commerciale autour du cœur de bourg, en développant les **activités économiques « résidentielles »** qui vont faire jour avec la croissance démographique.

Par ailleurs, les nouveaux usagers du territoire feront apparaître de **nouveaux besoins** en termes de services. La commune devra veiller à accompagner ce développement en proposant une offre de services adaptée. Le développement de **nouveaux services** pourra être envisagé pour répondre aux nouveaux besoins : services de restauration et d'hébergement touristique.

La croissance démographique à venir appelle également une **politique de l'habitat et du logement ambitieuse et audacieuse** visant notamment à lutter contre l'étalement urbain. Le sujet de la densification de l'habitat est au cœur du projet de requalification du centre bourg. En réaménageant le centre bourg, en localisant des activités de services et commerciales, en favorisant les espaces publics, nous poserons les bases d'un nouveau chapitre de la politique municipale de l'habitat et du logement qui privilégiera la rénovation des friches en cœur de bourg et le développement de l'habitat collectif.

Il s'agira notamment de favoriser et organiser le parcours résidentiel des nouveaux arrivants (de la location vers l'accession à la propriété) par le développement de l'offre de logements locatifs et de logements à caractère social.

Par ailleurs, l'enjeu de **création de logements locatifs** est important pour **enrayer le vieillissement de la population**, prévisible si la commune reste sur une logique d'accession à la propriété.

Le devenir des locaux vacants en centre bourg est un point essentiel, anticipé par la commune pour répondre à cet enjeu. En effet, le transfert des commerces vers la place de l'église va engendrer des locaux vacants sur l'axe central ou à proximité de la rue Foch ; la réaffectation potentielle de ces locaux est à prendre en compte pour la réussite de l'opération mais aussi pour son acceptation. La destination de ces locaux est de la responsabilité des propriétaires privés mais il est souhaitable de les accompagner dans cette démarche s'ils le souhaitent. Les locaux professionnels vacants pourraient être transformés en logements locatifs pour pallier le manque identifié à ce niveau. Dans le cadre de la nouvelle OPAH, il s'agira donc d'inciter les propriétaires à créer des logements locatifs.

En termes de **mobilité**, la commune devra veiller à proposer l'offre de transports la plus complète possible en s'appuyant sur la nouvelle offre de transports urbains intercommunale, qui desservira la commune. En outre, il s'agira de favoriser les déplacements doux et les modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, covoiturage, vélo etc.) en développant les aménagements adaptés.

Enfin, la commune de Juillan souhaite poursuivre son engagement en faveur de la **transition énergétique et écologique**. Elle s'appuiera pour cela sur les outils mis en place à l'échelle intercommunale (PCAET notamment).

L'ensemble de cette stratégie de développement, portée par la commune de Juillan, est en lien fort avec la **stratégie de développement économique impulsée par la CA TLP**, qui vise à accroître l'attractivité de la zone aéroportuaire et du territoire.

Le Parc d'activités Pyrène / Pyrénia, situé en partie sur la commune de Juillan, fait l'objet d'une stratégie de développement de la **ZAC Pyrenia** (Zone d'Aménagement Concerté) qui se voit confortée par le récent **Contrat Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes**, signé le 15 juillet 2019, entre la CA TLP, le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn, les Communautés de Communes du Pays de Nay et de la Haute Bigorre, l'Etat, les Régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine ainsi qu'un ensemble de partenaires publics et privés. Ce contrat porte une ambition forte de développement industriel et économique sur ce territoire élargi.

En outre, une étude urbanistique et paysagère a été lancée par l'agglomération sur cette zone afin de répondre aux enjeux de transition énergétique et pour qualifier en termes d'urbanisme la zone d'activité. Un projet de cheminement doux (cycliste et piéton) sera étudié sur la zone d'activités Pyrène Aéro-Pôle Tertiaire en tenant compte des perspectives d'évolution du site et des enjeux de mobilité durable.

En termes de projets à court et moyens termes, sont notamment prévus l'implantation du projet Universciel et la création d'un espace de co-working sur ce secteur.

Une démarche de coordination des tiers lieux est mise en œuvre par la CA TLP sur son territoire afin de favoriser les complémentarités entre les différents espaces envisagés.

Le projet Universciel est un espace qui a pour ambition d'accueillir autour d'un thème transversal, la réalité virtuelle, à la fois le grand public pour la connaissance du ciel et de l'espace, mais également les professionnels pour le développement d'un savoir-faire industriel lié à l'aéronautique l'aérospatial, et la création d'un espace qui leur sera dédié.

Article 4 : Le Projet de développement et de valorisation

Les enjeux principaux pour la ville de Juillan sont :

- Renforcer la centralité de Juillan au cœur de l'Agglomération
- Favoriser l'attractivité de la commune en requalifiant largement les espaces publics du centre bourg, en développant les liaisons entre quartiers et en favorisant les déplacements doux
- Restructurer l'offre commerciale et favoriser l'attractivité du commerce de centre bourg
- Enrayer le vieillissement prévisible de la population en favorisant le renouvellement de la population via l'augmentation de l'offre en logements locatifs
- Développer l'offre de services et d'équipements, pour l'adapter à la croissance démographique et au potentiel accroissement de la fréquentation touristique sur la commune

L'objectif du Projet de Développement et de valorisation de la commune est donc de renforcer la centralité de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé.

Ce projet de développement se décline en **trois axes** :

Axe 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services

Afin de renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg et de rééquilibrer l'offre commerciale actuellement concentrée le long de la route départementale D921A, la commune créera un bâtiment à vocation commerciale, place de l'église qui regroupera : la Poste, le Tabac, les salons de coiffure, l'Auto-Ecole, la boulangerie-snack. Est également prévu un local supplémentaire pour pouvoir accueillir un point de vente de produits locaux.

En outre, afin d'animer le centre-ville, il est envisagé d'organiser un marché de plein vent bimensuel. Ce marché pendra tout son sens s'il apporte un plus à l'offre sédentaire. Ainsi, il serait préférable de lui donner une connotation circuit court et qualitative, et de compléter l'offre par des activités peu présentes sur la commune : produits exotiques, poissonnerie, produits alimentaires artisanaux élaborés...

L'offre commerciale devra par ailleurs être adaptée au potentiel développement du tourisme sur la commune dans le cadre de l'implantation d'Universciel (restauration, hébergement).

En termes de services, Juillan renforcera son rôle de centralité sur le canton en accueillant une Maison France Service et un Tiers Lieu. Ces services seront implantés dans le même bâtiment en centre-bourg. La commune s'attachera à compléter l'offre en équipements culturels et sportifs (espace associatif mutualisé, salle de spectacle, stade accessible).

Axe 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux

Afin de créer des interactions entre quartiers et favoriser des modes de déplacement doux, la commune mettra en œuvre un plan de liaison entre ses 3 quartiers. Il s'agira de cheminements piétonniers accessibles au PMR ainsi que de voies cyclables.

La création de ces liaisons douces sera à articuler avec le schéma des itinéraires cyclables qui sera mis en œuvre par la CA TLP, pour assurer les continuités.

La création d'une infrastructure permettant le franchissement de la route de Lourdes entre le centre bourg et le quartier Bellevue sera étudiée.

Par ailleurs, des aménagements seront réalisés pour favoriser l'échange et les rencontres. Plusieurs zones de rencontres seront aménagées dans les différents quartiers et une halle couverte sera construite sur la place du Corps Franc Pomiès et aura vocation à accueillir des animations et manifestations associatives ainsi que des commerces ambulants. Une réflexion sera menée pour compléter l'offre en espace de jeux ou de loisirs.

Axe 3 : Requalification de l'espace public du centre du village.

Afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi répondre aux attentes de la population croissante, la commune réalisera d'importants travaux de réaménagement de l'espace public en vue de le requalifier.

Ils concerneront l'axe central du cœur de bourg (rue Foch) et seront réalisées en 3 tranches :

- la 1ère tranche portant sur l'aménagement de l'entrée ouest de la commune jusqu'à la place de la mairie/église et sur la requalification de la place de l'Eglise a été réalisée en 2018 ;
- La 2ème tranche portant sur l'aménagement de la section entre la place de la mairie/église et la place de La Pujolle et sur la requalification place de La Pujolle est réalisée en 2019 ;
- La 3ème tranche portant sur la requalification de la Place du Corps Franc Pomiès (place de la Poste) sera réalisée en 2020.

Les travaux concerneront la reprise de la voirie, la sécurisation des cheminements et leur mise en accessibilité PMR, et la création de stationnements. Ils porteront également sur un ensemble d'aménagements paysagers avec le réaménagement des trois places. Des aménagements seront également prévus pour favoriser les circulations cyclables.

Par ailleurs, une attention particulière sera portée sur la mise en place d'une signalétique renouvelée favorisant la fréquentation du centre-bourg. Celle-ci pourra être complétée dans un second temps par une technologie numérique.

Enfin, une mise en valeur du patrimoine sera envisagée, notamment avec l'engagement dans une démarche d'obtention de la labellisation « architecture contemporaine remarquable » pour le bâtiment Edmond Lay (ancienne mairie). En complément, un projet de valorisation du petit patrimoine bâti pourra être envisagé. Ces valorisations seront mises en lien avec le projet de « Parcours d'Architecture » porté par la CA TLP et visant à valoriser le patrimoine bâti du XXème siècle du territoire.

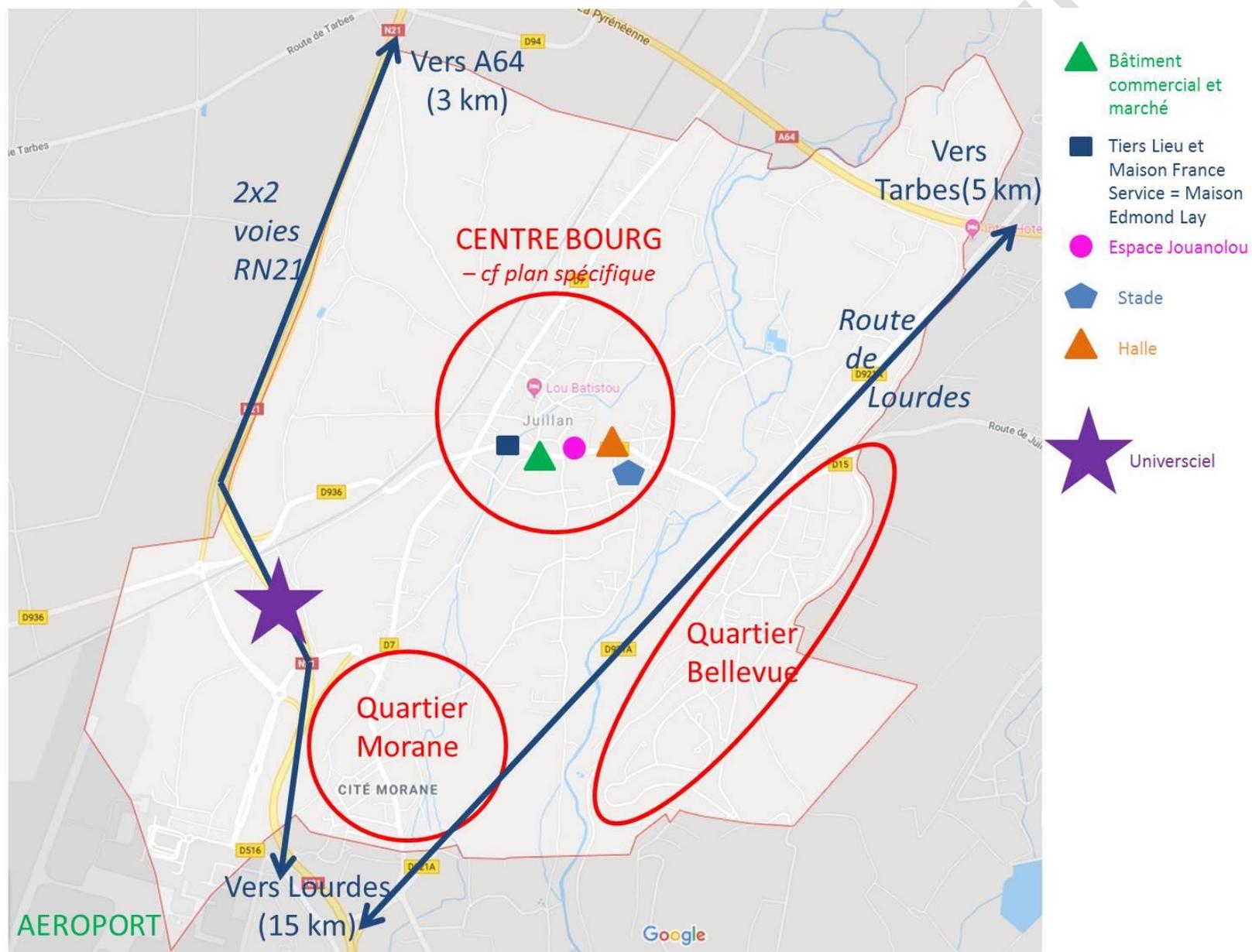
En effet, dans le cadre d'une volonté d'amélioration de la connaissance et de la valorisation du patrimoine bâti moderne et contemporain la Communauté d'Agglomération, a décidé de mettre en scène et en valeur pour tous et pour chacun la diversité et la richesse de l'architecture de son territoire. Ainsi après identification des sites remarquables, des parcours de visites seront créés. Ils seront accessibles grâce à une signalétique et des panneaux de médiation dotés de flash-codes ainsi que l'édition d'un guide de balades urbaines. Ce dispositif de médiation aura pour finalité de mettre en tourisme la richesse de ce territoire et d'offrir au plus grand nombre de visiteurs et habitants du territoire un accès privilégié et de qualité à un patrimoine encore méconnu.

Ce projet de développement et de valorisation se traduit dans le tableau suivant.

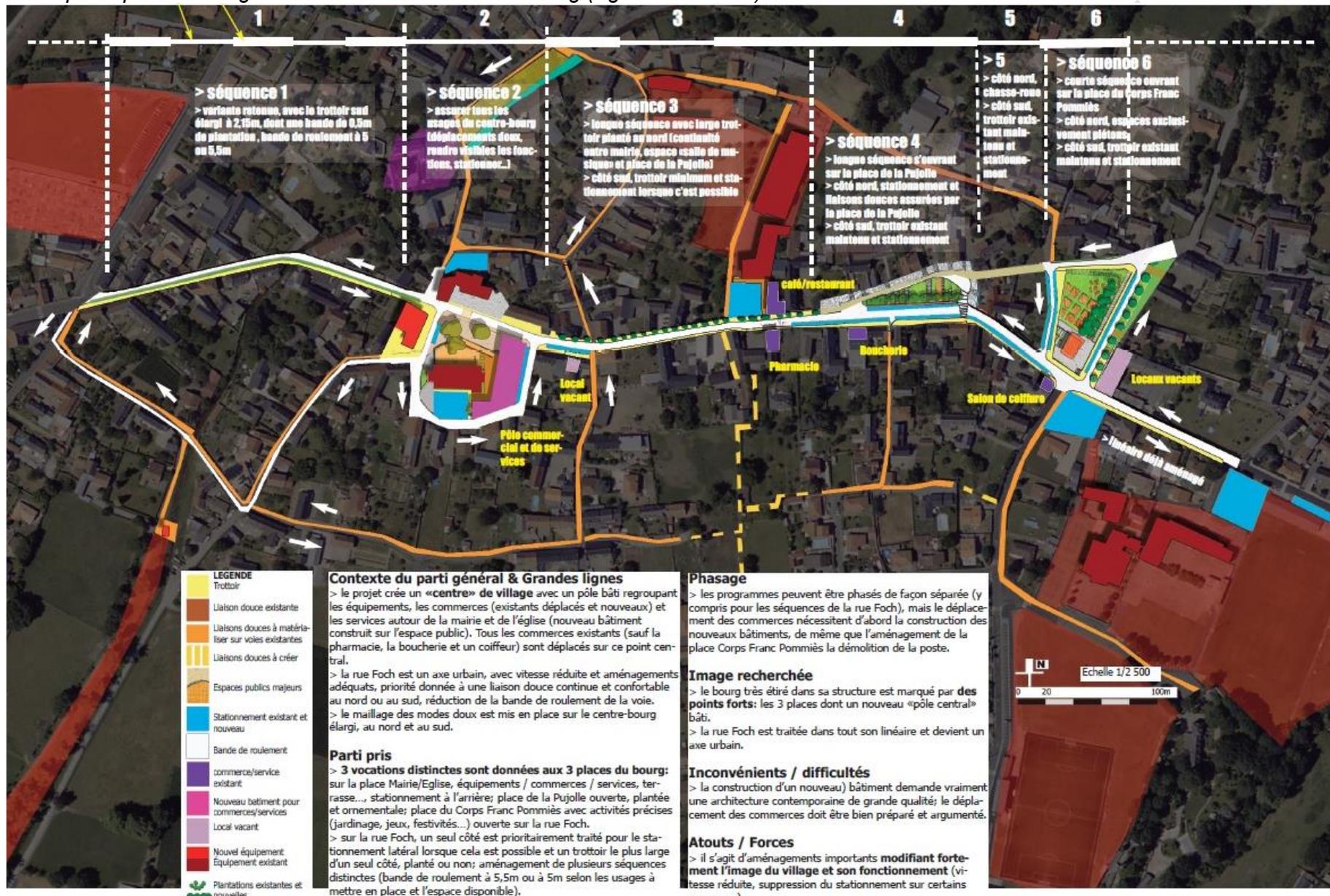
| LE PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DU BOURG CENTRE DE JUILLAN | | Court terme | Moyen terme | Long terme |
|---|---|-------------|-------------|------------|
| | | (2019-2021) | | |
| AXE STRATEGIQUE 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services | | | | |
| ACTION 1.1 Renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg | <i>Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale</i> | | | |
| | <i>Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur le développement de services de restauration en centre-bourg</i> | | | |
| ACTION 1.2 Garantir l'accès aux services de base | <i>Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu"</i> | | | |
| | <i>Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur l'implantation d'une Maison "France Service" (en lien avec le tiers lieu)</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur la création d'une salle de spectacle</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur la rénovation du stade (création d'une tribune accessible PMR + changement du stabilisé)</i> | | | |
| | <i>Poursuite de la démarche d'amélioration énergétique des bâtiments communaux (école maternelle; photovoltaïque)</i> | | | |
| AXE STRATEGIQUE 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux | | | | |
| ACTION 2.1 Créer des liaisons douces entre quartiers | <i>Projet 2.1.1: création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur les continuités cyclables entre le centre bourg et le réseau cyclable de la CA TLP / projet de vélo route</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur la création d'une passerelle ou passage souterrain reliant le centre bourg à Bellevue</i> | | | |
| Action 2.2 Amenager l'espace afin de favoriser le lien social | <i>Projet 2.2.1: création de zones de rencontre</i> | | | |
| | <i>Projet 2.2.2 : création d'une halle</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur l'aménagement de zones de jeu / espaces de loisirs / parcours santé</i> | | | |

| AXE STRATEGIQUE 3 : Requalification de l'espace public du centre du village | | | | |
|---|---|--|--|--|
| ACTION 3.1: Sécuriser et rendre accessibles les circulations en centre bourg | <i>Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1</i> | | | |
| | <i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2</i> | | | |
| | <i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3</i> | | | |
| ACTION 3.2: Améliorer la signalétique du centre bourg | <i>Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur l'implantation de bornes d'information numériques interactives</i> | | | |
| ACTION 3.3: Mettre en valeur le patrimoine | <i>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</i> | | | |
| | <i>Réflexion sur la valorisation du petit patrimoine bâti (lavoirs, passerelle Edmond Lay)</i> | | | |

SPATIALISATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DU BOURG -CENTRE DE JUILLAN



Plan spécifique d'aménagement d'ensemble du centre bourg (Agence Turbines)



Article 5 : Le Programme Opérationnel pluriannuel 2018/2019 - 2021

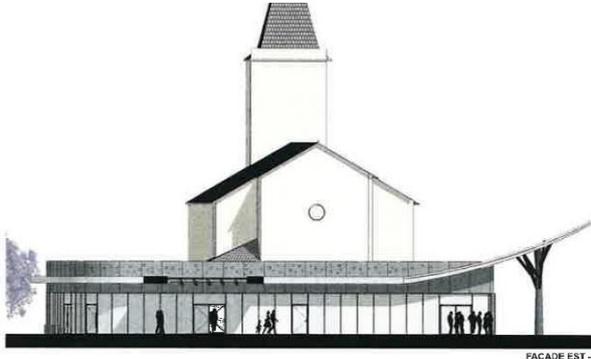
Le Programme Opérationnel Pluriannuel d'Actions présenté ci-après, a vocation à s'inscrire dans le cadre du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Il se déclinera en programmes annuels qui feront l'objet d'un examen par les instances de concertation et de programmation prévus au titre du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

| LE PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DU BOURG CENTRE DE JUILLAN | | Mise en œuvre | | |
|---|---|---------------|------|------|
| | | 2018-19 | 2020 | 2021 |
| AXE STRATEGIQUE 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services | | | | |
| ACTION 1.1 Renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg | <i>Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale</i> | | | |
| | <i>Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent</i> | | | |
| ACTION 1.2 Garantir l'accès aux services de base | <i>Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu"</i> | | | |
| | <i>Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé</i> | | | |
| AXE STRATEGIQUE 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux | | | | |
| ACTION 2.1 Créer des liaisons douces entre quartiers | <i>Projet 2.1.1: création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane</i> | | | |
| Action 2.2 Aménager l'espace afin de favoriser le lien social | <i>Projet 2.2.1: création de zones de rencontre</i> | | | |
| | <i>Projet 2.2.2 : création d'une halle</i> | | | |

| AXE STRATEGIQUE 3 : Requalification de l'espace public du centre du village | | | | |
|---|---|--|--|--|
| ACTION 3.1: Sécuriser et rendre accessibles les circulations en centre bourg | <i>Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1</i> | | | |
| | <i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2</i> | | | |
| | <i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3</i> | | | |
| ACTION 3.2: Améliorer la signalétique du centre bourg | <i>Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information</i> | | | |
| ACTION 3.3: Mettre en valeur le patrimoine | <i>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</i> | | | |

Ce programme est détaillé dans les fiches action suivantes. Les projets présentés dans ces fiches sont des projets prévisionnels présentés à titre indicatif ; leur financement par les partenaires cosignataires du présent contrat sera proposé dans le cadre des programmations annuelles des contrats territoriaux et sera conditionné par l'existence de dispositifs appropriés chez l'un ou plusieurs des cosignataires.

| | |
|---|---|
| Axe 1 | Fiche action 1.1 |
| RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES | RENFORCER L'ATTRACTIVITE COMMERCIALE DU CENTRE BOURG |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| <p>Confrontée à la nécessité de créer des interactions entre les quartiers et d'anticiper les mutations économiques, sociales et environnementales à venir, la commune de Juillan a décidé le lancement d'une opération sur ce qui constitue son véritable cœur de village. Il s'agira prioritairement de recréer des fonctions urbaines au centre bourg (commerciales, sociales, ...) favorisant notamment un rééquilibrage de l'activité (commerciale et services) au profit du cœur de bourg.</p> | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>Cette fiche action vise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la centralité et les fonctions urbaines du centre bourg de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé. - fixer la population sur la commune située au cœur de la nouvelle agglomération et ainsi limiter l'accroissement des déplacements. | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale | |
| <p>Descriptif : Cette opération consiste en la construction de 2 bâtiments à vocation commerciale et de services au centre bourg formant une « allée marchande » composée de :</p> <p>Bâtiment 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une boulangerie - une boutique - une auto-école - une toilette publique automatique <p>Bâtiment 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un salon de coiffure - un bureau de tabac - une poste avec un DAB <p>Une concertation avec les commerçants pour savoir qui a pour projet de s'installer dans ce nouveau quartier a été mise en œuvre en amont.</p> | |
| <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 1 097 407 €</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2019</p> <p><input type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> | |
|  <p style="text-align: right; font-size: small;">FACADE EST - 1</p> | |

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Etat, commerçants, CA TLP

Partenariat financier : Etat

Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent

Descriptif : En sus des projets bâtis et commerces sédentaires, la place de l'église sera animée également par un marché de plein vent (rythme souhaitable 2 fois/mois). Celui-ci devrait être instauré avant les travaux de façon à créer une attraction vers ce lieu et ainsi commencer à lui donner une vocation commerciale.

Ce marché pourrait réunir dans un premier temps des producteurs locaux : maraichage, fruits, des commerçants non sédentaires locaux et la personne déjà présente commercialisant des produits exotiques. Un food-truck proposant des aliments qualitatifs ou apportant une offre différente pourrait compléter l'offre.

Un contact, en partenariat avec la chambre d'agriculture, auprès de producteurs qui souhaitent développer la vente directe pourrait être pris de façon à évaluer la faisabilité de ce projet et d'en fixer le concept. Suite à ces premiers contacts, des appels à participation vers des activités non sédentaires ciblées pourront être lancés.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : à définir (frais salariaux agent d'animation)

Calendrier prévisionnel :

2018

2019

2020

2021

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CCI, CMA

Partenariat financier : Etat, Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

| | |
|---|--|
| Axe 1 | Fiche action 1.2 |
| RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES | GARANTIR L'ACCES AUX SERVICES DE BASE |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| <p>La population de Juillan connaît une croissance constante depuis plus de 10 ans. Cette évolution démographique implique l'apparition de nouveaux besoins en termes de services de base, de vie sociale et de développement économique. La commune est donc confrontée à un enjeu de maintien de son attractivité notamment envers les familles et les jeunes actifs.</p> <p>Il s'agit également d'anticiper les nouveaux besoins émanant notamment des séniors et liés à la dématérialisation croissante des services publics (formalités administratives...). Il y a donc inévitablement un enjeu d'inclusion numérique auquel la commune devra répondre via la mise en place d'un équipement adapté.</p> | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>Cette fiche action visera à favoriser le maintien de la population sur la commune en permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement de l'activité économique sur la commune - Le développement d'activités attractives pour les familles | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu" | |
| <p>Descriptif : Dans le cadre du projet d'agglomération et afin de donner les outils nécessaires au développement d'activités économiques sur notre territoire, la CA TLP a lancé une étude de faisabilité à propos des tiers-lieux à l'échelle du territoire. Dans ce cadre, l'implantation d'un tiers-lieu sur la commune de Juillan sera envisagée, en centre-bourg. Celui-ci serait associé à la « <i>Maison France Service</i> », si une implantation est confirmée sur la commune.</p> <p>Ce projet est en lien avec la fiche action 3.3.1 car concerne le même bâtiment.</p> | |
| <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif :</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> |  |
| <p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique : CA TLP, habitants, Initiatives Pyrénées, CD65 (DSD)</p> <p>Partenariat financier : Etat, Région (dispositif Tiers Lieux), Département, CA TLP, LEADER</p> | |

Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé

Descriptif : L'espace Jouanolou, situé en centre bourg, héberge une salle polyvalente, un mur d'escalade ainsi qu'une salle multiactivités récemment réhabilitée. Il dispose d'une centaine de places de stationnement créées dans le cadre du projet de requalification du centre bourg.

Ce projet concerne la réhabilitation de la Maison BIDAU, qui est intégrée à cet espace, en vue d'y aménager un espace associatif mutualisé proposant notamment des salles de réunion.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 30 000€ (estimatif)

Calendrier prévisionnel :

2018

2019

2020

2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Associations

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces associatifs/mutualisés), Département, CA TLP

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

| | |
|--|--|
| Axe 2 | Fiche action 2.1 |
| CREATION D'INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE POUR CREER DU LIEN SOCIAL ET DEVELOPPER LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX | CREER DES LIAISONS DOUCES ENTRE QUARTIERS |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| <p>La commune de Juillan est morcelée en trois quartiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le centre bourg - Le quartier Morane - Le quartier Bellevue <p>Cette structuration limite les possibilités de déplacements doux et les échanges entre ces quartiers.</p> | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>Cette fiche action visera permettre la création d'interactions entre ces quartiers en développant les liaisons douces entre ces trois secteurs, en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser les modes actifs de déplacements - favoriser la mixité sociale - redynamiser le centre du village <p>Ces liaisons douces seront implantées selon le plan d'aménagement défini dans l'étude urbaine et paysagère réalisée en 2015.</p> | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| <p>Projet 2.1.1: Création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane</p> <p>Descriptif : Ce projet concerne le développement de liaisons douces entre les différents quartiers (Bellevue, Morane) via la création de continuités piétonnes et cyclables. L'ensemble de ces cheminements seront accessibles aux PMR. Ils concerneront les axes suivants : Rue Foch ; Route de Louey ; Quartier Bellevue ; quartier Morane Concernant les voies cyclables, il s'agit de créer un ensemble d'itinéraires en centre bourg et reliant les trois quartiers de Juillan. Ces voies cyclables seront aménagées sur des voies existantes sur lesquelles la priorité sera donnée aux cyclistes, en cohérence avec le schéma des itinéraires cyclables qui sera élaboré à l'échelle de la CA TLP.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 500 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2018</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2019</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2020</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2021</p> | |

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CA TLP, CAUE, CD65 (DRt)

Partenariat financier : Etat, Département, Région (dispositif « espaces publics » ou « équipements structurants »), CA TLP, ADEME

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

document de travail

| | |
|---|---|
| Axe 2 | Fiche action 2.2 |
| CREATION D'INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE POUR CREER DU LIEN SOCIAL ET DEVELOPPER LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX | AMENAGER L'ESPACE AFIN DE FAVORISER LE LIEN SOCIAL |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| L'aménagement de la commune de Juillan, de par sa structuration morcelée et l'historique de l'évolution de chacun de ses quartiers, ne favorise pas les échanges et la mixité sociale. Une carence d'espaces favorisant la rencontre peut être identifiée. | |
| Objectifs stratégiques | |
| La commune de Juillan se doit d'offrir un cadre de vie de qualité à ses habitants. C'est un atout fondamental pour le développement local. Ainsi, la valorisation des espaces publics est une nécessité vitale pour l'attractivité de notre commune. Il s'agit de favoriser les rencontres, l'échange, la convivialité, mêlant toutes catégories sociales et intergénérationnelles. | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| Projet 2.2.1: Création de zones de rencontre | |
| Descriptif : | |
| Ce projet vise à créer des zones favorisant la rencontre et l'échange. Pour cela, il visera l'aménagement d'espaces confortables, agréables, et accessibles à tous. Il s'agit d'aménager des espaces adaptés à tous, afin de favoriser la vie de quartier. Ceci implique une attention particulière à la sécurité, en créant des espaces dédiés aux piétons et d'autres aux stationnements de véhicules | |
| Ce projet concernera : | |
| <ul style="list-style-type: none"> - l'espace vert de l'ancienne école quartier Morane par l'aménagement de table de pique-nique et barbecue, tout en améliorant l'accès et la sécurité - le Juncassa, afin d'en faire un lieu de promenade, agréable à vivre et facile d'accès, avec des stationnements supplémentaires pour véhicules - poursuivre l'attractivité de l'aire de jeux de Bellevue, en aménageant tables de pique-nique, barbecue et stationnement de véhicules supplémentaires | |
| Maître d'ouvrage : Commune de Juillan | |
| Coût estimatif : 124 852 € | |
| Calendrier prévisionnel : | |
| <input checked="" type="checkbox"/> 2018 <input type="checkbox"/> 2019 <input type="checkbox"/> 2020 <input type="checkbox"/> 2021 | |
| Partenaires potentiellement concernés : | |
| Partenariat technique : | |
| Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département | |

Projet 2.2.2 : création d'une halle

Descriptif : Place du Corps Franc Pommiers, est prévue la destruction de l'actuel bâtiment de la Poste (qui sera relocalisée dans le bâtiment commercial place de l'église). La commune prévoit sur ce secteur un ensemble d'aménagements publics majeurs, incluant la création d'une Halle, en vue d'accueillir différentes animations et manifestations associatives ainsi que des commerces ambulants. Des sanitaires publics y seront aménagés. Cette zone marquera l'entrée est du centre bourg et sera matérialisée par un rond point et sécurisée.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 600 000€ (à définir)

Calendrier prévisionnel :

2018

2019

2020

2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Associations, CCI, CA TLP

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »/ « équipements structurants »), Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

| | |
|--|--|
| Axe 3 | Fiche action 3.1 |
| REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE | SECURISER ET RENDRE ACCESSIBLES LES CIRCULATIONS EN CENTRE BOURG |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| <p>Confrontée à la nécessité de créer des interactions entre les quartiers, la commune de Juillan a décidé le lancement d'une réflexion générale sur ce qui constitue son véritable cœur de village.</p> <p>Cette opération globale inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un plan de liaison des quartiers favorisant des modes de déplacement doux respectueux de l'environnement (vélos, piétons) - un projet de requalification de l'espace public et de dynamisation commerciale du centre du village | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>L'objectif recherché est de renforcer la centralité de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé.</p> <p>Une étude urbaine et paysagère a été réalisée en 2015 permettant de poser un diagnostic sur le tissu commercial existant et proposer un plan d'actions relatif à la requalification du centre actuel du village.</p> <p>Le projet vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement de l'attractivité commerciale de ce secteur - L'amélioration de la signalisation, sécurisation des cheminements et stationnements - l'accessibilité PMR et la mise en valeur du patrimoine | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1 | |
| <p>Descriptif : La 1^{ère} tranche de ce projet porte sur l'aménagement de l'entrée ouest de la commune jusqu'à la place de la mairie/église et sur la requalification de la place de l'Eglise.</p> | |
| <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 2 000 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> |  |
| <p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique :</p> <p>Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département</p> | |

Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2

Descriptif : La 2^{ème} tranche de ce projet porte sur l'aménagement de la section entre la place de la mairie/église et la place de La Pujolle et sur la requalification place de La Pujolle.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 703 090€

Calendrier prévisionnel :

- 2018
- 2019
- 2020
- 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique :

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département

Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3

Descriptif :

La 3^{ème} tranche de ce projet porte sur la requalification de la Place du Corps Franc Pommiès (place de la Poste).

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 1 200 000€

Calendrier prévisionnel :

- 2018
- 2019
- 2020
- 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CD65 (DRT)

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

| | |
|--|--|
| Axe 3 | Fiche action 3.2 |
| REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE | AMELIORER LA SIGNALÉTIQUE DU CENTRE BOURG |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| Le projet de requalification du centre bourg impliquera un renouveau en termes d'aménagements publics et de localisation des services et commerces. Le projet global devra être accompagné d'une signalétique directionnelle et d'information. | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>Cette fiche action visera, grâce à la mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information sur la commune à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faciliter les déplacements de la population - favoriser le fonctionnement des commerces locaux - recréer des habitudes de consommation locale | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information | |
| <p>Descriptif : Ce projet visera à mettre en place une signalétique complète directionnelle et d'information relatives aux commerces et services implantés sur la commune et en centre bourg.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 15 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> <p>Partenaires potentiellement concernés : Partenariat technique : CA TLP, CD65 (DRT) Partenariat financier : Etat, Département (sous réserve)</p> | |
| ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION | |
| | |

| | |
|---|---------------------------------------|
| Axe 3 | Fiche action 3.3 |
| REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE | METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE |
| PRESENTATION DE L'ACTION | |
| Contexte | |
| <p>La commune de Juillan est située en zone périurbaine, au cœur de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Elle sera concernée par la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique et culturelle intercommunale, qui inclura notamment la mise en valeur du patrimoine architectural du XXème siècle.</p> <p>Par ailleurs, la CA TLP porte une démarche de création d'un Parcours d'Architecture pour valoriser le patrimoine bâti du XXème siècle.</p> | |
| Objectifs stratégiques | |
| <p>Il s'agira de favoriser la mise en valeur du patrimoine existant sur la commune de Juillan dans le cadre d'une démarche « architecture contemporaine remarquable » et du Parcours d'Architecture de la CA TLP.</p> | |
| DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES | |
| <p>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</p> <p>Descriptif : Le bâtiment de l'ancienne mairie de Juillan a été construit par l'architecte Edmond Lay. Le projet visera à mettre en valeur ce bâtiment dans le cadre de la labellisation architecture contemporaine remarquable". Ce bâtiment fera l'objet d'une réhabilitation intérieure afin d'accueillir un tiers lieu et la « <i>Maison France Service</i> ». Il ne sera aucunement modifié dans son aspect extérieur.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif :</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> | |
|  | |
| <p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique : DRAC, CAUE, CA TLP, CD65 (Directions Archives et Patrimoine et Culture), Région (Service Patrimoine)</p> <p>Partenariat financier :</p> | |
| ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION | |
| | |

Article 6 : Articulation et complémentarité du Projet de développement et de valorisation avec la stratégie de développement :

- du territoire communautaire de la CA TLP

La stratégie de développement et de valorisation de la commune de Juillan est pensée en **articulation avec celle de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**.

Dans le cadre de l'étude globale pour l'élaboration d'un PLUI/SCOT valant PLH, plan global de mobilité et RLPI, une attention très particulière est portée sur les actions de dynamisation des centres Villes, et notamment ceux situés sur l'axe stratégique Tarbes/Lourdes afin que l'ensemble s'inscrive dans la logique d'équilibre territorial.

En termes d'habitat cela doit permettre de créer un meilleur équilibre entre l'habitat urbain notamment de centre-ville et l'habitat périurbain. Dans ce cadre la dynamique enclenchée par la Commune de Juillan entre parfaitement dans les objectifs de densification de l'habitat en secteur périurbain, et ce d'autant plus que les zones d'activités économiques les plus stratégiques de l'agglomération sont à proximité immédiates.

Concernant la mobilité la définition d'un nouveau réseau est prévue à horizon 2020. Il intégrera la nécessité de relier le cœur de Ville objet du projet de la Commune à Tarbes, à Lourdes et aux zones d'activités environnantes. En outre, le plan global de déplacement travaillera sur les logiques de circulation douces.

- du territoire du PETR Cœur de Bigorre

La commune de Juillan est située sur le territoire du PETR Cœur de Bigorre. Son développement s'inscrit dans le cadre des différents outils contractuels mis en place à l'échelle du territoire de projet du PETR :

- un **contrat de ruralité** signé pour la période 2017-2021.

Ce contrat accompagne la mise en œuvre du projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il est articulé autour de 6 axes :

- Accès aux services et aux soins
- Revitalisation des bourgs centres, renforcement des centralités et soutien aux commerces de proximité
- Attractivité du territoire (économie, numérique, téléphonie mobile, tourisme, etc.)
- Transition Ecologique
- Mobilités
- Cohésion Sociale

- le **programme LEADER 2014-2020** « Plaines et Vallées de Bigorre ».

La priorité ciblée de ce programme est « innover et mutualiser pour un territoire dynamique et attractif ». Il est mis en œuvre à travers 6 fiches action :

- Fiche action n°1 : Soutenir l'économie de proximité et la valorisation des ressources locales
- Fiche-action n°2 : Soutenir des projets innovants et de qualité pour diversifier l'activité touristique et améliorer les conditions d'emploi des saisonniers
- Fiche-action n°3 : développer une offre culturelle riche et diversifiée et valoriser les richesses patrimoniales du territoire
- Fiche-action n°4 : Favoriser la mutualisation des moyens et la mise en réseau pour assurer des services de qualité et accessibles
- Fiche-action n°5 : Coopération
- Fiche-action n°6 : Ingénierie

Article 7 : Axes prioritaires et modalités d'intervention de la Région

La Région mobilisera ses dispositifs d'intervention en faveur de la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation du Bourg Centre de Juillan et ce, notamment dans les domaines suivants :

- développement économique,
- qualification du cadre de vie,

- valorisation des façades,
- habitat (dont éco-chèques),
- équipements de services à la population,
- qualification de l'offre touristique,
- valorisation du patrimoine,
- équipements culturels,
- équipements sportifs,
- mise en accessibilité des bâtiments publics,
- transition énergétique (rénovation énergétique des bâtiments publics, ...)
- projets ne s'inscrivant pas dans les dispositifs sectoriels existants mais présentant une réelle valeur ajoutée pour le Projet de développement et la valorisation du Bourg Centre,
- Etudes rendues indispensables pour approfondir et sécuriser la viabilité technique et économique d'opérations structurantes.

Dans ce cadre, les projets relevant du présent contrat cadre seront examinés dans le respect des dispositifs et taux d'intervention en vigueur à la date du dépôt des dossiers correspondants.

Le programme opérationnel pluriannuel relevant du présent contrat présenté par la Commune de Juillan et la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, a vocation à s'inscrire dans le cadre du Contrat de développement territorial de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour la période 2018/2019 - 2021.

Il se déclinera en programmes annuels qui feront l'objet d'un examen par les instances de concertation et de programmation prévus au titre du Contrat de développement territorial de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Article 8 : Axes prioritaires et modalités d'intervention du Département des Hautes-Pyrénées

Le Conseil Départemental mobilisera, en faveur de la mise en œuvre du projet de développement et de valorisation du bourg-centre de Juillan, ses crédits sectoriels ou ses crédits spécifiquement dédiés aux politiques territoriales. Dans ce cadre, les projets relevant de la présente convention seront examinés dans le respect de ses dispositifs d'intervention en vigueur, des dates de dépôt des dossiers correspondants et dans la limite des engagements inscrits à son budget annuel.

Article 9 : Modalités d'intervention et contributions de la Communauté de Communes / d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées intervient au titre d'un fonds d'aide aux communes de moins de 5 000 habitants pour les travaux d'investissement et d'équipements supérieurs à 5 000 € et prioritairement sur :

- les équipements structurants concourant à la dynamique de vitalisation de la commune y compris équipements numériques et équipements pouvant avoir un caractère supra communal,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine communal,
- la valorisation et la réhabilitation des bâtiments communaux et des cœurs de villages,
- l'aménagement de circulations douces (voies cyclables et piétonnières).

Elle intervient également par l'attribution de fonds de concours aux communes qui sont maîtres d'ouvrage de travaux de mise en accessibilité des points d'arrêt de bus prioritaires, dans la limite d'un plafond correspondant à 50% du coût HT des travaux prévus par le SDA-ADAP.

Dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie 2018-2021, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées intervient en complément des crédits Régionaux pour les projets communaux relatifs aux infrastructures culturelles, touristiques, patrimoniales, sportives et aux projets de reconquête de qualification urbaine.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'est engagée en faveur du développement économique, de l'emploi, de l'innovation et de l'attractivité, pour cela elle a mis en place un fonds d'intervention communautaire économique qui se traduit par les dispositifs d'aides suivants :

- Aide à l'immobilier d'entreprises artisanales et industrielles,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité en milieu rural,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité dans les bourg-centre,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité dans les centres villes
- Appel à projet annuel pour le soutien des entreprises de structuration et de transformation de la filière agricole et agro-alimentaire,
- Appel à projet annuel pour le soutien des entreprises de l'économie sociale et solidaire,
- Dispositif d'aides à destination des start-up,
- Soutien à l'évènementiel à rayonnement régional, national et international
- Soutien aux allocations de recherches doctorales

Article 10 : Contributions et modalités d'intervention du PETR Cœur de Bigorre

La commune de Juillan est située sur le territoire du PETR Cœur de Bigorre. Elle bénéficie ainsi des outils contractuels gérées par le PETR (contrat de ruralité et programme LEADER 2014-2020 « Plaines et Vallées de Bigorre »).

Le PETR Cœur de Bigorre mobilisera son ingénierie dédiée à l'animation des politiques contractuelles sur son périmètre pour favoriser l'élaboration du contrat et sa mise en œuvre. Un accompagnement au montage des dossiers sera notamment assuré.

Article 12 : Gouvernance

Un Comité de Pilotage « Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » est créé. Il est constitué des signataires du présent contrat :

- la Région Occitanie
- la Commune de Juillan
- la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- le Département des Hautes-Pyrénées
- le PETR Cœur de Bigorre

Ce Comité de Pilotage associera également les partenaires souhaitant contribuer à la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation de la Commune de Juillan

- les services de l'Etat (Préfecture, DDT)
- CAUE
- Consulaires

L'organisation et le secrétariat permanent de cette instance de concertation sont assurés par la / les communes de Juillan.

Il a pour mission :

- de suivre attentivement l'état d'avancement des actions dont les plans de financement seront présentés dans le cadre des Programmes Opérationnels annuels du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- de mobiliser les compétences requises pour la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation,
- de s'assurer de la bonne appropriation des actions engagées par la population et les acteurs socio-économiques locaux concernés.

Article 13 : Durée

Le présent contrat cadre est conclu pour une première période débutant à la date de sa signature et se terminant au 31 décembre 2021.

Fait à XXXXXXXXXXXX le XXXXXX

**La Présidente du Conseil Régional
Occitanie**

**Le Président du Conseil Départemental des
Hautes-Pyrénées**

Carole DELGA

Michel PELIEU

Le Maire de Juillan

**Le Président de la
Communauté
d'Agglomération Tarbes-
Lourdes-Pyrénées**

**Le Président du PETR Cœur
de Bigorre**

Fabrice SAYOUS

Gérard TREMEGE

Jacques BRUNE

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

15 - CREATION DE L'ASSOCIATION DE PREFIGURATION DE L'AGENCE DES PYRENEES ADHÉSION DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES ET DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise qu'à l'initiative de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, une réflexion a été engagée afin de réunir au sein d'une même structure interrégionale dédiée au développement des Pyrénées, les trois associations suivantes :

- l'Association de Développement des Pyrénées par la Formation (ADEPFO) ;
- le Comité Interrégional de Développement et d'Aménagement des Pyrénées (CIDAP) ;
- la Confédération Pyrénéenne du Tourisme (CPT).

La nouvelle entité prendrait le nom d' « Agence des Pyrénées ».

A ce jour, le Département est adhérent de la CPT et la Régie Hautes-Pyrénées Haut Débit du CIDAP.

La première réunion du comité de pilotage du 4 juin dernier a permis d'esquisser les futures missions de cette nouvelle structure en élargissant le champ d'activité au-delà de l'addition de celles aujourd'hui exercées.

4 missions fondatrices principales sont envisagées :

- le renforcement de la notoriété et de l'attractivité du massif des Pyrénées ;
- la valorisation du patrimoine environnemental pyrénéen ;
- l'accompagnement des projets de développement économique ;
- l'animation d'un réseau d'acteurs pyrénéen.

Afin de réunir au sein d'un même organisme différents acteurs issus des secteurs publics et privés désirant participer au montage de la future structure, il est proposé de créer une association de préfiguration de l'Agence des Pyrénées. Cette association, dont les projets de statuts figurent en annexe, sera créée en janvier 2020.

L'objet consistera à préfigurer l'Agence des Pyrénées ainsi qu'à préparer et à porter la phase de fusion absorption des 3 associations du réseau pyrénéen (ADEPFO, CIDAP, CPT).

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

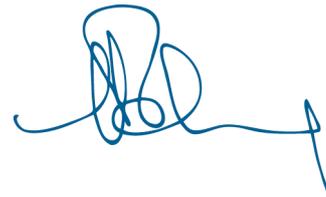
La Commission Permanente, après en avoir délibéré, Mme Pascale Péraldi n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

Article 1^{er} - d'approuver, conformément au projet joint à la présente délibération, les statuts de l'Association de Préfiguration de l'Agence des Pyrénées ;

Article 2 - de désigner M. Jacques Brune et Mme Beyrié pour représenter le Département des Hautes-Pyrénées au sein de l'Assemblée Générale de l'Association de Préfiguration de l'Agence des Pyrénées.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

PROJET DE STATUTS DE L'ASSOCIATION DE PREFIGURATION DE L'AGENCE DES PYRENEES

PREAMBULE

Le développement économique et l'aménagement du massif des Pyrénées demeurent des enjeux majeurs.

Dans une période de profondes mutations de l'action publique et de renouvellement des programmes européens, les Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie associées à leurs partenaires départementaux et à l'Etat, ont souhaité revoir la stratégie au profit de ce massif en adéquation avec les enjeux de la montagne de demain.

L'ambition commune des partenaires se déclinera par la création d'une nouvelle structure interrégionale dédiée au développement des Pyrénées, autour d'un projet pyrénéen repensé ayant quatre missions fondatrices principales :

- renforcement de la notoriété et de l'attractivité du massif des Pyrénées
- valorisation du patrimoine environnemental pyrénéen
- accompagnement des projets de développement économique
- animation d'un réseau d'acteurs pyrénéen.

Cette Agence travaillera notamment en complément avec le Commissariat à l'Aménagement, au Développement et à la protection du Massif des Pyrénées

Cette nouvelle structure réunira trois associations : l'Association de Développement des Pyrénées par la Formation (ADEPFO), le Comité Interrégional de Développement et d'Aménagement des Pyrénées (CIDAP) et la Confédération Pyrénéenne du Tourisme (CPT).

La première réunion du comité de pilotage du 04 juin 2019 a marqué une étape importante dans le processus de création de la future Agence des Pyrénées.

L'association de préfiguration est créée dans le but d'associer au sein d'un même organisme, différents acteurs issus des secteurs publics et privés, désirant participer à la création de la future Agence des Pyrénées, qui a vocation à recevoir de manière pérenne les subventions auparavant perçues par l'ADEPFO, le CIDAP et la CPT.

I. Constitution- Dénomination – Objet – Sièges – Durée

Art 1^{er} - Constitution

Il est constitué entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 01^{er} juillet 1901 modifiée et ses textes subséquents.

Art. 2 – Dénomination

L'association a pour dénomination : Association de Préfiguration de l'Agence des Pyrénées.

Art. 3 – Objet

L'association a pour objet de travailler à la définition des missions et contours de la future Agence des Pyrénées ainsi qu'à son objet, ses missions, sa gouvernance et sa déclinaison opérationnelle.

Elle aura également pour objet :

1. De préfigurer l'Agence des Pyrénées.

Dans cette perspective, l'association a pour mission d'entreprendre toutes démarches nécessaires à la création effective au plus tard le 1^{er} janvier 2021 de l'Agence des Pyrénées. A ce titre, l'association a notamment pour mission de poursuivre les discussions engagées en vue de l'adhésion des structures à l'Agence. Elle pourra également proposer l'adhésion de membres n'ayant pas été associé et trouvant un intérêt à adhérer à l'Agence.

2. De préparer et procéder à la fusion-absorption de l'ADEPFO, du CIDAP et de la CPT au cours de l'année 2020

L'association de préfiguration sera la structure juridique absorbante des 3 associations précitées et a ainsi vocation à devenir la future agence des Pyrénées. A ce titre, elle aura en charge l'animation et la sécurisation juridique du processus de fusion-absorption.

Art.4 – Sièges

Le siège de l'association est fixé à l'Hôtel de Région Occitanie- Site de Toulouse, 22 Boulevard du Maréchal Juin – 31 406 TOULOUSE CEDEX 9.

Il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à Saint-Gaudens, à la Maison de la Région. L'assemblée générale devra être informée de ce transfert lors de la session suivant cette décision.

A l'exception de ce cas, la décision de transfert constituera une modification statutaire qui devra être approuvée en assemblée générale extraordinaire.

Art.5 – Durée

Elle est constituée jusqu'à la création de l'Agence des Pyrénées.

II. Composition – Ressources

Art.6 – Composition

6.1 Membres

Sont membres de droit de l'association, les structures suivantes :

- la Région Nouvelle-Aquitaine,
- la Région Occitanie,
- le Conseil Départemental de l'Ariège,
- le Conseil Départemental de l'Aude,
- le Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,
- le Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques,
- le Conseil Départemental des Pyrénées Orientales,
- l'Association de Développement des Pyrénées par la Formation (ADEPFO),
- le Comité Interrégional de Développement et d'Aménagement des Pyrénées (CIDAP),
- la Confédération Pyrénéenne du Tourisme (CPT),
- L'association les Neiges Catalanes représentant les stations des Pyrénées Orientales
- La SAVASEM (ski Alpin Vallées d'AX Société Economique Mixte) représentant Les stations de l'Ariège
- le syndicat mixte de la Haute Garonne Montagne représentant les stations de la Haute Garonne
- la station de Peyragudes représentant les stations des Hautes-Pyrénées
- L'Etablissement Public des Stations de Haute Altitude représentant les stations des Pyrénées Atlantiques
- la société Altiservice
- la société N'PY
- Domaine Skiable de France
- L'Association Nordic France

6.2 Partenaires

Le Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET), représenté par le Commissaire à l'Aménagement au Développement et à la Protection des Pyrénées sera un des partenaires privilégiés dans la création de l'Agence des Pyrénées et sera à ce titre associé à l'ensemble des travaux.

D'autres personnalités qualifiées publiques et privées pourront également être associées aux travaux de l'association, comme par exemple, les Comité Régionaux du Tourisme Nouvelle Aquitaine et Occitanie, les Comités et Agences départementales de Tourisme, l'Agence de Développement de la Région Occitanie (AD'OCC), l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle Aquitaine (ADINA), des entreprises du Massif, les chambres consulaires régionales, les porteurs de la compétence numérique dans les départements (SYADEN, Hautes-Pyrénées Haut Débit, Haute-Garonne Numérique) etc...

Art.7- Adhésion- radiation des membres

7.1 Adhésion

L'adhésion des nouveaux membres est décidée par le Conseil d'administration.
Toute candidature doit être adressée par écrit au Président de l'association.

7.2 Radiation et perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association se perd par :

- Radiation prononcée par le conseil d'administration pour tout motif grave, l'intéressé ayant été préalablement invité à présenter sa défense. Le membre radié reste tenu des obligations qu'il a contractées jusqu'à leur entière exécution.
- Démission notifiée par lettre recommandée au Président de l'association, la perte de qualité de membre intervenant alors à l'expiration de l'année civile en cours. Le membre qui se retire reste tenu des obligations qu'il a contractées jusqu'à leur entière exécution.
- Décès pour les personnes physiques ou dissolution pour quelque cause que ce soit, de la personne morale membre.

Art.8-Ressources

Les ressources de l'association proviennent :

- des cotisations des membres,
- des subventions de toute nature, publiques et privées,
- du montant de toutes taxes affectées et de toutes recettes autorisées par la loi, dont les dons et legs,
- des participations des membres.

III. Administration et fonctionnement

Art.9 – Assemblée générale

9.1 Composition

L'Assemblée générale est composée de l'ensemble des membres de l'association représentés selon la répartition suivante :

- la Région Nouvelle-Aquitaine est représentée par 3 conseillers régionaux, désignés en assemblée délibérante.
- la Région Occitanie est représentée par 7 conseillers régionaux.
- le Conseil Départemental de l'Ariège est représenté par 2 conseillers départementaux
- le Conseil Départemental de l'Aude est représenté par 2 conseillers départementaux
- le Conseil Départemental de la Haute-Garonne est représenté par 2 conseillers départementaux,
- le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées est représenté par 2 conseillers départementaux,
- le Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques est représenté par 2 conseillers départementaux,
- le Conseil Départemental des Pyrénées Orientales est représenté par 2 conseillers départementaux,
- l'Association de Développement des Pyrénées par la Formation (ADEPFO), est représentée par son directeur et son président.
- Le Comité Interrégional de Développement et d'Aménagement des Pyrénées (CIDAP) est représenté par son directeur et son président.
- la Confédération Pyrénéenne du Tourisme (CPT), est représenté par son directeur et son président.

Siègeront également à l'Assemblée Générale

- Les stations des Pyrénées Orientales représentées par l'association Les Neiges Catalanes
- Les stations de l'Ariège représentées par la SAVASEM (ski Alpin Vallées d'AX Société Economique Mixte
- Les stations de la Haute Garonne représentées par le syndicat mixte de la Haute Garonne Montagne,
- Les stations des Hautes-Pyrénées représentées par la station de Peyragudes,
- Les stations des Pyrénées Atlantiques représentées par l'Etablissement Public des Stations de Haute Altitude
- un représentant de la société Altiservice
- un représentant de la société N'PY
- un représentant de Domaine Skiable de France

- un représentant régional de l'association Nordic France

Le Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET), représenté par le Commissaire à l'Aménagement, au Développement et à la Protection des Pyrénées, en tant que partenaire privilégié dans la création de l'Agence des Pyrénées sera invité à assister aux séances de l'Assemblée Générale.

Les représentants des stations de montagne des Pyrénées membres de l'association informeront leurs homologues de l'état d'avancement de la création de l'Agence des Pyrénées, qui regroupera en son sein l'ensemble des stations du massif Pyrénéen.

Chaque membre de droit dispose d'un nombre de voix délibératives égal au nombre de ses représentants.

Chaque membre informe le Président de l'association de l'identité de son ou ses représentant(s), désigné(s) en assemblée délibérante et des changements intervenants à ce propos,

9.2 Fonctionnement

Les membres de l'association sont réunis en assemblée générale au moins une fois par an. L'assemblée générale est convoquée par le Président ou à la demande d'un quart minimum du nombre total des membres de l'association. La convocation est adressée au plus tard 15 jours ouvrés avant la date retenue. En cas d'urgence manifeste, ce délai pourra être ramené à 8 jours ouvrés. Le projet de l'ordre du jour est annexé à la convocation.

La convocation est faite par lettre simple adressée à chaque membre ou par un moyen électronique de télécommunication.

Tout membre qui désirerait voir porter une question déterminée à l'ordre du jour doit en aviser le Président 5 jours ouvrés au moins avant la réunion.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres de l'association sont présents ou représentés. Le recensement des membres présents ou représentés prend en compte le nombre de sièges avec voix délibérative dont dispose chaque membre au regard des dispositions des articles 6.1 et 6.2.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum, les membres qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

Le vote par procuration est possible, dans la limite de deux procurations par membre.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale peut être à nouveau convoquée dans un délai de 8 jours ouvrés, sur le même ordre du jour. Elle délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Chaque séance fait l'objet d'un procès-verbal signé par le Président et le Secrétaire.

9.3 Attributions

L'assemblée générale réunie en formation ordinaire est compétente pour :

- l'expression de ses besoins dans le cadre du programme d'activité ;
- le vote du budget ;
- l'approbation des comptes de l'exercice écoulé après communication du rapport du commissaire aux comptes ;
- l'approbation du rapport annuel moral et financier de l'Association ;
- l'approbation du règlement intérieur proposé par le conseil d'administration ;

L'assemblée générale réunie en formation extraordinaire est compétente pour :

- la modification des statuts de l'association ;
- le transfert du siège social de l'association dans les conditions prévues par l'article 4 des présents statuts;
- la dissolution de l'association

Art.10- Conseil d'Administration

10.1 Composition

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de 22 membres élus en assemblée générale sur la base des représentations suivantes :

- 6 représentants pour la Région Occitanie,
- 3 représentants pour la Région Nouvelle-Aquitaine,
- 6 représentants pour l'ensemble des Départements,
- 3 représentants pour les trois associations du réseau pyrénéen,
- 4 représentants pour les stations de montagne,

Le Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET), représenté par le Commissaire à l'Aménagement au Développement et à la Protection des Pyrénées, en tant que partenaire privilégié dans la création de l'Agence des Pyrénées sera invité à assister aux séances du Conseil d'Administration.

Le conseil d'administration désigne, parmi ses membres :

- un(e) Président(e)
- un(e) Secrétaire
- un (e) Trésorier (ière)

10.2 Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit à l'initiative et sur convocation du Président de l'association aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au moins deux fois par an pour arrêter les comptes, le projet de budget et le programme d'activité annuel.

Le conseil d'administration peut également se tenir sur demande de deux de ses membres, avec un ordre du jour déterminé.

Le conseil d'administration est convoqué par lettre simple ou courriel, 15 jours ouvrés au moins avant la date fixée. La convocation indique l'ordre du jour et lieu de la réunion, ainsi que les documents permettant aux membres de prendre leur décision en toute connaissance de cause.

Le conseil d'administration se réunit au siège de l'association ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

Les réunions du conseil d'administration peuvent être organisées par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification des membres du conseil d'administration et leur participation effective.

Chaque membre peut donner mandat à un autre membre pour le représenter. Un membre présent ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Les membres participants au conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication sont valablement réputés présents.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président convoque dans les 15 jours ouvrés qui suivent et sur le même ordre du jour, une nouvelle réunion du conseil d'administration qui se réunit valablement sans consultative.

Le Président peut inviter toute personne à participer en tant qu'invité aux travaux du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et à main levée. En cas d'égalité des voix, celle du Président(e) est prépondérante.

A l'issue de chaque séance du conseil d'administration, un procès-verbal est établi par le président. Le relevé de décisions est tenu en un registre conservé au siège de l'association. Les décisions consignées obligent tous les membres.

10.3 Attributions

Le conseil d'administration

- définit les axes de travail de l'association et veille à leur réalisation.
- définit annuellement un programme d'action et propose un projet de budget qui y correspond.
- élit le Président de l'association.
- étudie et approuve le cas échéant l'adhésion de nouveaux membres
- prononce la radiation des membres
- analyse le rapport annuel moral et financier de l'association élaboré sous l'autorité du Président et transmet ce rapport à l'assemblée générale pour approbation.
- peut instaurer des commissions de travail thématiques sur la préfiguration de l'Agence des Pyrénées auxquelles seront associées des personnalités qualifiées. Une commission de travail spécifique regroupant l'ensemble des stations pyrénéennes sera créée.

Le conseil d'administration sera assisté dans l'exercice de ses fonctions par un comité opérationnel ayant pour missions :

- en format restreint (3 Directeurs d'associations - ADEPFO - CIDAP- CPT- , les services techniques des Régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine et l'Etat) de préparer et de procéder à la fusion des 3 associations
- en format élargi aux Conseils départementaux et aux stations :
 - o de conduire en 2020 toutes les actions de concertation avec l'ensemble des opérateurs concernés par la future association : ensemble des stations de montagne, secteur professionnel, etc
 - o de procéder aux réflexions et aux analyses prospectives nécessaires à la construction de la future agence

Le Président de l'association préside le conseil d'administration conformément à l'article 11.

Le Trésorier est chargé de tenir ou faire tenir sous son contrôle la comptabilité de l'association. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association.

Le Secrétaire est chargé de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles qui concerne la comptabilité. Il veille à la tenue du registre de présence des membres du bureau, et des assemblées générales.

Art.11- Présidence de l'association

Le Président de l'association est président de toutes les instances statutaires.

Il est élu par le conseil d'administration parmi ses membres.

Le Président est en charge de la préparation, de l'animation et de la coordination des réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Le président de l'association exécute les décisions du conseil d'administration et représente d'une manière générale l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tout pouvoir à cet effet. Il représente notamment l'association en justice, en demande comme en défense, en vertu d'une habilitation spéciale du conseil d'administration

Après avis du conseil d'administration, il embauche et licencie, nomme et révoque, le personnel recruté au sein de l'association. Il a autorité sur la direction.

Avec l'autorisation préalable du conseil d'administration, le Président peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

Art.12 - Commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes sera nommé par le conseil d'administration afin de vérifier les comptes de l'association et attester de leur sincérité conformément à la loi ou la réglementation en vigueur.

IV. REGLEMENT INTERIEUR – MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION

Art.13 - Règlement intérieur

Le conseil d'administration peut établir un règlement intérieur ayant pour objet de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'association.

Il est approuvé par l'Assemblée Générale.

Art.14 – Modifications des statuts

Les modifications sont décidées par l'Assemblée générale réunie en formation extraordinaire.

Art.15 – Dissolution et liquidation

La dissolution de l'association interviendra :

- lors de la réalisation de son objet social, à savoir la création de l'Agence des Pyrénées.

- en cas de délibération de l'Assemblée générale extraordinaire prononcée par les deux tiers des membres présents ou représentés

Lors de la dissolution de l'association, l'assemblée générale fixe les modalités de liquidation et désigne un ou plusieurs liquidateurs. Lors de la clôture de la liquidation, l'assemblée générale se prononce sur la dévolution de l'actif net.

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

16 - POLES TOURISTIQUES DES HAUTES-PYRENEES REPROGRAMMATION DU DOSSIER DE TRAVAUX DE REQUALIFICATION À PIAU-ENGALY - COMMUNE D'ARAGNOUET

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que dans le cadre de l'Appel à projets Pôles touristiques des Hautes-Pyrénées, la Commission permanente du 21 juillet 2017 a attribué les deux aides suivantes à la commune d'Aragnouet pour la mise en œuvre du projet « Natura Piau » visant la requalification globale de la station de Piau-Engaly :

- Etude de requalification de la station de Piau-Engaly : aide de 18 000 € ;
- Travaux de requalification de la station de Piau-Engaly : aide de 50 000 € sur une dépense subventionnable de 300 000 €.

L'étude a été achevée et le dossier de subvention a donc pu être soldé dans le délai imparti.

Concernant le dossier de travaux, celui-ci est inscrit dans un programme d'ensemble de plus de 40 M€ dont la réalisation devrait se dérouler sur plusieurs années dès lors que le travail partenarial initié par les services de l'Etat et de la Région pour accompagner le maître d'ouvrage aura abouti.

Aussi, afin de permettre à la commune d'Aragnouet de mener à bien une 1^{ère} phase de travaux,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

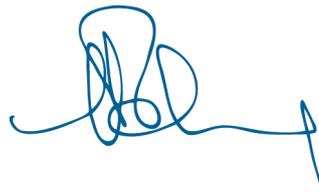
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d’approuver la reprogrammation de l’opération « Travaux de requalification de la station de Piau-Engaly » sur les bases suivantes :

- Coût HT : 125 000 €,
- Subvention du Département – Appel à projets Pôles touristiques des Hautes-Pyrénées 2017 : 50 000 € soit 40 %.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

17 - PROROGATIONS DU DELAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS APPEL A PROJETS "POLES TOURISTIQUES DES HAUTES-PYRENEES"

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le règlement d'intervention pour l'accompagnement des Pôles touristiques des Hautes-Pyrénées voté le 9 décembre 2016 indique que le délai de validité des aides attribuées ne peut excéder 2 ans à compter de la date de notification et qu'à l'issue de ce délai, la subvention est annulée de plein droit.

Le délai des deux ans pour les premiers dossiers programmés et notifiés le 4 août 2017 est arrivé à échéance.

Des maîtres d'ouvrage qui n'ont pas pu achever les opérations dans le délai imparti ont sollicité une prorogation.

Les bénéficiaires sollicitent un délai supplémentaire d'un an à compter de la date d'échéance de validité des subventions pour finaliser les projets.

Il est proposé d'accorder aux intéressés une prorogation du délai d'emploi de ces subventions jusqu'au 4 août 2020.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

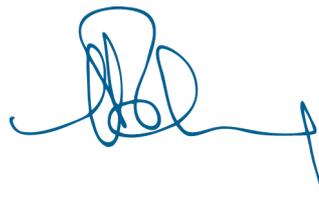
La Commission Permanente, après en avoir délibéré, Mme Josette Bourdeu n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

Article unique – d'accorder aux bénéficiaires, ci-après, un délai supplémentaire jusqu'au 4 août 2020 pour l'emploi des subventions suivantes :

| Bénéficiaires | Objet de l'aide | Montant de l'aide | Versement d'acompte |
|--|--|-------------------|-----------------------|
| Commune de Lourdes | Réalisation d'un espace détente au quai St Jean : démolition et aménagements | 75 000 € | 67 326 € |
| PETR Pays Lourdes et des Vallées des Gaves | Etude de stratégie de développement de la filière « eaux vives » et programmation d'aménagements | 9 000 € | en cours de versement |
| Commune de Gavarnie-Gèdre | Projet de maîtrise d'œuvre de l'axe « village Gavarnie – cirque Gavarnie » - tranche 1 | 20 000 € | 13 143 € |
| Communauté de communes Neste-Barousse | Extension de la station de trail de Bagnères-de-Luchon sur la vallée de la Barousse | 13 000 € | en cours de versement |

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

18 - FONDS D'URGENCE ROUTIER INTEMPERIES (F.U.R.I) 3ème PROGRAMMATION 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'attribution d'aides aux communes de Beudéan et d'Oléac-Dessus, au titre du Fonds d'Urgence Routier Intempéries (FURI),

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Jacques Brune n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

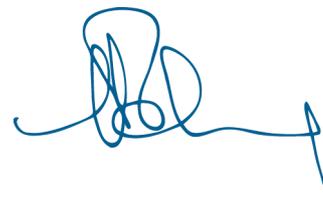
DECIDE

Article 1er – d'attribuer, au titre du Fonds d'Urgence Routier Intempéries, à la commune de Beudéan une aide de 32 500 € correspondant à 50 % d'une dépense subventionnable de 65 000 € afin de faire face aux travaux de voirie communale nécessaires à la suite de la crue du 23 mai dernier ;

Article 2 – d'attribuer, au titre du Fonds d'Urgence Routier Intempéries, à la commune d'Oléac-Dessus une aide de 55 945 € correspondant à 46,78 % d'une dépense subventionnable de 119 585 € pour des travaux suite à un éboulement sur le chemin Melaou lors des intempéries de Juin 2018 ;

Article 3 – de prélever ces montants sur le chapitre 917-74 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small hook.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

19 - FONDS D'AMENAGEMENT RURAL PROGRAMMATION

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu les propositions de répartition du FAR relatives au canton de la Haute-Bigorre,

Vu le rapport de M. le Président,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Jacques Brune n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

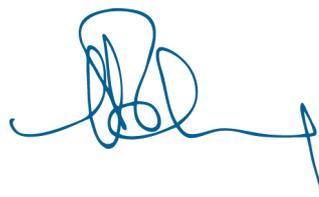
Article unique - d'approuver la programmation du canton de la Haute-Bigorre proposée et d'attribuer au titre du FAR, chapitre 917-74, sur le budget départemental, les aides ci-après :

| COLLECTIVITE | NATURE DE L'OPÉRATION | COUT H.T. | DEPENSE SUBVENTIONNABLE | TAUX | AIDE |
|--------------|--|------------------|----------------------------|---------|------------------|
| | Rappel des affectations antérieures : | 770 370 € | 458 600 € | | 204 158 € |
| ASTE | Travaux (goudronnage, remplacement d'un passage busé chemin de Crastes, hydrocurage de buses et canaux, agrandissement du cimetière) | 13 360 € | 13 360 € | 45,00 % | 6 012 € |

| COLLECTIVITE | NATURE DE L'OPÉRATION | COÛT H.T. | DEPENSE SUBVENTIONNABLE | TAUX | AIDE |
|--|--|--------------------|-------------------------|---------|------------------|
| ASTUGUE | Travaux à l'église et travaux de voirie (2 ^{ème} tranche) | 69 171 € | 29 171 € | 60,00 % | 17 503 € |
| COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE | Travaux de voirie | 95 654 € | 95 654 € | 50,00 % | 47 827 € |
| TOTAUX : | | 1 907 495 € | 1 314 752 € | | 275 500 € |

En application du règlement du F.A.R., le montant des subventions du Département tient compte des aides attribuées par l'Etat, la Région et l'Europe.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**20 - FONDS D'AMENAGEMENT RURAL
PROROGATION DU DÉLAI D'EMPLOI DE SUBVENTION
CHANGEMENT D'AFFECTATION DE SUBVENTION
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le 2^{ème} Vice-Président concluant à l'approbation de prorogation de délai d'emploi, de changement d'affectation, de transfert de bénéficiaire de subventions au titre du FAR,

Sous la Présidence de M. André Fourcade, 2^{ème} Vice-Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'accorder à la commune de Cadéac un délai supplémentaire d'un an pour l'emploi de la subvention accordée, au titre du FAR, par délibération de la Commission Permanente du 6 mars 2015 pour la réhabilitation d'un bâtiment communal au centre bourg ;

Article 2 – d'annuler l'aide de 12 000 € accordée à la Communauté de communes de la Vallée du Louron, au titre du FAR, par délibération de la Commission Permanente du 18 juillet 2014 pour l'équipement de la maison relais de santé pluri-professionnelle ;

Article 3 – d’attribuer au Syndicat Intercommunal de la Vallée du Louron une aide de 12 000 €, au titre du FAR, pour l’équipement de la maison relais de santé pluri-professionnelle, correspondant à 60 % de la dépense subventionnable de 20 000 € ;

Article 4 – d’accorder au Syndicat Intercommunal de la Vallée du Louron un délai supplémentaire jusqu’au 29 décembre 2019 pour l’emploi de la subvention accordée, au titre du FAR, pour l’équipement de la maison relais de santé pluri-professionnelle ;

Article 5 - d’annuler l’aide de 19 652 € accordée à la commune de Sarrouilles, au titre du FAR, par délibération de la Commission Permanente du 12 avril 2019 pour le remplacement du chauffage à la salle des fêtes, la mise aux normes du système d’assainissement de la mairie, de la salle des fêtes et de l’école ;

Article 6 – d’attribuer à la commune de Sarrouilles, une aide de 19 652 €, au titre du FAR, pour l’acquisition d’un ensemble modulaire permettant l’ouverture d’une quatrième classe à l’école, correspondant à 49,13 % d’une dépense subventionnable de 40 000 € ;

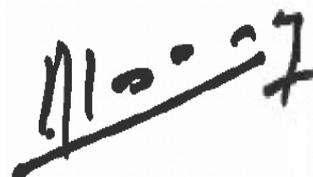
Article 7 – d’annuler l’aide de 13 410 € accordée à la commune d’Arné, au titre du FAR, par délibération de la Commission Permanente du 3 mai 2019 pour la construction d’un pont cadre fermé - VC dite chemin de Barès ;

Article 8 – d’attribuer à la commune d’Arné une aide de 13 410 €, au titre du FAR, pour des travaux de réfection de la chaussée, correspondant à 45,00 % d’une dépense subventionnable de 29 800 € ;

Article 9 – d’annuler l’aide de 10 958 € accordée à la commune de Ferrières, au titre du FAR, par délibération de la Commission Permanente du 12 avril 2019 pour la réfection de la cage d’escaliers aux logements sociaux et l’isolation / chauffage à la salle polyvalente ;

Article 10 - d'attribuer à la commune de Ferrières, une aide de 10 958 €, au titre du FAR, pour des travaux de réfection de la cage d'escaliers aux logements sociaux, pour la mise aux normes de l'électricité et de l'isolation des combles de la maison acquise avant mise en location, correspondant à 60,00 % d'une dépense subventionnable de 18 263 €.

LE 2^e VICE-PRESIDENT,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Fourcade', written over a horizontal line.

André FOURCADE

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

21 - AVENANT N°1 à la CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS - AGENCE DEPARTEMENTALE D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES (ADAC 65)

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de Mme la 1^{ère} Vice-Présidente qui précise que lors de sa réunion du 14 décembre 2018, le Conseil Départemental a approuvé les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2019-2021 avec l'ADAC 65. Elle a été signée le 4 février 2019.

Cette convention formalise notamment les modalités de versement de la subvention de fonctionnement et présente l'estimation des subventions en nature apportées par le Département à l'ADAC 65.

Afin de permettre à l'ADAC 65 de faire face à ses dépenses en début d'année, il est proposé que le versement de la subvention du Département fasse l'objet d'un acompte de 200 000 € avant le vote du Budget Primitif et le versement du solde en avril, à l'issue des arbitrages budgétaires.

De plus, le matériel informatique mis à disposition de l'ADAC sera prochainement renouvelé et le montant de la subvention en nature modifié en conséquence. Il est en outre proposé que le fournisseur assurant la maintenance du photocopieur et de l'imprimante facture les coûts de copie et d'impression à l'ADAC et non plus au Département.

Enfin, les 8 agents mis à disposition par le Département à l'ADAC 65 ont fait le choix d'une mutation par intégration directe de l'ADAC 65 à compter du 1^{er} janvier 2020. La mise à disposition des agents du Département au sein de l'ADAC cessera en conséquence le 31 décembre 2019.

Il est donc nécessaire de modifier par le présent avenant la convention initiale.

Sous la Présidence de Mme Chantal Robin-Rodrigo, 1^{ère} Vice-Présidente,
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d’approuver l’attribution d’une avance de 200 000 € à l’ADAC 65 sur la subvention de fonctionnement 2020 dont le montant total sera fixé au Budget Primitif ;

Article 2 - d’approuver l’avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d’objectifs et de moyens 2019-2020-2021, jointe à la présente délibération, formalisant notamment les modalités de versement de la subvention précitée ;

Article 3 - d’autoriser Madame Chantal Robin-Rodrigo, 1^{ère} Vice-Présidente, à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

LA 1^{re} VICE-PRESIDENTE,



Chantal ROBIN-RODRIGO

AVENANT N°1 à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2019 - 2020 - 2021

Entre

Le Département des Hautes-Pyrénées, 6 rue Gaston Manent 65013 Tarbes, représenté par sa 1^{ère} Vice-Présidente, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, dûment habilitée en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du

dénommé ci-après « le Département » ;

Et

L'Agence Départementale d'Accompagnement des Collectivités des Hautes-Pyrénées (ADAC 65), 3 bis rue Gaston Dreyt 65000 TARBES, représentée par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 24 octobre 2019, dénommée ci-après « l'ADAC »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'article 3 de la CPOM en date du 4 février 2019 relatif à la PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT est modifié ainsi :

Le Département accorde à l'ADAC, conformément à l'article 17 des statuts de cette dernière relatif aux ressources de l'ADAC, une participation financière annuelle.

La participation financière du Département **est versée sous forme d'un acompte de 200 000 € en février et du solde en avril, à l'issue des arbitrages budgétaires.**

Article 2 :

L'article 4.2 de la CPOM du 4 février 2019 relatif à la mise à disposition de matériel informatique est ainsi modifié :

Le Département met à disposition de l'ADAC du matériel informatique. Il s'agit de :

- 2 ordinateurs fixes,
- 8 ordinateurs portables,
- 7 stations d'accueil,
- 1 photocopieur,
- 1 imprimante,
- 1 vidéoprojecteur,
- 8 moniteurs.

La mise à disposition sur 7 ans correspond à une subvention de 1321 € en 2019 ; 2075,82 € en 2020 et 2075,82 € en 2021. Le renouvellement ultérieur est assuré par le Département.

Le Département assure la maintenance du matériel informatique et l'assistance informatique auprès de l'ADAC, sous réserve que cette dernière respecte les recommandations et normes d'usage préconisées par le Département.

Le fournisseur assurant la maintenance du photocopieur et de l'imprimante facture les coûts de copie et d'impression directement à l'ADAC.

Article 3 :

L'article 4.3 de la CPOM du 4 février 2019 relatif à la mise à disposition de personnel ainsi que tous ses sous-articles (4.3.1 Objet, 4.3.2 Conditions d'emploi et de gestion, 4.3.3. Modalités de rémunération, 4.3.4. Contrôle, 4.3.5. Formation, 4.3.6. Fin de la mise à disposition, 4.3.7. Accord) sont supprimés.

Ils sont remplacés par un article unique 4.3 (« Mise à disposition de personnel »), rédigé comme suit :
La mise à disposition des agents du département au sein de l'ADAC cesse le 31 décembre 2019. A partir du 1^{er} janvier 2020, ces agents intègrent directement l'ADAC par voie de mutation.

| Nombre | Grade | Taux |
|--------|--|------|
| 1 | INGENIEUR EN CHEF | 100% |
| 1 | ATTACHE TERRITORIAL PRINCIPAL | 100% |
| 2 | ATTACHE TERRITORIAL | 100% |
| 4 | TECHNICIEN PRINCIPAL 1 ^{ère} CLASSE | 100% |

Les conventions spécifiques qui ont été établies entre le Département et l'ADAC pour chaque agent mis à disposition sont caduques à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 4 :

L'article 5 de la CPOM du 4 février 2019 relatif au MONTANT GLOBAL DE LA SUBVENTION est modifié comme suit :

Le montant global de la participation annuelle allouée par le Département à l'ADAC comprend :

- une participation financière déterminée par le Département. Pour mémoire, son montant est de 300 000 € en 2019.
- des participations en nature estimées à 41 564.82 € comme récapitulé dans le tableau ci-après.

| Participations annuelles en nature du Département | Estimations |
|---|-------------------|
| Mise à disposition de locaux | 35 918 € |
| Assurance propriétaire non occupant | 484 € |
| Matériel informatique | 2 075,82 € |
| Services informatiques applicatifs | 2 887 € |
| Gestion financière | 200 € |

Article 5 :

Tous les autres articles de la CPOM du 4 février 2019 demeurent inchangés.

Fait en 3 exemplaires, le

Pour le Département des Hautes-Pyrénées,
La 1^{ère} Vice-Présidente,

Pour l'ADAC 65,
Le Président,

Chantal ROBIN-RODRIGO

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**22 - ROUTE DÉPARTEMENTALE 25
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU LOURON
AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA ROUTE
DEPARTEMENTALE ET MISE EN SECURITE D'UN CARREFOUR**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de Mme la 1^{ère} Vice-Présidente qui précise que le Syndicat Intrecommunal de la Vallée du Louron (SIVAL) porte l'aménagement de la liaison interurbaine par télécabine entre Loudenvielle et la station de Peyragudes, baptisée « Skyvall ».

La gare aval de cette liaison se situe au droit de la route départementale 25. L'aménagement des abords de cette gare et de la RD 25 sont donc essentiels pour un fonctionnement en toute sécurité des nombreux usagers qui fréquenteront ce site, d'une capacité de près de 200 places de parking.

Afin d'offrir à la population touristique et locale un environnement soigné, intégré au paysage valléen, le SIVAL a planifié des travaux d'aménagement des abords de la gare aval et de la RD 25.

Ces aménagements concernent notamment une modification du tracé de la route départementale n°25 afin d'avoir des accès sécurisés aux différents parkings, des cheminements piétons adaptés entre les parkings et la gare de départ « Skyvall » et plus généralement un espace requalifié et intégré dans le paysage valléen.

Cela intègre également une sécurisation du carrefour entre la RD 25 et la voie communale.

Il est proposé d'approuver une convention avec le SIVAL et le Département des Hautes-Pyrénées afin de définir les obligations respectives en matière d'investissement et d'entretien sur les aménagements réalisés aux abords de la RD 25.

Sous la Présidence de Mme Chantal Robin-Rodrigo, 1^{ère} Vice-Présidente,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

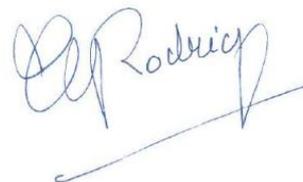
Article 1^{er} – d’approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec le Syndicat Intrecommunal de la Vallée du Louron (SIVAL) relative à une modification du tracé de la RD 25 afin d’avoir des accès sécurisés aux différents parkings, des cheminements piétons adaptés entre les parkings et la gare de départ « Skyvall » et plus généralement un espace requalifié et intégré dans le paysage valléen et intégrant une sécurisation du carrefour entre la RD 25 et la voie communale.

Article 2 – d’autoriser Mme Chantal Robin-Rodrigo, 1^{ère} Vice-Présidente, à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

Le SIVAL est maître d’ouvrage des travaux d’investissement pour un coût global de travaux de 533 231,66 € TTC.

A l’issue des travaux, le Département versera au SIVAL un fonds de concours d’un montant de 200 000 € à prélever sur le chapitre 916-628 du budget départemental.

LA 1^{re} VICE-PRESIDENTE,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Chantal Robin-Rodrigo', with a long horizontal stroke underneath.

Chantal ROBIN-RODRIGO



DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS
Service Entretien et Patrimoine Routier

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU LOURON
Route départementale 25

Aménagement de la RD 25 et mise en sécurité d'un carrefour

✕ ✕ ✕

CONVENTION

Entre :

LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES, représenté par sa 1^{ère} vice-présidente, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, habilitée à l'effet des présentes par une délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Et :

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU LOURON, représentée par son vice-Président, Monsieur François MUR, habilité à l'effet des présentes par une délibération en date du

Ci-après dénommée, « Le SIVAL ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la présente convention est de définir les obligations respectives du Département et du SIVAL en matière d'aménagement de la RD 25 au droit de la gare aval de la station inter-urbaine par télécabine Loudenvielle / station de Peyragudes « Skyvall ».

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER ET PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX :

Le SIVAL souhaite réaliser un projet d'aménagement au droit de la gare aval de la station inter-urbaine par télécabine entre Loudenvielle et la station de Peyragudes, baptisée « Skyvall ».

Ces aménagements concernent notamment une modification du tracé de la route départementale n°25 afin d'avoir des accès sécurisés aux différents parkings, des cheminements piétons adaptés entre les parkings et la gare de départ « Skyvall » et plus généralement un espace requalifié et intégré dans le paysage valléen.

Cela intègre également une sécurisation du carrefour entre la RD 25 et la voie communale.

ARTICLE 3 – MAITRISE D'OUVRAGE :

Le SIVAL est maître d'ouvrage des travaux d'investissement. Cette maîtrise d'ouvrage prendra fin à la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 – CONFORMITE ET VALIDATION DU PROJET :

L'aménagement doit être réalisé conformément aux caractéristiques techniques qui figurent dans les projets de définition et les plans d'exécution. Ces documents recevront obligatoirement l'approbation du Département avant tout début d'exécution de travaux. Leur achèvement donnera lieu à un constat de réception contradictoire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES :

Le SIVAL assure le financement des travaux d'aménagement et à ce titre, il présente à l'Etat ses dépenses éligibles au fonds de compensation de la TVA.

Le Département versera au SIVAL un fonds de concours d'un montant total de deux cents mille euros – 200 000 € correspondant aux travaux auxquels il est fait référence dans l'article 2 pour un coût global des travaux de cinq cent trente-trois mille deux cent trente-et-un euros et soixante-six centimes soit 533 231,66 € TTC.

Le versement du fonds de concours s'opèrera comme suit :

- 50 % à la signature de la convention,
- 50 % à la réception des travaux

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS AVANT LES TRAVAUX :

Le maître d'ouvrage des travaux devra se conformer aux obligations réglementaires qui lui reviennent (déclaration de travaux DT, déclaration d'intention de commencement des travaux DICT, diagnostic amiante.....).

L'ensemble des plans d'exécution devra être soumis à l'Agence Départementale des Routes du Pays de Lannemezan Nestes Barousse pour approbation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS PENDANT LES TRAVAUX :

Le SIVAL reste totalement responsable de tout accident ou incident pouvant survenir sur le chantier durant les travaux.

A ce titre notamment, il lui appartient exclusivement de prendre toutes les mesures d'information ou de réglementation permettant de garantir la sécurité des usagers ou des tiers.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS APRES LES TRAVAUX :

A l'issue des travaux, les aménagements réalisés dans l'emprise du domaine routier départemental rentrent dans le cadre des compétences de gestion du Département.

Toutefois, la maintenance et l'entretien des dispositifs ou équipements particuliers restent à la charge du SIVAL (surélévations, assainissement pluvial, trottoir, signalisation, ...).

ARTICLE 9 – DURÉE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans et sera ensuite prolongée par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements pris ou pour tout motif d'intérêt général dûment motivé, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'un pli recommandé.

Dans les deux cas, la remise des lieux en leur état initial s'opèrerait aux frais exclusifs du SIVAL.

En cas de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par le SIVAL, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de sa participation financière et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

La participation financière du Département sera annulée de plein droit et automatiquement si l'opération détaillée dans l'article 2 n'est pas exécutée dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 10 – LITIGES :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal Administratif de PAU.

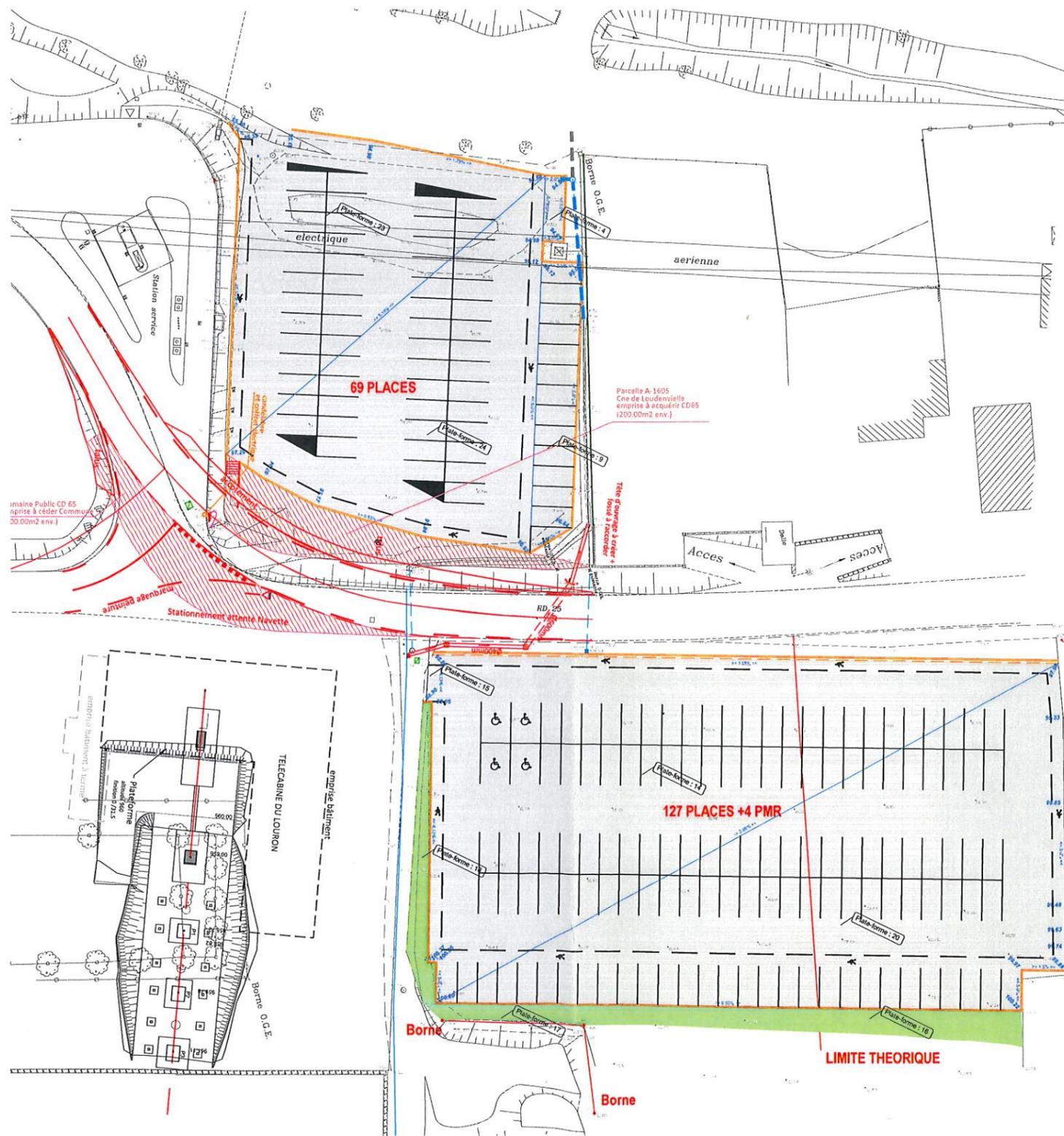
Fait à TARBES, le

Pour le Département,
La 1^{ère} Vice- Présidente
du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées,

Chantal ROBIN-RODRIGO

Pour le SIVAL,
Le Vice-Président

François MUR



REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

23 - ROUTE DÉPARTEMENTALE 27 - COMMUNE DE SIARROUY AMÉNAGEMENT DE SÉCURITÉ DANS LA TRAVERSE MISE EN PLACE D'UN CARREFOUR SURÉLEVÉ

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise qu'afin de sécuriser l'intersection entre la route départementale 27 et la rue du Château, la commune de Siarrouy souhaite mettre en place un carrefour surélevé.

Il est proposé d'approuver une convention avec la commune de Siarrouy et le Département des Hautes-Pyrénées afin de définir les obligations respectives en matière d'investissement et d'entretien sur la RD 27.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Bernard Pouban n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec la commune de Siarrouy relative à la mise en place d'un carrefour surélevé afin de sécuriser l'intersection entre la route départementale 27 et la rue du Château ;

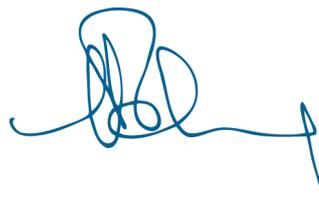
Article 2 – d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

La commune de Siarrouy sera maître d'ouvrage des travaux d'investissement et en assurera le financement.

A l'issue des travaux, le Département versera à la commune de Siarrouy un fonds de concours d'un montant de 12 900 € correspondant aux travaux de mise en œuvre de la couche de roulement, à prélever sur le chapitre 916-628 du budget départemental.

Le coût global des travaux s'élève à 248 267.64 € TTC.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



COMMUNE DE
SIARROUY

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS
Service Entretien et Patrimoine Routier

Commune de SIARROUY
Route départementale 27

Aménagement de sécurité dans la traverse

✕ ✕ ✕

CONVENTION

Entre :

LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES, représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, habilité à l'effet des présentes par une délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Et :

LA COMMUNE DE SIARROUY, représentée par son Maire, Monsieur Bernard POUBLAN, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2019

Ci-après dénommée, « La Commune ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la présente convention est de définir les obligations respectives du Département et de la Commune en matière d'investissement et d'entretien sur la route départementale 27 tels que précisés en article 2.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER ET PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX :

Afin sécuriser l'intersection entre la route départementale n°27 et la rue du Château, la Commune souhaite mettre en place un carrefour surélevé.

En outre, afin de permettre l'écoulement des eaux pluviales, le fossé sud sera busé avec une canalisation annelée de Ø 500mm ; l'accotement existant gardant la même largeur. La traversée sera en béton armé.

ARTICLE 3 – MAITRISE D'OUVRAGE :

La Commune est maître d'ouvrage des travaux d'investissement. Cette maîtrise d'ouvrage prendra fin à la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 – CONFORMITE ET VALIDATION DU PROJET :

L'aménagement doit être réalisé conformément aux caractéristiques techniques qui figurent dans les projets de définition et les plans d'exécution. Ces documents recevront obligatoirement l'approbation du Département avant tout début d'exécution de travaux. Leur achèvement donnera lieu à un constat de réception contradictoire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES :

La Commune assure le financement des travaux d'aménagement et à ce titre, elle présente à l'Etat ses dépenses éligibles au fonds de compensation de la TVA.

Le Département versera à la Commune un fonds de concours d'un montant total de douze mille neuf cents euros – **12 900 €** correspondant aux travaux de mise en œuvre de la couche de roulement en bétons bitumineux de la route départementale dans le cadre de la présente convention ainsi que le raccordement aux enrobés déjà réalisés pour un coût global des travaux de deux cent quarante-huit mille deux cent soixante-sept euros et soixante-quatre centimes soit **248 267.64 € TTC**.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS AVANT LES TRAVAUX :

Le maître d'ouvrage des travaux devra se conformer aux obligations réglementaires qui lui reviennent (déclaration de travaux DT, déclaration d'intention de commencement des travaux DICT, diagnostic amiante.....).

L'ensemble des plans d'exécution devra être soumis à l'Agence Départementale des Routes du Pays du Val d'Adour pour approbation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS PENDANT LES TRAVAUX :

La Commune reste totalement responsable de tout accident ou incident pouvant survenir sur le chantier durant les travaux.

A ce titre notamment, il lui appartient exclusivement de prendre toutes les mesures d'information ou de réglementation permettant de garantir la sécurité des usagers ou des tiers.

L'agence départementale des routes du Pays du Val d'Adour assurera un contrôle externe des travaux réalisés par la Commune notamment sur la réalisation des enrobés.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS APRES LES TRAVAUX :

A l'issue des travaux, les aménagements réalisés dans l'emprise du domaine routier départemental rentrent dans le cadre des compétences de gestion du Département.

Toutefois, la maintenance et l'entretien des dispositifs ou équipements particuliers restent à la charge de la Commune (surélévations, assainissement pluvial, trottoir, signalisation, ...).

ARTICLE 9 – DURÉE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans et sera ensuite prolongée par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements pris ou pour tout motif d'intérêt général dûment motivé, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'un pli recommandé.

Dans les deux cas, la remise des lieux en leur état initial s'opèrerait aux frais exclusifs de la Commune.

En cas de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Commune, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de sa participation financière et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

La participation financière du Département sera annulée de plein droit et automatiquement si l'opération détaillée dans l'article 2 n'est pas exécutée dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 10 – LITIGES :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal Administratif de PAU.

Fait à TARBES, le

Le Président du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées,

Le Maire
de Siarrouy

Michel PÉLIEU

Bernard POUBLAN

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**24 - ROUTES DÉPARTEMENTALES 921 ET
128 - COMMUNE DE GAVARNIE-GÈDRE
REQUALIFICATION URBAINE ET MISE EN ACCESSIBILITÉ
DU CENTRE DU VILLAGE**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la commune de Gavarnie-Gèdre souhaite requalifier et embellir son centre bourg en mettant en accessibilité et en sécurité les déplacements piétonniers en créant un trottoir au droit des espaces publics (commerces et office du tourisme) impactant les routes départementales 921 et 128.

Il est proposé d'approuver une convention avec la commune de Gavarnie-Gèdre et le Département des Hautes-Pyrénées afin de définir les obligations respectives en matière d'investissement et d'entretien sur les RD 921 et 128.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec la commune de Gavarnie-Gèdre relative aux travaux de requalification et d'embellissement du centre bourg en mettant en accessibilité et en sécurité les déplacements piétonniers en créant un trottoir au droit des espaces publics (commerces et office du tourisme) impactant les routes départementales 921 et 128 ;

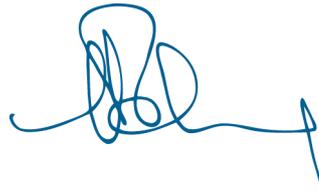
Article 2 – d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

La commune de Gavarnie-Gèdre sera maître d'ouvrage des travaux d'investissement et en assurera le financement.

A l'issue des travaux, le Département versera à la commune Gavarnie-Gèdre un fonds de concours d'un montant de 25 600 € correspondant aux travaux de mise en œuvre de la couche de roulement, à prélever sur le chapitre 916-628 du budget départemental.

Le coût global des travaux s'élève à 366 517,68 € TTC.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



COMMUNE DE
GAVARNIE-GEDRE

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS
Service Entretien et Patrimoine Routier

**Commune de GAVARNIE-GEDRE
Routes départementales 921 et 128**

Requalification urbaine – mise en accessibilité

✕ ✕ ✕

CONVENTION

Entre :

LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES, représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, habilité à l'effet des présentes par une délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Et :

LA COMMUNE DE GAVARNIE-GEDRE, représentée par son Maire, Monsieur Michel GABAIL, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2019

Ci-après dénommée, « La Commune ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la présente convention est de définir les obligations respectives du Département et de la Commune en matière d'investissement et d'entretien sur les routes départementales 921 et 128 tels que précisés en article 2.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER ET PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX :

La Commune souhaite requalifier et embellir son centre bourg en mettant en accessibilité et en sécurité les déplacements piétonniers en créant un trottoir au droit des espaces publics (commerces et office du tourisme) impactant les routes départementales n°921 et 128.

ARTICLE 3 – MAITRISE D'OUVRAGE :

La Commune est maître d'ouvrage des travaux d'investissement. Cette maîtrise d'ouvrage prendra fin à la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 – CONFORMITE ET VALIDATION DU PROJET :

L'aménagement doit être réalisé conformément aux caractéristiques techniques qui figurent dans les projets de définition et les plans d'exécution. Ces documents recevront obligatoirement l'approbation du Département avant tout début d'exécution de travaux. Leur achèvement donnera lieu à un constat de réception contradictoire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES :

La Commune assure le financement des travaux d'aménagement et à ce titre, elle présente à l'Etat ses dépenses éligibles au fonds de compensation de la TVA.

Le Département versera à la Commune un fonds de concours d'un montant total de vingt-cinq mille six-cents euros – **25 600 €** correspondant aux travaux de mise en œuvre de la couche de roulement en bétons bitumineux des routes départementales dans le cadre de la présente convention pour un coût global des travaux de trois cent soixante-six mille cinq cent dix-sept euros et soixante-huit centimes soit **366 517.68 € TTC**.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS AVANT LES TRAVAUX :

Le maître d'ouvrage des travaux devra se conformer aux obligations réglementaires qui lui reviennent (déclaration de travaux DT, déclaration d'intention de commencement des travaux DICT, diagnostic amiante.....).

L'ensemble des plans d'exécution devra être soumis à l'Agence Départementale des Routes du Pays des Gaves pour approbation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS PENDANT LES TRAVAUX :

La Commune reste totalement responsable de tout accident ou incident pouvant survenir sur le chantier durant les travaux.

A ce titre notamment, il lui appartient exclusivement de prendre toutes les mesures d'information ou de réglementation permettant de garantir la sécurité des usagers ou des tiers.

L'agence départementale des routes du Pays des Gaves assurera un contrôle externe des travaux réalisés par la Commune notamment sur la réalisation des enrobés.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS APRES LES TRAVAUX :

A l'issue des travaux, les aménagements réalisés dans l'emprise du domaine routier départemental rentrent dans le cadre des compétences de gestion du Département.

Toutefois, la maintenance et l'entretien des dispositifs ou équipements particuliers restent à la charge de la Commune (assainissement pluvial, trottoir, plantations, signalisation, ...).

ARTICLE 9 – DURÉE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans et sera ensuite prolongée par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements pris ou pour tout motif d'intérêt général dûment motivé, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'un pli recommandé.

Dans les deux cas, la remise des lieux en leur état initial s'opèrerait aux frais exclusifs de la Commune.

En cas de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Commune, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de sa participation financière et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

La participation financière du Département sera annulée de plein droit et automatiquement si l'opération détaillée dans l'article 2 n'est pas exécutée dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 10 – LITIGES :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal Administratif de PAU.

Fait à TARBES, le

Le Président du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées,

Le Maire
de Gavarnie-Gèdre

Michel PÉLIEU

Michel GABAIL

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**25 - ROUTES DÉPARTEMENTALES 921 et 172 - COMMUNE D'ESQUIÈZE-SÈRE
REQUALIFICATION URBAINE - AMÉNAGEMENT ET MISE AUX NORMES
DU CENTRE DU VILLAGE**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la commune d'Esquièze-Sère souhaite mettre en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ses espaces publics avec une requalification de son centre bourg incluant des aménagements aux abords des routes départementales 921 et 172 dans sa traverse d'agglomération. Les aménagements permettront un embellissement du village et une sécurisation des cheminements piétonniers.

Il est proposé d'approuver une convention avec la commune d'Esquièze-Sère et le Département des Hautes-Pyrénées afin de définir les obligations respectives en matière d'investissement et d'entretien sur les RD 921 et 172.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er}- d'approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec la commune d'Esquièze-Sère, relative aux travaux de mise en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) des espaces publics avec une requalification du centre bourg incluant des aménagements aux abords des RD 921 et 172 dans sa traverse d'agglomération. Les aménagements permettront un embellissement du village et une sécurisation des cheminements piétonniers.

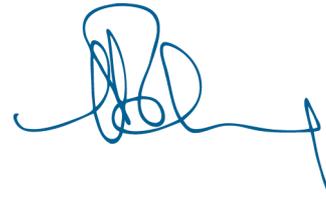
Article 2 - d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

La commune d'Esquièze-Sère sera maître d'ouvrage des travaux d'investissement et en assurera le financement.

A l'issue des travaux, le Département versera à la commune d'Esquièze-Sère un fonds de concours d'un montant de 36 450 € correspondant aux travaux de mise en œuvre des matériaux bitumineux des routes départementales, à prélever sur le chapitre 916-628 du budget départemental.

Le coût global des travaux s'élève à 1 002 346.32 euros TTC repartis en deux tranches.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



**COMMUNE
D'ESQUIEZE-SERE**

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS
Service Entretien et Patrimoine Routier

Commune d'Esquièze-Sère
Routes départementales 921 et 172

Requalification urbaine
Aménagement et mise aux normes du centre du village

✕ ✕ ✕

CONVENTION

Entre :

Le DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES, représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, habilité à l'effet des présentes par une délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Et :

La COMMUNE D'ESQUIEZE-SERE, représentée par son Maire, Monsieur Patrick VUILLAUME, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 10 octobre 2019

Ci-après dénommée, « La Commune ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la présente convention est de définir les obligations respectives du Département et de la Commune en matière d'investissement et d'entretien sur les routes départementales 921 et 172 tels que précisés en article 2.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER ET PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX :

La Commune souhaite mettre en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ses espaces publics avec une requalification de son centre bourg incluant des aménagements aux abords des routes départementales 921 et 172 dans sa traverse d'agglomération. Les aménagements permettront un embellissement du village et une sécurisation des cheminements piétonniers. Les travaux se déclinent en deux tranches (une tranche ferme et une tranche optionnelle).

ARTICLE 3 – MAITRISE D'OUVRAGE :

La Commune est maître d'ouvrage des travaux d'investissement. Cette maîtrise d'ouvrage prendra fin à la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 – CONFORMITE ET VALIDATION DU PROJET :

L'aménagement doit être réalisé conformément aux caractéristiques techniques qui figurent dans les projets de définition et les plans d'exécution. Ces documents recevront obligatoirement l'approbation du Département avant tout début d'exécution de travaux. Leur achèvement donnera lieu à un constat de réception contradictoire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES :

La Commune assure le financement des travaux, et à ce titre, présentera directement ses dépenses au FCTVA pour obtenir la dotation correspondante.

Le Département versera à la Commune, à l'issue des travaux, un fonds de concours d'un montant total de trente-six mille quatre cent cinquante euros - **36 450 €** correspondant aux travaux de mise en œuvre des matériaux bitumineux des routes départementales dans le cadre de la présente convention pour un coût global des travaux de un million deux mille trois cent quarante-six euros et trente-deux centimes soit 1 002 346.32 euros TTC repartis en deux tranches soit 404 071.20 € TTC pour la tranche ferme et 598 275.12 € TTC pour la tranche optionnelle.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS AVANT LES TRAVAUX :

Le maître d'ouvrage des travaux devra se conformer aux obligations réglementaires qui lui reviennent (déclaration de travaux DT, déclaration d'intention de commencement des travaux DICT, diagnostic amiante.....).

L'ensemble des plans d'exécution devra être soumis à l'Agence Départementale des Routes du Pays des Gaves pour approbation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS PENDANT LES TRAVAUX :

La Commune reste totalement responsable de tout accident ou incident pouvant survenir sur le chantier durant les travaux.

A ce titre notamment, il lui appartient exclusivement de prendre toutes les mesures d'information ou de réglementation permettant de garantir la sécurité des usagers ou des tiers.

Le Département demeurant gestionnaire de la chaussée, une réception préalable de la plateforme devant recevoir la couche de roulement sera réalisée par l'Agence Départementale des Routes du Pays des Gaves en présence du Laboratoire Départemental.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS APRES LES TRAVAUX :

A l'issue des travaux, les aménagements réalisés dans l'emprise du domaine routier départemental rentrent dans le cadre des compétences de gestion du Département.

Toutefois, la maintenance et l'entretien des dispositifs ou équipements particuliers restent à la charge de la Commune (assainissement pluvial, trottoir, signalisations, mobilier urbain, aménagements paysagers, éclairage public...).

ARTICLE 9 – MODALITES DE FINANCEMENT :

Le versement de l'aide sera effectué sur justification de la réalisation de l'investissement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention. Le fonds de concours sera versé à la commune en 2020.

L'Agence Départementale des Routes du Pays des Gaves sera chargée des vérifications de conformité de l'aménagement susvisé.

ARTICLE 10 – RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans et sera ensuite prolongée par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements pris ou pour tout motif d'intérêt général dûment motivé, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'un pli recommandé.

Dans les deux cas, la remise des lieux en leur état initial s'opèrerait aux frais exclusifs de la Commune.

En cas de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Commune, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de sa participation financière et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

La participation financière du Département sera annulée de plein droit et automatiquement si l'opération détaillée dans l'article 2 n'est pas exécutée dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 11 – LITIGES :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal Administratif de PAU.

Fait à TARBES, le

Le Président du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées,

Le Maire
d'Esquièze-Sère

Michel PÉLIEU

Patrick VUILLAUME

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

**26 - ROUTE DÉPARTEMENTALE 608
COMMUNE DE TARBES - BOULEVARD PIERRE RENAUDET
CREATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AVEC L'AVENUE DES TILLEULS**

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise qu'afin d'améliorer la circulation et d'assurer la sécurité des usagers à l'intersection de la route départementale 608 – boulevard Renaudet avec l'avenue des Tilleuls, la commune de Tarbes sollicite le département pour l'aménagement d'un giratoire au carrefour des deux voies,

Il est proposé d'approuver une convention avec la commune de Tarbes et le Département des Hautes-Pyrénées afin de définir les obligations respectives en matière d'investissement et d'entretien sur la RD 608.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver la convention, jointe à la présente délibération, avec la commune de Tarbes, relative aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire afin d'améliorer la circulation et d'assurer la sécurité des usagers à l'intersection de la RD 68 – boulevard Renaudet avec l'avenue de Tilleuls ;

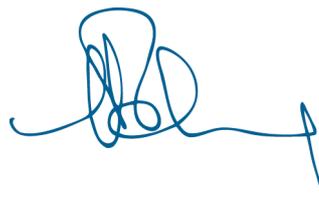
Article 2 – d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département.

La commune de Tarbes était maître d'ouvrage des travaux d'investissement et a assuré le financement.

A l'issue des travaux, le Département versera à la commune de Tarbes un fonds de concours d'un montant de 35 000 € correspondant à la couche de roulement en enrobés du giratoire, à prélever sur le chapitre 916-628 du budget départemental.

Le coût global des travaux s'élève à 344 465.51 € TTC.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU



**COMMUNE
DE TARBES**

DIRECTION DES ROUTES ET TRANSPORTS
Service Entretien et Patrimoine Routier

Commune de Tarbes
Route départementale 608 – boulevard Renaudet

Création d'un carrefour giratoire
avec l'avenue des Tilleuls

✕ ✕ ✕

CONVENTION

Entre :

Le DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES, représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU, habilité à l'effet des présentes par une délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Et :

La COMMUNE DE TARBES, représentée par son Maire, Monsieur Gérard TREMÈGE, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée, « La Commune ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

L'objet de la présente convention est de définir les obligations respectives du Département et de la Commune en matière d'investissement et d'entretien sur la route départementale 608 tels que précisés en article 2.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER ET PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX :

Afin d'améliorer la circulation et assurer la sécurité des usagers à l'intersection de la route départementale 608 – boulevard Renaudet avec l'avenue des Tilleuls, la Commune souhaite procéder à l'aménagement d'un giratoire au carrefour des deux voies.

ARTICLE 3 – MAITRISE D'OUVRAGE :

La Commune est maître d'ouvrage des travaux d'investissement. Cette maîtrise d'ouvrage prendra fin à la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 – CONFORMITE ET VALIDATION DU PROJET :

L'aménagement doit être réalisé conformément aux caractéristiques techniques qui figurent dans les projets de définition et les plans d'exécution. Ces documents recevront obligatoirement l'approbation du Département avant tout début d'exécution de travaux. Leur achèvement donnera lieu à un constat de réception contradictoire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES :

La Commune assure le financement des travaux et, à ce titre, présentera directement ses dépenses au FCTVA pour obtenir la dotation correspondante.

Le Département versera à la Commune, à l'issue des travaux, un fonds de concours d'un montant total de **trente-cinq mille euros – 35 000 euros** correspondant à la couche de roulement en enrobés du giratoire dans le cadre de la présente convention pour un coût global des travaux estimés à trois cent quarante-quatre mille quatre cent soixante-cinq euros et cinquante et un centimes soit 344 465.51 euros TTC.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS AVANT LES TRAVAUX :

Le maître d'ouvrage des travaux devra se conformer aux obligations réglementaires qui lui reviennent (déclaration de travaux DT, déclaration d'intention de commencement des travaux DICT, diagnostic amiante.....).

Si des acquisitions foncières sont nécessaires à la réalisation du giratoire, la Commune prendra à sa charge l'élaboration du document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) y compris la publicité foncière auprès du cadastre afin de verser l'aménagement dans le domaine public routier

L'ensemble des plans d'exécution devra être soumis à l'Agence Départementale des Routes du Pays de Tarbes et du Haut Adour pour approbation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS PENDANT LES TRAVAUX :

La Commune reste totalement responsable de tout accident ou incident pouvant survenir sur le chantier durant les travaux.

A ce titre notamment, il lui appartient exclusivement de prendre toutes les mesures d'information ou de réglementation permettant de garantir la sécurité des usagers ou des tiers.

ARTICLE 8 – CHARGES D'ENTRETIEN INCOMBANT AU DEPARTEMENT APRES TRAVAUX :

Le Département assure :

- l'entretien courant et la réfection de la chaussée en matériaux hydrocarbonés dans l'emprise de la route départementale dans le cadre de la programmation pluriannuelle de travaux,
- l'entretien et le remplacement de la signalisation verticale directionnelle pour les mentions qui le concernent (en cas de remplacement d'un mât, le calcul sera fait au prorata de la surface incombant à chaque gestionnaire).

ARTICLE 9 – CHARGES D'ENTRETIEN INCOMBANT A LA COMMUNE APRES TRAVAUX :

La Commune assure :

- l'entretien courant des trottoirs, des îlots directionnels, des bordures et des dispositifs d'assainissement (canalisations, regards, ...),
- la réfection des trottoirs, des bordures et des îlots directionnels,
- l'entretien et la réfection de l'îlot central et des accotements du giratoire,
- la réfection de la signalisation horizontale (peinture routière),
- l'entretien et le remplacement de la signalisation verticale de police,
- l'entretien et le remplacement de la signalisation verticale directionnelle pour les mentions qui la concernent (en cas de remplacement d'un mât, le calcul sera fait au prorata de la surface incombant à chaque gestionnaire),
- l'entretien, la réparation et le remplacement de l'éclairage public
- l'entretien de l'aménagement paysager

ARTICLE 10 – MODALITES DE FINANCEMENT :

Le versement de l'aide sera effectué sur justification de la réalisation de l'investissement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention.

L'Agence Départementale des Routes du Pays de Tarbes et du Haut Adour sera chargée des vérifications de conformité de l'aménagement susvisé.

ARTICLE 11 – RESILIATION :

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect de la convention ou pour tout motif d'intérêt général dûment motivé, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'un pli recommandé.

En cas de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Commune, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de sa participation financière et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

La participation financière du Département sera annulée de plein droit et automatiquement si l'opération détaillée dans l'article 2 n'est pas exécutée dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 12 – LITIGES :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal Administratif de PAU.

Fait à TARBES, le

Le Président du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées,

Le Maire
de Tarbes

Michel PÉLIEU

Gérard TREMÈGE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

27 - RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE

REPARTITION 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 précise que les amendes de police relatives à la circulation routière, prélevées sur les recettes de l'Etat sont réparties par le Département au bénéfice des communes, en vue de financer des opérations destinées à améliorer la sécurité et les conditions de circulation des points singuliers du réseau routier.

Selon la procédure habituelle, la Direction Générale des Collectivités Locales a déterminé, sur la base du nombre des contraventions relevées au cours de l'année 2018, le montant des attributions qui doivent être mises à la disposition de l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants dans chaque département.

La dotation attribuée au département des Hautes-Pyrénées pour l'exercice 2019 a été fixée par circulaire ministérielle du 19 juin 2019 à 284 442,69 €uros. Pour rappel, la dotation attribuée au titre de l'exercice 2018 s'élevait à 295 937. 61 €.

Il est proposé de répartir ce produit entre les communes de moins de 10 000 habitants qui désirent réaliser des opérations ayant pour objet un accroissement de la sécurité.

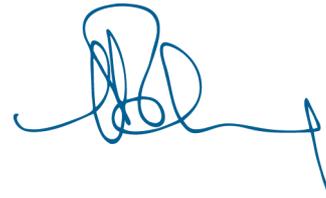
Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – d’approuver la répartition du produit des amendes de police des 14 cantons ayant formulé leur demande, jointe à la présente délibération.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small vertical tick.

Michel PÉLIEU

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|------------------------------------|---|--------------------|------|------------------|
| <u>AUREILHAN</u> | | | | |
| AUREILHAN | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 15000,00 | 36% | 5423,40 |
| SEMEAC | Travaux de signalisation horizontale | 11436,67 | 30% | 3431,00 |
| SOUES | Travaux de signalisation verticale et horizontale et aménagement de trottoirs | 7380,00 | 30% | 2214,00 |
| | TOTAL | | | 11 068,40 |
| <u>BORDERES-SUR-L'ECHEZ</u> | | | | |
| IBOS | Mise en place de bordures et caniveaux | 14500,00 | 30% | 4350,00 |
| CHIS | Mise en place d'un garde-corps à l'entrée de la salle des fêtes | 1972,63 | 45% | 887,68 |
| BOURS | Travaux de signalisation verticale | 608,60 | 48% | 292,13 |
| ORLEIX | Mise en place de rampes de sécurité et signalisation verticale | 8000,00 | 30% | 2400,00 |
| BORDERES-SUR-L'ECHEZ | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 14500,00 | 30% | 4350,00 |
| | TOTAL | | | 12 279,81 |
| <u>LES COTEAUX</u> | | | | |
| SOUYEAUX | Travaux de mise en sécurité du talus le long de la voie forestière | 666,67 | 60% | 400,00 |
| DOURS | Travaux de mise en sécurité aux abords de l'école | 9000,00 | 31% | 2790,00 |
| LIZOS | Travaux de signalisation verticale | 1428,57 | 50% | 714,29 |
| OLEAC-DEBAT | Mise en place d'un miroir routier et d'un abri bus | 4285,71 | 51% | 2185,71 |
| POUYASTRUC | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 7272,73 | 50% | 3636,37 |
| CABANAC | Travaux de signalisation + 2 miroirs routiers | 1400,00 | 51% | 714,00 |
| LOUIT | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 1425,94 | 51% | 727,23 |
| LUBY-BETMONT | Travaux de signalisation verticale + abris bus | 2187,00 | 60% | 1312,20 |
| BUGARD | Travaux de mise en sécurité d'un pont | 1782,47 | 60% | 1069,48 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|---------------------------------|---|--------------------|------|------------------|
| <u>LES COTEAUX suite</u> | | | | |
| LAPEYRE | Busage croisement RD6 et RD136 | 2742,00 | 60% | 1645,20 |
| LUSTAR | Travaux de mise en sécurité d'un pont | 2000,00 | 60% | 1200,00 |
| LALANNE-TRIE | Travaux de mise en sécurité de la voirie + travaux de signalisation | 4407,33 | 60% | 2644,40 |
| OSMETS | Travaux d'élargissement d'un pont | 3147,00 | 60% | 1888,20 |
| PUYDARRIEUX | Travaux de mise en sécurité de la voirie communale | 2350,00 | 60% | 1410,00 |
| DEVEZE | Travaux d'aménagement de sécurité | 3871,93 | 60% | 2323,16 |
| CASTELNAU-MAGNOAC | Travaux de busage et de mise en sécurité carrefour | 7000,00 | 60% | 4200,00 |
| GAUSSAN | Travaux d'élargissement de chaussée | 3871,93 | 60% | 2323,16 |
| BETPOUY | Travaux d'aménagement de sécurité | 3871,93 | 60% | 2323,16 |
| | TOTAL | | | 33 506,55 |
| <u>HAUTE-BIGORRE</u> | | | | |
| POUZAC | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 4794,41 | 60% | 2876,65 |
| MONTGAILLARD | Signalisation verticale et horizontale | 8640,00 | 60% | 5184,00 |
| ORDIZAN | Travaux de signalisation verticale | 3227,92 | 60% | 1936,75 |
| CAMPAN | Travaux de signalisation horizontale | 7344,47 | 60% | 4406,68 |
| | TOTAL | | | 14 404,08 |
| <u>LOURDES 1</u> | | | | |
| ASPIN EN LAVEDAN | Travaux de mise en sécurité du chemin de Labat... | 11336,09 | 37% | 4194,35 |
| POUYEFERRE | Travaux d'aménagement de sécurité | 15000,00 | 30% | 4500,00 |
| SEGUS | Travaux de signalisation verticale | 500,00 | 60% | 300,00 |
| SAINT PE DE BIGORRE | Travaux d'aménagement centre bourg | 15000,00 | 30% | 4500,00 |
| | TOTAL | | | 13 494,35 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|---------------------------|--|--------------------|------|------------------|
| <u>LOURDES 2</u> | | | | |
| LES ANGLÉS | Travaux de signalisation horizontale | 1 315,00 | 50% | 657,50 |
| LUGAGNAN | Travaux de signalisation verticale | 765,98 | 50% | 382,99 |
| JUNCALAS | Travaux de mise en sécurité | 13050,00 | 50% | 6525,00 |
| ADE | Mise en place de radars pédagogiques | 4156,00 | 50% | 2078,00 |
| OSSUN EZ ANGLÉS | Travaux de mise en sécurité "chemin de la Géline" | 8500,00 | 50% | 4250,00 |
| JARRET | Travaux de signalisation horizontale | 8905,52 | 50% | 4452,76 |
| | TOTAL | | | 18 346,25 |
| <u>MOYEN-ADOUR</u> | | | | |
| VIELLE-ADOUR | Travaux de signalisation verticale | 905,00 | 40% | 362,00 |
| SAINT-MARTIN | Mise en place de trottoirs + signalisation verticale | 13506,00 | 30% | 4051,80 |
| BERNAC-DEBAT | Plateau traversant surélevé + marquage au sol | 11418,00 | 30% | 3425,40 |
| LALOUBERE | Travaux de signalisation horizontale | 2950,00 | 35% | 1032,50 |
| HORGUES | Réalisation de caniveaux | 9000,00 | 30% | 2700,00 |
| ANGOS | Travaux de signalisation horizontale | 637,02 | 40% | 254,81 |
| ODOS | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 9000,00 | 30% | 2700,00 |
| SALLES-ADOUR | Travaux de signalisation verticale | 451,92 | 40% | 180,77 |
| | TOTAL | | | 14 707,28 |
| <u>OSSUN</u> | | | | |
| LANNE | Signalisation verticale et horizontale | 3762,71 | 59% | 2220,00 |
| BENAC | Travaux de signalisation verticale | 779,54 | 60% | 467,72 |
| GARDERES | Mise en sécurité Abords commerce multiservices | 8031,05 | 59% | 4738,32 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|---|--|--------------------|------|------------------|
| <u>OSSUN suite</u> | | | | |
| LAYRISSE | Réalisation d'une poutre de rives | 5079,66 | 59% | 2997,00 |
| ORINCLES | Signalisation verticale et horizontale | 5732,80 | 60% | 3439,68 |
| SERON | Mise en place d'un radar pédagogique + signalisation horizontale | 2459,47 | 59% | 1451,09 |
| | TOTAL | | | 15 313,81 |
| <u>VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS</u> | | | | |
| CASTELNAU-RIVIERE-BASSE | Acquisition de barrières amovibles | 945,00 | 60% | 567,00 |
| ESTIRAC | Travaux de signalisation verticale | 616,36 | 60% | 369,82 |
| LASCAZERES | Travaux de mise en sécurité dans le village | 3600,00 | 60% | 2160,00 |
| MINGOT | Travaux de mise en sécurité dans un virage | 3236,51 | 60% | 1941,91 |
| PEYRUN | Travaux de signalisation verticale | 2914,99 | 60% | 1748,99 |
| SAINT-SEVER-DE-RUSTAN | Travaux de signalisation verticale | 1133,94 | 60% | 680,36 |
| SARIAC-BIGORRE | Acquisition de deux radars pédagogiques | 4856,00 | 60% | 2913,60 |
| SAUVETERRE | Mise en place de barrières amovibles | 3575,86 | 60% | 2145,52 |
| SOUBLECAUSE | Travaux de signalisation verticale | 548,01 | 60% | 328,81 |
| TOSTAT | Aménagement et signalisation aux abords des bâtiments publics | 3031,25 | 60% | 1818,75 |
| TROULEY-LABARTHE | Travaux de signalisation verticale | 1921,66 | 60% | 1153,00 |
| UGNOUAS | Travaux de signalisation horizontale | 1692,81 | 60% | 1015,69 |
| VILLEFRANQUE | Travaux de signalisation verticale | 231,90 | 60% | 139,14 |
| SOMBRUN | Travaux de signalisation verticale | 1291,30 | 60% | 774,78 |
| | TOTAL | | | 17 757,35 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|---|--|--------------------|--------|------------------|
| <u>VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES</u> | | | | |
| OLEAC-DESSUS | Mise en sécurité chemin de Mélaou | 14980,00 | 60% | 8988,00 |
| CHELLE-SPOU | Travaux de signalisation verticale | 1167,90 | 60% | 700,75 |
| MOULEDOUS | Travaux de signalisation verticale | 1146,16 | 60% | 687,70 |
| POUMAROUS | Travaux de signalisation verticale et horizontale | 4662,90 | 60% | 2797,74 |
| CALAVANTE | Radars pédagogiques | 3358,00 | 60% | 2014,80 |
| BARBAZAN-DESSUS | Travaux de réfection de talus aux abords de l'église | 15000,00 | 55% | 8250,00 |
| GALAN | Travaux de mise en sécurité | 15000,00 | 55% | 8250,00 |
| TOTAL | | | | 31 688,99 |
| <u>VALLEE DE LA BAROUSSE</u> | | | | |
| PINAS | Travaux de mise en sécurité de l'accès à l'école | 15000,00 | 57% | 8475,00 |
| LANNEMEZAN | Travaux de signalisation verticale | 15000,00 | 57% | 8475,00 |
| SOST | Réalisation de caniveaux | 2834,00 | 60% | 1700,40 |
| BERTREN | Travaux de réfection de trottoirs | 7570,00 | 60% | 4542,00 |
| CRECHETS | Travaux de signalisation horizontale | 2096,31 | 60% | 1257,79 |
| GEMBRIE | Réalisation d'un passage busé (mémorial Vallée de la Barousse) | 1893,00 | 60% | 1135,80 |
| TOTAL | | | | 25 585,99 |
| <u>VALLEE DES GAVES</u> | | | | |
| BEAUCENS | Travaux de mise en sécurité de la voirie | 4925,00 | 41,00% | 2019,25 |
| OUZOUS | Travaux de signalisation verticale | 1490,00 | 41,00% | 610,90 |
| PIERREFITTE-NESTALAS | Travaux d'aménagement et de sécurisation | 4775,55 | 41,00% | 1957,98 |
| ARCIZANS-AVANT | Mise en place d'un radar pédagogique | 1701,00 | 41,00% | 697,41 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|--|--|--------------------|--------|------------------|
| <u>VALLEE DES GAVES suite</u> | | | | |
| GEZ-ARGELES | Travaux de mise en sécurité de la voirie (RD102) et travaux de signaliation | 10870,00 | 50,00% | 5435,00 |
| SALLES | Travaux de mise en sécurité de la voirie | 8381,59 | 50,00% | 4190,80 |
| AYZAC-OST | Travaux de mise en sécurité routière | 11340,08 | 35,00% | 3969,03 |
| SAZOS | Mise en place de dispositifs de sécurité mixte quartier "Allé" et "Las Grabes" | 14968,90 | 41,00% | 6137,25 |
| | TOTAL | | | 25 017,61 |
| <u>VALLEE DES NESTES AURE ET LOURON</u> | | | | |
| AVAJAN | Travaux d'aménagement ponctuels de sécurité | 4 000,00 | 50% | 2 000,00 € |
| BOURISP | Travaux d'élagage d'arbres pour sécuriser le camping le "Rioumajou" | 4 125,00 | 50% | 2 062,50 € |
| HECHES | Mise en place de barrières de sécurité | 6 374,16 | 50% | 3 187,08 € |
| VIELLE-AURE | Travaux de mise e sécurité de la promenade du Bernet | 9 850,00 | 50% | 4 925,00 € |
| SAINT-ARROMAN | Travaux de mise e sécurité des abords de l'Eglise | 6 600,00 | 50% | 3 300,00 € |
| CAPVERN | Travaux de réfection de trottoirs | 7 043,85 | 50% | 3 521,93 € |
| BORDERES-LOURON | Travaux de mise en sécurité routière au quartier MEDAS | 1 500,00 | 55% | 825,00 € |
| GAZAVE | Travaux de mise en sécurité RD526 en traversée d'agglomération | 416,00 | 55% | 228,80 € |
| SARRANCOLIN | Mise en place de barrières de sécurité et de potelets + marquage au sol | 13 931,80 | 50% | 6 965,90 € |
| ARREAU | Travaux de signalisation verticale | 3 192,05 | 55% | 1 755,63 € |
| IZAUX | Mise en place d'un miroir routier | 351,96 | 55% | 193,58 € |
| | TOTAL | | | 28 965,41 |

DOTATION 2018 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE - PROGRAMMATION 2019

| Cantons communes | Nature de l'opération | Montant HT travaux | Taux | Montant Dotation |
|------------------------------|---|--------------------|------|-------------------|
| <u>VIC-EN-BIGORRE</u> | | | | |
| TARASTEIX | Sécurisation carrefour route de Vic - chemin Peyramale | 3070,97 | 40% | 1 228,39 |
| VILLENAVE-PRES-BEARN | Signalisation verticale | 1382,60 | 40% | 553,04 |
| PUJO | Radars pédagogiques | 5290,00 | 40% | 2 116,00 |
| LAGARDE | Sécurisation fossé, signalisation verticale et horizontale | 1581,54 | 40% | 632,62 |
| NOUILHAN | Accessibilité PMR des passages piétons, signalisation verticale et horizontale | 2140,64 | 40% | 856,26 |
| SARNIGUET | Signalisation verticale, trottoir de l'école et aménagement de la rue de l'église | 10472,23 | 40% | 4 188,89 |
| SIARROUY | Signalization verticale et horizontale | 11022,50 | 40% | 4 409,00 |
| AURENSAN | Signalisation verticale | 1750,70 | 40% | 700,28 |
| VILLENAVE-PRES-MARSAC | Cheminement mode doux | 1482,56 | 40% | 593,02 |
| CAIXON | Signalisation verticale | 3932,91 | 40% | 1 573,16 |
| | TOTAL | | | 16 850,66 |
| | TOTAL GENERAL | | | 278 986,54 |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

28 - VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SITUE 2 RUE LORDAT A TARBES

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que dans le cadre de l'optimisation patrimoniale des biens immobiliers du Département, il a été décidé de mettre en vente l'immeuble situé 2 rue Lordat à Tarbes sur les parcelles cadastrées BH 52 et BH 285, propriété de la collectivité.

Une première mise en vente aux enchères sur le site Internet AGORASTORE est intervenue en décembre 2017 mais n'a pas abouti, aucun acquéreur ne s'étant positionné sur ce bien.

En 2019, le Département a souhaité relancer cette procédure d'enchères pour la vente de ce bâtiment qui aura permis de 2017 à 2019 de loger temporairement différents services de la collectivité.

Pour l'aliénation de cet immeuble, le Département a consulté le service des Domaines qui a estimé le 22 mai 2019 sa valeur vénale à la somme de 465 000,00 € avec une marge d'appréciation donnée à la hausse comme à la baisse de 12 % pour prendre en compte les difficultés du marché de bureau à Tarbes et le caractère spécifique du bien.

Cette vente aux enchères s'est tenue du 1^{er} au 4 juillet 2019 et a permis la cession de ce bien.

Une commission a validé la proposition faite par Monsieur Patrick CAZABAN représentant la société « GROUPE PATRICK CAZABAN HOLDING » située à Beaumarchés dans le Gers pour un montant de 322 800,00 €, commission d'AGORASTORE incluse, soit un montant qui sera versé au Département de 306 261,86 €.

L'établissement de l'acte notarié est confié à l'étude Notariale de Maîtres Nicolas MARTINIERE et Julien RENARD située à Saint-Benoît dans la Vienne. Les frais d'acte seront supportés par l'acquéreur.

Ce dossier, examiné en séance des 26 juillet 2019 et 25 octobre 2019, a fait l'objet d'un sursis à statuer.

Une évaluation plus poussée du bien a été menée en parallèle, montrant que l'évaluation initiale et la proposition à 322 800€ est cohérente par rapport au marché sur Tarbes.

En complément, l'acquéreur, Monsieur Patrick CAZABAN, a détaillé sa proposition et argumenté son prix et le coût de l'opération.

De ce fait, en l'absence d'autre proposition, ce dossier est à nouveau soumis au vote de la Commission Permanente.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, avec 2 votes contre (M. Jean Guilhas, Mme Chantal Robin-Rodrigo),

DECIDE

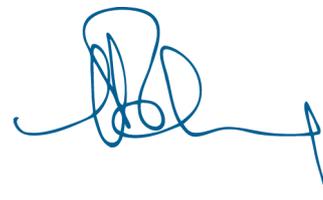
Article 1^{er} - d'approuver la cession de l'immeuble situé au 2, rue Lordat à Tarbes sur les parcelles cadastrées BH n°52 et BH n°285 d'une superficie totale de 628 m² à la société « GROUPE PATRICK CAZABAN HOLDING » située à Beaumarchés dans le Gers, représentée par Monsieur Patrick CAZABAN pour un montant de 306 261,86 € ;

Article 2 - de confier la rédaction de l'acte notarié de vente à l'étude Notariale de Maîtres Nicolas MARTINIERE et Julien RENARD située à Saint-Benoît dans la Vienne ;

Article 3 – d'approuver la sortie de l'inventaire départemental de cet immeuble ;

Article 4 – d'autoriser le Président à signer l'acte notarié constatant la vente de ce bien ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire à intervenir au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

29 - AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATIONS

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'attribution de subventions au titre du programme « Aide au sport »,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

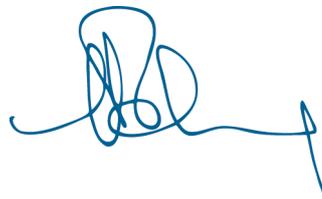
La Commission Permanente, après en avoir délibéré, Mme Andrée Doubrère n'ayant participé ni au débat,

DECIDE

Article 1^{er} - d'attribuer au titre des aides « Haut niveau individuels » les subventions figurant sur le tableau joint à la présente délibération pour un montant total de 40 200 € ;

Article 2 - de prélever ces montants sur le chapitre 933-32 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

AIDES « HAUT NIVEAU INDIVIDUEL »

"NATIONAL" Niveau II

| <i>Demandeur</i> | <i>Discipline</i> | <i>Observations</i> | <i>Accordé</i> |
|---|---------------------------------|--|----------------|
| Elisabeth BRUNET "Tarbes Pyrénées Athlétisme" | Athlétisme Marche 33 ans | 1 300 € attribués en 2018 3 ^{ème} au Ch. de France 3 000 m en salle en 2018 3 ^{ème} au Ch. de France 50 km en 2019 | 1 300 |
| Mme Jocelyne KERBIRIOU pour sa fille Léa "Tarbes Pyrénées Athlétisme" | Athlétisme 800 m 17 ans | 1^{ère} attribution Vice-Ch. de France cadette sur piste en 2019 | 800 |
| M. Thierry SOMPROU pour sa fille Anaïs "Tarbes Pyrénées Athlétisme" | Athlétisme Javelot 17 ans | 1^{ère} attribution Vice-Ch. de France cadette de lancers longs hivernaux en 2019 | 800 |
| Justine LANNE "Esclops d'Azun" | Course en montagne 18 ans | 1^{ère} attribution Statut sportif haut niveau et sélectionnée en équipe de France | 700 |
| Didier ZAGO "Esclops d'Azun" | Course en montagne 41 ans | 1 300 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France 3 ^{ème} au Ch. d'Europe /équipe en 2018 Champion de France en 2019 | 650 |
| Emmanuelle OTT "Badminton Athlétic Tarbais" | Parabadminton 38 ans | 1 500 € attribués en 2018 Sélectionnée en équipe de France Double Ch. de France en simple et double mixte en 2018 Triple Ch. de France en simple, double dames et mixte en 2019 | 1 500 |
| David TOUPÉ "Badminton Athlétic Tarbais" | Parabadminton 42 ans | 1 800 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France Vice-Ch. d'Europe en simple et double homme et Ch. de France en simple et mixte en 2018 Double Ch. de France en simple et double mixte en 2019 | 1 500 |
| Sébastien DUFFO "No Kill 33" | Pêche 28 ans | 1 500 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France Champion de France en individuel et /équipe en 2018 Ch. de France /équipe en 2019 | 1 400 |
| Benoît CHATELLIER "Pilotari Club Tarbais" | Pelote Basque 28 ans | 1 900 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France Vice-Ch. du Monde de paleta cuir en 2018 1/4 de finale au Ch. de France de paleta cuir en 2019 | 950 |
| Romain PHILIPPE "Pilotari Club Tarbais" | Pelote basque 35 ans | 1 500 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau Ch. de France en paleta gomme pleine place libre en 2018 3 ^{ème} au Ch. de France paleta gomme pleine mur à gauche en 2019 | 1 300 |
| Johan PRUDENCE "Pilotari Club Tarbais" | Pelote basque 31 ans | 1 500 € attribués en 2018 Ch. de France de paleta gomme pleine place libre en 2018 3 ^{ème} au Ch. de France paleta gomme pleine mur à gauche en 2019 | 1 300 |
| Louis GAUTRÉ " Lourdes Roller" | Roller de vitesse 18 ans | 1^{ère} attribution 3 ^{ème} au Ch. de France route sur 100 m en 2019 | 1 300 |
| Erwan SOLA "Lourdes Roller" | Roller de vitesse 19 ans | 1 100 € attribués en 2018 Inscrit sur liste nationale espoirs Vice- Ch. de France 900 m sur route junior A et 3 ^{ème} en indoor en 2018 Vainqueur d'une manche de Coupe de France sur 400 m en 2019 | 700 |
| M. Frédéric DOUAT pour sa fille Zoé "Ski Toy" | Ski alpin 15 ans | 900 € attribués en 2018 Inscrite sur liste nationale espoirs Ch. de France U14 en 2018 14 ^{ème} en slalom et 15 ^{ème} en géant au Ch. de France U16 en 2019 | 700 |

"POLE ESPOIRS et POLE FRANCE"

| <i>Demandeur</i> | <i>Discipline</i> | <i>Observations</i> | <i>Accordé</i> |
|---|-----------------------|--|----------------|
| Mme Sybille CHAPEU-LACAZE pour sa fille Zélie LACAZE "Tarbes Gespe Bigorre" | Basket-ball 13 ans | 1^{ère} attribution A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2019 | 900 |
| M. Patrick URIARTE pour sa fille Zoé "Tarbes Gespe Bigorre" | Basket-ball 13 ans | 1^{ère} attribution A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2019 | 900 |
| Luc SARRAMEA "Stadoceste Tarbais" | Canoë-kayak 20 ans | 1^{ère} attribution A intégré le Continuum Pau Canoë Performance à Pau en 2019 | 1 000 |

"POLE ESPOIRS et POLE FRANCE" - Suite

| <i>Demandeur</i> | <i>Discipline</i> | <i>Observations</i> | <i>Accordé</i> |
|---|-----------------------------|--|----------------|
| Marc SARRAMEA "Stadoceste Tarbais" | Canoë-kayak 18 ans | 1^{ère} attribution A intégré le Continuum Pau Canoë Performance à Pau en 2019 | 1 000 |
| M. Frédéric BERNES pour son fils Maël "ALCK Bagnères-de-Bigorre" | Canoë-kayak 16 ans | 1^{ère} attribution A intégré le pôle espoirs à Pau en 2019 | 900 |
| Clément OZUN "Amitié Nature Tarbes" | Escalade 22 ans | 1 100 € attribués en 2018 A intégré le pôle France à Fontainebleau en 2016 | 1 100 |
| M. Philippe BOLZER pour sa fille Nina "Pays des Nestes Handball" | Handball 15 ans | 900 € attribués en 2018 A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2018 | 900 |
| M. Franck DECAP pour sa fille Ninon "Pays des Nestes Handball" | Handball 15 ans | 900 € attribués en 2018 A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2018 | 900 |
| Thomas BELLANDI "Aureilhan Judo" | Judo 18 ans | 900 € attribués en 2018 A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2015 | 900 |
| Mme Coralie VITALE pour sa fille Candice SERAN "Tarbes Pyrénées Judo" | Judo 15 ans | 900 € attribués en 2018 A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2018 | 900 |
| Mme Delphine LAVIT pour son fils Bastien "Pilotari Club Tarbais" | Pelote basque 15 ans | 1^{ère} attribution A intégré le pôle espoirs à Toulouse en 2019 | 900 |
| M. Frédéric ASTIER pour sa fille Lise "EPSTN" | Sauvetage Sportif 17 ans | 1 100 € attribués en 2018 A intégré le pôle France à Montpellier en 2018 | 1 100 |
| M. Philippe LANNE pour son fils Antoine "Ski Club Azun" | Ski de fond 15 ans | 1^{ère} attribution A intégré le pôle espoirs à Font Romeu en 2019 | 900 |
| M. Olivier PUYO pour son fils Antoine "Ski Toy" | Ski de fond 17 ans | 900 € attribués en 2018 A intégré le pôle espoirs à St Michel de Maurienne en 2018 | 900 |

"INTERNATIONAL" Niveau IV

| <i>Demandeur</i> | <i>Discipline</i> | <i>Observations</i> | <i>Accordé</i> |
|---|--|---|----------------|
| Mme Céline SEMPE pour sa fille Lilou DUCASTAING "Ecurie du Maoulou" | Equitation Concours complet 15 ans | 700 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionnée en équipe de France 5 ^{ème} au Ch. de France cadette en 2018 2 ^{ème} /équipe au Ch. d'Europe poney en 2019 | 1 200 |
| Romain PAGNOUX "Amitié Nature Tarbes" | Handgrimpe 32 ans | 2 000 € attribués en 2018 Sélectionné en équipe de France Champion du Monde et vice-Ch. de France en 2018 et 2019 | 2 000 |
| François BARRIOT "Parachutisme Tarbes Bigorre" | Parachutisme 40 ans | 1 600 € attribués en 2018 Vainqueur d'une manche de Coupe du Monde /équipe en 2018 Vainqueur en individuel et /équipe en Coupe d'Europe en 2019 | 1 500 |
| Déborah FERRAND "Parachutisme Tarbes Bigorre" | Parachutisme 37 ans | 2 000 € attribués en 2018 Statut sportive de haut niveau et sélectionnée en équipe de France Vainqueur du classement G ^{al} de la Coupe du Monde en 2018 Vainqueur en Coupe du Monde de précision d'atterrissage en 2019 | 1 600 |
| Alexandre FERRONI "Parachutisme Tarbes Bigorre" | Parachutisme 23 ans | 800 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France 7 ^{ème} en Coupe du Monde junior de PA en 2017 2 ^{ème} /équipe en Coupe du Monde junior en 2019 | 1 300 |
| Sylvain FERRONI "Parachutisme Tarbes Bigorre" | Parachutisme 23 ans | 1 600 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France 3 ^{ème} au Ch. du Monde junior en individuel et au combiné en 2018 2 ^{ème} /équipe en Coupe du Monde junior en 2019 | 1 300 |
| Pierre REMY "Vol Libre Bigourdan" | Parapente 33 ans | 1 300 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France A intégré le pôle France de Rhône Alpes en 2009 3 ^{ème} au Ch. d'Europe /équipe en 2018 Vainqueur de la Coupe du Monde et Ch. du Monde /équipe en 2019 | 2 000 |
| Axel BEAU "Pilotari Club Tarbais" | Pelote basque 21 ans | 1 200 € attribués en 2018 Statut sportif de haut niveau et sélectionné en équipe de France 257 Ch. de France -22 ans de frontenis en 2018 3 ^{ème} /équipe au Ch. du Monde espoir en 2019 | 1 200 |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

30 - AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATION 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'attribution d'une subvention à l'association Cyclisme Gendarmerie, au titre de l'aide au sport,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

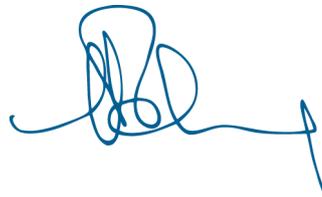
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'attribuer une subvention exceptionnelle de 3 000 € à l'association Cyclisme Gendarmerie pour l'organisation du championnat de France cycliste Gendarmerie qui s'est déroulé les 20 et 21 septembre 2019 à Argelès-Gazost ;

Article 2 – de prélever ce montant sur le chapitre 933-32 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

31 - AIDE AU SPORT INDIVIDUALISATIONS

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président concluant à l'approbation de conventions avec le Cercle Amical Lannemezanais, le Stade Bagnérais Rugby et le Stado Tarbes Pyrénées Rugby, au titre de l'Aide au sport,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'attribuer aux trois clubs haut-pyrénéens, les subventions exceptionnelles suivantes :

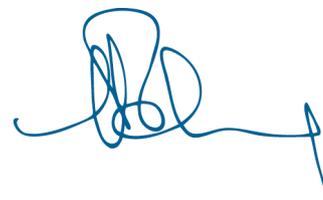
- 5 000 € au Cercle Amical Lannemezanais
- 5 000 € au Stade Bagnérais Rugby
- 5 000 € au Tarbes Pyrénées Rugby

Article 2 – de prélever ces montants sur le chapitre 933-32 du budget départemental ;

Article 3 – d'approuver les avenants n° 1, joints à la présente délibération, formalisant notamment les modalités de versement des subventions attribuées ;

Article 4 - d'autoriser le Président à signer ces documents au nom et pour le compte du Département.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

AVENANT N°1

A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS SIGNÉE ENTRE LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES ET LE CERCLE AMICAL LANNEMEZANAIS

ARTICLE 1 : le Département des Hautes-Pyrénées et le Cercle Amical Lannemezanais conviennent d'un commun accord d'établir un avenant à la convention signée le 4 février 2019, dans les conditions ci-après précisées :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant total de la subvention accordée par le Département au Cercle Amical Lannemezanais pour la saison 2018/2019 de l'équipe seniors est de quarante mille euros (40 000 €).

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Par délibération du Conseil départemental les 7 décembre 2018 et 7 juin 2019, une subvention globale de trente cinq mille euros (35 000 €) a été votée et réglée au Cercle Amical Lannemezanais, suite à la signature de la convention initiale et à la présentation des pièces justificatives indiquées à l'article 5-1.

Par délibération du Conseil départemental en date du 29 novembre 2019, une subvention exceptionnelle de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée au Cercle Amical Lannemezanais pour sa participation aux rencontres programmées entre les clubs des Hautes-Pyrénées de même poule, derby, dans le cadre du championnat de France de rugby à XV fédérale 1.

Cette dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « Aide au sport », au chapitre 933-32, article 6574, enveloppe 263.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Tarbes le

**POUR LE DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES
LE PRÉSIDENT**

**POUR LE CERCLE AMICAL
LANNEMEZANAIS
LES CO-PRÉSIDENTS**

MICHEL PÉLIEU

262

JEAN-PHILIPPE DASTUGUE

BERNARD DUCLOS

AVENANT N°1

A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS SIGNÉE ENTRE LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES ET LE STADE BAGNÉRAIS RUGBY

ARTICLE 1 : le Département des Hautes-Pyrénées et le Stade Bagnérais Rugby conviennent d'un commun accord d'établir un avenant à la convention signée le 19 janvier 2019, dans les conditions ci-après précisées :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant total de la subvention accordée par le Département au Stade Bagnérais Rugby pour la saison 2018/2019 de l'équipe seniors est de quarante mille euros (40 000 €).

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Par délibération du Conseil départemental les 7 décembre 2018 et 7 juin 2019, une subvention globale de trente cinq mille euros (35 000 €) a été votée et réglée au Stade Bagnérais Rugby, suite à la signature de la convention initiale et à la présentation des pièces justificatives indiquées à l'article 5-1.

Par délibération du Conseil départemental en date du 29 novembre 2019, une subvention exceptionnelle de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée au Stade Bagnérais Rugby pour sa participation aux rencontres programmées entre les clubs des Hautes-Pyrénées de même poule, derby, dans le cadre du championnat de France de rugby à XV fédérale 1.

Cette dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « Aide au sport », au chapitre 933-32, article 6574, enveloppe 263.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Tarbes le

**POUR LE DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES
LE PRÉSIDENT**

**POUR LE STADE BAGNÉRAIS RUGBY
LE PRÉSIDENT**

MICHEL PÉLIEU

263

PATRICE PADRONI

AVENANT N°1

A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS SIGNÉE ENTRE LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES ET LE STADO TARBES PYRENEES RUGBY

ARTICLE 1 : le Département des Hautes-Pyrénées et le Stado Tarbes Pyrénées Rugby conviennent d'un commun accord d'établir un avenant à la convention signée le 21 janvier 2019, dans les conditions ci-après précisées :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant total de la subvention accordée par le Département au Stado Tarbes Pyrénées Rugby pour la saison 2018/2019 de l'équipe seniors 1 est de quarante mille euros (40 000 €).

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Par délibération du Conseil départemental les 7 décembre 2018 et 7 juin 2019, une subvention globale de trente cinq mille euros (35 000 €) a été votée et réglée au Stado Tarbes Pyrénées Rugby, suite à la signature de la convention initiale et à la présentation des pièces justificatives indiquées à l'article 5-1.

Par délibération du Conseil départemental en date du 29 novembre 2019, une subvention exceptionnelle de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée au Stado Tarbes Pyrénées Rugby pour sa participation aux rencontres programmées entre les clubs des Hautes-Pyrénées de même poule, derby, dans le cadre du championnat de France de rugby à XV fédérale 1.

Cette dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « Aide au sport », au chapitre 933-32, article 6574, enveloppe 263.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Tarbes le

**POUR LE DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES
LE PRÉSIDENT**

**POUR LE STADO TARBES
PYRÉNÉES RUGBY
LE PRÉSIDENT**

MICHEL PÉLIEU

264

LIONEL TERRÉ

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

32 - AIDE AU SPORT RECTIFICATIF D'INDIVIDUALISATIONS

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière d'individualisation des programmes inscrits au budget,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que dans le cadre du programme « Aide au sport », la Commission permanente du 7 juin 2019 a voté en faveur du Comité territorial Hautes-Pyrénées de la montagne et de l'escalade les subventions suivantes :

- 17 500 € pour la saison 2018/2019 de la filière haut niveau escalade,
- 2 000 € pour l'organisation de deux épreuves de Coupe de France de ski alpinisme à Val Louron le 9 février 2019 et à Saint-Lary-Soulan le 10 février 2019.

L'étude des pièces sollicitées pour le règlement des subventions fait apparaître une différence entre les montants des bilans financiers et ceux des budgets prévisionnels ayant permis l'instruction des dossiers, soit 37 % pour l'équipe en haut niveau et 72 % pour la manifestation. Aussi, la règle de modulation suivante s'applique :

- pour les dossiers présentant une différence de 30 à 50 %, la diminution de l'aide est au prorata de cette différence,
- pour les dossiers dont le montant du budget réalisé est inférieur de plus de 50 % au budget prévisionnel, le taux de diminution est de 50 %.

Les subventions initialement attribuées sont alors ramenées à due concurrence à :

- 11 000 € pour la saison 2018/2019 de la filière haut niveau escalade,
- 1 000 € pour l'organisation de deux épreuves de Coupe de France de ski alpinisme à Val Louron le 9 février 2019 et à Saint-Lary-Soulan le 10 février 2019.

Il est proposé d'annuler les deux subventions initiales et d'individualiser les deux nouvelles subventions.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

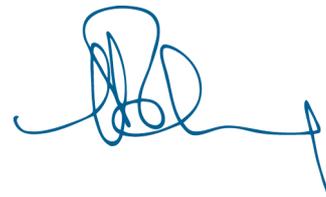
Article 1^{er} – d’annuler les aides suivantes accordées par délibération de la Commission Permanente du 7 juin 2019 :

- 17 500 € pour la saison 2018/2019 de la filière haut niveau escalade,
- 2 000 € pour l’organisation de deux épreuves de Coupe de France de ski alpinisme à Val Louron le 9 février 2019 et à Saint-Lary-Soulan le 10 février 2019.

Article 2 – d’attribuer les aides suivantes, au titre de l’Aide au Sport :

- 11 000 € pour la saison 2018/2019 de la filière haut niveau escalade,
- 1 000 € pour l’organisation de deux épreuves de Coupe de France de ski alpinisme à Val Louron le 9 février 2019 et à Saint-Lary-Soulan le 10 février 2019.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

33 - AIDE AU CINEMA SCOLAIRE EN MILIEU RURAL

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le Département a mis en place l'aide au cinéma scolaire en milieu rural afin de former et sensibiliser le jeune public à la culture cinématographique en milieu rural. Ce dispositif s'adresse en priorité aux établissements scolaires publics du département et concerne uniquement les cantons possédant une salle de cinéma ne faisant pas partie du réseau Ciné Parvis 65.

Le montant de l'aide a été fixé forfaitairement à 1,50 € par élève.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

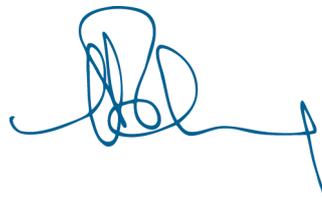
DECIDE

Article 1^{er} - d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 339,50 € à l'association La Coustète (cinéma Le Lalano) pour 893 élèves,
- 5 863,50 € à la Communauté de Communes Adour Madiran (Cinévic) pour 3 909 élèves,
- 685,50 € au Syndicat Mixte de la Maison du Parc National et de la Vallée Luz-Saint-Sauveur (Maison du Parc) pour 457 élèves.

Article 2 – de prélever ces montants sur le chapitre 933-33 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

34 - CITES SCOLAIRES MIXTES : EQUIPEMENT EN CLASSES MOBILES

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que le Département s'implique depuis plusieurs années dans le développement du numérique dans les collèges des Hautes-Pyrénées.

Au terme des différents appels à projets numériques 2015, 2016 et 2017 et avec le concours financier de l'Etat, le Département a équipé tous les collèges de tablettes numériques sous la forme de classes mobiles. Ainsi cela permet un accès aux ressources numériques pour l'ensemble des collégiens.

Les cités scolaires n'ont pas fait partie de ces appels à projets au vu de la gestion de l'informatique par la Région.

En effet, conformément aux conventions de gestion en date du 30/03/2017, la Région Occitanie gère le volet informatique pour les trois cités scolaires des Hautes-Pyrénées : elle procède à l'acquisition et au déploiement des matériels et assure la maîtrise d'ouvrage de la maintenance.

Dans un souci d'équité de traitement des collégiens sur l'ensemble du territoire, nous avons sollicité la Région pour équiper les collégiens des trois cités scolaires sur le même principe que les autres collèges du Département, à savoir une dotation initiale de 2 classes mobiles par établissement. La composition d'une «classe mobile» est la suivante : 15 tablettes élèves, 3 tablettes enseignants et une borne wifi.

La Région Occitanie a donc procédé à l'acquisition et au déploiement de 2 « classes mobiles » dans chacune des trois cités scolaires en 2019, pour un coût prévisionnel total de 65 000 € pour les 6 «classes mobiles».

Ce matériel étant à destination des collégiens, le Département financera intégralement cette acquisition.

Il est proposé donc d'accorder à la Région une participation de 65 000 € au titre de l'acquisition et du déploiement de 6 classes mobiles au total dans les cités scolaires d'Argelès-Gazost, Lourdes et Vic-en-Bigorre.

Ce montant correspond à la participation maximale versée par le Département et sera ajusté en fonction des dépenses réellement justifiées par la Région.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

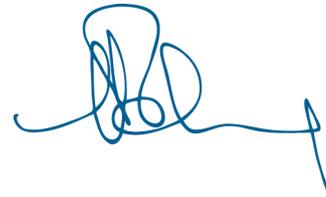
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'accorder à la Région Occitanie une participation de 65 000 € au titre de l'acquisition et du déploiement de 6 classes mobiles dans les cités scolaires d'Argelès-Gazost, Lourdes et Vic-en-Bigorre ;

Article 2 – de prélever ce montant sur le chapitre 912-221 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT
DES HAUTES-PYRENEES

EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

35 - CITES SCOLAIRES RENE BILLERES A ARGELES-GAZOST : PARTICIPATION AU REMPLACEMENT DES PLATEAUX DE SELF

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que dans la continuité de l'opération de travaux de réhabilitation de l'espace restauration de la cité scolaire René Billères à Argelès-Gazost, les plateaux de self qui étaient vétustes ont été remplacés.

Le Département participe au financement de cette opération de travaux dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissement de 2016 à 2021 pour un montant prévisionnel global de 1 579 583 € (opération « Remplacement des menuiseries extérieures, réhabilitation restauration, câblage et divers »).

Conformément à la convention de gestion en date du 30/03/2017, la Région Occitanie et le Département des Hautes-Pyrénées sont convenus d'une répartition financière au prorata des effectifs rationnaires pour les dépenses relatives au service restauration.

La Région, en sa qualité de gestionnaire de la cité scolaire, s'est chargée de la commande des 768 plateaux à l'identité visuelle des deux collectivités.

Le remplacement des plateaux représente un coût de 5 644,80 € HT.

Le Département participera financièrement à hauteur de 2 963,52 €, soit 52,5 % du montant total, calculé au prorata des effectifs rationnaires, c'est-à-dire avec un coefficient de 1 pour les demi-pensionnaires et de 2 pour les internes.

Il est proposé donc d'accorder à la Région une participation de 2 963,52 € au titre du remplacement des plateaux de self de la cité scolaire d'Argelès-Gazost.

Ce montant correspond à la participation maximale versée par le Département et sera réajusté en fonction des dépenses réellement justifiées par la Région.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

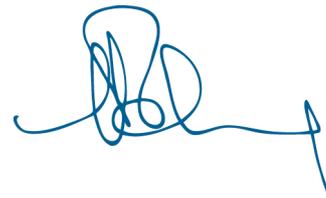
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} - d'accorder à la Région Occitanie une participation de 2 963,52 € au titre du remplacement des plateaux de self de la cité scolaire René Billères d'Argelès-Gazost ;

Article 2 – de prélever ce montant sur le chapitre 912-221 du budget départemental.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small vertical tick.

Michel PÉLIEU

Date de la convocation : 20/11/19

Etaients présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

36 - REPARTITION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu l'article 1648 A du code général des impôts,

Vu la délibération en date du 25 octobre 2013,

Vu la délibération du 6 octobre 2017,

Vu la notification de Madame la Préfète en date du 15 juillet 2019 fixant le montant à répartir à : 335 791 €,

Vu le rapport de M. le Président,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

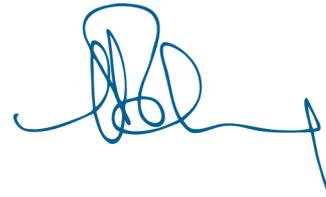
La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – d’approuver la répartition du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle telle que détaillée dans les tableaux joints à la présente délibération, soit :

- 167 895,50 € répartis entre les communes éligibles, selon le tableau annexé ;
- 167 895,50 € répartis entre les EPCI éligibles, selon le tableau annexé.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a vertical line.

Michel PÉLIEU

COMMUNES

ELIGIBILITE

Critère n° 1 : Communes <= 150 habitants

Critère n° 2 : potentiel fiscal <= moyenne des communes éligibles au critère n° 1 X coefficient

REPARTITION

critère n° 3 : Effort fiscal

Fonds à répartir : 335 791,00€

| | | | |
|----------|-------------|--------|-------------|
| Communes | | EPCI | |
| 50,00% | 167 895,50€ | 50,00% | 167 895,50€ |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|------------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| ADAST | VALLEE DES GAVES | 314 | 158 135 | 503,61 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ADE | LOURDES-2 | 836 | 866 995 | 1 037,08 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ADERVIELLE-POUCHERGUES | NESTE-AURE-LOURON | 366 | 89 375 | 244,19 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AGOS-VIDALOS | VALLEE DES GAVES | 479 | 333 720 | 696,70 | 0,82 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ALLIER | MOYEN-ADOUR | 423 | 190 130 | 449,48 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ANCIZAN | NESTE-AURE-LOURON | 420 | 225 671 | 537,31 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ANDREST | VIC-EN-BIGORRE | 1 429 | 721 784 | 505,10 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ANERES | VALLEE DE LA BAROUSSE | 197 | 85 915 | 436,12 | 1,25 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ANGOS | MOYEN-ADOUR | 232 | 121 402 | 523,28 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ANLA | VALLEE DE LA BAROUSSE | 114 | 34 968 | 306,74 | 1,06 | OUI | OUI | 0,92% | 1 546,97 € | 2 753,51 € |
| ANSOST | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 59 | 24 647 | 417,75 | 0,94 | OUI | OUI | 0,82% | 1 378,91 € | 2 636,00 € |
| ANTICHAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 53 | 18 235 | 344,06 | 1,00 | OUI | OUI | 0,87% | 1 462,27 € | 2 554,76 € |
| ANTIN | COTEAUX | 122 | 48 264 | 395,61 | 1,06 | OUI | OUI | 0,93% | 1 557,24 € | 2 808,72 € |
| ANTIST | HAUTE-BIGORRE | 179 | 111 766 | 624,39 | 0,71 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARAGNOUET | NESTE-AURE-LOURON | 1 074 | 1 683 043 | 1 567,08 | 1,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARBEOST | VALLEE DES GAVES | 157 | 99 286 | 632,39 | 0,56 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARCIZAC-ADOUR | MOYEN-ADOUR | 554 | 295 533 | 533,45 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARCIZAC-EZ-ANGLES | LOURDES-2 | 264 | 213 874 | 810,13 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARCIZANS-AVANT | VALLEE DES GAVES | 529 | 237 388 | 448,75 | 0,89 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARCIZANS-DESSUS | VALLEE DES GAVES | 203 | 120 053 | 591,39 | 1,16 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARDENGOST | NESTE-AURE-LOURON | 35 | 6 336 | 181,03 | 0,98 | OUI | OUI | 0,85% | 1 431,67 € | 2 539,94 € |
| ARGELES | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 133 | 79 950 | 601,13 | 0,82 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|---------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| ARGELES-GAZOST | VALLEE DES GAVES | 3 574 | 1 994 201 | 557,97 | 1,27 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARIES-ESPENAN | COTEAUX | 81 | 38 822 | 479,28 | 0,83 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARNE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 226 | 71 542 | 316,56 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARRAS-EN-LAVEDAN | VALLEE DES GAVES | 642 | 459 067 | 715,06 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARRAYOU-LAHITTE | LOURDES-2 | 124 | 66 204 | 533,90 | 0,96 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARREAU | NESTE-AURE-LOURON | 1 432 | 935 664 | 653,40 | 1,15 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARRENS-MARSOUS | VALLEE DES GAVES | 1 219 | 1 342 977 | 1 101,70 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARRODETS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 46 | 16 001 | 347,85 | 0,96 | OUI | OUI | 0,83% | 1 400,54 € | 2 559,46 € |
| ARRODETS-EZ-ANGLES | LOURDES-2 | 150 | 71 404 | 476,03 | 0,90 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARTAGNAN | VIC-EN-BIGORRE | 533 | 221 408 | 415,40 | 0,97 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARTALENS-SOUIN | VALLEE DES GAVES | 214 | 74 495 | 348,11 | 1,15 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ARTIGUEMY | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 98 | 25 963 | 264,93 | 1,10 | OUI | OUI | 0,96% | 1 606,09 € | 2 926,03 € |
| ARTIGUES | LOURDES-2 | 25 | 13 477 | 539,08 | 1,00 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 759,24 € |
| ASPIN-AURE | NESTE-AURE-LOURON | 64 | 21 632 | 338,00 | 0,83 | OUI | OUI | 0,72% | 1 210,41 € | 2 074,00 € |
| ASPIN-EN-LAVEDAN | LOURDES-1 | 481 | 408 983 | 850,28 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ASQUE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 189 | 51 433 | 272,13 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ASTE | HAUTE-BIGORRE | 639 | 399 898 | 625,82 | 0,82 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ASTUGUE | HAUTE-BIGORRE | 287 | 131 131 | 456,90 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AUBAREDE | COTEAUX | 309 | 96 075 | 310,92 | 0,91 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AUCUN | VALLEE DES GAVES | 449 | 337 160 | 750,91 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AULON | NESTE-AURE-LOURON | 155 | 154 262 | 995,24 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AUREILHAN | AUREILHAN | 8 094 | 4 502 546 | 556,28 | 1,14 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AURENSAN | VIC-EN-BIGORRE | 787 | 400 234 | 508,56 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AURIEBAT | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 282 | 123 139 | 436,66 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AVAJAN | NESTE-AURE-LOURON | 253 | 95 381 | 377,00 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AVENTIGNAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 238 | 88 635 | 372,42 | 1,15 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AVERAN | OSSUN | 76 | 32 481 | 427,38 | 0,76 | OUI | OUI | 0,66% | 1 109,22 € | 0,00 € |
| AVEUX | VALLEE DE LA BAROUSSE | 51 | 10 946 | 214,63 | 1,21 | OUI | OUI | 1,06% | 1 779,43 € | 3 054,34 € |
| AVEZAC-PRAT-LAHITTE | NESTE-AURE-LOURON | 660 | 528 098 | 800,15 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AYROS-ARBOUX | VALLEE DES GAVES | 372 | 213 361 | 573,55 | 0,93 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AYZAC-OST | VALLEE DES GAVES | 522 | 311 670 | 597,07 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| AZEREIX | OSSUN | 1 015 | 660 702 | 650,94 | 0,80 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|------------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| AZET | NESTE-AURE-LOURON | 257 | 73 270 | 285,10 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAGNERES-DE-BIGORRE | HAUTE-BIGORRE | 11 187 | 7 325 416 | 654,82 | 1,50 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BANIOS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 77 | 36 857 | 478,66 | 0,76 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BARBACHEN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 57 | 25 588 | 448,91 | 0,90 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 590,22 € |
| BARBAZAN-DEBAT | MOYEN-ADOUR | 3 563 | 2 931 845 | 822,86 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BARBAZAN-DESSUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 166 | 68 589 | 413,19 | 0,81 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAREGES | VALLEE DES GAVES | 1 090 | 710 800 | 652,11 | 2,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAREILLES | NESTE-AURE-LOURON | 130 | 46 863 | 360,48 | 0,66 | OUI | OUI | 0,58% | 966,11 € | 2 086,07 € |
| BARLEST | LOURDES-1 | 324 | 222 224 | 685,88 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BARRANCOUEU | NESTE-AURE-LOURON | 49 | 18 769 | 383,04 | 0,86 | OUI | OUI | 0,75% | 1 258,20 € | 2 366,49 € |
| BARRY | OSSUN | 142 | 57 319 | 403,65 | 0,81 | OUI | OUI | 0,71% | 1 184,53 € | 0,00 € |
| BARTHE | COTEAUX | 16 | 3 999 | 249,94 | 1,06 | OUI | OUI | 0,93% | 1 555,66 € | 2 702,49 € |
| BARTRES | LOURDES-1 | 537 | 510 658 | 950,95 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BATSERE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 50 | 15 644 | 312,88 | 1,09 | OUI | OUI | 0,95% | 1 602,98 € | 2 939,00 € |
| BAZET | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 1 759 | 2 348 748 | 1 335,27 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAZILLAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 353 | 176 765 | 500,75 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAZORDAN | COTEAUX | 131 | 54 314 | 414,61 | 0,90 | OUI | OUI | 0,78% | 1 317,29 € | 2 356,37 € |
| BAZUS-AURE | NESTE-AURE-LOURON | 194 | 97 983 | 505,07 | 0,82 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BAZUS-NESTE | NESTE-AURE-LOURON | 77 | 25 620 | 332,73 | 0,71 | OUI | OUI | 0,62% | 1 042,23 € | 1 894,44 € |
| BEAUCENS | VALLEE DES GAVES | 492 | 209 913 | 426,65 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BEAUDEAN | HAUTE-BIGORRE | 632 | 416 984 | 659,78 | 0,76 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BEGOLE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 236 | 68 170 | 288,86 | 0,81 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BENAC | OSSUN | 547 | 314 182 | 574,37 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BENQUE (BENQUE-MOLERE) | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 164 | 64 751 | 394,82 | 1,18 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BERBERUST-LIAS | LOURDES-2 | 63 | 33 312 | 528,76 | 0,88 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 642,19 € |
| BERNAC-DEBAT | MOYEN-ADOUR | 700 | 353 017 | 504,31 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BERNAC-DESSUS | MOYEN-ADOUR | 300 | 135 280 | 450,93 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BERNADETS-DEBAT | COTEAUX | 121 | 46 238 | 382,13 | 1,00 | OUI | OUI | 0,87% | 1 466,89 € | 2 657,25 € |
| BERNADETS-DESSUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 160 | 50 167 | 313,54 | 0,71 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BERTREN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 196 | 64 407 | 328,61 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BETBEZE | COTEAUX | 52 | 14 259 | 274,21 | 0,84 | OUI | OUI | 0,73% | 1 226,63 € | 2 171,11 € |
| BETPOUEY | VALLEE DES GAVES | 165 | 178 335 | 1 080,82 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|----------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| BETPOUY | COTEAUX | 84 | 31 928 | 380,10 | 0,70 | OUI | OUI | 0,61% | 1 032,03 € | 1 827,94 € |
| BETTES | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 57 | 34 056 | 597,47 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BEYREDE-JUMET | NESTE-AURE-LOURON | 279 | 503 333 | 1 804,06 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BIZE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 267 | 78 808 | 295,16 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BIZOUS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 130 | 57 342 | 441,09 | 1,09 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 799,95 € |
| BONNEFONT | COTEAUX | 397 | 152 552 | 384,26 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BONNEMAZON | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 72 | 17 658 | 245,25 | 1,12 | OUI | OUI | 0,98% | 1 643,28 € | 3 027,29 € |
| BONREPOS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 201 | 62 297 | 309,94 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOO-SILHEN | VALLEE DES GAVES | 356 | 119 425 | 335,46 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BORDERES-LOURON | NESTE-AURE-LOURON | 304 | 183 643 | 604,09 | 1,08 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BORDERES-SUR-L'ECHEZ | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 5 337 | 3 409 380 | 638,82 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BORDES | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 784 | 397 881 | 507,50 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOUILH-DEVANT | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 27 | 10 019 | 371,07 | 1,16 | OUI | OUI | 1,01% | 1 702,97 € | 3 089,74 € |
| BOUILH-PEREUILH | COTEAUX | 97 | 44 262 | 456,31 | 0,98 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOULIN | COTEAUX | 293 | 138 193 | 471,65 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOURG-DE-BIGORRE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 230 | 71 674 | 311,63 | 1,07 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOURISP | NESTE-AURE-LOURON | 349 | 250 270 | 717,11 | 0,79 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOURREAC | LOURDES-2 | 119 | 102 976 | 865,34 | 0,87 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BOURS | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 853 | 448 359 | 525,63 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BRAMEVAQUE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 49 | 10 759 | 219,57 | 1,22 | OUI | OUI | 1,07% | 1 789,02 € | 3 156,65 € |
| BUGARD | COTEAUX | 91 | 33 224 | 365,10 | 0,95 | OUI | OUI | 0,83% | 1 386,09 € | 2 539,93 € |
| BULAN | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 97 | 28 341 | 292,18 | 0,98 | OUI | OUI | 0,85% | 1 434,43 € | 2 620,43 € |
| BUN | VALLEE DES GAVES | 242 | 153 352 | 633,69 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BURG | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 302 | 108 586 | 359,56 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| BUZON | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 91 | 33 228 | 365,14 | 1,03 | OUI | OUI | 0,90% | 1 503,83 € | 2 559,19 € |
| CABANAC | COTEAUX | 303 | 111 388 | 367,62 | 0,93 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CADEAC | NESTE-AURE-LOURON | 463 | 216 449 | 467,49 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CADEILHAN-TRACHERE | NESTE-AURE-LOURON | 54 | 142 229 | 2 633,87 | 0,66 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAHARET | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 39 | 20 345 | 521,67 | 0,82 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAIXON | VIC-EN-BIGORRE | 390 | 172 108 | 441,30 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CALAVANTE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 337 | 138 453 | 410,84 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAMALES | VIC-EN-BIGORRE | 404 | 174 737 | 432,52 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|------------------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| CAMPAN | HAUTE-BIGORRE | 2 647 | 1 812 066 | 684,57 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAMPARAN | NESTE-AURE-LOURON | 92 | 60 357 | 656,05 | 0,60 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAMPISTROUS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 343 | 180 811 | 527,15 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAMPUZAN | COTEAUX | 178 | 84 077 | 472,34 | 0,74 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CANTAOUS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 455 | 209 122 | 459,61 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAPVERN | NESTE-AURE-LOURON | 1 750 | 1 522 448 | 869,97 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTELBAJAC | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 146 | 40 637 | 278,34 | 0,92 | OUI | OUI | 0,80% | 1 350,70 € | 2 368,91 € |
| CASTELNAU-MAGNOAC | COTEAUX | 918 | 569 986 | 620,90 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTELNAU-RIVIERE-BASSE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 688 | 375 132 | 545,25 | 1,32 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTELVIEILH | COTEAUX | 252 | 102 937 | 408,48 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTERA-LANUSSE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 46 | 14 878 | 323,43 | 1,04 | OUI | OUI | 0,91% | 1 525,13 € | 2 580,63 € |
| CASTERA-LOU | COTEAUX | 231 | 77 746 | 336,56 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTERETS | COTEAUX | 15 | 8 596 | 573,07 | 0,84 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CASTILLON | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 90 | 19 088 | 212,09 | 1,29 | OUI | OUI | 1,12% | 1 885,57 € | 3 527,46 € |
| CAUBOUS | COTEAUX | 50 | 18 680 | 373,60 | 0,82 | OUI | OUI | 0,71% | 1 198,93 € | 2 088,68 € |
| CAUSSADE-RIVIERE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 104 | 55 629 | 534,89 | 1,15 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAUTERETS | VALLEE DES GAVES | 5 635 | 3 799 418 | 674,25 | 1,54 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAZARILH | VALLEE DE LA BAROUSSE | 77 | 30 978 | 402,31 | 1,15 | OUI | OUI | 1,00% | 1 679,16 € | 2 819,52 € |
| CAZAUX-DEBAT | NESTE-AURE-LOURON | 49 | 43 720 | 892,24 | 0,74 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS | NESTE-AURE-LOURON | 133 | 61 689 | 463,83 | 1,12 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CHELLE-DEBAT | COTEAUX | 222 | 90 040 | 405,59 | 1,05 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CHELLE-SPOU | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 127 | 35 542 | 279,86 | 1,10 | OUI | OUI | 0,96% | 1 607,24 € | 2 937,28 € |
| CHEUST | LOURDES-2 | 122 | 57 774 | 473,56 | 0,85 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CHEZE | VALLEE DES GAVES | 67 | 107 610 | 1 606,12 | 1,09 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CHIS | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 320 | 180 400 | 563,75 | 0,59 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CIEUTAT | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 661 | 399 808 | 604,85 | 0,76 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CIZOS | COTEAUX | 137 | 58 408 | 426,34 | 0,85 | OUI | OUI | 0,74% | 1 241,22 € | 0,00 € |
| CLARAC | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 193 | 60 933 | 315,72 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CLARENS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 556 | 231 296 | 416,00 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| COLLONGUES | COTEAUX | 154 | 65 115 | 422,82 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| COUSSAN | COTEAUX | 125 | 37 438 | 299,50 | 1,14 | OUI | OUI | 0,99% | 1 667,69 € | 2 812,61 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-----------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| CRECHETS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 76 | 16 739 | 220,25 | 1,15 | OUI | OUI | 1,01% | 1 691,05 € | 2 842,01 € |
| DEVEZE | COTEAUX | 70 | 25 887 | 369,81 | 0,87 | OUI | OUI | 0,76% | 1 274,58 € | 2 195,48 € |
| DOURS | COTEAUX | 232 | 85 415 | 368,17 | 1,20 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ENS | NESTE-AURE-LOURON | 45 | 14 605 | 324,56 | 0,83 | OUI | OUI | 0,73% | 1 219,95 € | 2 156,69 € |
| ESBAREICH | VALLEE DE LA BAROUSSE | 139 | 53 215 | 382,84 | 1,32 | OUI | OUI | 1,15% | 1 938,36 € | 3 406,85 € |
| ESCALA | NESTE-AURE-LOURON | 396 | 139 672 | 352,71 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESCAUNETS | VIC-EN-BIGORRE | 137 | 50 585 | 369,23 | 1,01 | OUI | OUI | 0,88% | 1 481,82 € | 0,00 € |
| ESCONDEAUX | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 285 | 99 454 | 348,96 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESCONNETS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 51 | 10 790 | 211,57 | 1,46 | OUI | OUI | 1,27% | 2 136,00 € | 3 991,25 € |
| ESCOTS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 36 | 9 196 | 255,44 | 1,21 | OUI | OUI | 1,06% | 1 780,45 € | 3 346,61 € |
| ESCOUBES-POUTS | LOURDES-2 | 115 | 82 566 | 717,97 | 0,82 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESPARROS | NESTE-AURE-LOURON | 232 | 86 277 | 371,88 | 1,25 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESPECHE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 73 | 21 082 | 288,79 | 1,04 | OUI | OUI | 0,91% | 1 527,11 € | 2 824,91 € |
| ESPIELH | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 39 | 6 771 | 173,62 | 1,33 | OUI | OUI | 1,16% | 1 953,91 € | 3 442,92 € |
| ESQUIEZE-SERE | VALLEE DES GAVES | 1 071 | 718 903 | 671,24 | 1,27 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESTAING | VALLEE DES GAVES | 222 | 129 622 | 583,88 | 0,97 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESTAMPURES | COTEAUX | 89 | 39 967 | 449,07 | 1,03 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESTARVIELLE | NESTE-AURE-LOURON | 50 | 13 556 | 271,12 | 0,79 | OUI | OUI | 0,69% | 1 162,16 € | 2 068,17 € |
| ESTENSAN | NESTE-AURE-LOURON | 59 | 37 816 | 640,95 | 0,99 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESTERRE | VALLEE DES GAVES | 346 | 216 947 | 627,01 | 1,31 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ESTIRAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 109 | 51 823 | 475,44 | 1,01 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 775,41 € |
| FERRERE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 101 | 88 126 | 872,53 | 1,17 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| FERRIERES | VALLEE DES GAVES | 166 | 86 961 | 523,86 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| FONTRAILLES | COTEAUX | 164 | 106 003 | 646,36 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| FRECHEDE | COTEAUX | 55 | 20 386 | 370,65 | 1,03 | OUI | OUI | 0,90% | 1 506,80 € | 2 689,36 € |
| FRECHENDETS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 41 | 6 052 | 147,61 | 1,32 | OUI | OUI | 1,15% | 1 936,90 € | 3 632,12 € |
| FRECHET-AURE | NESTE-AURE-LOURON | 22 | 41 584 | 1 890,18 | 0,82 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| FRECHOU-FRECHET | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 166 | 52 707 | 317,51 | 0,70 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GAILLAGOS | VALLEE DES GAVES | 204 | 137 028 | 671,71 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GALAN | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 779 | 401 480 | 515,38 | 1,23 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GALEZ | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 202 | 61 970 | 306,78 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GARDERES | OSSUN | 453 | 187 437 | 413,77 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|----------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| GAUDENT | VALLEE DE LA BAROUSSE | 62 | 22 351 | 360,50 | 1,05 | OUI | OUI | 0,92% | 1 545,48 € | 2 673,73 € |
| GAUSSAN | COTEAUX | 129 | 44 581 | 345,59 | 0,91 | OUI | OUI | 0,79% | 1 329,74 € | 2 369,70 € |
| GAVARNIE-GEDRE | VALLEE DES GAVES | 774 | 2 133 140 | 2 755,99 | 1,15 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GAYAN | VIC-EN-BIGORRE | 287 | 120 891 | 421,22 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GAZAVE | NESTE-AURE-LOURON | 75 | 26 428 | 352,37 | 0,88 | OUI | OUI | 0,77% | 1 287,96 € | 2 295,16 € |
| GAZOST | LOURDES-2 | 203 | 153 285 | 755,10 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GEMBRIE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 110 | 43 216 | 392,87 | 0,95 | OUI | OUI | 0,83% | 1 397,07 € | 2 421,39 € |
| GENEREST | VALLEE DE LA BAROUSSE | 118 | 33 649 | 285,16 | 1,03 | OUI | OUI | 0,90% | 1 514,64 € | 2 507,76 € |
| GENOS | NESTE-AURE-LOURON | 343 | 440 683 | 1 284,79 | 1,40 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GENSAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 108 | 42 705 | 395,42 | 0,96 | OUI | OUI | 0,84% | 1 410,35 € | 2 595,02 € |
| GER | LOURDES-2 | 191 | 133 602 | 699,49 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GERDE | HAUTE-BIGORRE | 1 265 | 1 027 268 | 812,07 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GERM | NESTE-AURE-LOURON | 707 | 392 446 | 555,09 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GERMS-SUR-L-OUSSOUET | LOURDES-2 | 164 | 81 590 | 497,50 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GEU | LOURDES-2 | 196 | 111 406 | 568,40 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GEZ | VALLEE DES GAVES | 400 | 153 083 | 382,71 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GEZ-EZ-ANGLES | LOURDES-2 | 29 | 20 884 | 720,14 | 1,09 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 3 034,21 € |
| GONEZ | COTEAUX | 29 | 7 230 | 249,31 | 1,12 | OUI | OUI | 0,98% | 1 648,99 € | 2 666,28 € |
| GOUAUX | NESTE-AURE-LOURON | 140 | 32 102 | 229,30 | 0,93 | OUI | OUI | 0,81% | 1 361,29 € | 2 261,72 € |
| GOUDON | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 243 | 86 471 | 355,85 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GOURGUE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 73 | 20 581 | 281,93 | 1,06 | OUI | OUI | 0,92% | 1 549,14 € | 2 832,23 € |
| GRAILHEN | NESTE-AURE-LOURON | 48 | 22 537 | 469,52 | 0,94 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GREZIAN | NESTE-AURE-LOURON | 143 | 75 249 | 526,22 | 0,86 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GRUST | VALLEE DES GAVES | 120 | 84 836 | 706,97 | 1,76 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GUCHAN | NESTE-AURE-LOURON | 212 | 128 186 | 604,65 | 0,68 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GUCHEN | NESTE-AURE-LOURON | 554 | 263 431 | 475,51 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| GUIZERIX | COTEAUX | 136 | 45 994 | 338,19 | 1,01 | OUI | OUI | 0,88% | 1 484,05 € | 2 642,96 € |
| HACHAN | COTEAUX | 47 | 27 605 | 587,34 | 0,81 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HAGEDET | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 50 | 24 905 | 498,10 | 0,91 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HAUBAN | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 118 | 71 272 | 604,00 | 0,60 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HAUTAGET | VALLEE DE LA BAROUSSE | 65 | 17 737 | 272,88 | 0,87 | OUI | OUI | 0,76% | 1 277,96 € | 2 110,49 € |
| HECHES | NESTE-AURE-LOURON | 869 | 365 982 | 421,15 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|--------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| HERES | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 137 | 64 851 | 473,36 | 1,06 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HIBARETTE | OSSUN | 244 | 91 330 | 374,30 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HIIS | HAUTE-BIGORRE | 257 | 156 293 | 608,14 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HITTE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 171 | 86 777 | 507,47 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HORGUES | MOYEN-ADOUR | 1 242 | 795 607 | 640,59 | 1,08 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HOUEYDETS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 272 | 105 376 | 387,41 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| HOURC | COTEAUX | 116 | 48 713 | 419,94 | 0,87 | OUI | OUI | 0,76% | 1 281,07 € | 2 223,44 € |
| IBOS | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 3 080 | 3 115 034 | 1 011,37 | 0,89 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ILHET | NESTE-AURE-LOURON | 154 | 107 436 | 697,64 | 0,91 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ILHEU | VALLEE DE LA BAROUSSE | 50 | 11 736 | 234,72 | 0,97 | OUI | OUI | 0,85% | 1 423,63 € | 2 536,28 € |
| IZAOURT | VALLEE DE LA BAROUSSE | 315 | 331 138 | 1 051,23 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| IZAUX | NESTE-AURE-LOURON | 228 | 85 502 | 375,01 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| JACQUE | COTEAUX | 77 | 25 892 | 336,26 | 1,18 | OUI | OUI | 1,03% | 1 727,84 € | 2 968,74 € |
| JARRET | LOURDES-2 | 331 | 245 355 | 741,25 | 0,91 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| JEZEAU | NESTE-AURE-LOURON | 129 | 70 563 | 547,00 | 0,88 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| JUILLAN | OSSUN | 4 244 | 2 726 815 | 642,51 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| JULOS | LOURDES-2 | 406 | 310 333 | 764,37 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| JUNCALAS | LOURDES-2 | 206 | 107 093 | 519,87 | 0,80 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LA BARTHE-DE-NESTE | NESTE-AURE-LOURON | 1 300 | 1 118 225 | 860,17 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LABASSERE | HAUTE-BIGORRE | 285 | 152 064 | 533,56 | 0,79 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LABASTIDE | NESTE-AURE-LOURON | 192 | 41 039 | 213,74 | 1,35 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LABATUT-RIVIERE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 429 | 187 520 | 437,11 | 1,10 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LABORDE | NESTE-AURE-LOURON | 134 | 60 389 | 450,66 | 0,89 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 359,41 € |
| LACASSAGNE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 238 | 96 790 | 406,68 | 1,20 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAFITOLE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 498 | 205 152 | 411,95 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAGARDE | VIC-EN-BIGORRE | 531 | 230 329 | 433,76 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAGRANGE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 235 | 87 577 | 372,67 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAHITTE-TOUPIERE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 285 | 120 679 | 423,44 | 1,20 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LALANNE | COTEAUX | 109 | 38 862 | 356,53 | 0,74 | OUI | OUI | 0,64% | 1 082,25 € | 1 895,11 € |
| LALANNE-TRIE | COTEAUX | 116 | 148 779 | 1 282,58 | 1,01 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LALOUBERE | MOYEN-ADOUR | 2 015 | 1 581 708 | 784,97 | 0,80 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAMARQUE-PONTACQ | OSSUN | 886 | 421 621 | 475,87 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| LAMARQUE-RUSTAING | COTEAUX | 55 | 16 500 | 300,00 | 0,96 | OUI | OUI | 0,83% | 1 400,86 € | 2 572,89 € |
| LAMEAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 166 | 70 009 | 421,74 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LANCON | NESTE-AURE-LOURON | 53 | 32 288 | 609,21 | 0,81 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LANESPEDE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 155 | 60 041 | 387,36 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LANNE | OSSUN | 622 | 390 798 | 628,29 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LANNEMEZAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 6 224 | 6 795 145 | 1 091,76 | 1,39 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LANSAC | COTEAUX | 187 | 85 904 | 459,38 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAPEYRE | COTEAUX | 103 | 35 513 | 344,79 | 0,91 | OUI | OUI | 0,80% | 1 338,89 € | 2 387,78 € |
| LARAN | COTEAUX | 54 | 28 407 | 526,06 | 0,99 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LARREULE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 435 | 180 528 | 415,01 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LARROQUE | COTEAUX | 116 | 45 377 | 391,18 | 0,85 | OUI | OUI | 0,74% | 1 245,10 € | 2 264,30 € |
| LASCAZERES | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 366 | 189 534 | 517,85 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LASLADES | COTEAUX | 365 | 140 074 | 383,76 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LASSALES | COTEAUX | 38 | 13 290 | 349,74 | 0,93 | OUI | OUI | 0,81% | 1 356,68 € | 2 324,67 € |
| LAU-BALAGNAS | VALLEE DES GAVES | 755 | 599 267 | 793,73 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LAYRISSÉ | OSSUN | 187 | 95 445 | 510,40 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LES ANGLES | LOURDES-2 | 131 | 108 482 | 828,11 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LESCURRY | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 178 | 91 312 | 512,99 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LESPOUEY | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 221 | 91 800 | 415,38 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LEZIGNAN | LOURDES-2 | 367 | 308 428 | 840,40 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LHEZ | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 79 | 30 179 | 382,01 | 0,85 | OUI | OUI | 0,75% | 1 253,02 € | 2 052,33 € |
| LIAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 204 | 83 604 | 409,82 | 1,20 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LIBAROS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 143 | 51 792 | 362,18 | 0,90 | OUI | OUI | 0,79% | 1 319,85 € | 2 323,36 € |
| LIES | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 91 | 43 114 | 473,78 | 0,77 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LIZOS | COTEAUX | 117 | 49 545 | 423,46 | 0,95 | OUI | OUI | 0,83% | 1 396,52 € | 0,00 € |
| LOMBRES | VALLEE DE LA BAROUSSE | 119 | 24 136 | 202,82 | 1,12 | OUI | OUI | 0,98% | 1 643,19 € | 2 752,08 € |
| LOMNE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 57 | 27 959 | 490,51 | 0,83 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LORTET | NESTE-AURE-LOURON | 249 | 88 036 | 353,56 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOUBAJAC | LOURDES-1 | 407 | 299 339 | 735,48 | 1,17 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOUCRUP | OSSUN | 236 | 100 505 | 425,87 | 0,79 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOUDENVIELLE | NESTE-AURE-LOURON | 929 | 1 249 172 | 1 344,64 | 1,13 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOUDERVIELLE | NESTE-AURE-LOURON | 123 | 39 829 | 323,81 | 0,92 | OUI | OUI | 0,80% | 1 345,32 € | 2 475,73 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| LOUEY | OSSUN | 1 009 | 1 279 245 | 1 267,83 | 0,66 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOUIT | COTEAUX | 203 | 86 285 | 425,05 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOURDES | LOURDES-1 | 14 830 | 16 587 125 | 1 118,48 | 1,46 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LOURES-BAROUSSE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 720 | 397 864 | 552,59 | 1,18 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUBRET-SAINT-LUC | COTEAUX | 65 | 27 961 | 430,17 | 1,00 | OUI | OUI | 0,87% | 1 459,69 € | 0,00 € |
| LUBY-BETMONT | COTEAUX | 112 | 49 582 | 442,70 | 0,97 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUC | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 220 | 66 488 | 302,22 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUGAGNAN | LOURDES-2 | 155 | 102 197 | 659,34 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUQUET | OSSUN | 411 | 191 630 | 466,25 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUSTAR | COTEAUX | 129 | 41 450 | 321,32 | 0,99 | OUI | OUI | 0,87% | 1 454,89 € | 2 633,89 € |
| LUTILHOUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 241 | 118 384 | 491,22 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| LUZ-SAINT-SAUVEUR | VALLEE DES GAVES | 2 515 | 2 558 603 | 1 017,34 | 1,63 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MADIRAN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 488 | 249 981 | 512,26 | 0,88 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MANSAN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 50 | 18 926 | 378,52 | 1,09 | OUI | OUI | 0,95% | 1 593,68 € | 2 677,36 € |
| MARQUERIE | COTEAUX | 84 | 30 215 | 359,70 | 0,90 | OUI | OUI | 0,79% | 1 322,94 € | 2 232,07 € |
| MARSAC | VIC-EN-BIGORRE | 240 | 98 528 | 410,53 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MARSAS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 99 | 48 938 | 494,32 | 0,67 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MARSEILLAN | COTEAUX | 254 | 86 799 | 341,73 | 1,07 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MASCARAS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 375 | 143 470 | 382,59 | 0,89 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MAUBOURGUET | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 2 597 | 3 040 829 | 1 170,90 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MAULEON-BAROUSSE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 248 | 143 602 | 579,04 | 1,05 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MAUVEZIN | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 304 | 124 999 | 411,18 | 1,06 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MAZERES-DE-NESTE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 369 | 143 287 | 388,31 | 1,15 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MAZEROLLES | COTEAUX | 119 | 38 585 | 324,24 | 1,05 | OUI | OUI | 0,91% | 1 533,32 € | 2 796,74 € |
| MAZOUAU | NESTE-AURE-LOURON | 29 | 7 988 | 275,45 | 0,86 | OUI | OUI | 0,75% | 1 264,16 € | 2 209,61 € |
| MERILHEU | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 268 | 152 944 | 570,69 | 0,75 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MINGOT | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 109 | 49 462 | 453,78 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MOMERES | MOYEN-ADOUR | 779 | 421 630 | 541,25 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONFAUCON | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 236 | 98 570 | 417,67 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONLEON-MAGNOAC | COTEAUX | 719 | 203 797 | 283,45 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONLONG | COTEAUX | 119 | 34 638 | 291,08 | 0,84 | OUI | OUI | 0,73% | 1 227,10 € | 2 204,12 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| MONT | NESTE-AURE-LOURON | 71 | 21 236 | 299,10 | 1,13 | OUI | OUI | 0,99% | 1 664,01 € | 3 031,15 € |
| MONTASTRUC | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 258 | 93 812 | 363,61 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTEGUT | VALLEE DE LA BAROUSSE | 164 | 87 072 | 530,93 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTGAILLARD | HAUTE-BIGORRE | 913 | 622 005 | 681,28 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTIGNAC | MOYEN-ADOUR | 142 | 49 488 | 348,51 | 0,79 | OUI | OUI | 0,69% | 1 162,07 € | 0,00 € |
| MONTOUSSE | NESTE-AURE-LOURON | 285 | 96 302 | 337,90 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTSERIE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 98 | 27 184 | 277,39 | 1,01 | OUI | OUI | 0,88% | 1 478,57 € | 2 545,46 € |
| MOULEDOUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 226 | 68 124 | 301,43 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MOUMOULOUS | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 47 | 19 013 | 404,53 | 1,11 | OUI | OUI | 0,97% | 1 627,49 € | 2 918,15 € |
| MUN | COTEAUX | 108 | 32 218 | 298,31 | 0,97 | OUI | OUI | 0,84% | 1 415,03 € | 2 428,41 € |
| NESTIER | VALLEE DE LA BAROUSSE | 207 | 87 457 | 422,50 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| NEUILH | HAUTE-BIGORRE | 121 | 62 014 | 512,51 | 0,78 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| NISTOS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 318 | 95 816 | 301,31 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| NOUILHAN | VIC-EN-BIGORRE | 203 | 162 013 | 798,09 | 0,80 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ODOS | MOYEN-ADOUR | 3 363 | 2 642 807 | 785,85 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OLEAC-DEBAT | COTEAUX | 170 | 71 069 | 418,05 | 1,13 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OLEAC-DESSUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 133 | 44 792 | 336,78 | 0,88 | OUI | OUI | 0,77% | 1 284,79 € | 2 113,12 € |
| OMEX | LOURDES-1 | 248 | 210 002 | 846,78 | 0,95 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ORDIZAN | HAUTE-BIGORRE | 592 | 370 966 | 626,63 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ORGAN | COTEAUX | 43 | 14 631 | 340,26 | 0,80 | OUI | OUI | 0,70% | 1 174,16 € | 2 126,97 € |
| ORIEUX | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 125 | 57 030 | 456,24 | 0,78 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ORIGNAC | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 278 | 146 183 | 525,84 | 0,97 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ORINCLES | OSSUN | 357 | 141 389 | 396,05 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| ORLEIX | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 2 162 | 1 260 368 | 582,96 | 0,86 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OROIX | VIC-EN-BIGORRE | 123 | 55 089 | 447,88 | 0,91 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OSMETS | COTEAUX | 89 | 32 371 | 363,72 | 0,87 | OUI | OUI | 0,76% | 1 279,43 € | 2 334,82 € |
| OSSEN | LOURDES-1 | 244 | 197 568 | 809,70 | 0,93 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OSSUN | OSSUN | 2 448 | 1 209 300 | 494,00 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OSSUN-EZ-ANGLES | LOURDES-2 | 62 | 37 526 | 605,26 | 1,25 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OUEILLOUX | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 186 | 50 279 | 270,32 | 0,81 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OURDE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 72 | 21 078 | 292,75 | 1,22 | OUI | OUI | 1,07% | 1 793,44 € | 3 088,53 € |
| OURDIS-COTDOUSSAN | LOURDES-2 | 72 | 59 095 | 820,76 | 0,75 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 219,51 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|----------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| OURDON | LOURDES-2 | 14 | 14 614 | 1 043,86 | 0,89 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OURSBELILLE | BORDERES-SUR-L'ECHEZ | 1 234 | 672 808 | 545,23 | 0,75 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OUSTE | LOURDES-2 | 42 | 33 411 | 795,50 | 0,77 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OZOUS | VALLEE DES GAVES | 241 | 88 030 | 365,27 | 1,05 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| OZON | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 303 | 128 058 | 422,63 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PAILHAC | NESTE-AURE-LOURON | 94 | 37 571 | 399,69 | 0,82 | OUI | OUI | 0,72% | 1 201,48 € | 2 143,65 € |
| PAREAC | LOURDES-2 | 61 | 47 667 | 781,43 | 1,11 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PERE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 57 | 39 893 | 699,88 | 1,25 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PEYRAUBE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 168 | 61 878 | 368,32 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PEYRET-SAINT-ANDRE | COTEAUX | 65 | 28 669 | 441,06 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PEYRIGUERE | COTEAUX | 27 | 4 537 | 168,04 | 1,14 | OUI | OUI | 0,99% | 1 667,25 € | 2 867,67 € |
| PEYROUSE | LOURDES-1 | 312 | 242 377 | 776,85 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PEYRUN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 88 | 33 693 | 382,88 | 1,05 | OUI | OUI | 0,91% | 1 533,51 € | 2 691,28 € |
| PIERREFITTE-NESTALAS | VALLEE DES GAVES | 1 423 | 1 055 510 | 741,75 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PINAS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 468 | 199 887 | 427,11 | 0,92 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PINTAC | VIC-EN-BIGORRE | 26 | 12 254 | 471,31 | 0,80 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 1 941,07 € |
| POUEYFERRE | LOURDES-1 | 910 | 700 713 | 770,01 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| POUMAROUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 165 | 53 787 | 325,98 | 0,82 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| POUY | COTEAUX | 46 | 10 152 | 220,70 | 0,84 | OUI | OUI | 0,73% | 1 229,67 € | 2 191,62 € |
| POUYASTRUC | COTEAUX | 727 | 331 805 | 456,40 | 1,13 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| POUZAC | HAUTE-BIGORRE | 1 190 | 902 024 | 758,00 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PRECHAC | VALLEE DES GAVES | 269 | 240 000 | 892,19 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PUJO | VIC-EN-BIGORRE | 664 | 341 372 | 514,11 | 0,87 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PUNTOUS | COTEAUX | 218 | 81 722 | 374,87 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| PUYDARRIEUX | COTEAUX | 239 | 93 587 | 391,58 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| RABASTENS-DE-BIGORRE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 1 493 | 946 294 | 633,82 | 1,25 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| RECURT | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 218 | 84 787 | 388,93 | 0,89 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| REJAUMONT | VALLEE DE LA BAROUSSE | 178 | 65 915 | 370,31 | 1,10 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| RICAUD | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 69 | 27 785 | 402,68 | 0,83 | OUI | OUI | 0,73% | 1 218,61 € | 1 999,58 € |
| RIS | NESTE-AURE-LOURON | 35 | 12 271 | 350,60 | 0,84 | OUI | OUI | 0,74% | 1 234,40 € | 2 300,02 € |
| SABALOS | COTEAUX | 151 | 56 606 | 374,87 | 0,97 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SABARROS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 35 | 15 860 | 453,14 | 1,07 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 851,58 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|------------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| SACOUE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 93 | 56 885 | 611,67 | 1,12 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SADOURNIN | COTEAUX | 198 | 65 703 | 331,83 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAILHAN | NESTE-AURE-LOURON | 220 | 94 713 | 430,51 | 0,99 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-ARROMAN | NESTE-AURE-LOURON | 113 | 41 294 | 365,43 | 0,93 | OUI | OUI | 0,81% | 1 361,32 € | 2 456,96 € |
| SAINT-CREAC | LOURDES-2 | 116 | 57 422 | 495,02 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINTE-MARIE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 70 | 14 450 | 206,43 | 0,93 | OUI | OUI | 0,82% | 1 370,17 € | 2 379,21 € |
| SAINT-LANNE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 154 | 82 977 | 538,81 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-LARY-SOULAN | NESTE-AURE-LOURON | 5 495 | 4 002 260 | 728,35 | 1,61 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-LAURENT-DE-NESTE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 1 017 | 505 072 | 496,63 | 1,36 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-LEZER | VIC-EN-BIGORRE | 443 | 185 821 | 419,46 | 0,96 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-MARTIN | MOYEN-ADOUR | 458 | 228 547 | 499,01 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-PASTOUS | VALLEE DES GAVES | 183 | 59 696 | 326,21 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-PAUL | VALLEE DE LA BAROUSSE | 366 | 154 826 | 423,02 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-PE-DE-BIGORRE | LOURDES-1 | 1 254 | 1 010 989 | 806,21 | 1,22 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-SAVIN | VALLEE DES GAVES | 453 | 231 361 | 510,73 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAINT-SEVER-DE-RUSTAN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 188 | 68 006 | 361,73 | 1,10 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SALECHAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 365 | 167 341 | 458,47 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SALIGOS | VALLEE DES GAVES | 202 | 251 543 | 1 245,26 | 1,11 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SALLES | VALLEE DES GAVES | 329 | 118 520 | 360,24 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SALLES-ADOUR | MOYEN-ADOUR | 589 | 290 420 | 493,07 | 0,91 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAMURAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 33 | 7 533 | 228,27 | 1,05 | OUI | OUI | 0,91% | 1 534,96 € | 2 827,47 € |
| SANOUS | VIC-EN-BIGORRE | 101 | 44 833 | 443,89 | 0,90 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARIAC-MAGNOAC | COTEAUX | 166 | 67 150 | 404,52 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARLABOUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 88 | 22 316 | 253,59 | 1,19 | OUI | OUI | 1,04% | 1 747,05 € | 3 218,54 € |
| SARNIGUET | VIC-EN-BIGORRE | 266 | 114 733 | 431,33 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARP | VALLEE DE LA BAROUSSE | 124 | 75 393 | 608,01 | 1,30 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARRANCOLIN | NESTE-AURE-LOURON | 732 | 392 038 | 535,57 | 1,58 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARRIAC-BIGORRE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 316 | 132 789 | 420,22 | 1,37 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SARROUILLES | MOYEN-ADOUR | 551 | 300 518 | 545,40 | 0,82 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SASSIS | VALLEE DES GAVES | 148 | 242 552 | 1 638,86 | 1,34 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAUVETERRE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 184 | 74 731 | 406,15 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SAZOS | VALLEE DES GAVES | 368 | 361 676 | 982,82 | 1,36 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-----------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| SEGALAS | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 83 | 32 707 | 394,06 | 1,08 | OUI | OUI | 0,95% | 1 589,31 € | 3 009,21 € |
| SEGUS | LOURDES-1 | 265 | 222 460 | 839,47 | 0,84 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SEICH | VALLEE DE LA BAROUSSE | 112 | 25 392 | 226,71 | 1,02 | OUI | OUI | 0,89% | 1 493,72 € | 2 591,23 € |
| SEMEAC | AUREILHAN | 5 087 | 4 705 182 | 924,94 | 1,03 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SENAC | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 311 | 130 921 | 420,97 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SENTOUS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 78 | 26 636 | 341,49 | 1,00 | OUI | OUI | 0,87% | 1 468,37 € | 2 544,58 € |
| SERE-EN-LAVEDAN | VALLEE DES GAVES | 105 | 41 396 | 394,25 | 1,02 | OUI | OUI | 0,89% | 1 501,53 € | 2 636,61 € |
| SERE-LANSO | LOURDES-2 | 78 | 48 075 | 616,35 | 0,92 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 540,25 € |
| SERE-RUSTAING | COTEAUX | 136 | 52 497 | 386,01 | 0,97 | OUI | OUI | 0,85% | 1 419,26 € | 2 597,69 € |
| SERON | OSSUN | 334 | 139 626 | 418,04 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SERS | VALLEE DES GAVES | 264 | 283 456 | 1 073,70 | 1,32 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SIARROUY | VIC-EN-BIGORRE | 448 | 189 377 | 422,72 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SINZOS | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 155 | 62 892 | 405,75 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SIRADAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 350 | 115 355 | 329,59 | 1,02 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SIREIX | VALLEE DES GAVES | 92 | 93 587 | 1 017,25 | 0,98 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOMBRUN | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 231 | 117 852 | 510,18 | 0,94 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOREAC | COTEAUX | 56 | 21 657 | 386,73 | 1,10 | OUI | OUI | 0,96% | 1 612,57 € | 2 812,36 € |
| SOST | VALLEE DE LA BAROUSSE | 169 | 66 156 | 391,46 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOUBLECAUSE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 198 | 93 378 | 471,61 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOUES | AUREILHAN | 3 133 | 1 996 681 | 637,31 | 1,14 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOULOM | VALLEE DES GAVES | 314 | 464 847 | 1 480,40 | 0,90 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| SOUYEAUX | COTEAUX | 316 | 109 269 | 345,79 | 1,00 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TAJAN | VALLEE DE LA BAROUSSE | 149 | 62 246 | 417,76 | 1,07 | OUI | OUI | 0,94% | 1 570,18 € | 0,00 € |
| TALAZAC | VIC-EN-BIGORRE | 76 | 34 517 | 454,17 | 0,80 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TARASTEIX | VIC-EN-BIGORRE | 272 | 112 079 | 412,06 | 0,97 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TARBES | TARBES | 42 709 | 33 760 674 | 790,48 | 1,60 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| THEBE | VALLEE DE LA BAROUSSE | 120 | 35 989 | 299,91 | 1,03 | OUI | OUI | 0,90% | 1 509,29 € | 2 566,93 € |
| THERMES-MAGNOAC | COTEAUX | 237 | 106 129 | 447,80 | 1,01 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| THUY | COTEAUX | 21 | 7 571 | 360,52 | 1,13 | OUI | OUI | 0,99% | 1 663,89 € | 3 113,05 € |
| TIBIRAN-JAUNAC | VALLEE DE LA BAROUSSE | 344 | 120 129 | 349,21 | 1,09 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TILHOUSE | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 244 | 112 066 | 459,29 | 1,06 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|-----------------------|---------------------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| TOSTAT | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 536 | 217 663 | 406,09 | 1,05 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TOURNAY | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 1 312 | 864 823 | 659,16 | 1,04 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TOURNOUS-DARRE | COTEAUX | 90 | 35 115 | 390,17 | 1,00 | OUI | OUI | 0,87% | 1 459,59 € | 2 761,06 € |
| TOURNOUS-DEVANT | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 120 | 43 780 | 364,83 | 0,90 | OUI | OUI | 0,79% | 1 323,63 € | 2 315,10 € |
| TRAMEZAIGUES | NESTE-AURE-LOURON | 58 | 113 330 | 1 953,97 | 1,37 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TREBONS | HAUTE-BIGORRE | 794 | 538 974 | 678,81 | 1,20 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TRIE-SUR-BAISE | COTEAUX | 1 122 | 900 416 | 802,51 | 1,13 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| TROUBAT | VALLEE DE LA BAROUSSE | 109 | 34 740 | 318,72 | 0,99 | OUI | OUI | 0,87% | 1 452,96 € | 2 510,39 € |
| TROULEY-LABARTHE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 102 | 45 620 | 447,25 | 0,95 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 646,02 € |
| TUZAGUET | VALLEE DE LA BAROUSSE | 508 | 204 249 | 402,06 | 1,08 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| UGLAS | VALLEE DE LA BAROUSSE | 303 | 141 734 | 467,77 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| UGNOUAS | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 78 | 31 095 | 398,65 | 0,93 | OUI | OUI | 0,82% | 1 370,59 € | 2 538,70 € |
| UZ | VALLEE DES GAVES | 46 | 13 989 | 304,11 | 0,91 | OUI | OUI | 0,80% | 1 337,58 € | 2 485,91 € |
| UZER | VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 118 | 64 872 | 549,76 | 0,67 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIC-EN-BIGORRE | VIC-EN-BIGORRE | 5 334 | 2 998 971 | 562,24 | 1,21 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIDOU | COTEAUX | 110 | 42 296 | 384,51 | 0,94 | OUI | OUI | 0,82% | 1 385,12 € | 2 523,66 € |
| VIDOUZE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 274 | 140 266 | 511,92 | 1,12 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIELLA | VALLEE DES GAVES | 181 | 93 219 | 515,02 | 1,14 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIELLE-ADOUR | MOYEN-ADOUR | 547 | 241 747 | 441,95 | 0,78 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIELLE-AURE | NESTE-AURE-LOURON | 1 032 | 565 476 | 547,94 | 0,83 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIELLE-LOURON | NESTE-AURE-LOURON | 130 | 38 324 | 294,80 | 0,90 | OUI | OUI | 0,79% | 1 325,17 € | 2 406,00 € |
| VIER-BORDES | VALLEE DES GAVES | 177 | 62 585 | 353,59 | 1,18 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIEUZOS | COTEAUX | 52 | 20 010 | 384,81 | 0,97 | OUI | OUI | 0,84% | 1 415,02 € | 2 500,52 € |
| VIEY | VALLEE DES GAVES | 70 | 83 547 | 1 193,53 | 1,53 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIGER | LOURDES-1 | 156 | 145 704 | 934,00 | 0,77 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VIGNEC | NESTE-AURE-LOURON | 695 | 269 133 | 387,24 | 0,59 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VILLEFRANQUE | VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | 93 | 44 389 | 477,30 | 0,82 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 2 293,55 € |
| VILLELONGUE | VALLEE DES GAVES | 513 | 313 361 | 610,84 | 0,98 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VILLEMETS | COTEAUX | 126 | 51 487 | 408,63 | 0,99 | OUI | OUI | 0,87% | 1 457,35 € | 2 690,10 € |
| VILLEMUR | COTEAUX | 63 | 15 939 | 253,00 | 0,87 | OUI | OUI | 0,76% | 1 277,63 € | 2 291,65 € |
| VILLENAVE-PRES-BEARN | VIC-EN-BIGORRE | 58 | 49 009 | 844,98 | 0,89 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VILLENAVE-PRES-MARSAC | VIC-EN-BIGORRE | 87 | 33 584 | 386,02 | 0,99 | OUI | OUI | 0,86% | 1 449,02 € | 0,00 € |

| | CANTONS | POP DGF | Potentiel fiscal | Potentiel fiscal par pop DGF | Effort fiscal | Crit. 1 | Crit. 2 | Part de l'effort fiscal | Répartition 2019 | Répartition 2018 |
|--------|------------------|---------|------------------|------------------------------|---------------|---------|---------|-------------------------|------------------|------------------|
| VISCOS | VALLEE DES GAVES | 69 | 221 130 | 3 204,78 | 1,52 | OUI | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| VISKER | OSSUN | 357 | 174 384 | 488,47 | 0,85 | NON | NON | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

| | | | | | | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|-----|-----|------|--------------|--|
| Totaux oui | | | | | | 189 | 116 | | | |
| Totaux non | | | | | | 280 | 353 | | | |
| Totaux | | | | | | 469 | 469 | 100% | 167 895,50 € | |

ELIGIBILITE

Fonds à répartir

335 791,00 €

| | | | | |
|--|-------------|----------|--------------|--------------|
| Critère n° 1 : communautés <= 30 000 habitants | Répartition | Communes | EPCI | |
| REPARTITION | | 50,00% | 167 895,50 € | 167 895,50 € |
| Critère n° 2 : 50,00% population DGF | | | 83 947,75 € | 50,00% |
| Critère n° 3 : 50,00% potentiel fiscal / Pop DGF inversé | | | 83 947,75 € | 50,00% |

| | Eligibilité | | Répartition source | | | Répartition | | | Différence avec 2018 | 2018 |
|--|-------------|----------|---------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------|--|-------------|----------------------|-------------|
| | Crit. 1 | Pop. DGF | Part de la Pop. DGF | Potentiel fiscal par Pop. DGF | Potentiel fiscal par Pop DGF inversé | Répartition Pop. DGF | Répartition Potentiel fiscal Pop DGF inversé | Total 2019 | | Total 2018 |
| CC ADOUR MADIRAN | OUI | 25 971 | 17,94% | 195,800893 | 0,01 | 15 062,09 € | 8 021,65 € | 23 083,73 € | -19 478,37 € | 42 562,10 € |
| CC AURE LOURON | OUI | 18 425 | 12,73% | 146,910936 | 0,01 | 10 685,73 € | 10 691,14 € | 21 376,87 € | -17 953,04 € | 39 329,91 € |
| CC de la HAUTE BIGORRE | OUI | 23 059 | 15,93% | 208,992454 | 0,00 | 13 373,25 € | 7 515,32 € | 20 888,57 € | -17 879,72 € | 38 768,30 € |
| CC des CÔTEAUX de POUYASTRUC et du CANTON de TOURNAY | OUI | 11 790 | 8,15% | 102,696014 | 0,01 | 6 837,70 € | 15 294,12 € | 22 131,83 € | -19 166,74 € | 41 298,57 € |
| CC du PAYS de TRIE et du MAGNOAC | OUI | 7 937 | 5,48% | 119,406451 | 0,01 | 4 603,13 € | 13 153,77 € | 17 756,90 € | -14 996,23 € | 32 753,13 € |
| CC du PLATEAU de LANNEMEZAN | OUI | 20 190 | 13,95% | 154,163992 | 0,01 | 11 709,35 € | 10 188,15 € | 21 897,50 € | -18 829,13 € | 40 726,62 € |
| CC NESTE BAROUSSE | OUI | 8 958 | 6,19% | 108,038736 | 0,01 | 5 195,26 € | 14 537,80 € | 19 733,06 € | -16 403,84 € | 36 136,90 € |
| CC PYRÉNÉES VALLÉES des GAVES | OUI | 28 418 | 19,63% | 345,516117 | 0,00 | 16 481,24 € | 4 545,80 € | 21 027,04 € | -17 946,93 € | 38 973,97 € |
| Cté d'Agglomération TARBES LOURDES PYRENEES | NON | 129 275 | 0,00% | 287,574473 | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

| | | | | | | | | | | |
|------------|---|--|---------|--|-------|-----------|-----------|------------|--|--|
| Totaux oui | 8 | | 100,00% | | 0,05% | | | | | |
| Totaux non | 1 | | | | | | | | | |
| Totaux | 9 | | | | | 83 947,75 | 83 947,75 | 167 895,50 | | |
| Moyennes | | | | | | | | | | |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

37 - REPARTITION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES ADDITIONNELLES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX 2019

Vu la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu l'article 1595 bis du Code général des impôts,

Vu les critères de répartition établis par le Département en 2008 :

- l'effort fiscal : 80%
- les dépenses d'équipement : 10%
- la population INSEE totale : 10%
- la dotation par commune ne peut être inférieure à 540 €.

Vu la notification de Madame la Préfète en date du 5 juillet 2019 portant le montant à répartir de 3 591 806,05 € entre 455 communes éligibles contre un montant de 3 416 635,07 € en 2018,

Vu le rapport de M. le Président,

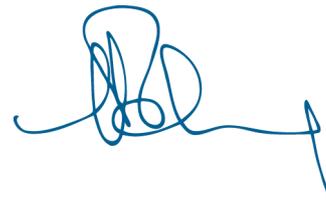
Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – de répartir conformément au tableau joint à la présente délibération, la somme de 3 591 806,05 € provenant du fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux, entre les communes du département qui ont une population inférieure à 5 000 habitants et qui ne sont pas classées « stations de tourisimes ».

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a vertical line.

Michel PÉLIEU

Récapitulatif par canton - Répartition du Contingent 2019 (Avec Forfait de 540 €)

23/09/2019

| | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|------------------------------------|------------------------|------------------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| AUREILHAN | 6 934,18 | 1 436,95 | 7 743,64 | 16 654,77 | 18 492,56 | -1 837,79 |
| BORDERES-SUR-L'ECHÉZ | 29 278,53 | 18 284,96 | 23 363,14 | 74 166,64 | 67 651,21 | 6 515,43 |
| COTEAUX | 448 736,57 | 23 109,76 | 31 169,14 | 544 595,48 | 519 650,38 | 24 945,09 |
| HAUTE-BIGORRE | 71 997,92 | 14 069,38 | 19 798,17 | 112 885,47 | 105 740,12 | 7 145,35 |
| LOURDES-1 | 64 355,50 | 6 942,67 | 11 882,39 | 89 120,56 | 88 319,49 | 801,07 |
| LOURDES-2 | 152 431,58 | 11 686,97 | 10 378,07 | 189 076,63 | 184 970,97 | 4 105,64 |
| MOYEN-ADOUR | 76 996,10 | 26 174,53 | 38 154,39 | 154 459,57 | 135 369,00 | 14 056,00 |
| NESTE-AURE-LOURON | 327 933,39 | 36 373,85 | 25 536,05 | 421 163,30 | 411 183,69 | 9 979,58 |
| OSSUN | 87 834,28 | 38 997,83 | 33 344,55 | 169 356,67 | 146 313,11 | 23 043,56 |
| VAL D'ADOUR-RUSTAN- MADIRANAIS | 271 081,61 | 27 619,05 | 31 104,28 | 353 024,95 | 334 379,00 | 18 645,92 |
| VALLEE DE LA BAROUSSE | 328 229,24 | 23 628,65 | 24 505,72 | 403 903,62 | 375 200,84 | 28 702,77 |
| VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | 400 615,55 | 26 711,77 | 31 458,53 | 496 585,87 | 464 105,66 | 32 480,24 |
| VALLEE DES GAVES | 294 700,21 | 64 462,83 | 27 716,44 | 406 144,94 | 411 476,61 | -297,16 |
| VIC-EN-BIGORRE | 115 760,17 | 15 111,41 | 18 456,01 | 160 667,58 | 149 155,56 | 11 511,99 |
| TOTAL | 2 676 884,84 | 334 610,60 | 334 610,52 | 3 591 806,05 | 3 412 008,20 | 179 797,69 |

Récapitulatif par commune - Répartition du Contingent 2019 (Avec Forfait de 540 €)

23/09/2019

CANTON : AUREILHAN

| CANTON : AUREILHAN | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| SOUES | 6 934,18 | 1 436,95 | 7 743,64 | 16 654,77 | 18 492,56 | -1 837,79 |
| TOTAL CANTON | 6 934,18 | 1 436,95 | 7 743,64 | 16 654,77 | 18 492,56 | -1 837,79 -> -9,94% |

CANTON : BORDERES-SUR-L'ECHEZ

| CANTON : BORDERES-SUR-L'ECHEZ | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--------------------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| BAZET | 4 738,17 | 4 241,44 | 4 383,24 | 13 902,85 | 13 010,08 | 892,77 |
| BOURS | 5 811,45 | 2 463,87 | 2 115,53 | 10 930,85 | 11 333,83 | -402,98 |
| CHIS | 3 590,84 | 118,71 | 788,33 | 5 037,89 | 4 980,05 | 57,84 |
| IBOS | 5 401,04 | 8 317,16 | 7 623,89 | 21 882,09 | 17 143,41 | 4 738,68 |
| ORLEIX | 5 212,01 | 2 103,97 | 5 383,63 | 13 239,60 | 12 374,05 | 865,55 |
| OURSBELILLE | 4 525,03 | 1 039,81 | 3 068,52 | 9 173,36 | 8 809,79 | 363,57 |
| TOTAL CANTON | 29 278,53 | 18 284,96 | 23 363,14 | 74 166,64 | 67 651,21 | 6 515,43 -> 9,63% |

CANTON : COTEAUX

| CANTON : COTEAUX | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|-------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ANTIN | 6 434,47 | 3,54 | 286,89 | 7 264,91 | 7 157,80 | 107,10 |
| ARIES-ESPENAN | 5 026,66 | 159,65 | 172,14 | 5 898,44 | 5 749,95 | 148,49 |
| AUBAREDE | 5 521,50 | 709,99 | 750,91 | 7 522,40 | 6 181,90 | 1 340,50 |
| BARTHE | 6 427,93 | 4,11 | 39,92 | 7 011,95 | 6 509,84 | 502,11 |
| BAZORDAN | 5 442,99 | 273,16 | 284,40 | 6 540,55 | 6 098,34 | 442,21 |
| BERNADETS-DEBAT | 6 061,15 | 80,30 | 276,91 | 6 958,36 | 6 773,21 | 185,15 |
| BETBEZE | 5 068,37 | 104,89 | 114,76 | 5 828,02 | 5 420,43 | 407,59 |
| BETPOUY | 4 264,30 | 176,48 | 199,58 | 5 180,37 | 4 818,85 | 361,52 |
| BONNEFONT | 5 815,45 | 157,55 | 885,63 | 7 398,63 | 9 408,35 | -2 009,72 |
| BOUILH-PEREUILH | 5 966,90 | 105,36 | 227,02 | 6 839,28 | 6 306,40 | 532,88 |
| BOULIN | 5 779,54 | 360,87 | 730,96 | 7 411,37 | 6 883,34 | 528,03 |
| BUGARD | 5 727,26 | 3,52 | 219,54 | 6 490,32 | 6 427,77 | 62,55 |
| CABANAC | 5 629,96 | 319,52 | 735,95 | 7 225,42 | 6 532,91 | 692,51 |
| CAMPUZAN | 4 500,51 | 96,87 | 419,11 | 5 556,50 | 6 196,60 | -640,10 |
| CASTELNAU-MAGNOAC | 5 978,61 | 978,81 | 2 023,23 | 9 520,65 | 8 893,67 | 626,98 |
| CASTELVIEILH | 5 948,64 | 642,77 | 616,20 | 7 747,60 | 6 975,78 | 771,82 |
| CASTERA-LOU | 5 678,96 | 272,46 | 573,79 | 7 065,21 | 6 525,20 | 540,01 |
| CASTERETS | 5 086,53 | 113,07 | 32,43 | 5 772,04 | 5 565,85 | 206,19 |
| CAUBOUS | 4 953,95 | 87,11 | 112,26 | 5 693,32 | 5 497,35 | 195,97 |
| CHELLE-DEBAT | 6 336,48 | 178,10 | 536,37 | 7 590,94 | 7 799,10 | -208,16 |
| CIZOS | 5 128,68 | 302,39 | 314,34 | 6 285,40 | 5 858,64 | 426,76 |
| COLLONGUES | 5 328,82 | 587,56 | 376,70 | 6 833,09 | 5 712,07 | 1 121,02 |
| COUSSAN | 6 890,84 | 331,81 | 309,35 | 8 072,00 | 7 226,88 | 845,12 |
| DEVEZE | 5 266,49 | 48,64 | 167,15 | 6 022,28 | 5 680,85 | 341,43 |
| DOURS | 7 265,98 | 511,72 | 573,79 | 8 891,49 | 9 656,33 | -764,84 |

| CANTON : COTEAUX | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|-------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ESTAMPURES | 6 210,84 | 155,51 | 194,59 | 7 100,94 | 7 050,02 | 50,92 |
| FONTRAILLES | 5 601,57 | 86,79 | 366,73 | 6 595,08 | 6 656,95 | -61,87 |
| FRECHEDE | 6 226,02 | 28,85 | 122,24 | 6 917,12 | 6 720,22 | 196,90 |
| GAUSSAN | 5 494,41 | 75,55 | 296,87 | 6 406,83 | 6 329,02 | 77,81 |
| GONEZ | 6 813,57 | 0,00 | 72,35 | 7 425,91 | 6 539,80 | 886,11 |
| GUIZERIX | 6 132,01 | 680,92 | 319,33 | 7 672,26 | 6 638,42 | 1 033,84 |
| HACHAN | 4 895,61 | 100,52 | 104,78 | 5 640,90 | 5 528,75 | 112,15 |
| HOURC | 5 293,34 | 238,94 | 284,40 | 6 356,68 | 5 882,99 | 473,69 |
| JACQUE | 7 139,37 | 197,79 | 187,10 | 8 064,27 | 7 227,52 | 836,75 |
| LALANNE | 4 471,82 | 3,02 | 261,95 | 5 276,78 | 5 487,81 | -211,03 |
| LALANNE-TRIE | 6 147,44 | 245,76 | 281,90 | 7 215,10 | 7 334,31 | -119,21 |
| LAMARQUE-RUSTAING | 5 788,28 | 74,98 | 137,21 | 6 540,47 | 6 319,25 | 221,22 |
| LANSAC | 6 132,07 | 257,07 | 451,55 | 7 380,69 | 6 631,30 | 749,39 |
| LAPEYRE | 5 532,24 | 457,09 | 256,96 | 6 786,29 | 6 130,48 | 655,81 |
| LARAN | 6 023,27 | 51,61 | 124,74 | 6 739,62 | 6 405,37 | 334,25 |
| LARROQUE | 5 144,70 | 513,74 | 264,44 | 6 462,89 | 5 997,96 | 464,93 |
| LASLADES | 5 804,01 | 587,48 | 903,09 | 7 834,58 | 6 744,48 | 1 090,10 |
| LASSALES | 5 605,75 | 0,00 | 82,33 | 6 228,07 | 5 922,24 | 305,83 |
| LIZOS | 5 770,36 | 84,69 | 281,90 | 6 676,95 | 6 040,64 | 636,31 |
| LOUIT | 6 093,11 | 637,76 | 506,43 | 7 777,29 | 7 474,67 | 302,62 |
| LUBRET-SAINT-LUC | 6 031,39 | 41,54 | 142,20 | 6 755,13 | 6 177,21 | 577,92 |
| LUBY-BETMONT | 5 903,01 | 262,49 | 266,94 | 6 972,44 | 6 729,90 | 242,54 |
| LUSTAR | 6 011,56 | 458,48 | 296,87 | 7 306,91 | 7 387,36 | -80,45 |
| MARQUERIE | 5 466,32 | 416,61 | 202,07 | 6 625,00 | 6 513,59 | 111,41 |
| MARSEILLAN | 6 512,08 | 564,76 | 631,17 | 8 248,00 | 7 090,04 | 1 157,96 |
| MAZEROLLES | 6 335,60 | 1 745,44 | 279,41 | 8 900,45 | 7 063,42 | 1 837,03 |
| MONLEON-MAGNOAC | 5 462,65 | 715,61 | 1 691,43 | 8 409,69 | 10 293,52 | -1 883,83 |

| CANTON : COTEAUX | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------|------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------------|
| MONLONG | 5 070,32 | 466,34 | 266,94 | 6 343,60 | 5 970,13 | 373,47 |
| MUN | 5 846,86 | 298,35 | 254,46 | 6 939,67 | 6 359,92 | 579,75 |
| OLEAC-DEBAT | 6 868,31 | 282,50 | 421,61 | 8 112,43 | 7 467,91 | 644,52 |
| ORGAN | 4 851,59 | 78,96 | 104,78 | 5 575,33 | 5 298,82 | 276,51 |
| OSMETS | 5 286,55 | 54,18 | 217,04 | 6 097,78 | 6 200,63 | -102,85 |
| PEYRET-SAINT-ANDRE | 5 601,23 | 57,11 | 142,20 | 6 340,54 | 6 463,42 | -122,88 |
| PEYRIGUERE | 6 888,99 | 290,06 | 64,86 | 7 783,91 | 6 923,50 | 860,41 |
| POUY | 5 080,95 | 162,49 | 112,26 | 5 895,71 | 5 528,65 | 367,06 |
| POUYASTRUC | 6 823,48 | 1 006,98 | 1 798,70 | 10 169,16 | 9 007,79 | 1 161,37 |
| PUNTOUS | 5 812,16 | 157,00 | 478,99 | 6 988,15 | 6 901,33 | 86,82 |
| PUYDARRIEUX | 5 918,23 | 45,07 | 558,82 | 7 062,11 | 6 949,22 | 112,89 |
| SABALOS | 5 866,00 | 467,76 | 374,21 | 7 247,97 | 6 338,09 | 909,88 |
| SADOURNIN | 6 285,40 | 272,84 | 464,02 | 7 562,26 | 7 282,20 | 280,06 |
| SARIAC-MAGNOAC | 5 664,65 | 777,56 | 386,68 | 7 368,89 | 6 577,64 | 791,25 |
| SERE-RUSTAING | 5 864,31 | 275,14 | 319,33 | 6 998,77 | 6 589,96 | 408,81 |
| SOREAC | 6 663,06 | 35,32 | 132,22 | 7 370,60 | 6 972,97 | 397,63 |
| SOUYEAUX | 6 030,42 | 250,54 | 773,37 | 7 594,33 | 7 240,15 | 354,18 |
| THERMES-MAGNOAC | 6 124,87 | 1 091,91 | 536,37 | 8 293,15 | 7 843,79 | 449,36 |
| THUY | 6 875,12 | 0,00 | 47,40 | 7 462,52 | 7 409,19 | 53,33 |
| TOURNOUS-DARRE | 6 030,95 | 420,27 | 214,55 | 7 205,76 | 7 073,78 | 131,98 |
| TRIE-SUR-BAISE | 6 838,87 | 947,68 | 2 691,81 | 11 018,36 | 11 931,36 | -913,00 |
| VIDOU | 5 723,26 | 44,09 | 264,44 | 6 571,79 | 6 323,60 | 248,19 |
| VIEUZOS | 5 846,82 | 21,21 | 117,25 | 6 525,29 | 6 391,77 | 133,52 |
| VILLEMBITS | 6 021,70 | 301,38 | 291,88 | 7 154,96 | 6 718,17 | 436,79 |
| VILLEMUR | 5 279,11 | 11,76 | 144,69 | 5 975,56 | 5 711,74 | 263,82 |
| TOTAL CANTON | 448 736,57 | 23 109,76 | 31 169,14 | 544 595,48 | 519 650,38 | 24 945,09 -> 4,80% |

CANTON : HAUTE-BIGORRE

| CANTON : HAUTE-BIGORRE | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|-------------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ANTIST | 4 318,99 | 209,34 | 434,08 | 5 502,41 | 5 073,74 | 428,67 |
| ASTE | 4 953,51 | 2 002,49 | 1 407,03 | 8 903,03 | 6 938,33 | 1 964,70 |
| ASTUGUE | 5 455,97 | 820,24 | 673,58 | 7 489,78 | 7 741,26 | -251,48 |
| BEAUDEAN | 4 584,99 | 273,24 | 1 002,88 | 6 401,11 | 7 526,52 | -1 125,41 |
| CAMPAN | 5 709,79 | 1 443,27 | 3 462,68 | 11 155,74 | 11 078,83 | 76,91 |
| GERDE | 6 316,85 | 3 073,71 | 2 951,26 | 12 881,83 | 10 765,11 | 2 116,72 |
| HIIS | 5 336,01 | 119,87 | 628,67 | 6 624,56 | 6 350,67 | 273,89 |
| LABASSERE | 4 806,86 | 98,72 | 601,23 | 6 046,81 | 6 893,61 | -846,80 |
| MONTGAILLARD | 6 235,21 | 1 483,54 | 2 202,85 | 10 461,60 | 9 136,95 | 1 324,65 |
| NEUILH | 4 741,41 | 23,72 | 266,94 | 5 572,07 | 6 269,64 | -697,57 |
| ORDIZAN | 5 974,03 | 154,73 | 1 422,00 | 8 090,75 | 7 463,83 | 626,92 |
| POUZAC | 6 282,69 | 739,88 | 2 831,52 | 10 394,09 | 10 366,57 | 27,52 |
| TREBONS | 7 281,61 | 3 626,62 | 1 913,46 | 13 361,69 | 10 135,06 | 3 226,63 |
| TOTAL CANTON | 71 997,92 | 14 069,38 | 19 798,17 | 112 885,47 | 105 740,12 | 7 145,35 -> 6,76% |

CANTON : LOURDES-1

| CANTON : LOURDES-1 | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|----------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ASPIN-EN-LAVEDAN | 5 018,79 | 1 891,05 | 790,83 | 8 240,67 | 6 152,13 | 2 088,54 |
| BARLEST | 5 753,46 | 313,61 | 800,81 | 7 407,88 | 7 386,45 | 21,43 |
| BARTRES | 5 955,26 | 543,63 | 1 294,76 | 8 333,66 | 9 173,80 | -840,14 |
| LOUBAJAC | 7 111,51 | 18,59 | 1 005,38 | 8 675,49 | 8 313,44 | 362,05 |
| OMEX | 5 758,79 | 197,72 | 583,77 | 7 080,28 | 6 797,42 | 282,86 |
| OSSEN | 5 637,17 | 576,56 | 578,78 | 7 332,50 | 6 803,13 | 529,37 |
| PEYROUSE | 5 807,01 | 276,18 | 706,01 | 7 329,20 | 8 732,24 | -1 403,04 |
| POUEYFERRE | 6 201,79 | 689,26 | 2 227,79 | 9 658,85 | 9 850,59 | -191,74 |
| SAINT-PE-DE-BIGORRE | 7 397,03 | 1 487,42 | 2 933,80 | 12 358,25 | 13 091,13 | -732,88 |
| SEGUS | 5 067,61 | 659,35 | 616,20 | 6 883,16 | 6 388,86 | 494,30 |
| VIGER | 4 647,07 | 289,28 | 344,27 | 5 820,62 | 5 630,30 | 190,32 |
| TOTAL CANTON | 64 355,50 | 6 942,67 | 11 882,39 | 89 120,56 | 88 319,49 | 801,07 -> 0,91% |

CANTON : LOURDES-2

| CANTON : LOURDES-2 | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ADE | 5 988,61 | 334,54 | 2 048,17 | 8 911,33 | 8 756,34 | 154,98 |
| ARCIZAC-EZ-ANGLES | 5 135,09 | 1 135,96 | 656,11 | 7 467,17 | 6 779,60 | 687,57 |
| ARRAYOU-LAHITTE | 5 836,86 | 270,08 | 274,42 | 6 921,36 | 6 890,56 | 30,80 |
| ARRODETS-EZ-ANGLES | 5 481,87 | 562,57 | 284,40 | 6 868,84 | 6 463,45 | 405,39 |
| ARTIGUES | 6 039,06 | 74,53 | 49,89 | 6 703,48 | 6 982,49 | -279,01 |
| BERBERUST-LIAS | 5 324,41 | 460,60 | 124,74 | 6 449,74 | 6 798,53 | -348,79 |
| BOURREAC | 5 254,24 | 250,09 | 271,93 | 6 316,26 | 6 258,62 | 57,64 |
| CHEUST | 5 125,24 | 307,74 | 222,03 | 6 195,01 | 6 015,01 | 180,00 |
| ESCOUBES-POUTS | 4 977,37 | 296,26 | 269,43 | 6 083,07 | 5 758,36 | 324,71 |
| GAZOST | 5 111,70 | 264,10 | 334,29 | 6 250,10 | 6 511,64 | -261,54 |
| GER | 5 602,72 | 342,34 | 444,06 | 6 929,12 | 6 460,06 | 469,06 |
| GERMS-SUR-L-OUSSOUET | 6 717,92 | 1 393,24 | 279,41 | 8 930,57 | 8 026,52 | 904,05 |
| GEU | 6 091,00 | 943,82 | 429,09 | 8 003,92 | 6 928,15 | 1 075,77 |
| GEZ-EZ-ANGLES | 6 625,76 | 331,84 | 72,35 | 7 569,95 | 7 307,20 | 262,75 |
| JARRET | 5 513,62 | 618,77 | 788,33 | 7 460,73 | 7 217,39 | 243,34 |
| JULOS | 5 065,74 | 282,81 | 985,42 | 6 873,97 | 6 528,24 | 345,73 |
| JUNCALAS | 4 865,10 | 150,17 | 436,58 | 5 991,84 | 5 681,58 | 310,26 |
| LES ANGLES | 5 547,35 | 529,57 | 311,84 | 6 928,77 | 6 609,83 | 318,93 |
| LEZIGNAN | 5 947,16 | 14,06 | 883,13 | 7 384,36 | 6 595,24 | 789,12 |
| LUGAGNAN | 6 097,29 | 400,98 | 356,75 | 7 395,01 | 6 867,67 | 527,34 |
| OSSUN-EZ-ANGLES | 7 563,43 | 391,42 | 119,75 | 8 614,59 | 8 230,02 | 384,57 |
| OURDIS-COTDOUSSAN | 4 522,01 | 1 201,36 | 129,73 | 6 393,10 | 7 787,20 | -1 394,10 |
| OURDON | 5 378,32 | 174,09 | 12,47 | 6 104,88 | 6 617,68 | -512,80 |
| OUSTE | 4 690,57 | 127,15 | 72,35 | 5 430,06 | 5 574,32 | -144,26 |
| PAREAC | 6 749,45 | 106,36 | 147,19 | 7 543,00 | 7 519,34 | 23,66 |

| CANTON : LOURDES-2 | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| SAINT-CREAC | 5 580,29 | 396,84 | 239,49 | 6 756,62 | 7 239,07 | -482,45 |
| SERE-LANSO | 5 599,39 | 325,67 | 134,72 | 6 599,78 | 6 566,86 | 32,92 |
| TOTAL CANTON | 152 431,58 | 11 686,97 | 10 378,07 | 189 076,63 | 184 970,97 | 4 105,64 -> 2,22% |

CANTON : MOYEN-ADOUR

| <i>CANTON : MOYEN-ADOUR</i> | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|-----------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ALLIER | 4 734,77 | 428,88 | 1 042,80 | 6 746,45 | 6 197,88 | 548,56 |
| ANGOS | 5 024,26 | 158,62 | 576,28 | 6 299,15 | 5 984,84 | 314,31 |
| ARCIZAC-ADOUR | 5 124,09 | 1 033,14 | 1 364,62 | 8 061,85 | 7 318,38 | 743,47 |
| BARBAZAN-DEBAT | 5 323,08 | 6 039,38 | 8 838,82 | 20 741,29 | 19 821,10 | 920,19 |
| BERNAC-DEBAT | 4 711,64 | 1 287,43 | 1 721,36 | 8 260,44 | 7 239,94 | 1 020,50 |
| BERNAC-DESSUS | 4 738,45 | 321,60 | 743,43 | 6 343,48 | 6 355,27 | -11,79 |
| HORGUES | 6 549,86 | 11 186,93 | 3 071,01 | 21 347,80 | 14 137,12 | 7 210,68 |
| LALOUBERE | 4 855,77 | 909,03 | 4 957,03 | 11 261,83 | 10 612,95 | 648,88 |
| MOMERES | 4 721,60 | 694,99 | 1 933,41 | 7 890,01 | 7 750,15 | 139,85 |
| MONTIGNAC | 4 801,62 | 273,83 | 346,77 | 5 962,22 | 5 631,12 | 331,10 |
| ODOS | 6 104,10 | 1 121,42 | 8 314,93 | 16 080,45 | 15 913,45 | 167,00 |
| SAINT-MARTIN | 5 070,07 | 985,33 | 1 125,12 | 7 720,52 | 7 090,19 | 630,33 |
| SALLES-ADOUR | 5 536,07 | 870,76 | 1 469,40 | 13 450,77 | 7 603,96 | 812,26 |
| SARROUILLES | 4 949,07 | 352,63 | 1 354,64 | 7 196,34 | 6 788,52 | 407,82 |
| VIELLE-ADOUR | 4 751,64 | 510,56 | 1 294,76 | 7 096,97 | 6 924,13 | 172,84 |
| TOTAL CANTON | 76 996,10 | 26 174,53 | 38 154,39 | 154 459,57 | 135 369,00 | 14 056,00 -> 10,38% |

CANTON : NESTE-AURE-LOURON

| CANTON : NESTE-AURE-LOURON | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| ADERVIELLE-POUCHERGUES | 5 183,38 | 0,00 | 324,31 | 6 047,70 | 6 013,71 | 33,98 |
| ANCIZAN | 6 309,75 | 844,34 | 698,52 | 8 392,63 | 8 119,06 | 273,56 |
| ARDENGOST | 5 915,60 | 0,00 | 29,94 | 6 485,55 | 6 394,80 | 90,74 |
| ARREAU | 6 961,90 | 1 573,36 | 1 953,37 | 11 028,63 | 10 592,99 | 435,64 |
| ASPIN-AURE | 5 001,36 | 7,21 | 124,74 | 5 673,30 | 5 215,77 | 457,53 |
| AULON | 5 316,41 | 4 371,89 | 222,03 | 10 450,33 | 8 319,07 | 2 131,26 |
| AVAJAN | 5 784,29 | 100,01 | 187,10 | 6 611,40 | 7 780,94 | -1 169,54 |
| AVEZAC-PRAT-LAHITTE | 5 197,96 | 660,82 | 1 529,27 | 7 928,05 | 7 675,01 | 253,04 |
| AZET | 5 288,33 | 472,26 | 389,18 | 6 689,77 | 5 967,16 | 722,61 |
| BAREILLES | 3 991,94 | 55,96 | 114,76 | 4 702,66 | 5 456,30 | -753,64 |
| BARRANCOUEU | 5 198,82 | 0,00 | 82,33 | 5 821,15 | 5 962,01 | -140,86 |
| BAZUS-AURE | 4 990,54 | 89,90 | 346,77 | 5 967,21 | 6 173,21 | -206,00 |
| BAZUS-NESTE | 4 306,46 | 0,00 | 149,68 | 4 996,14 | 4 922,25 | 73,89 |
| BEYREDE-JUMET-CAMOUS | 5 046,13 | 1 105,73 | 548,84 | 7 240,71 | 6 321,32 | 919,39 |
| BORDERES-LOURON | 6 560,98 | 815,70 | 421,61 | 8 338,29 | 7 829,70 | 508,59 |
| BOURISP | 4 782,45 | 1 585,65 | 404,15 | 7 312,24 | 13 070,83 | -5 758,59 |
| CADEAC | 5 005,42 | 395,76 | 788,33 | 6 729,52 | 7 389,45 | -659,93 |
| CADEILHAN-TRACHERE | 3 976,38 | 29,35 | 97,29 | 4 643,02 | 5 533,67 | -890,65 |
| CAMPARAN | 3 649,56 | 169,29 | 142,20 | 4 501,05 | 4 307,64 | 193,41 |
| CAZAUX-DEBAT | 4 461,46 | 1 028,31 | 79,83 | 6 109,60 | 5 301,69 | 807,91 |
| CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS | 6 788,51 | 279,27 | 119,75 | 7 727,53 | 7 545,21 | 182,32 |
| ENS | 5 040,78 | 0,00 | 69,85 | 5 650,64 | 5 343,62 | 307,02 |
| ESCALA | 6 131,82 | 24,34 | 970,45 | 7 666,60 | 7 605,52 | 61,08 |
| ESPARROS | 7 557,42 | 287,09 | 449,05 | 8 833,56 | 8 817,35 | 16,21 |

| CANTON : NESTE-AURE-LOURON | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|----------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| ESTARVIELLE | 4 801,98 | 408,06 | 84,82 | 5 834,86 | 5 167,54 | 667,32 |
| ESTENSAN | 5 980,51 | 83,25 | 97,29 | 6 701,06 | 5 799,48 | 901,58 |
| FRECHET-AURE | 4 944,26 | 9,58 | 32,43 | 5 526,27 | 5 327,03 | 199,24 |
| GAZAVE | 5 321,79 | 57,59 | 164,65 | 6 084,03 | 5 847,00 | 237,03 |
| GENOS | 8 506,47 | 635,93 | 359,24 | 10 041,64 | 10 567,41 | -525,77 |
| GERM | 6 231,57 | 951,82 | 89,81 | 7 813,20 | 7 182,91 | 630,29 |
| GOUAUX | 5 624,79 | 129,15 | 144,69 | 6 438,64 | 5 663,03 | 775,61 |
| GRAILHEN | 5 681,48 | 0,00 | 59,87 | 6 281,35 | 5 627,27 | 654,08 |
| GREZIAN | 5 209,47 | 725,58 | 214,55 | 6 689,59 | 6 854,01 | -164,42 |
| GUCHAN | 4 132,62 | 404,11 | 354,25 | 5 430,98 | 5 908,72 | -477,74 |
| GUCHEN | 5 098,92 | 1 584,79 | 915,57 | 8 139,27 | 8 183,54 | -44,27 |
| HECHES | 6 744,54 | 753,91 | 1 556,71 | 9 595,16 | 10 115,89 | -520,73 |
| ILHET | 5 511,08 | 1 392,45 | 299,37 | 7 742,89 | 7 159,20 | 583,69 |
| IZAUX | 6 200,33 | 73,79 | 528,88 | 7 343,00 | 7 037,13 | 305,87 |
| JEZEAU | 5 361,49 | 682,82 | 251,97 | 6 836,29 | 6 054,16 | 782,13 |
| LA BARTHE-DE-NESTE | 5 735,07 | 1 329,79 | 3 140,86 | 10 745,72 | 9 546,79 | 1 198,93 |
| LABASTIDE | 8 185,86 | 135,84 | 416,62 | 9 278,32 | 8 952,68 | 325,64 |
| LABORDE | 5 416,13 | 48,17 | 219,54 | 6 223,84 | 5 984,08 | 239,76 |
| LANCON | 4 895,97 | 0,00 | 82,33 | 5 518,29 | 5 497,32 | 20,97 |
| LORTET | 5 716,03 | 1 379,93 | 541,36 | 8 177,32 | 6 633,52 | 1 543,80 |
| LOUDENVIELLE | 6 856,98 | 2 062,44 | 743,43 | 10 202,85 | 10 324,58 | -121,73 |
| LOUDERVIELLE | 5 558,79 | 245,17 | 137,21 | 6 481,17 | 6 125,53 | 355,64 |
| MAZOUAU | 5 223,45 | 13,34 | 47,40 | 5 824,18 | 5 447,48 | 376,70 |
| MONT | 6 875,63 | 706,64 | 119,75 | 8 242,01 | 8 844,18 | -602,17 |
| MONTOUSSE | 6 013,14 | 145,23 | 623,68 | 7 322,05 | 6 920,64 | 401,41 |
| PAILHAC | 4 964,47 | 720,62 | 177,13 | 6 402,22 | 5 762,90 | 639,32 |
| RIS | 5 100,49 | 6,19 | 42,41 | 5 689,09 | 5 625,02 | 64,07 |

| CANTON : NESTE-AURE- LOURON | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--------------------------------|------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|
| SAILHAN | 6 005,43 | 403,51 | 401,65 | 7 350,58 | 6 819,51 | 531,07 |
| SAINT-ARROMAN | 5 624,91 | 96,57 | 237,00 | 6 498,48 | 6 325,53 | 172,95 |
| SARRANCOLIN | 9 551,22 | 200,69 | 1 451,93 | 11 743,84 | 12 342,47 | -598,63 |
| TRAMEZAIGUES | 8 323,36 | 580,41 | 87,32 | 9 531,09 | 9 600,19 | -69,10 |
| VIELLE-AURE | 5 056,32 | 5 389,66 | 858,19 | 11 844,17 | 8 433,53 | 3 410,64 |
| VIELLE-LOURON | 5 475,56 | 8,33 | 227,02 | 6 250,91 | 6 140,42 | 110,49 |
| VIGNEC | 3 555,60 | 1 112,29 | 583,77 | 5 791,66 | 5 704,72 | 86,94 |
| TOTAL CANTON | 327 933,39 | 36 373,85 | 25 536,05 | 421 163,30 | 411 183,69 | 9 979,58 -> 2,43% |

CANTON : OSSUN

| CANTON : OSSUN | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|-----------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| AVERAN | 4 583,27 | 1 542,59 | 172,14 | 6 838,00 | 5 590,88 | 1 247,12 |
| AZEREIX | 4 847,98 | 1 838,40 | 2 504,71 | 9 731,08 | 11 019,66 | -1 288,58 |
| BARRY | 4 894,44 | 124,73 | 339,28 | 5 898,46 | 5 661,75 | 236,71 |
| BENAC | 5 175,49 | 3 262,58 | 1 354,64 | 10 332,71 | 9 553,06 | 779,65 |
| GARDERES | 5 913,06 | 1 247,50 | 1 127,62 | 8 828,18 | 8 192,21 | 635,97 |
| HIBARETTE | 5 773,63 | 1 284,73 | 598,73 | 8 197,09 | 6 671,91 | 1 525,18 |
| JUILLAN | 5 749,13 | 8 596,01 | 10 532,75 | 25 417,88 | 18 858,86 | 6 559,02 |
| LAMARQUE-PONTACQ | 5 330,20 | 2 366,72 | 2 135,49 | 10 372,40 | 9 440,76 | 931,64 |
| LANNE | 4 742,90 | 1 082,57 | 1 501,83 | 7 867,29 | 8 097,58 | -230,29 |
| LAYRISSÉ | 5 022,99 | 992,58 | 449,05 | 7 004,62 | 6 193,85 | 810,77 |
| LOUCRUP | 4 777,02 | 1 059,85 | 563,81 | 6 940,68 | 6 410,20 | 530,48 |
| LOUEY | 3 979,80 | 1 880,01 | 2 499,72 | 8 899,53 | 8 448,33 | 451,20 |
| LUQUET | 5 310,33 | 1 411,85 | 1 007,87 | 8 270,05 | 6 655,82 | 1 614,23 |
| ORINCLES | 5 229,38 | 1 271,53 | 853,20 | 7 894,11 | 7 426,52 | 467,59 |
| OSSUN | 5 432,77 | 9 547,39 | 6 007,31 | 21 527,47 | 13 266,94 | 8 260,53 |
| SERON | 5 946,91 | 1 147,48 | 825,76 | 8 460,14 | 8 099,89 | 360,25 |
| VISKER | 5 124,99 | 341,32 | 870,66 | 6 876,98 | 6 724,89 | 152,09 |
| TOTAL CANTON | 87 834,28 | 38 997,83 | 33 344,55 | 169 356,67 | 146 313,11 | 23 043,56 -> 15,75% |

CANTON : VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS

| CANTON : VAL D'ADOUR- RUSTAN-MADIRANAIS | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ANSOST | 5 697,61 | 4,31 | 144,69 | 6 386,62 | 6 549,40 | -162,78 |
| AURIEBAT | 6 179,01 | 115,10 | 656,11 | 7 490,22 | 7 738,47 | -248,25 |
| BARBACHEN | 5 477,67 | 118,02 | 134,72 | 6 270,40 | 6 424,04 | -153,64 |
| BAZILLAC | 5 957,37 | 174,26 | 870,66 | 7 542,29 | 7 749,60 | -207,31 |
| BOUILH-DEVANT | 7 036,58 | 9,20 | 57,38 | 7 643,16 | 7 405,80 | 237,36 |
| BUZON | 6 213,78 | 234,90 | 209,56 | 7 198,24 | 6 377,42 | 820,82 |
| CASTELNAU-RIVIERE-BASSE | 8 018,33 | 756,63 | 1 606,61 | 10 921,56 | 10 714,35 | 207,21 |
| CAUSSADE-RIVIERE | 6 987,09 | 133,62 | 249,47 | 7 910,18 | 7 676,85 | 233,33 |
| ESCONDEAUX | 6 282,73 | 627,26 | 711,00 | 8 160,99 | 7 071,04 | 1 089,95 |
| ESTIRAC | 6 123,58 | 108,67 | 264,44 | 7 036,69 | 7 033,40 | 3,29 |
| GENSAC | 5 827,51 | 1 086,90 | 264,44 | 7 718,86 | 6 595,30 | 1 123,56 |
| HAGEDET | 5 523,49 | 185,93 | 117,25 | 6 366,67 | 6 405,02 | -38,35 |
| HERES | 6 445,58 | 1 377,51 | 319,33 | 8 682,42 | 7 197,17 | 1 485,25 |
| LABATUT-RIVIERE | 6 655,48 | 281,85 | 1 030,32 | 8 507,65 | 8 205,35 | 302,30 |
| LACASSAGNE | 7 267,08 | 74,84 | 588,76 | 8 470,67 | 8 211,56 | 259,11 |
| LAFITOLE | 6 272,96 | 452,89 | 1 224,91 | 8 490,77 | 8 529,44 | -38,67 |
| LAHITTE-TOUPIERE | 7 299,59 | 491,11 | 668,59 | 8 999,28 | 9 548,72 | -549,44 |
| LAMEAC | 5 970,58 | 185,06 | 386,68 | 7 082,32 | 7 411,53 | -329,21 |
| LARREULE | 6 070,65 | 1 614,69 | 1 055,27 | 9 280,61 | 7 812,88 | 1 467,73 |
| LASCAZERES | 6 182,38 | 1 747,00 | 850,70 | 9 320,09 | 8 026,01 | 1 294,07 |
| LESCURRY | 5 178,11 | 207,30 | 439,07 | 6 364,49 | 5 900,28 | 464,21 |
| LIAC | 7 262,04 | 175,95 | 496,45 | 8 474,45 | 8 345,00 | 129,45 |
| MADIRAN | 5 359,75 | 168,40 | 1 075,23 | 7 143,38 | 7 056,41 | 86,97 |
| MANSAN | 6 585,02 | 178,12 | 114,76 | 7 417,90 | 6 689,38 | 728,52 |
| MAUBOURGUET | 6 745,79 | 11 463,75 | 6 206,89 | 24 956,43 | 16 231,65 | 8 724,77 |

| CANTON : VAL D'ADOUR-RUSTAN-MADIRANAIS | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--|---------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| MINGOT | 5 583,14 | 0,00 | 244,48 | 6 367,63 | 6 467,56 | -99,93 |
| MONFAUCON | 5 961,08 | 618,73 | 546,35 | 7 666,16 | 7 295,45 | 370,71 |
| MOUMOULOUS | 6 724,74 | 160,48 | 102,28 | 7 527,50 | 7 197,17 | 330,33 |
| PEYRUN | 6 336,40 | 27,82 | 217,04 | 7 121,26 | 7 356,07 | -234,81 |
| RABASTENS-DE-BIGORRE | 7 573,87 | 1 498,58 | 3 704,67 | 13 317,11 | 14 707,18 | -1 390,07 |
| SAINT-LANNE | 5 477,17 | 32,03 | 344,27 | 6 393,48 | 6 550,62 | -157,14 |
| SAINT-SEVER-DE-RUSTAN | 6 654,24 | 107,67 | 439,07 | 7 740,98 | 7 191,66 | 549,32 |
| SARRIAC-BIGORRE | 8 283,87 | 1 118,24 | 758,40 | 10 700,51 | 9 897,13 | 803,38 |
| SAUVETERRE | 6 327,58 | 305,05 | 439,07 | 7 611,70 | 7 500,75 | 110,95 |
| SEGALAS | 6 566,97 | 60,97 | 204,57 | 7 372,51 | 7 369,71 | 2,80 |
| SENAC | 5 424,81 | 314,35 | 763,39 | 7 042,55 | 7 357,49 | -314,95 |
| SOMBRUN | 5 679,34 | 439,38 | 533,87 | 7 192,59 | 6 779,65 | 412,94 |
| SOUBLECAUSE | 6 283,87 | 235,72 | 474,00 | 7 533,59 | 7 118,62 | 414,97 |
| TOSTAT | 6 377,82 | 209,79 | 1 332,19 | 8 459,80 | 7 948,88 | 510,92 |
| TROULEY-LABARTHE | 5 783,56 | 208,96 | 241,99 | 6 774,51 | 6 621,62 | 152,89 |
| UGNOUAS | 5 663,22 | 61,82 | 192,09 | 6 457,13 | 6 303,37 | 153,76 |
| VIDOUZE | 6 809,84 | 37,33 | 616,20 | 8 003,37 | 8 034,15 | -30,78 |
| VILLEFRANQUE | 4 950,32 | 208,85 | 207,06 | 5 906,23 | 5 775,85 | 130,38 |
| TOTAL CANTON | 271 081,61 | 27 619,05 | 31 104,28 | 353 024,95 | 334 379,00 | 18 645,92 -> 5,58% |

CANTON : VALLEE DE LA BAROUSSE

| CANTON : VALLEE DE LA BAROUSSE | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| ANERES | 7 569,98 | 866,41 | 451,55 | 9 427,95 | 8 076,51 | 1 351,43 |
| ANLA | 6 392,02 | 402,16 | 246,98 | 7 581,16 | 7 249,06 | 332,10 |
| ANTICHAN | 6 042,05 | 97,48 | 84,82 | 6 764,35 | 6 465,07 | 299,28 |
| ARNE | 6 064,56 | 1 285,13 | 548,84 | 8 438,53 | 7 764,72 | 673,81 |
| AVENTIGNAN | 6 960,85 | 174,86 | 523,89 | 8 199,60 | 7 639,28 | 560,32 |
| AVEUX | 7 352,54 | 151,06 | 109,77 | 8 153,37 | 7 446,90 | 706,47 |
| BERTREN | 6 150,33 | 547,89 | 446,56 | 7 684,78 | 7 806,04 | -121,26 |
| BIZE | 6 036,60 | 367,66 | 566,30 | 7 510,56 | 6 549,73 | 960,83 |
| BIZOUS | 6 577,21 | 181,39 | 276,91 | 7 575,51 | 8 053,86 | -478,35 |
| BRAMEVAQUE | 7 392,16 | 153,54 | 94,80 | 8 180,50 | 7 796,67 | 383,83 |
| CAMPISTROUS | 5 336,13 | 426,79 | 830,74 | 7 133,67 | 6 462,38 | 671,29 |
| CANTAOUS | 6 208,30 | 3 501,61 | 1 112,65 | 11 362,56 | 8 691,12 | 2 671,44 |
| CAZARILH | 6 938,23 | 710,40 | 129,73 | 8 318,36 | 6 877,54 | 1 440,82 |
| CLARENS | 5 555,78 | 634,42 | 1 349,65 | 8 079,85 | 7 518,94 | 560,91 |
| CRECHETS | 6 987,35 | 0,00 | 134,72 | 7 662,06 | 7 045,58 | 616,48 |
| ESBAREICH | 8 009,23 | 367,81 | 202,07 | 9 119,11 | 8 780,72 | 338,39 |
| FERRERE | 7 104,88 | 188,12 | 112,26 | 7 945,26 | 7 814,25 | 131,01 |
| GAUDENT | 6 385,88 | 169,52 | 107,27 | 7 202,67 | 6 834,57 | 368,10 |
| GEMBRIE | 5 772,63 | 2 719,54 | 197,08 | 9 229,26 | 6 376,24 | 2 853,02 |
| GENEREST | 6 258,45 | 163,43 | 249,47 | 7 211,35 | 6 361,43 | 849,92 |
| HAUTAGET | 5 280,49 | 9,35 | 139,70 | 5 969,55 | 5 381,51 | 588,04 |
| ILHEU | 5 882,37 | 174,07 | 97,29 | 6 693,73 | 6 274,40 | 419,33 |
| IZAOURT | 5 962,84 | 295,16 | 658,61 | 7 456,61 | 7 238,01 | 218,60 |
| LAGRANGE | 6 149,20 | 393,85 | 578,78 | 7 661,83 | 7 109,89 | 551,94 |
| LOMBRES | 6 789,59 | 160,82 | 269,43 | 7 759,84 | 6 863,91 | 895,93 |

| CANTON : VALLEE DE LA BAROUSSE | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| LOURES-BAROUSSE | 7 150,75 | 602,33 | 1 579,16 | 9 872,24 | 9 101,04 | 771,20 |
| MAULEON-BAROUSSE | 6 336,49 | 645,53 | 237,00 | 7 759,02 | 7 382,17 | 376,85 |
| MAZERES-DE-NESTE | 6 983,86 | 325,84 | 830,74 | 8 680,44 | 7 843,31 | 837,13 |
| MONTEGUT | 5 679,69 | 589,85 | 336,79 | 7 146,33 | 6 237,03 | 909,30 |
| MONTSERIE | 6 109,37 | 47,09 | 184,61 | 6 881,06 | 6 609,18 | 271,88 |
| NESTIER | 6 223,11 | 99,78 | 401,65 | 7 264,54 | 6 746,93 | 517,61 |
| NISTOS | 6 132,25 | 261,88 | 556,32 | 7 490,45 | 7 101,07 | 389,38 |
| OURDE | 7 410,40 | 231,94 | 84,82 | 8 267,16 | 7 415,72 | 851,44 |
| PINAS | 5 591,17 | 238,39 | 1 147,58 | 7 517,14 | 8 457,60 | -940,46 |
| REJAUMONT | 6 686,19 | 342,12 | 426,60 | 7 994,90 | 7 284,38 | 710,52 |
| SACOUÉ | 6 773,30 | 122,26 | 159,66 | 7 595,22 | 6 819,15 | 776,07 |
| SAINTE-MARIE | 5 661,49 | 113,64 | 169,64 | 6 484,77 | 5 988,75 | 496,02 |
| SAINT-LAURENT-DE-NESTE | 8 212,09 | 1 659,61 | 2 442,34 | 12 854,04 | 12 509,11 | 344,93 |
| SAINT-PAUL | 6 080,90 | 938,95 | 793,32 | 8 353,17 | 6 669,94 | 1 683,23 |
| SALECHAN | 6 180,73 | 156,25 | 671,08 | 7 548,06 | 7 216,65 | 331,41 |
| SAMURAN | 6 342,41 | 82,60 | 64,86 | 7 029,87 | 7 353,29 | -323,42 |
| SARP | 7 898,90 | 235,94 | 279,41 | 8 954,25 | 8 555,66 | 398,59 |
| SEICH | 6 171,98 | 132,09 | 229,52 | 7 073,58 | 6 611,10 | 462,48 |
| SIRADAN | 6 172,76 | 304,48 | 723,47 | 7 740,71 | 7 739,99 | 0,72 |
| SOST | 6 283,68 | 481,71 | 224,53 | 7 529,92 | 7 111,99 | 417,93 |
| TAJAN | 6 487,92 | 303,06 | 354,25 | 7 685,23 | 7 485,49 | 199,74 |
| THEBE | 6 236,33 | 16,60 | 204,57 | 6 997,50 | 6 486,83 | 510,67 |
| TIBIRAN-JAUNAC | 6 602,57 | 177,21 | 785,84 | 8 105,62 | 8 314,62 | -209,00 |
| TROUBAT | 6 003,55 | 189,35 | 184,61 | 6 917,52 | 6 379,32 | 538,20 |
| TUZAGUET | 6 523,37 | 149,89 | 1 170,03 | 8 383,30 | 8 564,45 | -181,15 |
| UGLAS | 5 134,35 | 1 037,79 | 743,43 | 7 455,56 | 6 737,74 | 717,82 |

| CANTON : VALLEE DE LA BAROUSSE | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| TOTAL CANTON | 328 229,24 | 23 628,65 | 24 505,72 | 403 903,62 | 375 200,84 | 28 702,77 -> 7,65% |

CANTON : VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES

| CANTON : VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---|------------------------|------------------------------------|---------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| ARGELES | 4 960,34 | 280,26 | 296,87 | 6 077,47 | 5 733,15 | 344,33 |
| ARRODETS | 5 786,96 | 1,14 | 52,39 | 6 380,47 | 6 207,04 | 173,44 |
| ARTIGUEMY | 6 636,29 | 523,44 | 239,49 | 7 939,21 | 8 040,68 | -101,46 |
| ASQUE | 5 184,07 | 607,77 | 306,85 | 6 638,69 | 6 414,18 | 224,51 |
| BANIOS | 4 634,41 | 891,11 | 132,22 | 6 197,73 | 5 593,44 | 604,29 |
| BARBAZAN-DESSUS | 4 907,19 | 0,00 | 406,64 | 5 853,83 | 5 334,17 | 519,66 |
| BATSERE | 6 623,44 | 10,06 | 97,29 | 7 270,79 | 7 096,80 | 173,99 |
| BEGOLE | 4 914,00 | 470,22 | 533,87 | 6 458,10 | 5 743,60 | 714,50 |
| BENQUE (BENQUE-MOLERE) | 7 124,71 | 217,44 | 319,33 | 8 201,48 | 8 160,28 | 41,20 |
| BERNADETS-DESSUS | 4 298,36 | 352,62 | 391,67 | 5 582,65 | 4 809,10 | 773,55 |
| BETTES | 5 549,08 | 85,57 | 129,73 | 6 304,37 | 6 024,88 | 279,49 |
| BONNEMAZON | 6 789,95 | 84,38 | 162,16 | 7 576,48 | 7 383,00 | 193,48 |
| BONREPOS | 5 142,05 | 275,38 | 476,49 | 6 433,92 | 6 060,20 | 373,72 |
| BORDES | 5 268,79 | 369,43 | 1 935,91 | 8 114,13 | 8 244,64 | -130,51 |
| BOURG-DE-BIGORRE | 6 505,42 | 297,75 | 498,95 | 7 842,11 | 7 658,78 | 183,33 |
| BULAN | 5 927,01 | 241,85 | 149,68 | 6 858,54 | 6 853,83 | 4,71 |
| BURG | 6 170,86 | 437,13 | 706,01 | 7 854,00 | 6 541,20 | 1 312,80 |
| CAHARET | 4 978,85 | 0,00 | 94,80 | 5 613,65 | 4 578,14 | 1 035,51 |
| CALAVANTE | 5 327,10 | 847,48 | 830,74 | 7 545,33 | 6 210,05 | 1 335,28 |
| CASTELBAJAC | 5 581,04 | 396,22 | 339,28 | 6 856,55 | 6 359,28 | 497,27 |
| CASTERA-LANUSSE | 6 301,76 | 421,04 | 112,26 | 7 375,06 | 6 316,68 | 1 058,38 |
| CASTILLON | 7 791,11 | 422,35 | 202,07 | 8 955,52 | 9 733,46 | -777,94 |
| CHELLE-SPOU | 6 641,07 | 150,81 | 296,87 | 7 628,75 | 7 641,78 | -13,03 |
| CIEUTAT | 4 579,59 | 58,16 | 1 519,29 | 6 697,03 | 6 483,26 | 213,77 |
| CLARAC | 5 214,06 | 90,27 | 464,02 | 6 308,35 | 5 409,36 | 898,99 |

| CANTON : VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| ESCONNETS | 8 825,85 | 0,00 | 94,80 | 9 460,65 | 9 519,69 | -59,04 |
| ESCOTS | 7 356,74 | 122,26 | 82,33 | 8 101,33 | 8 177,67 | -76,34 |
| ESPECHE | 6 309,95 | 145,17 | 134,72 | 7 129,84 | 6 958,48 | 171,36 |
| ESPIEILH | 8 073,48 | 17,38 | 67,36 | 8 698,22 | 8 296,68 | 401,54 |
| FRECHENDETS | 8 003,19 | 131,79 | 77,34 | 8 752,32 | 8 663,38 | 88,94 |
| FRECHOU-FRECHET | 4 257,76 | 133,97 | 411,63 | 5 343,36 | 4 740,97 | 602,39 |
| GALAN | 7 434,17 | 1 865,57 | 1 838,62 | 11 678,36 | 11 001,71 | 676,65 |
| GALEZ | 5 273,44 | 476,03 | 478,99 | 6 768,46 | 6 404,55 | 363,91 |
| GOUDON | 5 697,49 | 266,59 | 598,73 | 7 102,81 | 6 767,79 | 335,02 |
| GOURGUE | 6 400,98 | 958,92 | 152,18 | 8 052,08 | 6 951,20 | 1 100,88 |
| HAUBAN | 3 606,70 | 35,71 | 276,91 | 4 459,33 | 4 407,22 | 52,11 |
| HITTE | 5 241,96 | 433,14 | 414,13 | 6 629,23 | 5 770,77 | 858,46 |
| HOUEYDETS | 5 559,54 | 574,43 | 656,11 | 7 330,08 | 7 927,67 | -597,59 |
| LANESPEDE | 5 310,85 | 145,12 | 374,21 | 6 370,18 | 5 524,42 | 845,76 |
| LESPOUEY | 4 752,99 | 57,11 | 548,84 | 5 898,94 | 5 199,46 | 699,48 |
| LHEZ | 5 177,44 | 160,45 | 192,09 | 6 069,98 | 5 465,00 | 604,98 |
| LIBAROS | 5 453,57 | 358,68 | 339,28 | 6 691,53 | 6 310,07 | 381,46 |
| LIES | 4 641,81 | 204,84 | 177,13 | 5 563,78 | 4 981,73 | 582,05 |
| LOMNE | 5 055,89 | 1,99 | 79,83 | 5 677,71 | 5 977,30 | -299,59 |
| LUC | 5 561,23 | 416,71 | 533,87 | 7 051,82 | 6 235,85 | 815,97 |
| LUTILHOUS | 6 727,55 | 27,69 | 566,30 | 7 861,55 | 8 288,42 | -426,87 |
| MARSAS | 4 081,92 | 87,33 | 189,60 | 4 898,86 | 4 631,42 | 267,44 |
| MASCARAS | 5 408,87 | 2 157,56 | 870,66 | 8 977,09 | 6 176,77 | 2 800,32 |
| MAUVEZIN | 6 399,68 | 442,01 | 598,73 | 7 980,42 | 7 858,50 | 121,92 |
| MERILHEU | 4 569,21 | 366,22 | 636,16 | 6 111,59 | 5 869,45 | 242,14 |
| MONTASTRUC | 6 316,64 | 364,98 | 601,23 | 7 822,85 | 7 207,54 | 615,31 |
| MOULEDOUS | 5 058,79 | 512,34 | 538,86 | 6 650,00 | 5 544,81 | 1 105,19 |

| CANTON : VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--|---------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| OLEAC-DESSUS | 5 308,69 | 1 369,66 | 316,83 | 7 535,18 | 5 789,73 | 1 745,45 |
| ORIEUX | 4 732,23 | 22,49 | 304,36 | 5 599,08 | 5 039,77 | 559,31 |
| ORIGNAC | 5 848,42 | 243,87 | 663,60 | 7 295,89 | 6 605,69 | 690,20 |
| OUEILLOUX | 4 926,58 | 387,47 | 456,54 | 6 310,59 | 5 207,78 | 1 102,81 |
| OZON | 5 259,92 | 58,43 | 725,97 | 6 584,31 | 5 776,97 | 807,34 |
| PERE | 7 584,84 | 109,10 | 137,21 | 8 371,15 | 8 138,73 | 232,42 |
| PEYRAUBE | 5 057,54 | 170,37 | 411,63 | 6 179,53 | 5 605,25 | 574,28 |
| POUMAROUS | 4 994,32 | 499,69 | 386,68 | 6 420,69 | 5 777,55 | 643,14 |
| RECURT | 5 419,28 | 408,77 | 523,89 | 6 891,94 | 6 581,23 | 310,71 |
| RICAUD | 5 035,26 | 321,31 | 162,16 | 6 058,73 | 5 441,05 | 617,68 |
| SABARROS | 6 485,31 | 194,42 | 84,82 | 7 304,55 | 6 988,48 | 316,07 |
| SARLABOUS | 7 218,72 | 545,17 | 177,13 | 8 481,02 | 8 246,75 | 234,27 |
| SENTOUS | 6 067,23 | 374,08 | 174,63 | 7 155,94 | 6 366,17 | 789,77 |
| SINZOS | 5 012,02 | 643,44 | 376,70 | 6 572,17 | 5 174,70 | 1 397,47 |
| TILHOUSE | 6 420,16 | 208,80 | 563,81 | 7 732,77 | 9 555,20 | -1 822,43 |
| TOURNAY | 6 301,60 | 2 590,08 | 3 205,73 | 12 637,41 | 11 485,02 | 1 152,39 |
| TOURNOUS-DEVANT | 5 469,20 | 453,02 | 286,89 | 6 749,11 | 6 321,19 | 427,92 |
| UZER | 4 079,06 | 115,74 | 274,42 | 5 009,23 | 4 514,90 | 494,33 |
| TOTAL CANTON | 400 615,55 | 26 711,77 | 31 458,53 | 496 585,87 | 464 105,66 | 32 480,24 -> 7,00% |

CANTON : VALLEE DES GAVES

| CANTON : VALLEE DES GAVES | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| ADAST | 5 680,00 | 1 108,72 | 743,43 | 8 072,16 | 7 021,64 | 1 050,51 |
| AGOS-VIDALOS | 4 977,45 | 774,06 | 1 085,21 | 7 376,73 | 6 720,07 | 656,65 |
| ARBEOST | 3 415,46 | 434,05 | 217,04 | 4 606,56 | 4 876,53 | -269,98 |
| ARCIZANS-AVANT | 5 396,99 | 258,71 | 1 020,34 | 7 216,05 | 6 993,96 | 222,08 |
| ARCIZANS-DESSUS | 7 015,87 | 252,42 | 316,83 | 8 125,12 | 8 155,00 | -29,88 |
| ARRAS-EN-LAVEDAN | 5 138,04 | 1 012,56 | 1 277,30 | 7 967,90 | 10 212,62 | -2 244,72 |
| ARRENS-MARSOUS | 5 156,36 | 952,52 | 1 823,65 | 8 472,53 | 8 636,79 | -164,26 |
| ARTALENS-SOUIN | 6 961,77 | 174,25 | 351,76 | 8 027,78 | 7 518,19 | 509,59 |
| AUCUN | 6 746,70 | 458,32 | 631,17 | 8 376,18 | 10 290,85 | -1 914,67 |
| AYROS-ARBOUX | 5 645,53 | 167,03 | 790,83 | 7 143,39 | 7 307,82 | -164,43 |
| AYZAC-OST | 5 581,10 | 679,66 | 1 167,53 | 7 968,29 | 8 247,98 | -279,69 |
| BAREGES | 12 231,66 | 4 952,84 | 434,08 | 18 158,58 | 23 198,61 | -5 040,03 |
| BEAUCENS | 6 744,08 | 1 574,03 | 1 062,75 | 9 920,87 | 9 678,21 | 242,66 |
| BETPOUEY | 5 738,17 | 3 000,05 | 229,52 | 9 507,73 | 13 823,44 | -4 315,71 |
| BOO-SILHEN | 5 824,15 | 583,32 | 763,39 | 7 710,85 | 7 021,19 | 689,66 |
| BUN | 6 247,55 | 151,10 | 364,23 | 7 302,89 | 11 937,02 | -4 634,13 |
| CHEZE | 6 596,49 | 14 928,58 | 127,23 | 22 192,30 | 11 139,03 | 11 053,27 |
| ESQUIEZE-SERE | 7 675,39 | 829,26 | 1 025,33 | 10 069,98 | 12 234,41 | -2 164,43 |
| ESTAING | 5 860,16 | 224,55 | 197,08 | 6 821,79 | 7 216,19 | -394,40 |
| ESTERRE | 7 950,22 | 837,18 | 488,97 | 9 816,38 | 15 517,87 | -5 701,49 |
| FERRIERES | 5 283,35 | 999,09 | 241,99 | 7 064,43 | 6 427,78 | 636,65 |
| GAILLAGOS | 6 231,69 | 281,60 | 321,82 | 7 375,11 | 8 146,30 | -771,19 |
| GAVARNIE-GEDRE | 6 968,04 | 4 904,59 | 900,60 | 13 313,22 | 7 648,99 | 5 664,23 |
| GEZ | 6 212,52 | 492,12 | 848,21 | 8 092,85 | 7 585,87 | 506,98 |
| GRUST | 10 661,43 | 72,76 | 99,79 | 11 373,97 | 10 800,71 | 573,26 |

| CANTON : VALLEE DES GAVES | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|---------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|
| LAU-BALAGNAS | 5 562,25 | 1 543,48 | 1 339,67 | 8 985,40 | 7 592,78 | 1 392,62 |
| OUZOUS | 6 336,99 | 1 196,73 | 538,86 | 8 612,58 | 7 739,76 | 872,82 |
| PIERREFITTE-NESTALAS | 5 990,25 | 3 030,51 | 2 946,27 | 12 507,03 | 13 894,99 | -1 387,96 |
| PRECHAC | 5 271,73 | 633,66 | 586,26 | 7 031,65 | 6 436,31 | 595,34 |
| SAINT-PASTOUS | 5 693,74 | 85,05 | 339,28 | 6 658,07 | 6 421,81 | 236,26 |
| SAINT-SAVIN | 5 166,98 | 806,94 | 962,97 | 7 476,89 | 7 137,85 | 339,04 |
| SALIGOS | 6 697,44 | 1 505,65 | 279,41 | 9 022,49 | 9 542,30 | -519,81 |
| SALLES | 6 055,72 | 5 905,31 | 581,27 | 8 047,75 | 6 736,59 | 6 345,71 |
| SASSIS | 8 145,91 | 1 447,04 | 217,04 | 10 349,99 | 9 809,27 | 540,72 |
| SAZOS | 8 266,86 | 894,50 | 316,83 | 10 018,19 | 8 758,55 | 1 259,64 |
| SERE-EN-LAVEDAN | 6 204,26 | 1 236,24 | 182,12 | 8 162,62 | 6 564,17 | 1 598,45 |
| SERS | 8 011,67 | 286,80 | 284,40 | 9 122,86 | 12 510,17 | -3 387,31 |
| SIREIX | 5 927,18 | 447,18 | 164,65 | 7 079,02 | 6 609,50 | 469,52 |
| SOULOM | 5 476,28 | 1 059,74 | 661,10 | 7 737,13 | 10 702,00 | -2 964,87 |
| UZ | 5 526,85 | 0,00 | 84,82 | 6 151,67 | 6 074,12 | 77,55 |
| VIELLA | 6 905,45 | 695,36 | 227,02 | 8 367,82 | 7 926,69 | 441,13 |
| VIER-BORDES | 7 121,09 | 7,24 | 266,94 | 7 935,26 | 7 706,23 | 229,03 |
| VIEY | 9 292,77 | 717,46 | 84,82 | 10 635,05 | 13 003,81 | -2 368,76 |
| VILLELONGUE | 5 925,78 | 1 733,80 | 1 027,83 | 9 227,41 | 7 871,51 | 1 355,90 |
| VISCOS | 9 180,84 | 1 126,78 | 94,80 | 10 942,42 | 10 081,13 | 861,29 |
| TOTAL CANTON | 294 700,21 | 64 462,83 | 27 716,44 | 406 144,94 | 411 476,61 | -297,16 -> -0,07% |

CANTON : VIC-EN-BIGORRE

| <i>CANTON : VIC-EN-BIGORRE</i> | EFFORT FISCAL (80%) | DEPENSES D'EQUIPEMENTS (10%) | POPULATION INSEE (10%) | DOTATION 2019 | DOTATION 2018 | DIFFERENTIEL 2019 / 2018 |
|--------------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ANDREST | 6 084,38 | 3 634,62 | 3 547,50 | 13 806,52 | 10 811,83 | 2 994,68 |
| ARTAGNAN | 5 891,90 | 459,88 | 1 307,24 | 8 199,02 | 7 956,92 | 242,09 |
| AURENSAN | 5 433,37 | 400,80 | 1 958,36 | 8 332,53 | 8 040,07 | 292,46 |
| CAIXON | 5 956,22 | 700,37 | 948,00 | 8 144,58 | 8 119,54 | 25,04 |
| CAMALES | 5 426,70 | 830,70 | 990,41 | 7 787,80 | 7 076,77 | 711,03 |
| ESCAUNETS | 6 122,82 | 1 028,72 | 331,80 | 8 023,33 | 7 056,26 | 967,07 |
| GAYAN | 5 066,22 | 641,39 | 696,03 | 6 943,64 | 6 683,81 | 259,83 |
| LAGARDE | 5 467,99 | 1 275,67 | 1 309,73 | 8 593,40 | 7 616,99 | 976,41 |
| MARSAC | 5 158,23 | 1 123,73 | 576,28 | 7 398,24 | 6 214,21 | 1 184,03 |
| NOUILHAN | 4 858,95 | 381,43 | 503,94 | 6 284,32 | 5 818,77 | 465,55 |
| OROIX | 5 530,31 | 593,05 | 306,85 | 6 970,21 | 6 576,15 | 394,06 |
| PINTAC | 4 826,94 | 15,09 | 64,86 | 5 446,89 | 4 928,78 | 518,11 |
| PUJO | 5 260,18 | 230,82 | 1 621,57 | 7 652,58 | 7 565,27 | 87,31 |
| SAINT-LEZER | 5 805,21 | 371,65 | 1 087,70 | 7 804,56 | 8 059,33 | -254,77 |
| SANOUS | 5 423,41 | 61,69 | 246,98 | 6 272,09 | 6 116,09 | 156,00 |
| SARNIGUET | 5 155,45 | 1 663,82 | 641,15 | 8 000,41 | 7 248,27 | 752,14 |
| SIARROUY | 6 187,33 | 967,77 | 1 110,15 | 8 805,25 | 8 695,54 | 109,71 |
| TALAZAC | 4 838,23 | 57,33 | 187,10 | 5 622,67 | 5 817,67 | -195,01 |
| TARASTEIX | 5 890,56 | 222,00 | 663,60 | 7 316,17 | 7 509,72 | -193,55 |
| VILLENAVE-PRES-BEARN | 5 388,45 | 291,04 | 142,20 | 6 361,69 | 4 868,39 | 1 493,30 |
| VILLENAVE-PRES-MARSAC | 5 987,31 | 159,83 | 214,55 | 6 901,68 | 6 375,18 | 526,50 |
| TOTAL CANTON | 115 760,17 | 15 111,41 | 18 456,01 | 160 667,58 | 149 155,56 | 11 511,99 -> 7,72% |

Date de la convocation : 20/11/19

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Geneviève ISSON à Madame Maryse BEYRIE

Absent(s) excusé(s) : Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Monique LAMON, Monsieur Bernard VERDIER

38 - FRAIS DES ELUS POUR L'EXERCICE DE LEUR MANDAT

Les modalités de remboursement de frais des Conseillers Départementaux, pour l'exercice de leur mandat électif, sont prévus notamment par :

- l'article L3123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le décret n°90-910 du 3 septembre 1992 relatif aux indemnités de déplacement et au remboursement des frais supplémentaires résultant des mandats spéciaux des membres des Conseils Généraux et des Conseils Régionaux ;
- le décret n°2006-781 du 3/07/2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Par délibération du 2 avril 2015, le Conseil Départemental a délégué à la Commission Permanente le pouvoir de donner mandat à ses membres pour participer aux réunions et événements dans l'intérêt du Département et ainsi approuver les remboursements des frais liés à l'exercice de ces mandats spéciaux.

Vu le rapport de M. le Président,

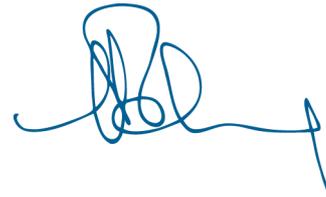
Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – d'entériner le déplacement de Mme Chantal Robin-Rodrigo pour sa participation à une réunion du Comité Directeur de l'Association des Elus de la Montagne (ANEM) à Saint- Jean-Pied-de-Port les 17 et 18 octobre 2019.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

ARRETES

RAA N°387 du 5 décembre 2019

| N° | DATE | SERVICE D'ORIGINE | OBJET |
|------|------------|----------------------|---|
| 5937 | 03/12/2019 | DRT | * Arrêté temporaire conjoint portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 938 sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre |
| 5938 | 03/12/2019 | DRT | * Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 817 sur le territoire de la commune d'Ibos |
| 5939 | 29/11/2019 | DRT | * Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 28 sur le territoire des communes de Galan et Recurt |
| 5940 | 29/11/2019 | DRT | * Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 939 sur le territoire des communes de Galan et Galez |
| 5941 | 29/11/2019 | DRT | * Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 70 sur le territoire de la commune de Luquet |
| 5942 | 29/11/2019 | DRT | * Arrêté temporaire portant réglementation provisoire de la circulation sur la RD 17 sur le territoire de la commune de Lustar |

* Inséré au R.A.A.

D.G.S. (Direction Générale des Services)
 DIRASS (Direction des Assemblées)
 D.R.T. (Direction des Routes et des Transports)
 D.E.B. (Direction de l'Education et des Bâtiments)
 D.R.H. (Direction des Ressources Humaines)
 D.R.A.G. (Direction des Ressources et de l'Administration Générale)
 D.S.D. (Direction de la Solidarité Départementale)
 D.D.L. (Direction du Développement Local)



REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

05937

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

OBJET : Arrêté temporaire conjoint n°11/2019.178
Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°938 sur le territoire de la commune de BAGNERES-DE-BIGORRE.

Le Président du Conseil Départemental,
Le Maire de Bagnères-de-Bigorre,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU la demande d'avis à M. Le Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 26 novembre 2019,
- VU la demande de l'entreprise SPIE-BATIGNOLLES MALET en date du 25 novembre 2019,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux d'aménagement communal sur la route départementale n°938, effectués par l'Entreprise SPIE-BATIGNOLLES MALET, il y a lieu de régler la circulation sur cette voie.

ARRETEM

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux d'aménagement communal, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°938, du Point de Repère (PR) 37+105 au PR 38+782, sur le territoire de la commune de BAGNERES-DE-BIGORRE.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 2 décembre 2019 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 13 décembre 2019 à 18h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. Durant cette période, les véhicules légers seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°26, et 8, sur le territoire des communes de BAGNERES-DE-BIGORRE et POUZAC ; et les poids-lourds seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°14, 20, 817, 92 et 8, sur le territoire des communes de MAUVEZIN, CIEUTAT, TOURNAY, BARBAZAN-DEBAT, et SOUES.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'entreprise SPIE-BATIGNOLLES MALET.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de BAGNERES-DE-BIGORRE et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Bagnères-de-Bigorre, le 28.11.2019

Tarbes, le - 3 DEC. 2019

Le Maire,

Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint



Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Claude CAZABAT

Pierre ABADIE

Philippe DEBERNARDI

Pour attribution :

- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise SPIE-BATIGNOLLES MALET,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information :

- Mme Nicole DARRIEUTORT, conseillère départementale du canton de la Haute Bigorre,
- M. Jacques BRUNE, conseiller départemental du canton de la Haute Bigorre,
- MM. les Maires de POUZAC, MAUVEZIN, CIEUTAT, TOURNAY, BARBAZAN-DEBAT, SOUES,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Conseil Départemental – DRT – Service Transports.



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



**REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

05938

OBJET : Arrêté temporaire n°13/2019.124

Portant réglementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°817 sur le territoire de la commune d'IBOS.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU l'avis de Monsieur le Préfet demandé le 2 décembre 2019,
- VU la demande de l'entreprise EOS SEVA en date du 26 novembre 2019,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de déploiement de la fibre sur la route départementale n° 817, effectués par l'Entreprise EOS SEVA, il y a lieu de réglementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux de déploiement de la fibre, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n°817, du Point de Repère (PR) 53+569 au PR 53+1055, sur le territoire de la commune d'IBOS.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du vendredi 6 décembre 2019 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 13 décembre 2019 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de piquets K10, précédés d'une signalisation d'approche.

Une interdiction de stationner, et de dépasser, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 Km/h) seront mises en place au droit du chantier.

Les agents seront munis d'un gilet de sécurité fluorescent le jour et rétroréfléchissant lors de mauvaises conditions de luminosité.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise EOS SEVA.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

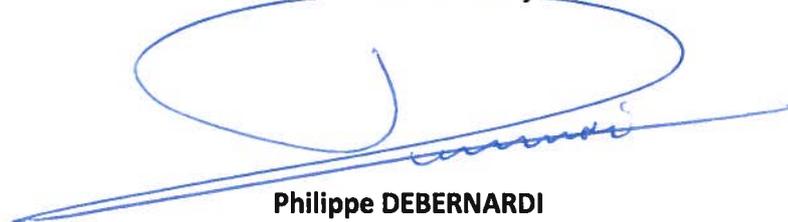
ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de IBOS et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Tarbes, le - 3 DEC. 2019

Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint



Philippe DEBERNARDI



Pour attribution :

- M. le Maire d'IBOS,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise EOS SEVA,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour,

Pour information :

Madame Andrée SOUQUET, conseillère départementale du canton de Bordères sur Echez,
Monsieur Jean BURON, conseiller départemental du canton de Bordères sur Echez,
Conseil Départemental – DRT – Service Transports,

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



**REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

05939

OBJET : Arrêté temporaire n°24/2019.65

Portant réglementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°28 sur le territoire des communes de GALAN et RECURT.

Le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU la demande de l'entreprise SARL DESPAGNET en date du 28 novembre 2019,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de déploiement de la fibre optique sur la route départementale n° 28, effectués par l'Entreprise SARL DESPAGNET, il y a lieu de régler la circulation sur cette voie.

ARRETE

Article 1 – En raison du déroulement des travaux de déploiement de la fibre optique la vitesse des véhicules sera limitée à 50Km.h et il sera instauré une interdiction de stationner ainsi que de dépasser sur la route départementale n°28, du Point de Repère (PR) 28+515 au PR 41+065, sur le territoire des communes de GALAN et RECURT.

ARTICLE 2 – Cette mesure prendra effet du lundi 9 décembre 2019 à 8h00 et restera en vigueur jusqu'au mardi 24 décembre 2019 à 18h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux

ARTICLE 3 La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise SARL DESPAGNET.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux en assurera le contrôle.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

ARTICLE 4. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

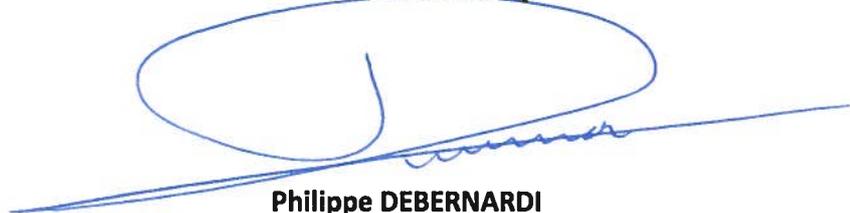
ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7. Le présent arrêté sera affiché dans les communes de GALAN et RECURT et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Tarbes, le **- 3 DEC. 2019**

Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint



Philippe DEBERNARDI

Pour attribution :

- Messieurs les Maires de GALAN et RECURT,
- M le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M le directeur de l'entreprise SARL DESPAGNET,
- M le Chef de l'Agence des Routes du Pays des Coteaux,

Pour information :

Madame Joëlle ABADIE, conseillère départementale du canton de la Vallée de l'Arros et des Baïses,
Monsieur André FOURCADE, conseiller départemental du canton de la Vallée de l'Arros et des Baïses,
Conseil Départemental – DRT – Service Transports,



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



**REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

05940

OBJET : Arrêté temporaire n°14/2019.247

Portant réglementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 939 sur le territoire des communes de GALAN et GALEZ.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU la demande de l'entreprise PCE SERVICES en date du 25 novembre 2019.

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de rehaussement de chambre de télécommunication sur la route départementale n° 939, effectués par l'Entreprise PCE SERVICES, il y a lieu de réglementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. Pour permettre le déroulement de travaux de rehaussement de chambre de télécommunication, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n° 939 du Point de Repère (PR) 17+910 au PR 20+390 sur le territoire des communes de GALAN et GALEZ.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 9 décembre 2019 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au mardi 24 décembre 2019 à 18h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de feux tricolores homologués. Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro réfléchissante haute intensité.

Une interdiction de dépasser, de stationner, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 km/h) seront mises en place au droit du chantier.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise PCE SERVICES.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans les communes de GALAN et GALEZ et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Tarbes, le - 3 DEC. 2019

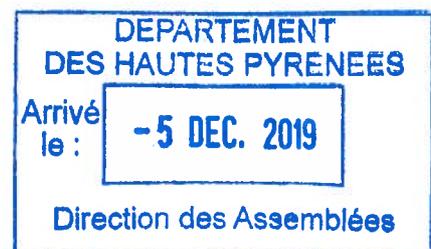
Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint



Philippe DEBERNARDI

Pour attribution :

- Messieurs les Maires de GALAN et GALEZ,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Directeur de l'entreprise PCE SERVICES,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays des Coteaux.



Pour information :

- Madame Joëlle ABADIE, conseillère départementale du canton de la Vallée de l'Arros et des Baïses,
- Monsieur André FOURCADE, conseiller départemental du canton de la Vallée de l'Arros et des Baïses,
- Conseil Départemental – DRT – Service Transports.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



**REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

05941

OBJET : Arrêté temporaire n°14/2019.246

Portant réglementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 70 sur le territoire de la commune de LUQUET.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU la demande de l'entreprise AEVIA en date du 28 novembre 2019.

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de réparation d'un garde corps sur la route départementale n° 70, effectués par l'Entreprise AEVIA, il y a lieu de réglementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. Pour permettre le déroulement de travaux de réparation d'un garde corps, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n° 70 du Point de Repère (PR) 0+236 au PR 0+240 sur le territoire de la commune de LUQUET.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 9 décembre 2019 à 8h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 13 décembre 2019 à 17h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de feux tricolores homologués. Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro réfléchissante haute intensité.

Une interdiction de dépasser, de stationner, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 km/h) seront mises en place au droit du chantier.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise AEVIA.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de LUQUET et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Tarbes, le - 3 DEC. 2019

Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint



Philippe DEBERNARDI

Pour attribution :

- M. le Maire de LUQUET,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Directeur de l'entreprise AEVIA,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information :

- Madame Catherine VILLEGAS, conseillère départementale du canton d'OSSUN,
- Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, conseiller départemental du canton d'OSSUN,
- Conseil Départemental – DRT – Service Transports.



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



**REGISTRE DES ARRETES
DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

DIRECTION DES ROUTES
ET DES TRANSPORTS

05942

OBJET : Arrêté temporaire n°14/2019.245

Portant réglementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 17 sur le territoire de la commune de LUSTAR.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route et notamment l'article L 411-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU la demande de l'entreprise ACCHINI en date du 22 novembre 2019.

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de renouvellement de conduite AEP sur la route départementale n° 17, effectués par l'Entreprise ACCHINI, il y a lieu de réglementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. Pour permettre le déroulement de travaux de renouvellement de conduite AEP, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n° 17 du Point de Repère (PR) 34+240 au PR 35+050 sur le territoire de la commune de LUSTAR.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du vendredi 6 décembre 2019 à 18h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 20 décembre 2019 à 18h00.

Les contraintes seront maintenues sur toute la période (jour et nuit).

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de feux tricolores homologués. Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante haute intensité.

Une interdiction de dépasser, de stationner, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 km/h) seront mises en place au droit du chantier.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise ACCHINI.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

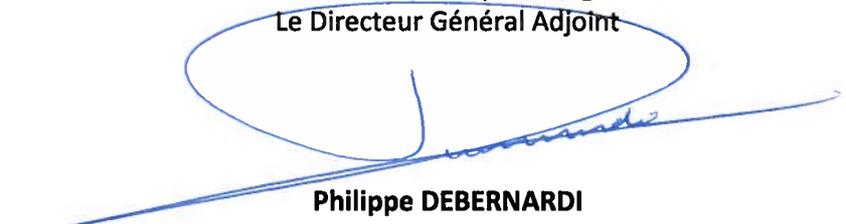
ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de LUSTAR et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Tarbes, le - 3 DEC. 2019

Pour Le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint


Philippe DEBERNARDI

Pour attribution :

- M. le Maire de LUSTAR,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Directeur de l'entreprise ACCHINI,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays des Coteaux.

Pour information :

- Madame Monique LAMON, conseillère départementale du canton des Coteaux,
- Monsieur Bernard VERDIER, conseiller départemental du canton des Coteaux,
- Conseil Départemental – DRT – Service Transports.



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr